



# Lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique : recueil des résumés juridiques des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme

Français-Arabe

---

Financé  
par l'Union européenne  
et le Conseil de l'Europe



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

---

Mis en œuvre  
par le Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 47 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

[www.coe.int](http://www.coe.int)

Les États membres de l'Union européenne ont décidé de mettre en commun leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en maintenant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne s'engage à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières.

<http://europa.eu>

---

Financé  
par l'Union européenne  
et le Conseil de l'Europe



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

---

Mis en œuvre  
par le Conseil de l'Europe

**Lutte contre la violence  
à l'égard des femmes  
et la violence domestique :  
recueil des résumés juridiques  
des arrêts et décisions  
de la Cour européenne  
des droits de l'homme**

## Edition arabe

مكافحة العنف ضد النساء والعنف المنزلي: مجموعة ملخصات قانونية لأحكام وقرارات صادرة عن المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان

La reproduction d'extraits (jusqu'à 500 mots) est autorisée, sauf à des fins commerciales, tant que l'intégrité du texte est préservée, que l'extrait n'est pas utilisé hors contexte, ne donne pas d'informations incomplètes ou n'induit pas le lecteur en erreur quant à la nature, à la portée et au contenu de ce texte. Le texte source doit toujours être cité comme suit : « © Conseil de l'Europe, année de publication ». Pour toute autre demande relative à la reproduction ou à la traduction de tout ou partie de ce document, veuillez vous adresser à la Direction de la communication, Conseil de l'Europe - F-67075 Strasbourg Cedex, ou à [publishing@coe.int](mailto:publishing@coe.int)

Toute autre correspondance relative à ce document doit être adressée au service de la dignité humaine et de l'égalité de genre, Direction générale de la démocratie - Conseil de l'Europe F-67075 Strasbourg Cedex France

Courriel : [cooperation.sud.DGII@coe.int](mailto:cooperation.sud.DGII@coe.int)

Conception de la couverture et mise en page : JOUVE- France

Photos : Conseil de l'Europe © Shutterstock

Editions du Conseil de l'Europe

<http://book.coe.int/fr/>

© Conseil de l'Europe, septembre 2021. Tous droits réservés.

Autorisé dans l'Union européenne sous certaines conditions.

Imprimé aux ateliers du Conseil de l'Europe

Ce recueil a été produit dans le cadre du Partenariat de voisinage du Conseil de l'Europe avec le Maroc 2018-2021, ainsi que dans celui des programmes conjoints « Soutien régional à la consolidation des droits de l'homme, de l'État de droit et de la démocratie dans le sud de la Méditerranée » (Programme Sud IV) et « Vers une gouvernance démocratique renforcée dans le sud de la Méditerranée » (Programme Sud II), financés par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe et mis en œuvre par ce dernier.

La sélection de résumés juridiques des arrêts et décisions et la révision éditoriale ont été faites avec la permission du Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme. Cette brochure ne reflète pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe / Cour européenne des droits de l'homme, ni celle de l'Union européenne.

# Table des matières

<b>Avant-propos</b>	<b>5</b>
<b>Résumés juridiques Violence à l'égard des femmes</b>	<b>7</b>
Résumé juridique de l'arrêt Juhnke c. Turquie (52515/99)	8
Résumé juridique de l'arrêt Maslova et Nalbandov c. Russie (839/02)	11
Résumé juridique de l'arrêt Yazgül Yılmaz c. Turquie (36369/06)	15
Résumé juridique de l'arrêt B.S. c. Espagne - 47159/08	18
Résumé juridique de l'arrêt İzci c. Turquie - 42606/05	21
Résumé juridique de l'arrêt P. et S. c. Pologne - 57375/08	24
Résumé juridique de l'arrêt O'Keeffe c. Irlande [GC] - 35810/09	30
Résumé juridique de l'arrêt S.Z. c. Bulgarie - 29263/12	36
Résumé juridique de l'arrêt Y. c. Slovénie - 41107/10	40
Résumé juridique de la décision E. Collins and A. Akaziebie c. Suède (déc.) - 23944/05	44
Résumé juridique de la décision Omeredo c. Autriche (déc.) - 8969/10	47
Résumé juridique de l'arrêt N. c. Suède - 23505/09	50
Résumé juridique de l'arrêt R.H. c. Suède - 4601/14	53
Résumé juridique de l'arrêt Sandra Janković c. Croatie - 38478/05	56
Résumé juridique de l'arrêt Irina Smirnova c. Ukraine - 1870/05	59
Résumé juridique de l'arrêt Tërshana c. Albanie - 48756/14	63
Résumé juridique de l'arrêt N.Ç. c. Turquie - 40591/11	67
<b>Résumés juridiques Violence domestique</b>	<b>73</b>
Résumé juridique de l'arrêt Kontrová c. Slovaquie - 7510/04	74
Résumé juridique de l'arrêt Branko Tomašić et autres c. Croatie - 46598/06	77
Résumé juridique de l'arrêt Opuz c. Turquie - 33401/02	80
Résumé juridique de l'arrêt E.S. et autres c. Slovaquie - 8227/04	86

<b>Résumé juridique de l'arrêt A. c. Croatie - 55164/08</b>	<b>89</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Hajduová c. Slovaquie - 2660/03</b>	<b>92</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt E.M. c. Roumanie - 43994/05</b>	<b>94</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Valiulienė c. Lituanie - 33234/07</b>	<b>98</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Eremia c. République de Moldova - 3564/11</b>	<b>101</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Civek c. Turquie - 55354/11</b>	<b>106</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt M.G. c. Turquie - 646/10</b>	<b>109</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Halime Kılıç c. Turquie - 63034/11</b>	<b>113</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Bălșan c. Roumanie - 49645/09</b>	<b>116</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Talpis c. Italie - 41237/14</b>	<b>119</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt D.M.D. c. Roumanie - 23022/13</b>	<b>124</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Y.C. c. Royaume-Uni - 4547/10</b>	<b>128</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Buturugă c. Roumanie - 56867/15</b>	<b>131</b>
<b>Résumé juridique de l'arrêt Volodina c. Russie - 41261/17</b>	<b>135</b>

# Avant-propos

Ce recueil présente une compilation, en français et en arabe, de résumés juridiques des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et de violence domestique.

Ces arrêts se fondent notamment sur la Convention européenne des droits de l'homme, en particulier l'article 2 (droit à la vie), l'article 3 (interdiction de la torture et des traitements inhumains ou dégradants), l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) et l'article 14 (interdiction de discrimination), ainsi que sur la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (dite Convention d'Istanbul).

Le préambule de la Convention d'Istanbul rappelle que les femmes et les filles sont souvent exposées à des formes graves de violence telles que la violence domestique, le harcèlement sexuel, le viol, le mariage forcé, les crimes commis au nom du prétendu « honneur » et les mutilations génitales, lesquelles constituent une grave violation des droits humains des femmes et des filles et un obstacle majeur à la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le présent recueil de jurisprudence est destiné aux professionnels du droit – procureurs, juges et avocats – chargés d'affaires en matière de lutte contre la violence à l'égard des femmes et de violence domestique. Il servira également de base de travail à d'autres acteurs, universitaires et organisations non gouvernementales notamment, œuvrant dans ce domaine.

\*\*\*\*\*

*Instituée en 1959, la Cour européenne des droits de l'homme<sup>1</sup> est une juridiction internationale compétente pour statuer sur des requêtes individuelles ou étatiques alléguant des violations des droits civils et politiques énoncés par la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les 47 pays membres du Conseil de l'Europe. Les individus peuvent porter plainte pour violation des droits de l'homme devant la Cour de Strasbourg dès lors que toutes les voies de recours ont été épuisées dans l'Etat membre concerné.*

*Depuis 1998, la Cour européenne des droits de l'homme siège en permanence à Strasbourg et peut être saisie directement par les particuliers. La Cour a examiné des centaines de milliers de requêtes depuis sa création. Ses arrêts, qui sont obligatoires pour les Etats concernés, conduisent les gouvernements à modifier leur législation et leurs pratiques administratives dans de nombreux domaines.*

---

<sup>1</sup> [www.echr.coe.int](http://www.echr.coe.int)





# **Résumés juridiques**

## **Violence à l'égard des femmes**

# **Résumé juridique de l'arrêt Juhnke c. Turquie (52515/99)**

**Arrêt 13.5.2008 [Section IV]**

## Article 8

### Article 8-1

#### Respect de la vie privée

Examen gynécologique imposé à une détenue en l'absence de consentement libre et éclairé : *violation*

*En fait* : Soupçonnée d'appartenance au PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), considéré comme une organisation armée illégale, la requérante, ressortissante allemande, fut arrêtée en 1997 par des soldats turcs et remise à des gendarmes. En 1998, elle fut reconnue coupable des charges qui pesaient sur elle et condamnée à une peine d'emprisonnement. Dans l'intervalle, elle avait déposé plainte auprès du parquet au motif qu'elle aurait été contrainte de subir un examen gynécologique. Elle alléguait en outre avoir été totalement déshabillée et avoir eu à subir le harcèlement sexuel de plusieurs gendarmes présents durant l'examen. Elle avait demandé l'ouverture de poursuites contre les gendarmes et le médecin. En 2002, la Cour administrative suprême abandonna les poursuites contre les gendarmes. En 2004, l'intéressée fut libérée et expulsée vers l'Allemagne.

*En droit* : Article 8 – Après s'être initialement opposée à un examen gynécologique, la requérante finit par se laisser convaincre d'y consentir. Compte tenu de la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouve tout détenu en pareilles circonstances, il est compréhensible que l'intéressée n'ait pu résister jusqu'au bout à la pression exercée sur elle. Elle était détenue au secret depuis au moins neuf jours lorsque cet acte médical eut lieu. Au moment de l'examen, elle se trouvait apparemment particulièrement vulnérable du point de vue psychologique. Rien ne donne à penser que cet examen ait été motivé par des raisons médicales ou qu'il ait été pratiqué à la suite d'une plainte de la requérante pour agression sexuelle. De plus, on ne sait pas au juste si l'intéressée avait été dûment informée de la nature et des motifs de cette mesure. Compte tenu des propos du médecin, elle aurait pu être amenée à croire que l'examen était obligatoire. La Cour ne peut conclure avec certitude que la requérante ait consenti à l'examen de manière libre et éclairée. L'examen gynécologique pratiqué dans ces conditions a représenté une ingérence dans le droit de l'intéressée au respect de sa vie privée, et en particulier une atteinte à son intégrité physique. Le gouvernement défendeur n'a pas démontré que l'atteinte en question fût « prévue par la loi », puisqu'il n'a formulé aucun argument indiquant que l'ingérence avait pour base une disposition légale ou autre et qu'elle s'y était conformée. L'examen litigieux n'entrait pas dans le cadre des examens médicaux standard auxquels sont soumises les personnes arrêtées ou détenues. Il apparaît au contraire qu'il est résulté d'une mesure prise de manière discrétionnaire – échappant à toute condition procédurale – prise par les autorités pour prémunir contre de fausses accusations d'agression sexuelle les

membres des forces de sécurité qui avaient arrêté la requérante et l'avait placée en détention. Même si ce souci pouvait en principe constituer un but légitime, l'examen n'a pas été proportionné à ce but. La requérante ne s'était pas plainte d'avoir été agressée sexuellement et aucun élément n'a été fourni qui donne à penser qu'elle risquait de le faire. Le but poursuivi ne justifiait donc pas de passer outre au refus d'une détenue de consentir à une atteinte aussi intrusive et grave à son intégrité physique ou de tenter de la persuader de renoncer à l'objection qu'elle avait expressément formulée. Il n'a pas été démontré que l'examen gynécologique que la requérante a été contrainte de subir sans donner son consentement libre et éclairé était « prévu par la loi » et « nécessaire, dans une société démocratique ».

*Conclusion* : violation (cinq voix contre deux).

La Cour conclut à la non-violation de l'article 3 et à la violation de l'article 6.

Article 41 –4 000 EUR pour préjudice moral.

(Voir aussi *Y.F. c. Turquie*, no [24209/94](#), Note d'information no 55)

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-2202>

# **Résumé juridique de l'arrêt Maslova et Nalbandov c. Russie (839/02)**

**Arrêt 24.1.2008 [Section I]**

## **Article 3**

### **Traitement dégradant**

### **Traitement inhumain**

### **Torture**

Mauvais traitements de personnes détenues en vue d'être interrogées et non-respect des procédures adéquates dans le cadre des poursuites contre les responsables : *violations*

## **Article 38**

### **Obligation de fournir toutes facilités nécessaires**

Refus du Gouvernement de divulguer des documents versés au dossier de l'enquête sur des allégations de mauvais traitements par des agents de l'Etat : *manquement à se conformer à l'article 38*

*En fait* : La première requérante se plaignait d'avoir subi de graves sévices – dont des coups, des viols, une tentative d'étouffement et des chocs électriques – infligés par la police et des agents instructeurs alors qu'elle avait été convoquée en novembre 1999 pour interrogatoire dans un commissariat de police en qualité de témoin dans une affaire de meurtre. Elle fut finalement relâchée au bout de presque 24 heures de garde à vue. Sa mère et le second requérant furent eux aussi placés en garde à vue pour interrogatoire. Le second requérant alléguait que des agents instructeurs l'avaient frappé à coups de poing et de pied et avaient tenté de l'étouffer avant de l'expulser du commissariat. Le lendemain, la première requérante déposa plainte pour viol et torture auprès du parquet, lequel ouvrit immédiatement une enquête. Des témoins furent interrogés et les indices recueillis au cours d'une perquisition menée au commissariat furent soumis à une expertise médico-légale. En avril 2000, quatre agents de police ou instructeurs furent officiellement inculpés. Toutefois, la juridiction saisie conclut qu'aucun des éléments de preuve recueillis jusqu'alors n'était admissible, en ce que la procédure spéciale applicable aux poursuites dirigées contre les agents instructeurs n'avait pas été suivie. L'affaire fut renvoyée à l'instruction, qui conclut au non-lieu faute de preuve de la commission d'une infraction.

Lors de la procédure devant elle, la Cour invita le Gouvernement à lui communiquer une copie du dossier d'instruction se rapportant aux faits survenus au commissariat de police. Toutefois, sans aucune explication, le Gouvernement a refusé de lui fournir tout autre document que des copies de pièces d'ordre procédural.

*En droit* : Article 3 – a) *Volet matériel* :

i. La première requérante : Un faisceau de preuves éloquentes et non équivoques vient appuyer la version des faits donnée par la première requérante. D'ailleurs, en inculquant les agents mis en cause, en les renvoyant en jugement et en ordonnant à maintes reprises la suspension puis la réouverture des poursuites, les autorités elles-mêmes ont concédé qu'elles estimaient crédibles les allégations de l'intéressée. Les éléments de preuve recueillis n'ont été rejetés que pour des raisons d'ordre procédural. Le Gouvernement n'a pas fourni d'explications satisfaisantes ou convaincantes pour réfuter les allégations formulées par la première requérante. Dans ces conditions, la Cour ajoute foi aux allégations de l'intéressée quant à ce qui s'est passé. Le viol d'un détenu par un agent de l'Etat doit être considéré comme une forme particulièrement grave et odieuse de mauvais traitement, compte tenu de la facilité avec laquelle l'agresseur peut abuser de la vulnérabilité de sa victime et de sa fragilité. En conséquence, les violences physiques infligées à la requérante, notamment les multiples viols – actes particulièrement cruels – dont elle a été victime, constituent des actes de torture.

*Conclusion* : violation (unanimité).

ii. Le second requérant : L'exposé des faits auquel l'intéressé s'est livré dans le cadre de la procédure suivie devant les juridictions internes est convaincant et cohérent. Ce récit est corroboré par les éléments de preuve versés au dossier d'instruction. Des conclusions peuvent aussi être tirées du fait que le Gouvernement n'a pas répondu à la demande par laquelle la Cour l'avait invité à lui communiquer l'ensemble du dossier de l'enquête, document qu'elle estime décisif pour l'établissement des faits. Le Gouvernement s'est borné à soumettre à la Cour des copies de décisions à caractère procédural et a refusé de lui fournir la moindre pièce supplémentaire. En conséquence, la Cour ajoute foi à la version des faits donnée par l'intéressé et estime que, compte tenu de leur durée ainsi que de leurs effets physiques et mentaux, les sévices pris dans leur ensemble sont constitutifs d'un traitement inhumain et dégradant.

*Conclusion* : violation (unanimité).

b) *Volet procédural* : Les autorités semblent avoir agi avec diligence et promptitude aux fins de l'identification et de la punition des auteurs des mauvais traitements infligés à la première requérante. Toutefois, les poursuites se sont soldées par un non-lieu en raison de vices de procédure. En l'absence d'explication plausible, on ne peut qu'y voir l'effet de l'incompétence manifeste dont les autorités chargées de l'instruction ont fait preuve dans la conduite de l'enquête durant la période considérée. En conséquence, il n'y a pas eu d'enquête effective sur les allégations de mauvais traitements formulées par la première requérante. Le raisonnement ainsi suivi vaut également dans le cas du second requérant.

*Conclusion* : violations (unanimité).

Article 38 § 1 a) – Rappelant l'importance de la coopération du gouvernement défendeur dans le cadre d'une procédure conduite au titre de la Convention et consciente des difficultés inhérentes à l'établissement des faits dans des affaires comme celle-ci, la Cour considère que, en refusant de lui communiquer les pièces requises par elle, le Gouvernement a failli aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 38 § 1 a) de la Convention.

*Conclusion* : manquement à une obligation (unanimité).

Article 41 –70 000 EUR à la première requérante et de 10 000 EUR au second requérant, pour dommage moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-2284>



**Résumé juridique  
de l'arrêt  
Yazgül Yılmaz  
c. Turquie (36369/06)**

**Arrêt 1.2.2011 [Section II]**

## Article 3

### Traitement dégradant

Absence de consentement à l'examen gynécologique d'une mineure pendant sa garde à vue : *violation*

*En fait* – En 2002, la requérante âgée de seize ans fut placée en garde à vue pour avoir prêté assistance à une organisation illégale. Un examen médical et gynécologique fut demandé par le commissaire chargé des mineurs près la direction de la sûreté, afin d'établir si elle présentait des traces de violences qui seraient survenues en garde à vue et si son hymen était rompu. La demande d'examen n'était pas signée par la requérante. Le lendemain, elle fut placée en détention provisoire, une action pénale fut engagée à son encontre et, en octobre 2002, elle fut acquittée et libérée. Peu après, la requérante, souffrant de troubles psychologiques, fit procéder à divers examens médicaux. Deux rapports de médecins conclurent qu'elle souffrait d'un stress post-traumatique et de troubles dépressifs. En décembre 2004, la requérante déposa une plainte pour abus de fonction à l'encontre des médecins qui l'avaient examinée pendant sa garde à vue. Aucune enquête disciplinaire ne fut ouverte et, en mars 2005, le parquet rendit un non-lieu. La cour d'assises rejeta l'opposition de la requérante.

*En droit* – Article 3

a) *Volet matériel* – Concernant l'examen gynécologique auquel la requérante a été soumise, rien n'indique que les autorités aient cherché à obtenir le consentement de cette dernière ou de son représentant légal. De surcroît, l'on ne pouvait s'attendre à ce que l'intéressée résistât à un tel examen, eu égard à sa vulnérabilité alors qu'elle se trouvait aux mains des autorités, qui ont exercé un contrôle total sur elle tout au long de sa garde à vue. A l'époque, un vide juridique caractérisait cet examen des femmes détenues, qui était pratiqué sans aucune garantie contre l'arbitraire. Or un tel examen peut être traumatisant, d'autant plus pour une personne mineure qui doit bénéficier de garanties et précautions supplémentaires, telles que celles de recueillir son consentement et celui de son représentant à toutes les étapes, de lui offrir le choix d'être accompagnée et celui d'être examinée par un médecin homme ou femme. La pratique généralisée consistant à soumettre automatiquement des femmes détenues à un examen gynécologique afin d'éviter de fausses accusations de violences sexuelles contre les membres des forces de l'ordre ne tient aucunement compte des intérêts des femmes détenues et ne se réfère à aucune nécessité médicale. La Cour constate avec intérêt que le nouveau code de procédure pénale régit pour la première fois les examens internes du corps, y compris gynécologiques, même s'il n'existe aucune mesure spécifique pour les mineures. En outre, l'un des deux rapports, établi par un collège de l'ordre des médecins en octobre 2004, indiquait que les certificats médicaux concernant la requérante n'étaient pas conformes aux critères d'évaluation médicale prévus dans

les circulaires adoptées par le ministère de la Santé et dans le Protocole d'Istanbul, dans la mesure où ils ne permettaient pas de déceler si cette dernière avait subi une quelconque violence physique ou psychologique. Ce rapport concluait également que le fait de procéder à un examen gynécologique sans le consentement de l'intéressée pouvait être considéré comme un traumatisme sexuel et que les allégations de violences subies par la requérante en garde à vue étaient largement corroborées par les examens médicaux pratiqués ultérieurement. Mis ensemble, les éléments ci-dessus créent une forte présomption en faveur de la superficialité de l'examen médical et gynécologique en question. Par conséquent, les autorités, qui avaient privé la requérante de sa liberté, n'ont pris aucune mesure positive pour la protéger au cours de sa garde à vue, ce qui l'a placée dans un état de profond désarroi. Les autorités qui ont décidé de soumettre cette mineure à un examen gynécologique ne pouvaient ignorer les conséquences psychologiques de celui-ci. Eu égard au fait que cet examen lui a nécessairement causé un sentiment d'extrême angoisse, compte tenu de son âge et de sa situation de mineure non accompagnée, il atteint le seuil requis pour être qualifié de traitement dégradant.

*Conclusion* : violation (unanimité).

b) *Volet procédural* – Concernant le caractère effectif de l'enquête, la Cour note que, à la suite de la plainte déposée par la requérante, le directeur adjoint de la santé a été chargé de l'affaire en tant qu'inspecteur, alors qu'il dépendait de la même hiérarchie que les médecins sur lesquels il menait son enquête. Conformément à sa conclusion que deux ans après les faits la faute disciplinaire était prescrite, la sous-préfecture a décidé de ne pas autoriser l'ouverture d'une enquête pénale à l'encontre des médecins mis en cause. Cette décision a été confirmée par le tribunal administratif régional, et le procureur de la République a alors dû rendre un non-lieu. Aucune enquête pénale n'a pu être conduite. Par ailleurs, le rapport de juillet 2005 dressé par l'inspecteur qui concluait à la responsabilité des médecins n'a pas été communiqué à la requérante. Ainsi, les médecins ont bénéficié de la prescription sans qu'aucun constat de leur éventuelle responsabilité dans les actes dénoncés n'ait été établi. La Cour rappelle avoir déjà émis de sérieux doutes quant à la capacité des organes administratifs concernés de mener une enquête indépendante. En l'espèce, les carences de l'enquête, qui ont eu pour conséquence d'accorder une quasi-impunité aux auteurs présumés des actes incriminés, ont rendu la voie pénale inefficace, mais également les recours civils inopérants pour permettre à la requérante d'obtenir réparation des violations qu'elle allègue.

*Conclusion* : violation (six voix contre une).

Article 41 : 23 500 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=002-599>

**Résumé juridique  
de l'arrêt B.S.  
c. Espagne - 47159/08**

**Arrêt 24.7.2012 [Section III]**

## Article 14

### Discrimination

Enquête insuffisante concernant les possibles motifs racistes des mauvais traitements qu'aurait subis une prostituée d'origine nigériane : *violation*

*En fait* – La requérante est une femme d'origine nigériane qui, à l'époque des faits, exerçait la prostitution. En juillet 2005, elle fit l'objet de trois interpellations au cours desquelles elle aurait subi des coups et des insultes racistes. Après la troisième interpellation, elle porta plainte et se rendit dans un centre hospitalier. A la suite d'une quatrième interpellation, elle déposa une nouvelle plainte dans laquelle elle signalait notamment que les femmes de « phénotype européen » n'étaient pas inquiétées par la police. Elle fut à nouveau examinée à l'hôpital.

*En droit* – Article 3

a) *Volet procédural* – De multiples insuffisances ont entaché les investigations, notamment le seul examen d'un rapport présenté par le supérieur hiérarchique des policiers mis en cause, le refus d'organiser une parade d'identification derrière une glace sans tain et la non prise en compte des rapports médicaux. Par conséquent, ces investigations n'ont pas été suffisamment approfondies et effectives pour remplir les exigences de l'article 3.

*Conclusion* : violation (unanimité).

b) *Volet matériel* – Les rapports médicaux ne sont pas concluants quant à l'origine possible des blessures que présentait la requérante, et les éléments du dossier ne permettent pas d'avoir une certitude, au-delà de tout doute raisonnable, sur la cause des lésions.

*Conclusion* : non-violation (unanimité).

Article 14 combiné avec l'article 3 (*volet procédural*): La Cour rappelle que le devoir qu'ont les autorités de rechercher s'il existe un lien entre des attitudes racistes et un acte de violence constitue un aspect des obligations procédurales découlant pour elles de l'article 3, mais ce devoir peut également passer pour faire implicitement partie de la responsabilité qui incombe aux autorités, en vertu de l'article 14, d'assurer sans discrimination le respect de la valeur fondamentale consacrée par l'article 3. Compte tenu de l'interaction des deux dispositions, on peut considérer ou bien que des questions comme celles dont il s'agit en l'espèce appellent un examen sur le terrain de l'une des deux dispositions seulement, et qu'aucun problème distinct ne se pose au regard de l'autre, ou bien qu'elles exigent un examen sous l'angle des deux articles. Dans ces plaintes, la requérante mentionnait de possibles motifs racistes. Ces arguments n'ont pas été examinés par les tribunaux. Les juridictions internes n'ont pas pris en considération la vulnérabilité spécifique de la requérante, inhérente à sa qualité de femme

africaine exerçant la prostitution. Elles ont ainsi manqué à l'obligation qui leur incombait de prendre toutes les mesures possibles pour rechercher si une attitude discriminatoire avait pu ou non jouer un rôle dans les événements.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 30 000 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-5580>

# **Résumé juridique de l'arrêt İzci c. Turquie - 42606/05**

**Arrêt 23.7.2013 [Section II]**

## Article 46

### Article 46-2

#### Exécution de l'arrêt

#### Mesures générales

Etat défendeur tenu de prendre des mesures pour assurer le respect par les forces de l'ordre du droit de réunion pacifique

*En fait* – Le 6 mars 2006, la requérante prit part à une manifestation organisée à Istanbul pour célébrer la Journée de la femme. Cette manifestation s'acheva par des heurts entre la police et les manifestantes. Un enregistrement vidéo des événements montre des policiers frappant avec leur matraque de nombreuses manifestantes et les aspergeant de gaz lacrymogènes, ou traînant des femmes hors de magasins où elles s'étaient réfugiées et les passant à tabac. Selon le rapport d'un expert nommé par les autorités turques pour examiner l'enregistrement, les policiers n'ont pas délivré d'avertissements pour disperser les manifestantes avant de les attaquer et celles-ci n'ont pas tenté de riposter à l'attaque mais seulement de fuir. A la suite de ces événements, la requérante, qui présentait des contusions sur tout le corps, introduisit une plainte officielle contre les policiers qui lui avaient selon elle infligé des mauvais traitements. Sur les 54 policiers accusés de coups et blessures infligés par un usage excessif de la force lors de la manifestation, 48 furent relaxés pour défaut de preuve. Les six autres furent condamnés à des peines de prison de cinq à vingt et un mois, mais la procédure pénale dirigée contre eux fut levée, le délai de prescription étant écoulé.

*En droit* – La Cour conclut, à l'unanimité, à la violation du volet matériel et du volet procédural de l'article 3 de la Convention en raison de la violence disproportionnée déployée à l'encontre de la requérante et d'un défaut d'enquête effective, et à la violation de l'article 11 en raison de l'atteinte portée à son droit à la liberté de réunion.

Article 46 – La Cour observe qu'elle a déjà conclu dans plus de 40 de ses arrêts concernant la Turquie que l'intervention musclée des agents des forces de l'ordre dans des manifestations avait emporté violation de l'article 3 et/ou de l'article 11 de la Convention. Le point commun entre toutes ces affaires est le défaut des forces de police de faire preuve d'une certaine tolérance face à des rassemblements pacifiques et, dans certains cas, le recours précipité à la force, y compris l'usage de gaz lacrymogènes. Dans plus de 20 de ces arrêts, la Cour a déjà relevé le manquement des autorités d'enquête turques à mener des investigations effectives sur les allégations d'infliction de mauvais traitements par des membres des forces de l'ordre pendant des manifestations. Elle souligne en outre que sont



actuellement pendantes 130 requêtes contre la Turquie relatives au droit à la liberté de réunion et/ou à l'usage de la force par les membres de forces de l'ordre pendant des manifestations.

Qualifiant donc ces problèmes de « systémiques », la Cour dit que les autorités turques doivent adopter des mesures générales pour empêcher que des violations semblables ne se reproduisent. En particulier, elles doivent prendre des mesures pour faire en sorte que la police respecte les articles 3 et 11 de la Convention et que les autorités judiciaires mènent des enquêtes effectives sur les allégations de mauvais traitements conformément à l'obligation que leur en fait l'article 3 de la Convention et de manière à ce que les policiers gradés aient aussi à répondre de leurs actes. Enfin, la Cour souligne la nécessité d'adopter des règles plus claires quant à l'usage de la force et des armes telles que les gaz lacrymogènes pendant des manifestations\*, en particulier face à des manifestants qui n'opposent pas de résistance violente.

Article 41 : 20 000 EUR pour préjudice moral.

\* Voir aussi à cet égard l'arrêt rendu en l'affaire *Abdullah Yaşa et autres c. Turquie*, [44827/08](#), 16 juillet 2013, Note d'information 165.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-7689>

**Résumé juridique  
de l'arrêt P. et S.  
c. Pologne - 57375/08**

**Arrêt 30.10.2012 [Section IV]**

## **Article 8**

### **Article 8-1**

#### **Respect de la vie privée**

Divulgarion d'informations par un hôpital public sur une mineure enceinte qui souhaitait se faire avorter après avoir subi un viol : *violation*

## **Article 3**

### **Traitement dégradant**

#### **Traitement inhumain**

Attitude des autorités envers une mineure, enceinte à la suite d'un viol, qui provoqua le harcèlement de celle-ci par des activistes anti-avortement : *violation*

## **Article 5**

### **Article 5-1**

#### **Arrestation ou détention régulière**

Placement dans un foyer pour adolescents d'une mineure, enceinte à la suite d'un viol, dans le but de l'empêcher de se faire avorter : *violation*

## **Article 8**

### **Obligations positives**

### **Article 8-1**

#### **Respect de la vie privée**

Refus des autorités médicales d'accorder à une mineure, enceinte à la suite d'un viol, l'accès à l'avortement légal en temps utile et sans entraves : *violation*

*En fait* – Les requérantes sont une adolescente et sa mère. En 2008, à l'âge de 14 ans, la première requérante, P., se retrouva enceinte à la suite d'un viol. Afin de pouvoir avorter conformément à la loi de 1993 sur le planning familial, elle obtint du procureur de la République un certificat attestant que sa grossesse résultait d'un rapport sexuel illicite. Cependant, lorsque les requérantes prirent contact avec des hôpitaux publics à Lublin, des informations contradictoires leur furent données quant à la procédure à suivre. L'un des médecins, sans lui demander

son avis, emmena P. voir un prêtre catholique. Celui-ci tenta de convaincre la jeune fille de mener sa grossesse à terme et l'amena à lui donner son numéro de téléphone portable. La deuxième requérante fut invitée à signer un formulaire de consentement à l'avortement dans lequel il était écrit que l'avortement pouvait entraîner la mort de sa fille. Finalement, après une altercation avec la deuxième requérante, la chef du service de gynécologie de l'hôpital de Lublin, invoquant ses idées personnelles, refusa d'autoriser l'avortement, et l'hôpital publia un communiqué de presse confirmant ce refus. Plusieurs articles furent publiés par divers journaux locaux et nationaux, et l'affaire fit l'objet de discussions sur internet.

P. fut par la suite admise dans un hôpital à Varsovie, où elle fut informée que diverses personnes exerçaient des pressions sur l'hôpital pour que l'avortement n'ait pas lieu, et que de nombreux courriels critiquant les requérantes pour leur choix avaient été reçus. P. reçut également des textos non sollicités du prêtre et d'autres personnes qui tentaient de la convaincre de changer d'avis. Se sentant manipulées et impuissantes, les requérantes quittèrent l'hôpital deux jours après. Harcelées à la sortie de l'hôpital par des activistes anti-avortement, elles furent finalement emmenées au poste de police, où elles furent interrogées pendant plusieurs heures. Le même jour, la police fut informée que le tribunal de la famille de Lublin avait ordonné le placement de P. dans un foyer pour adolescents à titre de mesure provisoire dans le cadre d'une procédure visant à déchoir la deuxième requérante de son autorité parentale, au motif que celle-ci faisait pression sur sa fille pour qu'elle avorte. Pour rendre cette ordonnance, le tribunal avait eu égard à des textos que P. avait envoyé à une amie, dans lesquels elle disait ne pas savoir quoi faire. Le même jour, la police conduisit P. à Lublin, où elle fut placée dans un foyer pour adolescents. Se plaignant de douleurs, la jeune fille fut emmenée le lendemain à l'hôpital, où elle resta une semaine. Plusieurs journalistes vinrent la voir et tentèrent de parler avec elle. Après s'être plaintes au ministère de la Santé, les requérantes furent finalement emmenées en secret à Gdańsk, à quelque 500 kilomètres de leur domicile, où il fut procédé à l'avortement.

Il fut mis fin à la procédure devant le tribunal de la famille après que P. eut attesté que sa mère ne l'avait en aucune façon contrainte d'avorter. Les poursuites pénales engagées contre P. pour rapport sexuel illicite avec un mineur ainsi que l'enquête pénale contre l'auteur présumé du viol furent également abandonnées.

#### *En droit – Article 8*

a) *Accès à l'avortement légal* : Quant au droit des médecins de refuser certains services pour des motifs de conscience, le droit polonais reconnaît la nécessité de garantir que les médecins ne soient pas contraints de proposer des services avec lesquels ils ne sont pas d'accord, et prévoit un mécanisme par lequel les médecins peuvent exprimer ce refus. Ce mécanisme comprend également des

éléments permettant de concilier le droit des médecins à invoquer l'objection de conscience avec les intérêts des patients, en obligeant le médecin à exprimer ce refus par écrit et à le verser au dossier médical du patient, et surtout en lui imposant l'obligation de renvoyer le patient à un confrère proposant le même service. Or il n'a pas été démontré que les exigences procédurales et les lois applicables aient été respectées en l'espèce. Le contexte de l'examen de la question de savoir si P. pouvait avorter légalement a été marqué par la procrastination et la confusion. Les requérantes ont reçu des informations trompeuses et contradictoires, et n'ont bénéficié d'aucun conseil médical objectif qui aurait dûment tenu compte de leur avis et de leurs souhaits. Elles n'ont disposé d'aucune procédure définie qui leur aurait permis de faire entendre leurs arguments et de voir ceux-ci dûment pris en considération avec un minimum d'équité procédurale. La différence entre la situation d'une mineure et celle de ses parents n'atténue pas la nécessité d'une procédure visant à apprécier l'accès à l'avortement légal dans le cadre de laquelle les deux parties peuvent être entendues et leurs points de vue considérés pleinement et objectivement, et d'un mécanisme permettant de conseiller les parties et de concilier les points de vue opposés dans l'intérêt de la mineure. Il n'a pas été démontré que le cadre législatif en Pologne permettait de prendre dûment en compte les préoccupations de la deuxième requérante, de façon à ce que son point de vue et sa position soient considérés et mis en balance de manière équitable et respectueuse avec les intérêts de sa fille enceinte, dans le cadre d'une telle procédure.

A cet égard, la procédure civile ne constituait pas une procédure effective et accessible, étant donné qu'un tel recours n'avait qu'un caractère rétroactif et compensatoire. Nul n'a donné d'exemple jurisprudentiel d'affaires dans lesquelles les tribunaux civils auraient reconnu et accordé réparation pour le dommage causé à une femme enceinte du fait de l'angoisse, de l'anxiété et de la souffrance impliquées par ses efforts pour obtenir l'accès à l'avortement.

Un accès effectif à des informations fiables sur les conditions dans lesquelles un avortement est légalement autorisé et sur les procédures correspondantes a une influence directe sur l'exercice de l'autonomie personnelle. La notion de vie privée au sens de l'article 8 s'applique aux décisions de devenir parent ou non. La nature des questions soulevées par la décision d'une femme de mettre fin ou non à sa grossesse est telle que le facteur temps revêt une importance cruciale. Les procédures doivent donc garantir que de telles décisions soient prises en temps voulu. L'incertitude qui caractérise la présente affaire a mis au jour un écart saisissant entre le droit théorique et la réalité de sa mise en œuvre concrète. Partant, les autorités ont donc failli à se conformer à leurs obligations positives de garantir aux requérants un respect effectif de leur vie privée.

*Conclusion* : violation (six voix contre une).

b) *Divulgateion de données personnelles et médicales* : Les informations divulguées au public étaient assez précises pour permettre à des tiers de trouver les coordonnées des requérantes et de prendre contact avec elles, soit sur leurs portables, soit en personne. Les textos adressés par P. à une amie peuvent raisonnablement être considérés comme un appel à l'aide, adressé à cette amie et peut-être aussi à son entourage proche par une adolescente vulnérable et affolée, dans une situation difficile. Cela ne saurait en aucun cas équivaloir à une intention de divulguer des informations sur sa grossesse ou de faire connaître son point de vue ou celui de sa famille au grand public ou à la presse. Le fait que la question de l'accès légal à l'avortement fasse l'objet en Pologne d'intenses débats ne confère pas à l'Etat une marge d'appréciation tellement large que le personnel médical serait dispensé de respecter ses obligations professionnelles concernant le secret médical. L'existence de circonstances exceptionnelles justifiant un intérêt du public pour la santé de P. n'a pas été alléguée, encore moins démontrée. Partant, la divulgation d'informations sur la grossesse non désirée de la première requérante et le refus de l'hôpital de procéder à un avortement ne poursuivait pas un but légitime. De plus, il n'a été fait état d'aucune disposition légale permettant de divulguer au grand public par la voie d'un communiqué de presse des informations, même non nominatives, sur les questions de santé concernant des patients individuels. P. avait droit au respect de sa vie privée concernant sa vie sexuelle, quels que soient l'intérêt ou la préoccupation suscités par son sort localement. Le droit national reconnaît expressément les droits des patients à la protection de leurs données médicales, et imposent aux professionnels de la santé l'obligation de s'abstenir de divulguer des informations sur l'état de santé de leurs patients. De même, la seconde requérante avait droit à la protection des informations relatives à sa vie familiale. Cependant, malgré cette obligation, l'hôpital de Lublin a mis les informations concernant la présente affaire à la disposition de la presse. La divulgation d'informations sur l'affaire des requérantes n'était donc pas prévue par la loi ni ne visait un but légitime.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 5 § 1 : Le placement de P. dans le foyer pour adolescents visait essentiellement à la séparer de ses parents, en particulier de sa mère, et à empêcher l'avortement. Il est absolument impossible que son placement puisse être considéré comme la détention d'un mineur décidée pour son éducation surveillée au sens de l'article 5 § 1 d), comme le Gouvernement l'a prétendu. Il était certes légitime d'essayer d'établir avec certitude si P. avait eu la possibilité de parvenir à une décision libre et éclairée concernant le recours à l'avortement. Toutefois, si les autorités estimaient que l'avortement allait être effectué contre la volonté de la première requérante, il aurait fallu pour le moins envisager des mesures moins radicales que l'enfermement d'une adolescente de 14 ans en

situation de grande vulnérabilité. Partant, la détention de la seconde requérante entre le 4 et le 14 juin 2008 n'était donc pas compatible avec l'article 5 § 1.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 3 : Le fait que P. n'avait que 14 ans au moment des faits revêt une importance cruciale. Toutefois, malgré sa grande vulnérabilité, le certificat d'un procureur attestant que sa grossesse résultait d'un rapport sexuel illicite et des éléments médicaux prouvant qu'elle avait subi des violences physiques, elle et sa mère ont été soumises à des pressions considérables à son admission à l'hôpital de Lublin. En particulier, l'un des médecins a invité la deuxième requérante à signer un formulaire de consentement l'avertissant que l'avortement pouvait entraîner la mort de sa fille, et ce en l'absence de raisons médicales décisives justifiant le recours à des termes aussi forts. P. a été témoin de la dispute entre le médecin et la deuxième requérante, que le médecin a accusé d'être une mauvaise mère. Des informations sur l'affaire ont été relayées par la presse, partiellement en raison du communiqué de presse émis par l'hôpital. En outre, P. a reçu de nombreux textos, non désirés et intrusifs, de personnes qu'elle ne connaissait pas. A l'hôpital de Varsovie, les autorités ont failli à la protéger de contacts avec des personnes essayant d'exercer des pressions sur elle. De plus, lorsque P. a demandé la protection de la police après avoir été accostée par des activistes anti-avortement, la police, au lieu de la protéger, l'a arrêtée et placée dans un foyer pour adolescents. Par ailleurs, la Cour est particulièrement frappée par le fait que les autorités ont engagé des poursuites pénales pour rapport sexuel illicite contre l'adolescente alors que celle-ci aurait dû être considérée comme une victime d'abus sexuels. Cette approche est incompatible avec les obligations de l'Etat d'instaurer et de mettre en œuvre de manière effective un système de droit pénal sanctionnant toute forme d'abus sexuels. Bien que les poursuites contre la requérante aient été par la suite abandonnées, le simple fait qu'elles aient été instituées montre un manque profond de compréhension pour la situation difficile où elle se trouvait. Aucune considération n'a été donnée à sa vulnérabilité et à son jeune âge, ni à son point de vue et ses sentiments. L'approche des autorités a été caractérisée par la procrastination, la confusion et le manque de conseils et d'informations convenables et appropriés. De même, le fait que P. a été séparée de sa mère et privée de sa liberté en violation de l'article 5 § 1 doit être pris en considération. En somme, P. a été traitée par les autorités de manière déplorable, et sa souffrance a atteint le seuil minimum de gravité au sens de l'article 3.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 30 000 EUR à la première requérante et 15 000 EUR à la deuxième requérante pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=002-7227>

**Résumé juridique  
de l'arrêt O'Keefe  
c. Irlande [GC] -  
35810/09**

**Arrêt 28.1.2014 [GC]**



## Article 3

### Obligations positives

Manquement de l'État à mettre en place des mécanismes appropriés pour protéger une élève d'une école nationale contre les abus sexuels commis sur elle par un enseignant : *violation*

*En fait* – La requérante a subi des abus sexuels commis par un enseignant (L.H.) en 1973, alors qu'elle était élève dans une école nationale financée par des fonds publics mais dont l'Église catholique était propriétaire et gestionnaire. Les écoles nationales, établies en Irlande au début du XIX<sup>e</sup> siècle, sont des établissements d'enseignement primaire directement financés par l'État mais administrés conjointement par celui-ci, un *Patron* et des représentants locaux. Dans le cadre de ce système, l'État apporte l'essentiel du financement et définit la réglementation sur des questions telles que les programmes et la formation des enseignants, mais la plupart de ces écoles sont la propriété d'ecclésiastiques (les *Patrons*) qui nomment à leur tête des directeurs (également des ecclésiastiques). Dans chaque école nationale, le *Patron* et le directeur sélectionnent, recrutent et licencient les enseignants.

L.H. démissionna de son poste en septembre 1973 à la suite de plaintes pour abus déposées par d'autres élèves. Toutefois, à cette époque, le ministère de l'Éducation et des Sciences ne fut pas informé des plaintes dirigées contre l'enseignant et les services de police ne furent pas saisis. L.H. fut recruté par une autre école nationale, où il enseigna jusqu'à sa retraite en 1995. La requérante refoula les abus sexuels dont elle avait été victime, et ce n'est qu'à la fin des années 1990, après avoir bénéficié d'un soutien psychologique à la faveur d'une enquête de police sur une plainte par une autre ancienne élève, qu'elle prit conscience du lien qui existait entre ses problèmes psychologiques et les sévices qu'elle avait subis. Elle fit une déposition à la police en 1997. LH fut finalement accusé de 386 chefs d'abus sexuels censés avoir été commis sur 21 anciens élèves de l'école nationale qu'avait fréquentée la requérante. En 1998, il plaida coupable sur 21 chefs d'accusation globalisés par victime et fut condamné à une peine d'emprisonnement.

La requérante obtint par la suite une indemnité de la Commission d'indemnisation des victimes de dommages résultant d'infractions pénales ainsi que des dommages-intérêts dans le cadre d'une action contre L.H. Elle engagea également une action civile en réparation dans laquelle elle mettait en cause la négligence, la responsabilité du fait d'autrui et la responsabilité constitutionnelle de diverses autorités de l'État (pour des raisons techniques, elle ne poursuivit pas l'Église). Cependant, la *High Court* rejeta ses prétentions dans un arrêt que la Cour suprême confirma le 19 décembre 2008, au motif, principalement, que la Constitution irlandaise prévoyait spécifiquement une cession de la gestion quotidienne des écoles nationales à des intérêts représentés par le *Patron* et le

directeur, que le directeur était le défendeur le plus adéquat contre lequel mener l'action en négligence et que le directeur avait agi en tant qu'agent de l'Église, et non de l'État.

Dans sa requête à la Cour, la requérante soutient notamment que l'État irlandais a failli à mettre en place un système d'enseignement primaire capable de la protéger des abus (article 3 de la Convention) et se plaint en outre de l'impossibilité pour elle de faire reconnaître un manquement de l'État à son obligation de protection et d'obtenir réparation à cet égard (article 13).

### *En droit – Article 3*

a) *Volet matériel* – Les pouvoirs publics ont l'obligation, inhérente à leur mission, de protéger les enfants contre des mauvais traitements, surtout dans le contexte de l'enseignement primaire, le cas échéant par l'adoption de mesures et de garanties spéciales. À cet égard, la nature des abus sexuels sur mineurs, surtout lorsque l'auteur de ces abus est en position d'autorité par rapport à l'enfant, fait que l'existence de mécanismes utiles de détection et de signalement représente une condition fondamentale pour la mise en œuvre effective des lois pénales censées prévenir de tels abus. Un État ne peut pas se soustraire à ses obligations vis-à-vis des mineurs scolarisés dans les établissements d'enseignement primaire en déléguant lesdites obligations à des organismes privés ou à des particuliers. L'État ne saurait pas davantage être exonéré de son obligation positive de protéger un enfant simplement à raison du choix opéré par celui-ci parmi les options éducatives autorisées par l'État (école nationale, école payante ou enseignement à domicile).

La Cour doit donc déterminer si le cadre législatif mis en place par l'État, et en particulier ses mécanismes de détection et de signalement, offrait aux enfants scolarisés dans les écoles nationales une protection effective contre le risque d'abus sexuels dont on pourrait dire que les autorités avaient ou auraient dû avoir connaissance à l'époque des faits. Les faits pertinents de la présente affaire remontant à 1973, la question de l'éventuelle responsabilité de l'État en l'espèce doit être appréciée à l'aune des circonstances et des normes qui existaient à cette époque, abstraction faite, notamment, de la prise de conscience dans la société du risque d'abus sexuels auxquels sont exposés les mineurs dans un contexte éducatif.

Nul ne conteste que la requérante a subi des abus sexuels de la part de L.H. ni que ces mauvais traitements tombent sous l'empire de l'article 3 de la Convention. De même, il n'y a pas grande controverse entre les parties relativement à la structure du système irlandais d'enseignement primaire, fruit de l'expérience historique unique de l'Irlande qui n'a pas eu d'équivalent en Europe, dans le cadre duquel l'enseignement primaire était assuré par l'État (qui définissait les programmes, délivrait les autorisations d'enseigner aux enseignants et finançait les établissements scolaires) alors que les écoles nationales assuraient la gestion

quotidienne. En revanche, les parties ont des avis divergents sur la question de savoir quelle responsabilité le droit interne et la Convention faisaient peser sur l'État à cet égard.

Pour déterminer la responsabilité de l'État, la Cour doit examiner si, à l'époque des faits, l'État défendeur aurait dû avoir conscience du risque pour des mineurs tels que la requérante d'être victimes d'abus sexuels dans une école nationale et si, par son système juridique, il offrait aux enfants une protection suffisante contre de tels traitements.

La Cour estime que l'État devait avoir connaissance du niveau de la délinquance sexuelle touchant les mineurs, étant donné qu'avant les années 1970 les poursuites pour de tels crimes s'étaient maintenues à un niveau constant. Plusieurs rapports établis entre les années 1930 et les années 1970 exposaient des données statistiques circonstanciées en matière de poursuites en Irlande concernant les infractions sexuelles commises sur des enfants. Le rapport Ryan de mai 2009 expose également des plaintes adressées aux autorités avant et pendant les années 1970 relatives à des abus sexuels commis par des adultes sur des mineurs. Si ce rapport porte essentiellement sur les *reformatory schools* et les *industrial schools*, il évoque également des plaintes concernant des abus commis dans les écoles nationales.

En conséquence, dès lors qu'il abandonnait le contrôle de l'éducation d'une très grande majorité de jeunes enfants à des instances non publiques, l'État aurait dû adopter des mesures et garanties adéquates pour protéger les enfants contre les risques potentiels pour leur sécurité. Il aurait ainsi dû à tout le moins mettre en place des mécanismes effectifs de détection et de signalement des sévices éventuels respectivement par et à un organe contrôlé par l'État.

Or les mécanismes en place, invoqués par le Gouvernement, étaient dénués de toute effectivité. Ni le règlement de 1965 des écoles nationales ni la directive de 1970 décrivant la pratique à suivre pour se plaindre d'enseignants n'indiquent qu'il pesât sur une autorité quelconque de l'État une obligation de surveiller la façon dont les enseignants traitaient leurs élèves, ou que fût prévue une procédure propre à inciter un enfant ou un parent à s'adresser directement à une autorité de l'État pour dénoncer des mauvais traitements. Au contraire, le texte même de la directive orientait expressément les personnes souhaitant se plaindre d'enseignants vers le directeur, généralement un prêtre local comme en l'espèce, autrement dit vers une autorité non publique. Ainsi, alors que des plaintes concernant l'intéressé furent adressées en 1971 et 1973 au directeur de l'école de la requérante, celui-ci n'en fit part à aucune autorité de l'État. De même, le système des inspecteurs scolaires, également invoqué par le Gouvernement, n'obligeait pas les inspecteurs à s'intéresser à la manière dont les enseignants traitaient leurs élèves et mener des investigations à cet égard, leur mission première consistant

à superviser les prestations d'enseignement et à faire rapport au ministre à cet égard. Alors que l'inspecteur affecté à cette école effectua six visites entre 1969 et 1973, il ne fut jamais saisi d'aucun grief concernant L.H. En réalité, aucune autorité de l'État ne fut informée de plaintes relatives aux agissements de L.H. avant que celui-ci ne prît sa retraite en 1995. Pour la Cour, un mécanisme de détection et de signalement permettant la perpétration de plus de 400 incidents d'abus par un enseignant sur une période aussi longue ne peut que passer pour inefficace.

Il est raisonnable de supposer que si des mesures appropriées avaient été prises à la suite de la plainte de 1971 la requérante en l'espèce n'aurait pas eu à subir deux ans plus tard et dans la même école des abus de la part du même enseignant. Au contraire, l'absence de tout mécanisme de contrôle effectif par l'État pour prévenir les risques connus d'abus sexuels a entraîné en l'espèce que le directeur, autorité non publique, ne donna aucune suite aux premières plaintes d'abus sexuels dirigées contre L.H., que ce dernier put ultérieurement abuser de la requérante et, plus largement, qu'il put se livrer pendant une longue période à des agressions sexuelles graves sur de nombreux autres élèves dans la même école nationale. Dès lors, l'État a failli à son obligation positive de protéger la requérante en l'espèce contre les abus sexuels.

*Conclusion* : violation (onze voix contre six).

b) *Volet procédural* – Le dépôt en 1995 auprès des services de police d'une plainte dirigée contre L.H pour des abus sexuels sur une élève de l'école nationale fréquentée par la requérante a aussitôt déclenché l'ouverture d'une enquête, au cours de laquelle la requérante a pu faire une déposition. À la suite de cette enquête, l'enseignant a été accusé de nombreux chefs d'abus sexuels, puis condamné et mis en détention. La requérante n'a contesté ni l'autorisation donnée à L.H. de plaider coupable pour des charges représentatives ni la condamnation prononcée contre lui.

*Conclusion* : non-violation (unanimité).

Article 13 combiné avec l'article 3 : La requérante aurait dû disposer d'un recours permettant d'établir une éventuelle responsabilité de l'État. Dès lors, les procédures civiles évoquées par le Gouvernement, qui concernaient d'autres personnes et des instances non publiques, doivent être considérées comme inefficaces en l'espèce, indépendamment de leurs perspectives de succès. De même, si la condamnation de L.H. est centrale pour le volet procédural de l'article 3, elle ne saurait être assimilée à un recours effectif pour la requérante au sens de l'article 13.

Quant aux recours allégués contre l'État, il n'a pas été démontré qu'aucun des recours internes (responsabilité de l'État du fait d'autrui, action en négligence directe contre l'État ou action en responsabilité constitutionnelle) eût permis à

la requérante de faire valoir de manière effective son grief selon lequel l'État ne l'avait pas protégée des abus.

*Conclusion* : violation (onze voix contre six).

Article 41 : Octroi d'une somme globale de 30 000 EUR pour dommage matériel et préjudice moral, compte tenu de l'indemnité déjà perçue par la requérante et de l'incertitude qui entoure les futurs versements par L.H.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-9316>

**Résumé juridique  
de l'arrêt S.Z.  
c. Bulgarie - 29263/12**

**Arrêt 3.3.2015 [Section IV]**

## Article 3

### Enquête efficace

Retards excessifs intervenus dans le cours de la procédure pénale et absence d'investigation sur certains aspects des faits concernant un viol et autres violences : *violation*

## Article 46

### Article 46-2

#### Exécution de l'arrêt

#### Mesures générales

État défendeur tenu d'identifier puis de prendre des mesures générales afin de rendre les enquêtes efficaces sur les cas de viols et autres violences

*En fait* – En septembre 1999, la requérante fut emmenée et retenue dans un appartement où elle fut battue et violée à plusieurs reprises par plusieurs hommes avant de parvenir à s'échapper.

Une instruction pénale fut ouverte par le parquet. La requérante identifia certains des hommes qui l'avaient agressée, ainsi que deux policiers rencontrés avant sa séquestration.

L'instruction fut clôturée à quatre reprises et le dossier renvoyé pour complément d'enquête au motif que les actes d'instruction nécessaires n'avaient pas été réalisés ou que des irrégularités de procédure avaient été commises.

En 2007, sept accusés furent renvoyés en jugement devant le tribunal de district pour séquestration, viol, incitation à la prostitution ou enlèvement dans le but de contraindre à la prostitution. Vingt-deux audiences furent tenues, dont une dizaine furent ajournées le plus souvent au motif de citations irrégulières des accusés ou de témoins. Par un jugement de mars 2012, cinq accusés furent condamnés à des peines d'emprisonnement et au versement d'amendes. Un autre fut déclaré non coupable et les poursuites à l'encontre du dernier furent terminées pour prescription. Les cinq accusés reconnus coupables et la requérante interjetèrent appel. Devant le tribunal régional, sept audiences furent ajournées en raison de l'absence de l'un des accusés ou de leurs avocats. Par un arrêt définitif de février 2014, le tribunal annula l'une des condamnations et mis un terme aux poursuites pour prescription et les peines d'emprisonnement de certains autres accusés furent réduites.

*En droit* – Article 3 (*volet procédural*) : Les viols et les violences dont la requérante a fait l'objet entrent dans le champ d'application de l'article 3 de la Convention.

La durée totale de la procédure pénale engagée à la suite de la plainte de la requérante s'élève à plus de quatorze ans pour l'instruction préliminaire et deux instances de juridiction.

Cette durée extrêmement longue ne semble pas être justifiée par la complexité de l'affaire. Les retards subis ont été dus à un manque de diligence des autorités et entre autres les autorités chargées de l'enquête ont manqué d'investiguer certains aspects de l'affaire, notamment l'implication des individus que la requérante avait identifiés comme impliqués dans l'agression.

La durée excessive de la procédure a indéniablement eu des conséquences négatives sur la requérante, qui se trouvait visiblement dans un état psychologique très vulnérable à la suite de son agression. Elle a été maintenue dans l'incertitude concernant la possibilité d'obtenir la mise en cause et la punition de ses agresseurs, elle a dû se rendre de manière répétée au tribunal et a été obligée de revenir sur les événements lors de nombreux interrogatoires.

Ainsi, la procédure litigieuse ne peut passer pour avoir répondu aux exigences de l'article 3 de la Convention. En conséquence, la Cour rejette l'exception préliminaire du Gouvernement concernant le caractère prématuré de la requête.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 46 : Dans plus de 45 arrêts, la Cour a déjà constaté des violations de l'obligation de mener une enquête effective dans des requêtes concernant la Bulgarie. Par ailleurs, plusieurs requêtes sur des cas de viols ont récemment été rayées du rôle à la suite du règlement amiable intervenu entre les parties ou d'une déclaration unilatérale du Gouvernement, reconnaissant une méconnaissance de l'article 3.

Dans la majorité de ces affaires, des retards importants au stade de l'enquête préliminaire et l'absence d'une enquête approfondie et objective ont été relevés. Dans certaines situations, les retards intervenus avaient conduit à l'extinction des poursuites par l'effet de la prescription lorsque les suspects, bien qu'identifiés, n'avaient pas été formellement mis en examen ou que, malgré le renvoi en jugement des présumés responsables et la tenue d'un procès, le délai de prescription dit « absolu » s'était écoulé. En outre, dans certaines affaires les autorités compétentes n'avaient pas tenu compte de certains éléments de preuve, n'avaient pas cherché à élucider certaines circonstances factuelles ou l'implication de certaines personnes dans l'infraction pénale ou le procureur avait refusé de manière persistante de se conformer aux instructions du tribunal relatives à l'enquête préliminaire.

Il existe dès lors un problème systémique concernant l'inefficacité des enquêtes en Bulgarie. Mais la complexité du problème structurel constaté rend difficile l'identification des causes précises des dysfonctionnements relevés ou l'indication



de solutions spécifiques qu'il convient de mettre en œuvre pour améliorer la qualité des enquêtes. Dans ces circonstances, la Cour ne considère pas être en mesure d'indiquer les mesures individuelles et générales qui doivent être entreprises dans le cadre de l'exécution du présent arrêt. Les autorités nationales, en coopération avec le Comité des Ministres, sont les mieux placées pour identifier les différentes causes du problème et de décider des mesures générales qui s'imposent concrètement pour prévenir des violations similaires à l'avenir, ceci afin de lutter contre l'impunité et de préserver l'État de droit et la confiance du public et des victimes dans le système judiciaire.

Article 41 : 15 000 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-10415>

# **Résumé juridique de l'arrêt Y. c. Slovénie - 41107/10**

**Arrêt 28.5.2015 [Section V]**

## Article 8

### Obligations positives

#### Article 8-1

#### Respect de la vie privée

Défaut de protection de l'intégrité personnelle de la plaignante dans le cadre d'une procédure pénale relative à des abus sexuels : *violation*

*En fait* – En 2001, à l'âge de 14 ans, la requérante fut, selon ses allégations, victime d'agressions sexuelles répétées de la part d'un dénommé X, ami de la famille. À la suite d'une plainte pénale déposée par la mère de la requérante, une enquête fut ouverte en 2003 et une procédure pénale fut engagée à l'encontre de X en 2007. En 2009, après 12 audiences au total, les juridictions internes acquittèrent X de tous les chefs de la poursuite au motif qu'un expert avait contredit certaines des allégations de la requérante relatives à l'état physique de son agresseur présumé, dont la culpabilité était dès lors, selon les juges internes, impossible à prouver au-delà de tout doute raisonnable. L'appel du ministère public contre ce jugement fut rejeté en 2010. Quelques mois plus tard, la requérante fut également déboutée du recours dans l'intérêt de la loi formé devant le procureur près la Cour suprême.

*En droit* – Article 8 : La Cour doit examiner si l'État défendeur a pris des mesures suffisantes pour protéger le droit de la requérante au respect de sa vie privée, en particulier de son intégrité personnelle, s'agissant de la manière dont elle a été interrogée dans le cadre de la procédure pénale engagée contre son agresseur sexuel présumé. À cette fin, elle doit ménager un juste équilibre entre les droits que l'article 8 garantit à la requérante en tant que victime appelée à témoigner dans une procédure pénale et ceux de la défense, en particulier le droit de l'accusé d'appeler des témoins et de les soumettre à un contre-interrogatoire, conformément aux dispositions de l'article 6 § 3 d) de la Convention. Alors que, dans toutes les autres affaires similaires dont la Cour a eu à connaître, la requête avait été formée par les accusés, en l'espèce la question soulevée doit être examinée du point de vue de la victime alléguée.

Dans le cas présent, il était dans l'intérêt du procès équitable que X eût la possibilité de contre-interroger la requérante, d'autant plus que le témoignage de celle-ci au procès constituait la seule preuve directe fournie dans cette affaire et que les autres éléments de preuve étaient contradictoires.

Toutefois, étant donné que les procédures pénales relatives aux délits sexuels sont souvent perçues comme extrêmement désagréables et comme très longues par les victimes et qu'une confrontation directe entre l'auteur présumé d'abus sexuels et sa victime présumée risque de traumatiser encore plus cette dernière,

le contre-interrogatoire conduit par le requérant aurait dû faire l'objet d'une évaluation particulièrement rigoureuse des juridictions internes. De fait, plusieurs textes internationaux, dont certains adoptés par l'Union européenne, précisent que certains droits doivent être garantis aux victimes d'actes tels que, entre autres, les abus sexuels, imposant notamment à l'État l'obligation de protéger lesdites victimes du risque d'intimidation et de victimisation répétée lorsqu'elles livrent leur témoignage sur les abus sexuels subis.

À cet égard, la Cour relève que l'interrogatoire de la requérante s'est étendu sur quatre audiences, qui se sont tenues en l'espace de sept mois. La procédure a donc connu une durée longue, en elle-même problématique, d'autant plus que rien ne semble justifier les longs intervalles qui ont séparé les audiences. En outre, à deux de ces audiences, X mena personnellement le contre-interrogatoire, contestant systématiquement la véracité des réponses de la requérante et lui posant des questions de nature personnelle. Selon la Cour, ces questions avaient pour but de remettre en cause la crédibilité de la requérante mais aussi de dénigrer sa personnalité. Or, alors que les autorités judiciaires avaient l'obligation de contrôler la forme et le fond des questions et commentaires de X et, si nécessaire, d'intervenir, le président du tribunal n'intervint pas suffisamment pour atténuer ce qui constituait manifestement une épreuve pour la requérante.

S'agissant de l'affirmation de la victime selon laquelle l'avocat de X aurait dû être refusé parce qu'elle l'avait consulté au sujet de son agression sexuelle peu après les événements allégués, la Cour estime que le droit interne applicable ou la manière dont il a été appliqué en l'espèce n'a pas suffisamment tenu compte des intérêts de la requérante. En effet, le fait d'être contre-interrogée par l'avocat de X a eu, sur la requérante, un effet psychologique négatif très supérieur à l'appréhension qu'elle aurait ressentie si elle avait été interrogée par un autre avocat. En outre, toutes les informations que l'avocat a pu, en cette qualité, recevoir de la victime auraient dû être traitées comme confidentielles et n'auraient pas dû être utilisées en faveur d'une personne ayant des intérêts opposés dans la même affaire.

La Cour relève également le caractère déplacé des questions posées à la requérante par le gynécologue que le tribunal de première instance avait chargé d'établir si la requérante avait eu un rapport sexuel à la date en cause. À cet égard, les autorités devaient veiller à ce que tous les participants à la procédure invités à apporter leur concours à l'enquête ou à la décision respectent la dignité des victimes et des autres témoins éventuels et ne leur causent pas une gêne inutile. Or, en plus d'être dépourvu de la formation nécessaire à la conduite d'entretiens avec des victimes d'abus sexuels, le gynécologue désigné par le tribunal posa à la requérante des questions accusatrices et fit des commentaires qui outrepassaient sa mission et son expertise médicale. La requérante fut ainsi placée dans la position de devoir se défendre, ce qui accrut inutilement la tension due à la procédure pénale.

Les autorités internes ont certes pris un certain nombre de mesures pour éviter à la requérante de subir un traumatisme supplémentaire, mais ces mesures se sont finalement révélées insuffisantes pour offrir à l'intéressée la protection qui eût permis de ménager un juste équilibre entre les droits et intérêts que lui garantissait l'article 8 et les droits de la défense conférés à X par l'article 6.

*Conclusion* : violation (six voix contre une).

La Cour conclut également, à l'unanimité, à une violation de l'article 3 sous son aspect procédural, au motif que les autorités de l'État défendeur n'ont pas promptement diligenté une enquête sur les allégations d'abus sexuels de la requérante et engagé des poursuites.

Article 41 : 9 500 EUR pour préjudice moral.

(Voir également *S.N. c. Suède*, [34209/96](#), 2 juillet 2002, [Note d'information 44](#), et *Aigner c. Autriche*, [28328/03](#), 10 mai 2012, ainsi que la fiche thématique [Violence à l'égard des femmes](#))

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-10695>

**Résumé juridique  
de la décision  
E. Collins and  
A. Akaziebie c. Suède  
(déc.) - 23944/05**

**Décision 8.3.2007 [Section III]**

## Article 3

### Expulsion

Risque allégué de mutilation génitale féminine en cas d'extradition vers le Nigéria : *irrecevable*

Les requérantes sont des ressortissantes nigérianes. En 2002, la première requérante arriva en Suède et demanda l'asile ou un permis de séjour. Elle affirma qu'en vertu de la tradition nigériane, les femmes étaient contraintes de subir une mutilation génitale féminine (« MGF ») lorsqu'elles donnaient naissance. Lorsqu'elle avait été enceinte, elle avait été effrayée par cette pratique inhumaine. Selon ses dires, ni ses parents ni son mari, qui l'avaient soutenue, n'auraient pu empêcher cela car il s'agissait d'une tradition fortement enracinée. Elle déclara que si elle s'était rendue dans une autre région du Nigéria pour donner naissance à sa fille, elle-même et son enfant auraient été tuées lors d'une cérémonie religieuse. Ayant décidé de fuir le pays, elle avait payé un passeur, qui l'avait emmenée en Suède. Quelques mois plus tard, elle accoucha de sa fille, la seconde requérante. L'Office de l'immigration rejeta les demandes d'asile, de statut de réfugié ou de permis de séjour, au motif notamment que les MGF étaient prohibées par la législation nigériane et que cette interdiction était respectée dans au moins six Etats du Nigéria. Dès lors, si les requérantes retournaient dans l'un de ces Etats, il était peu probable qu'elles soient forcées de subir une MGF. Les requérantes firent en vain appel, en soutenant que la pratique des mutilations persistait en dépit de la loi et n'avait jamais donné lieu à des poursuites ou des sanctions.

*Irrecevable* : Il n'est pas contesté que le fait de soumettre une femme à une mutilation génitale féminine s'analyse en un traitement contraire à l'article 3. Il n'est pas davantage contesté qu'au Nigéria il était – et il est toujours dans une certaine mesure – de tradition de faire subir aux femmes des MGF. Cependant, plusieurs Etats du Nigéria, notamment l'Etat dont les requérantes sont originaires, ont interdit les MGF par le biais de la législation. Bien qu'il n'existe pas encore de loi fédérale contre cette pratique, le gouvernement fédéral s'y est opposé publiquement et des campagnes ont été menées aux niveaux de l'Etat et des communautés par le biais du ministère de la Santé et des ONG, ainsi que par des messages diffusés dans les médias. Si certaines informations indiquent que le taux de MGF est plus élevé dans le sud, notamment dans l'Etat dont les requérantes sont originaires, selon des sources officielles le taux national pour 2005 s'élevait à environ 19 %, et l'incidence baisse régulièrement depuis quinze ans. De plus, pendant sa grossesse, la première requérante n'a pas choisi d'aller dans un autre Etat du Nigéria ou dans un Etat voisin, où elle aurait encore pu bénéficier de l'aide et du soutien de sa famille. Au contraire, elle est parvenue à obtenir les moyens pratiques et financiers nécessaires pour se rendre en Suède, faisant ainsi preuve d'une force et d'une indépendance considérables. A la lumière de ces éléments,

il est difficile de comprendre pourquoi elle ne pouvait pas protéger sa fille des MGF, si ce n'est dans son Etat d'origine, du moins dans l'un des autres Etats du Nigéria où cette pratique est interdite par la loi et/ou moins répandue. Le fait que la situation des requérantes serait moins favorable au Nigéria qu'en Suède ne saurait être considéré comme déterminant du point de vue de l'article 3. De plus, la première requérante n'a pas répondu à la demande spécifique que lui avait adressée la Cour afin qu'elle étayât certaines de ses allégations et fournit une explication satisfaisante quant aux discordances de sa propre thèse. En définitive, les requérantes n'ont pas montré que si elles retournaient au Nigéria elles seraient confrontées à un risque réel et concret d'être soumises à des mutilations génitales féminines : *défaut manifeste de fondement*.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-2796>



**Résumé juridique  
de la décision  
Omeredo c. Autriche  
(déc.) - 8969/10**

**Décision 20.9.2011 [Section I]**

## Article 3

### Traitement dégradant

### Traitement inhumain

### Expulsion

Risque allégué de mutilation génitale féminine en cas de renvoi de la requérante au Nigéria : *irrecevable*

*En fait* – En mai 2003, la requérante quitta le Nigéria. Elle demanda l’asile en Autriche, alléguant qu’elle risquait dans son pays de subir une mutilation génitale féminine (MGF). L’Office fédéral de l’asile rejeta sa demande. Il estima que ses allégations étaient crédibles mais considéra qu’elle pouvait toujours s’installer dans une région du Nigéria autre que sa région d’origine, les MGF étant interdites par la loi en certains endroits du pays. La requérante recourut contre cette décision devant le tribunal de l’asile, mais son recours fut rejeté. Elle saisit alors la Cour constitutionnelle, qui refusa d’examiner ses griefs, estimant qu’ils ne soulevaient pas de question de droit constitutionnel. Devant la Cour, la requérante invoquait l’article 3 de la Convention. Elle alléguait d’une part qu’elle risquait de subir une MGF si elle était expulsée au Nigéria et soutenait d’autre part que le fait de la contraindre à fuir dans son propre pays et à s’y installer hors de sa région d’origine, dans un lieu où elle n’avait ni époux ni famille pour la soutenir, emporterait aussi violation de ses droits garantis par cette disposition.

*En droit* – Article 3 : Il n’est pas contesté que le fait de soumettre à une MGF quelque individu que ce soit, enfant ou adulte, serait constitutif d’un traitement contraire à l’article 3 (voir également *Izevbekhai et autres c. Irlande (déc.)*, no [43408/08](#), 17 mai 2011). La Cour note cependant que, si les autorités internes ont jugé que la crainte qu’avait la requérante d’être forcée à subir une MGF au Nigéria était fondée, elles ont également considéré que l’intéressée avait la possibilité d’échapper à ce traitement en demeurant dans son pays. Il y a donc lieu d’examiner quelle serait au Nigéria la situation personnelle de la requérante. Elle est âgée de trente-sept ans, elle a bénéficié d’un enseignement scolaire pendant au moins treize ans et elle a travaillé comme couturière pendant huit ans. Il sera peut-être difficile pour elle de vivre au Nigéria sans époux ni famille pour la soutenir, mais la perspective que sa vie dans ce pays soit moins facile que celle qu’elle connaît en Autriche ne saurait être considéré comme un élément déterminant. Par ailleurs, elle est instruite et a une expérience professionnelle (en tant que couturière), et rien ne porte donc à croire qu’elle ne sera pas en mesure de faire sa vie au Nigéria sans devoir compter sur le soutien de membres de sa famille.

*Conclusion* : irrecevable (défaut manifeste de fondement).

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-378>

# **Résumé juridique de l'arrêt N. c. Suède - 23505/09**

**Arrêt 20.7.2010 [Section III]**

## Article 3

### Expulsion

Risque de mauvais traitements en cas de renvoi vers l'Afghanistan d'une femme séparée de son époux : *l'expulsion emporterait violation*

*En fait* – La requérante et son époux sont des ressortissants afghans arrivés en Suède en 2004 et dont les demandes d'asile furent rejetées à plusieurs reprises. En 2005, elle se sépara de son mari. En 2008, sa demande de divorce fut rejetée par les tribunaux suédois au motif qu'ils n'avaient pas le pouvoir de dissoudre son mariage tant qu'elle séjournerait illégalement dans le pays. Son époux les avait avisés qu'il s'opposait au divorce. Parallèlement, l'intéressée demanda sans succès au Comité des migrations de réexaminer son cas et de suspendre son expulsion, alléguant qu'elle risquait la peine capitale en Afghanistan parce qu'elle avait commis un adultère en entamant une relation avec un Suédois et que sa famille l'avait rejetée.

*En droit* – Article 3 : la Cour doit rechercher si la situation personnelle de la requérante est d'une nature telle que son retour en Afghanistan emporterait violation de l'article 3. Dans ce pays, les femmes dont le comportement n'est pas jugé conforme aux rôles sexo-sociaux que leur attribuent la société, la tradition voire le système juridique s'exposent à un risque particulier de mauvais traitement. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a fait observer que les femmes afghanes ayant adopté un style de vie moins conservateur, par exemple celles qui reviennent d'un exil en Iran ou en Europe, continuent d'être considérées comme transgressant les normes sociales et religieuses établies et s'exposent de ce fait aux violences domestiques et à d'autres formes de châtement allant de l'isolement ou de la stigmatisation aux crimes d'honneur pour celles accusées de jeter l'opprobre sur leurs familles, leur communauté ou leur tribu. Résidant en Suède depuis 2004, la requérante peut être considérée comme ne se conformant pas à ces rôles sexo-sociaux. En outre, elle a tenté de divorcer et a manifesté une intention réelle et sincère de ne plus vivre avec son mari. Or, si les conjoints devaient être expulsés en Afghanistan, séparément ou ensemble, le mari de la requérante pourrait décider de reprendre leur vie conjugale contre la volonté de son épouse. La nouvelle loi sur le statut de la personne chiite impose notamment aux femmes d'obtempérer aux demandes sexuelles de leurs époux et d'obtenir leur permission pour partir du domicile, sauf en cas d'urgence. Selon divers rapports sur les droits de l'homme en Afghanistan, jusqu'à 80 % des femmes afghanes sont touchées par la violence domestique, les autorités n'engagent pas de poursuites en pareils cas et la vaste majorité des femmes ne demandent même pas d'aide. Pour aller devant la police ou les tribunaux, une femme doit surmonter l'opprobre public touchant les femmes qui quittent leur maison sans être escortées par un homme. La Cour ne saurait faire abstraction du risque

général indiqué par les statistiques et par les rapports internationaux. Pour ce qui est de la relation extraconjugale de la requérante, celle-ci n'a donné aux autorités suédoises aucune information pertinente et détaillée. Il n'en reste pas moins que, si son époux considère une demande de divorce ou toute autre action de ce type comme indicatif d'une relation de ce type, l'adultère demeure un crime en vertu du code pénal afghan. Si la requérante parvient à vivre séparément de son époux en Afghanistan, les femmes ne bénéficiant pas du soutien ou de la protection d'un homme subissent des obstacles empêchant une vie sociale normale, par exemple une liberté de circulation entravée, et n'ont pas les moyens d'assurer leur subsistance, ce qui pousse bon nombre d'entre elles à revenir dans leur foyer où elles sont victimes d'abus. Les conséquences de ces « réconciliations » ne font en général l'objet d'aucune surveillance et les abus ou crimes d'honneur à l'occasion du retour sont souvent commis en toute impunité. Il n'y a aucune raison solide de douter de la requérante lorsqu'elle dit ne plus avoir aucun contact avec sa famille depuis près de cinq ans et ne plus bénéficier d'un réseau social ni d'une protection adéquate en Afghanistan. Dans les circonstances particulières de la présente affaire, il y a des motifs sérieux de croire que l'expulsion de l'intéressée en Afghanistan l'exposerait à divers risques cumulés de représailles de la part de son époux, de la famille de celui-ci, de sa propre famille et de la société afghane, tombant sous le coup de l'article 3.

*Conclusion* : le renvoi emporterait violation (unanimité).

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-867>

**Résumé juridique  
de l'arrêt R.H.  
c. Suède - 4601/14**

**Arrêt 10.9.2015 [Section V]**

## Article 3

### Expulsion

Expulsion envisagée d'une jeune femme somalienne vers Mogadiscio (Somalie) : *l'expulsion n'emporterait pas violation*

*En fait* – En 2011, la requérante, une jeune femme somalienne de Mogadiscio, présenta une demande d'asile à la Suède où elle séjournait illégalement depuis quatre ans, après être arrivée d'Italie en passant par les Pays-Bas. Lors d'un entretien qui eut lieu en janvier 2013, elle déclara – c'était la première fois qu'elle tenait ces propos – qu'elle avait fui la Somalie en compagnie de son petit ami après avoir été mariée de force à un homme plus âgé, puis battue et jetée hors d'un camion par ses oncles lorsqu'ils avaient découvert sa relation avec son petit ami. Ses parents et son petit ami étaient décédés depuis et elle affirmait qu'au cas où elle serait renvoyée en Somalie elle devrait retourner chez l'homme auquel elle avait été mariée de force et courrait le risque d'être tuée par ses oncles. Ne disposant pas d'un réseau de soutien masculin en Somalie, elle risquait aussi de subir des agressions sexuelles et de se voir exclue socialement. L'Office des migrations rejeta sa demande d'asile en juin 2013 et ordonna son expulsion vers la Somalie après avoir constaté que ses allégations manquaient de crédibilité. Il releva que la requérante avait séjourné illégalement en Suède pendant quatre ans avant de se mettre en rapport avec les autorités compétentes en matière d'immigration et qu'elle avait auparavant déjà introduit des demandes d'asile en Italie et aux Pays-Bas. De plus, elle avait initialement affirmé avoir quitté la Somalie en raison de la guerre, puis avait modifié son récit pour alléguer qu'elle avait dû s'enfuir pour échapper à un mariage forcé et aux mauvais traitements qu'elle risquait de se voir infliger par des membres de sa famille en cas de retour. La requérante introduisit par la suite une demande tendant à la suspension de l'exécution de la décision d'expulsion. Elle soutenait que ses oncles étaient devenus membres du groupe terroriste djihadiste Al-Chabaab, qu'ils avaient forcé son frère à rejoindre aussi le groupe et qu'ils avaient tué sa sœur. L'Office des migrations rejeta sa demande en septembre 2013.

*En droit* – Article 3 : La Cour estime qu'il ne fait pas de doute que si la requérante était expulsée de Suède, elle serait renvoyée à Mogadiscio sans risque d'avoir à traverser d'autres parties de la Somalie ou à y demeurer. Dans l'affaire *K.A.B. c. Suède*, la Cour a conclu que, à l'époque (septembre 2013), la situation générale à Mogadiscio n'était pas de nature à faire conclure que des retours dans cette ville emporteraient violation de l'article 3. Même s'il est clair que la situation générale du point de vue de la sécurité y demeure préoccupante et précaire, les sources dont dispose la Cour n'indiquent pas une détérioration de la situation depuis septembre 2013.

Cependant, à la différence du requérant dans l'affaire *K.A.B. c. Suède* (un homme né en 1960), la requérante en l'espèce est une jeune femme vivant à l'étranger depuis



près de dix ans et qui était âgée de dix-sept ans à son départ de Somalie. Différents rapports font état de la situation difficile des femmes en Somalie, y compris à Mogadiscio. Les femmes et les fillettes constituent un groupe particulièrement menacé et plusieurs rapports concordants signalent, dans le pays, des violences sexuelles et fondées sur le sexe graves et généralisées. Ces éléments concourent à établir qu'une femme célibataire retournant à Mogadiscio sans disposer de la protection d'un réseau masculin serait exposée à un risque réel de vivre dans des conditions constitutives d'un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 3.

Cependant, sans méconnaître la situation difficile des femmes en Somalie, y compris à Mogadiscio, la Cour estime que, dans les circonstances particulières du cas d'espèce, la requérante ne serait pas exposée à un risque réel de traitements contraires à l'article 3 en cas de renvoi dans cette ville. Des incohérences significatives accompagnent ses déclarations et les plaintes relatives à ses expériences personnelles, et elle n'a pas rendu plausibles les dangers encourus en cas de retour. Rien ne permet de conclure qu'elle retournerait à Mogadiscio en qualité de femme seule, avec les risques inhérents à cette situation. Au contraire, la requérante doit être considérée comme étant dotée tant d'un soutien familial que d'un réseau masculin de protection. Il n'a pas non plus été établi qu'elle aurait à vivre dans un camp de réfugiés et de personnes déplacées. En conséquence, son expulsion vers Mogadiscio n'emporterait pas violation de l'article 3.

*Conclusion* : l'expulsion n'emporterait pas violation (cinq voix contre deux).

(Voir *K.A.B. c. Suède* [GC], [886/11](#), 5 septembre 2013, [Note d'information 166](#))

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=002-10845>

# **Résumé juridique de l'arrêt Sandra Janković c. Croatie - 38478/05**

**Arrêt 5.3.2009 [Section I]**

## Article 8

### Obligations positives

Mise en œuvre incorrecte des mécanismes internes du droit pénal concernant les allégations de la requérante selon lesquelles des particuliers lui avaient infligé des violences physiques : *violation*

*En fait* : La requérante louait une chambre dans un appartement qu'elle partageait avec d'autres locataires. En août 1999, elle constata que la serrure de l'appartement avait été changée et que ses affaires avaient été enlevées. Elle saisit la juridiction civile, qui statua en sa faveur en mai 2002, ordonnant qu'on l'autorisât à réintégrer sa chambre. Cette décision fut exécutée environ dix mois plus tard. Le lendemain de l'exécution, lorsqu'elle arriva à l'appartement, la requérante fut agressée par deux femmes et un homme, qui lui donnèrent des coups de pied, la tirèrent par les cheveux et la poussèrent dans les escaliers, tout en lui lançant des obscénités. Elle informa immédiatement la police, qui vint sur les lieux et l'interrogea. La police déposa une plainte auprès du tribunal des infractions mineures, lequel reconnut initialement les agresseurs coupables d'injures à la requérante et leur infligea une amende. Toutefois, cette procédure fut finalement clôturée pour prescription. En octobre 2003, la requérante déposa une plainte pénale contre sept individus, alléguant que ceux-ci l'avaient agressée physiquement, insultée et menacée de mort. Les autorités décidèrent de ne pas ouvrir d'enquête officielle, estimant que les actes dénoncés étaient constitutifs d'une infraction qui ne pouvait faire l'objet de poursuites qu'à l'initiative de la victime. La requérante intenta cette procédure, dont il ne fut d'abord pas tenu compte, et sa demande fut finalement déclarée irrecevable au motif qu'elle était incomplète. Ses recours contre cette décision furent rejetés et la procédure devant la Cour constitutionnelle était toujours pendante à la date du prononcé par la Cour européenne des droits de l'homme de son arrêt. La requérante dénonça devant la Cour constitutionnelle en 2002 et devant une juridiction ordinaire en 2007 la durée de la procédure civile et celle de la procédure d'exécution pour la restitution de sa chambre. La Cour constitutionnelle la débouta, mais la juridiction ordinaire statua, en mars 2008, en sa faveur, lui allouant une indemnité pour préjudice moral. Dans l'intervalle, la requérante avait invité la juridiction civile à reprendre la procédure d'exécution en vue de la restitution de sa chambre, mais sa demande avait été déclarée irrecevable en janvier 2008.

*En droit* : Rappelant les obligations positives qui pèsent sur les Etats en vertu de l'article 8, la Cour observe que les actes de violence, tels que ceux allégués par la requérante, commandent l'adoption de la part des Etats de mesures positives adéquates dans la sphère de protection du droit pénal. En droit croate, pour certaines infractions pénales, les poursuites incombent au parquet, soit à son initiative, soit à celle de la victime (poursuites privées) ; pour les infractions

mineures, les poursuites sont à l'initiative de la victime. En outre, une plainte pénale déposée dans les délais relativement à une infraction pénale susceptible de poursuites privées sera réputée déclencher des poursuites privées. La requérante a déposé une plainte pénale, dans laquelle elle fournissait une description détaillée des événements litigieux et alléguait qu'ils étaient constitutifs de l'infraction pénale de comportement violent et menaces graves. De l'avis de la Cour, la décision de l'intéressée de demander l'ouverture d'une enquête sur ces accusations plutôt que d'engager des poursuites privées pour des infractions mineures était conforme aux règles pertinentes de la procédure pénale et aurait pu ne pas être considérée comme mal fondée. En outre, même si la demande de la requérante tendant à l'ouverture d'une enquête n'a pas strictement respecté les modalités requises, la Cour attache de l'importance au fait que l'intéressée n'était pas représentée par un avocat et n'avait pas droit à l'aide judiciaire en vertu du droit interne. La requérante a toutefois fait comprendre qu'elle demandait l'ouverture d'une enquête pénale sur les actes de violence dont elle avait fait l'objet, qu'elle avait décrits en détail et qui avaient donné lieu à un rapport de la police. Les informations fournies étaient donc suffisantes pour permettre aux autorités compétentes de donner suite à la demande de la requérante. En outre, dès lors que les autorités compétentes avaient décidé de ne pas ouvrir une enquête officielle car, à leur sens, l'acte en question devait faire l'objet de poursuites privées, la plainte pénale de l'intéressée aurait dû être réputée déclencher ces poursuites conformément au droit interne. Enfin, on ne saurait conclure que la requérante ait bénéficié d'une protection dans le cadre de la procédure pour infractions mineures, puisque cette procédure a finalement été clôturée pour prescription et s'est donc terminée sans qu'une décision définitive sur la culpabilité des agresseurs ne soit prononcée. Dès lors, la Cour conclut que la façon dont les autorités internes ont mis en œuvre les mécanismes de droit pénal existants dans l'affaire de la requérante était déficiente, au mépris des obligations positives qui pèsent sur l'Etat en vertu de l'article 8.

*Conclusion* : violation (unanimité)

Article 41 – 3 000 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-1622>

**Résumé juridique  
de l'arrêt  
Irina Smirnova  
c. Ukraine - 1870/05**

**Arrêt 13.10.2016 [Section V]**

## Article 8

### Obligations positives

#### Article 8-1

##### Respect du domicile

Défaut de cadre légal adéquat pour empêcher l'occupante d'un appartement d'être harcelée par des propriétaires indivis : *violation*

*En fait* – La requérante, une femme âgée, vivait dans un appartement d'une pièce qui avait été son domicile pendant de nombreuses années et dont elle était devenue copropriétaire à parts égales avec son fils adulte dans le cadre d'un programme de privatisation. Son fils donna sa part de l'appartement à un tiers, V.S., qui, avec un autre homme, A.N., commença à insulter, harceler et agresser physiquement la requérante, et à causer des dommages à ses biens, dans le but de la contraindre à vendre sa part du bien. Craignant pour sa sécurité, la requérante finit par déménager. Ses tentatives de recouvrer la pleine propriété de l'appartement devant les tribunaux civils demeurèrent vaines, car, selon le droit ukrainien, son fils n'avait pas été obligé d'obtenir son consentement avant de signer l'acte de donation en faveur de V.S. et un copropriétaire ne pouvait pas être dépossédé pour l'un des motifs invoqués par la requérante (comportement illégal, caractère inadéquat de l'appartement pour un usage conjoint et refus de payer les frais d'entretien). La requérante déposa aussi plusieurs plaintes auprès de la police. Environ dix ans après la première plainte de la requérante, V.S. et A.N. furent reconnus coupables d'extorsion et condamnés à des peines d'emprisonnement.

*En droit*

Article 3: Les attaques verbales répétées et préméditées dirigées contre la requérante et les violences physiques infligées par un groupe d'hommes à celle-ci, une femme âgée seule, atteignaient le seuil de gravité requis pour tomber sous le coup de l'article 3 et emportaient l'obligation positive pour l'État de mettre en œuvre la protection conférée par son dispositif législatif et administratif. Si les principaux auteurs des faits ont été poursuivis et condamnés à des peines d'emprisonnement, il a néanmoins fallu plus de douze ans aux autorités de l'État pour régler l'affaire. En raison du temps extrêmement long qu'il a pris pour entamer et mener des poursuites pénales, l'État a manqué à son obligation positive découlant de l'article 3.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 8: Sur le terrain de cet article, la requérante se plaignait qu'elle s'était vue contrainte de tolérer la présence à son domicile de personnes qui étaient

étrangères à son foyer et dont le comportement – même si, pour l'essentiel, il n'avait pas revêtu le caractère d'une infraction – était déplaisant, les personnes en question ayant notamment, selon elle, fait usage de l'appartement et de ses effets personnels de manière discourtoise, l'ayant spoliée des équipements qui s'y trouvaient et ayant causé des nuisances sonores et autres.

La Cour considère que la procédure pénale ayant abouti, d'une part, à la condamnation de V.S. et A.N. au paiement d'une réparation et, d'autre part, à la cession par eux de leur part de l'appartement a finalement remédié à ces aspects du grief de la requérante. Cependant, en raison de la durée extrêmement longue de la procédure, les droits de la requérante découlant de l'article 8 ont été réduits à néant pendant une très longue période.

Quant au point de savoir si l'État défendeur possédait un cadre juridique non pénal propre à offrir à la requérante un niveau acceptable de protection contre les atteintes à sa vie privée et à la jouissance de son domicile, la Cour note que partager son domicile avec des étrangers dont la présence n'a pas été sollicitée, indépendamment du point de savoir s'ils se comportent raisonnablement ou non, a des incidences très importantes sur la vie privée d'une personne ainsi que sur ses autres intérêts protégés par l'article 8. Par conséquent, lorsqu'un État membre adopte un cadre juridique obligeant des particuliers à partager leur domicile avec des personnes étrangères à leur foyer, il doit mettre en place une réglementation détaillée et les garanties procédurales nécessaires pour que toutes les parties intéressées puissent sauvegarder leurs intérêts protégés par la Convention.

Cependant, en l'espèce, le droit ukrainien n'a pas mis à la disposition de la requérante une véritable instance auprès de laquelle elle aurait pu i) contester la cohabitation avec A.N., V.S. et leurs connaissances en plaçant que cette cohabitation avait des conséquences disproportionnées sur ses droits découlant de l'article 8 de la Convention, et ii) obtenir une protection appropriée et rapide, le cas échéant par la voie d'une injonction, contre les intrusions indésirables dans son espace personnel et son domicile.

La Cour reconnaît que des recours civils tels qu'une action en réparation, une demande d'injonction de mettre fin et de ne pas réitérer les atteintes au respect des biens appartenant à une autre personne, ou une action en vue de l'établissement des règles d'usage d'un bien en copropriété, peuvent être utiles lorsque des personnes partageant légalement une résidence doivent résoudre des désaccords portant sur des questions précises relatives à l'usage d'un appartement commun ; la situation était toutefois bien plus sérieuse en l'espèce. La requérante soutenait que son appartement ne se prêtait pas à un usage par plus d'une famille et que V.S. et A.N. y étaient entrés par effraction et en avaient pris possession contre son gré. Le Gouvernement n'a pas démontré que les voies

de droit décrites ci-dessus étaient susceptibles de répondre à l'aspect principal du grief ci-dessus et à le redresser.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 4 000 EUR pour préjudice moral ; demande pour dommage matériel rejetée.

(Voir aussi, *mutatis mutandis*, *McCann c. Royaume-Uni*, [19009/04](#), 13 mai 2008, [Note d'information 108](#) ; *Ćosić c. Croatie*, [28261/06](#), 15 janvier 2009, [Note d'information 115](#) ; et *B. c. République de Moldova*, [61382/09](#), 16 juillet 2013)

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-11375>



# **Résumé juridique de l'arrêt Tërshana c. Albanie - 48756/14**

**Arrêt 4.8.2020 [Section II]**

## Article 2

### Article 2-1

#### Enquête effective

Manquement des autorités à réagir avec la diligence requise dans la conduite d'une enquête approfondie sur une attaque à l'acide contre une femme : *violation*

*En fait* – La requérante avait été défigurée à la suite d'une grave attaque à l'acide commise par un agresseur non identifié dans une rue de Tirana. Elle suspectait son ancien mari d'avoir commis cet acte, mais l'enquête pénale ne donna lieu à aucune condamnation pénale.

*En droit* – Article 2 (volet procédural) : La Cour recherche si l'enquête menée par les autorités internes a répondu aux exigences du volet procédural de l'article 2, en tenant compte de la situation générale des femmes en Albanie dans laquelle s'inscrit l'attaque à l'acide dont la requérante fut victime, ainsi que de la réponse apportée au problème par les autorités dans le cadre de l'enquête.

Plusieurs rapports internationaux sur l'Albanie ont dénoncé à maintes reprises une forte prévalence des violences faites aux femmes. En outre, les rapports établis au niveau national confirment qu'à l'époque des faits, les violences faites aux femmes étaient un problème généralisé. Les rapports internationaux relevaient également que ces violences étaient moins déclarées et donnaient moins souvent lieu à des enquêtes, des poursuites et des condamnations. Ils laissaient entendre que l'approche adoptée par la police et les autorités de poursuite à l'égard des violences faites aux femmes était inefficace en raison du « comportement de la société et des valeurs culturelles », et qu'il régnait à l'égard des auteurs de violences faites aux femmes un climat de clémence, voire d'impunité. À l'époque des faits, il existait un commencement de preuve de l'existence en Albanie d'un climat général de nature à favoriser les violences faites aux femmes.

Lorsqu'une attaque se produit dans un tel contexte global, l'enquête revêt une importance accrue et les autorités d'enquête doivent mener une enquête approfondie en faisant preuve d'une diligence renforcée afin de veiller à la bonne application de la législation en vigueur protégeant le droit à la vie. Cette nécessité d'agir avec diligence pour enquêter, notamment, sur une attaque à l'acide – attaque qui, selon le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'autres rapports, peut relever de la « violence fondée sur le sexe » dirigée contre les femmes – a été rappelée dans la Recommandation générale n, en vertu de laquelle « les États peuvent être également responsables d'actes privés s'ils n'agissent pas avec la diligence voulue pour prévenir la violation

de droits ou pour enquêter sur des actes de violence, les punir et les réparer », et fermement réaffirmée dans la [Recommandation générale n° 35](#).

Le parquet avait ouvert une enquête sur l'attaque à l'acide et plusieurs mesures d'enquête avaient été prises à l'égard de l'ex-mari de la requérante, lequel avait été convoqué par voie d'injonction. Les autorités internes avaient pris d'autres mesures d'enquête. Elles avaient notamment examiné les images vidéo enregistrées par les caméras de deux banques situées à proximité du lieu de l'agression. En dépit de ces mesures, les autorités ne sont néanmoins jamais parvenues à établir la nature de la substance retrouvée dans le flacon et sur les vêtements de la requérante. Soit parce qu'elles ne disposaient pas des équipements nécessaires soit parce qu'elles n'avaient pas la compétence nécessaire pour ordonner leur réalisation, les autorités internes n'ont fait dresser aucun rapport d'expertise chimique ou toxicologique. À cet égard, la Cour juge difficile d'admettre qu'une mesure d'enquête – à savoir un rapport d'expertise de nature à permettre l'identification de la substance utilisée contre la requérante revêtant une importance cruciale pour l'affaire n'ait pas été exécutée avec la rapidité et la détermination qui s'imposaient. C'est aux autorités internes que revenait la tâche de régler les problèmes de compétence éventuels ou de créer des institutions spécialisées aptes à mettre en œuvre de pareilles mesures procédurales, déterminantes pour l'avancement de l'enquête, et de satisfaire aux obligations procédurales découlant de l'article 2.

Les circonstances de l'attaque contre la requérante – qui présentait toutes les caractéristiques d'un cas de violence fondée sur le sexe – auraient dû inciter les autorités à faire preuve d'une diligence particulière dans l'exécution des mesures d'enquête. Lorsqu'il est suspecté qu'une attaque puisse être fondée sur le sexe, il est primordial que l'enquête soit menée avec détermination.

La Cour constate que la décision définitive rendue en l'espèce – décision, non susceptible de recours, de suspension de l'enquête – n'a pas apporté de réponse catégorique quant à la nature de la substance retrouvée dans le flacon et sur les vêtements de la requérante. Elle relève par ailleurs que la requérante n'a reçu aucune information ni aucun document en réponse à ses demandes répétées concernant l'avancement de l'enquête. L'intéressée n'était donc pas en mesure de contester les mesures d'enquêtes (ou leur absence) ou de demander aux autorités de prendre d'autres mesures. Il lui était également impossible d'introduire une demande d'indemnisation, l'auteur de l'agression n'ayant pas été identifié. Partant, l'enquête pénale n'a pas constitué une réponse effective des autorités à l'attaque à l'acide subie par la requérante.

*Conclusion* : violation (unanimité).

La Cour conclut également à l'unanimité à la non-violation du volet matériel de l'article 2. En effet, l'Albanie était dotée à l'époque des faits d'un cadre législatif efficace. En outre, la requérante n'avait pas signalé aux autorités avant l'agression

que son ex-mari représentait pour elle une quelconque menace. Les autorités n'étaient donc pas soumises à l'obligation positive de prendre des mesures préventives ou toute autre mesure raisonnable pour protéger sa vie.

Article 41 : 12 000 EUR pour préjudice moral ; demande pour dommage matériel rejetée.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/fre?i=002-12919>

# **Résumé juridique de l'arrêt N.Ç. c. Turquie - 40591/11**

**Arrêt 9.2.2021 [Section II]**

## Article 3

### Enquête effective

Défaut de protection de l'intégrité personnelle d'une enfant vulnérable lors d'une procédure pénale d'une durée excessive relative à des abus sexuels : *violation*

## Article 8

### Obligations positives

#### Article 8-1

#### Respect de la vie privée

Défaut de protection de l'intégrité personnelle d'une enfant vulnérable lors d'une procédure pénale d'une durée excessive relative à des abus sexuels : *violation*

*En fait* – La requérante a été contrainte à se prostituer par deux femmes alors qu'elle n'avait que douze ans. L'année d'après, elle porta plainte contre ces dernières, ainsi que les hommes avec lesquels elle avait eu des relations sexuelles.

La requérante se plaint d'une part de l'absence de protection de son intégrité personnelle dans le cadre de la procédure pénale relative aux abus sexuels subis par elle, et d'autre part, de l'effectivité l'enquête.

*En droit* – Articles 3 et 8 :

Le seuil de gravité nécessaire pour l'applicabilité de l'article 3 de la Convention a été atteint à l'égard de la requérante. Au vu de son jeune âge au moment des faits, elle était dans une situation de vulnérabilité. Dans ce contexte, les abus sexuels sur elle, ainsi que les allégations de victimisation secondaire, c'est-à-dire les manquements dans la procédure pénale pour assurer la protection de la requérante sont suffisamment importants pour entrer dans le champ d'application de l'article 3. Aussi, au vu des répercussions des deux aspects des griefs de la requérante sur son intégrité physique et morale, les faits dénoncés par la requérante tombent également sous le coup de l'article 8 de la Convention.

a) *La protection de la requérante durant la procédure :*

Une enquête fut déclenchée rapidement à la suite de la plainte de la requérante et la majorité des accusés furent punis de réclusions criminelles. Néanmoins, dans une affaire aussi grave concernant l'exploitation sexuelle d'une mineure de moins de quinze ans, la Cour ne peut se contenter de cette constatation générale afin de dire si l'État défendeur a rempli ou non ses obligations au titre des articles 3 et 8.

b) *L'absence d'assistance à la requérante durant la procédure :*

Plusieurs instruments internationaux en matière de protection des victimes d'atteinte à l'intégrité physique ou mentale et de protection contre la victimisation secondaire réglementent l'assistance aux enfants victimes d'abus et d'exploitations sexuels. En l'espèce, durant dix-huit mois à partir de sa plainte, la requérante ne fut, à aucun moment, accompagnée par un assistant social, un psychologue ou un quelconque expert, ni devant la police, ni devant le procureur, ni durant les audiences devant la cour d'assises. Ce constat est suffisant pour conclure que la requérante n'a pas été prise en charge de manière adéquate durant la procédure en question.

c) *Le manquement à la protection de la requérante face aux accusés :*

La situation de la requérante s'aggrava durant les audiences de la cour d'assises puisqu'aucune mesure ne fut prise pour séparer la requérante des accusés. Durant plusieurs audiences, elle se retrouva en face des accusés, et fut contrainte d'expliquer en détail les agressions, menaces et viols dont elle avait fait l'objet, ce qui a sans nul doute constitué un environnement extrêmement intimidant pour elle. Or le dossier ne contient aucun élément indiquant que la victime eût souhaité cette confrontation ou encore que cela avait été nécessaire pour un exercice adéquat et effectif des droits de la défense, de sorte que la Cour ne peut conclure qu'une mise en balance adéquate avait été faite en la matière. Ainsi il y a eu manquement à protéger la requérante face aux accusés dans cette affaire grave de prostitution et d'abus sexuel sur un mineur de moins de quinze ans.

d) *La reconstitution inutile des viols :*

La requérante dut reproduire, devant tous les accusés et leurs représentants, les positions dans lesquels les actes sexuels avaient eu lieu. La cour d'assises n'avait pris aucune mesure pour parer à l'humiliation que la requérante estime légitimement avoir subie de ce fait. Par ailleurs, aucun élément dans le dossier n'explique non plus pourquoi cette reconstitution avait été nécessaire pour l'établissement ou la qualification juridique des faits. Ainsi, pour la requérante, le caractère traumatisant de ces débats a dû atteindre un niveau extrême, et la seule décision de procéder aux audiences en y interdisant l'accès du public ne fut pas suffisante à la protéger des atteintes à sa dignité et à sa vie privée. Ces débats eurent un effet négatif sur son intégrité personnelle et entraînèrent une gêne très supérieure à celle inhérente au fait de témoigner en qualité de victime d'exploitation et d'abus sexuels. Ils ne pouvaient donc aucunement être justifiés par les exigences d'un procès équitable à l'égard des accusés.

e) *Les examens médicaux répétitifs :*

La requérante fut examinée dix fois à la demande des autorités judiciaires, soit pour établir son âge exact, soit pour établir les séquelles liées aux viols dont

elle avait fait l'objet. Il s'agit là d'un nombre excessif et inexpliqué d'examen médicaux, souvent extrêmement intrusifs, lesquels constituaient ainsi une atteinte inacceptable à l'intégrité physique et psychologique de la requérante.

*f) Le manque de sécurité :*

À l'issue des audiences, la requérante dut aussi faire face à l'agressivité des proches des accusés, à tel point qu'un jour une escorte policière fut nécessaire pour lui faire quitter la ville. Aucune mesure préventive ne semble avoir été prise par les autorités à cet égard. Il n'y a aucune justification du refus de la cour d'assises de délocaliser le procès, pratique pourtant courante dans des affaires pénales sensibles qui aurait pu contribuer à la sérénité des audiences et la sécurité de la requérante.

*g) L'évaluation du consentement de la victime :*

Pour autant que la requérante conteste la validité de son consentement en avançant son très jeune âge aux moments des faits, la Cour doit rechercher si oui ou non la législation et son application en l'espèce, associées aux insuffisances alléguées de l'enquête, ont été défailtantes au point d'emporter violation des obligations positives qui incombent à l'État défendeur en vertu des articles 3 et 8. La dignité humaine et l'intégrité psychologique nécessitent une attention particulière lorsqu'il s'agit d'un enfant victime d'abus sexuels et les obligations de l'État requièrent la mise en œuvre effective des droits de l'enfant. Ainsi l'intérêt supérieur de l'enfant doit prévaloir et les autorités nationales doivent répondre de manière adéquate aux besoins découlant de la vulnérabilité particulière de l'enfant. L'absence d'un effort substantiel de la part des autorités nationales en vue d'établir toutes les circonstances entourant les faits et de ne pas procéder à une évaluation contextuelle du consentement de la victime pourrait engendrer des problèmes vis-à-vis des dispositions en jeu.

Or, l'attribution au consentement d'un mineur de moins de quinze ans d'un poids équivalent à celui d'un adulte ne peut en aucun cas être admissible dans le cadre d'une affaire d'exploitation et d'abus sexuels. En effet, l'enquête et ses conclusions doivent porter avant tout sur la question de l'absence de consentement. De fait, la Cour note avec intérêt l'absence dans le libellé de l'article 414 du code pénal indiquant l'acte comme étant un « viol » du terme « consentement » ou « volonté » ou de tout synonyme et dans celui de l'article 416 du code pénal, réprimant la relation sexuelle consentie même avec un mineur de plus de quinze ans, qui appuie davantage la nécessité de ne pas prendre en considération le consentement lorsqu'il s'agit d'un mineur de moins de quinze ans.

Néanmoins, les juridictions nationales accordèrent un poids décisif au « consentement » de la requérante pour conclure à l'application de l'article 414 § 1, interprétée par les autorités judiciaires comme réprimant toute relation sexuelle,



même consentie, avec un mineur de moins de quinze ans, sans toutefois indiquer pourquoi en l'espèce, tant les menaces et coups allégués, que les paiements effectués, n'étaient pas considérés comme correspondant aux critères désignés au second paragraphe de l'article 414 interprétés par les autorités nationales comme des situations « d'absence de consentement » de la victime. Cette disposition prévoyait en effet une réclusion criminelle plus importante en faisant référence à « la contrainte, la violence, la menace » ou « un moyen frauduleux qui mettrait la victime dans un état qui ne lui permettrait pas de résister à l'acte », ce dernier critère ne décrivant aucune limite sur la nature physique, psychologique ou matériel du moyen frauduleux.

L'interprétation controversée des autorités judiciaires alla même à l'extrême s'agissant d'un des accusés qui avait menacé la requérante d'informer sa famille de ses activités afin d'obtenir à plusieurs reprises des relations sexuelles de sa part. Se référant à une jurisprudence de la Cour de cassation selon laquelle les éléments constitutifs de la menace ne seraient pas réunis si la menace dérivait des activités de la personne concernée, la cour d'assises considéra que l'agissement de cet accusé ne pouvait pas être qualifié de menace, ce qui empêchait l'application du deuxième paragraphe de l'article 414. Aux yeux de la Cour, cette interprétation pourrait avoir éventuellement une logique dans un contexte appropriée, par exemple, lorsqu'il s'agit de menacer un criminel de dénoncer son activité pour obtenir un bénéfice. Cependant il est absolument inacceptable de faire une analogie pareille lorsqu'il s'agit de la menace dirigée contre la victime dans un contexte d'exploitation sexuelle et de viol d'un enfant.

Les autorités judiciaires avaient déployé d'énormes efforts pour éviter l'application de l'article 414 § 2 qui prévoyait une réclusion criminelle plus lourde et ne s'étaient à aucun moment préoccupé de la vulnérabilité de la requérante qui avait moins de quinze ans aux moments des faits. Cette interprétation restrictive qui ne prenait pas en considération l'âge de la victime ne correspondait aucunement à une évaluation objective du contexte sensible de cette affaire, ni à la protection d'un enfant victime d'exploitation et d'abus sexuels.

#### *h) L'effectivité de l'enquête :*

La procédure pénale a duré environ onze ans, pour deux degrés de juridiction saisis à quatre reprises. Même si l'affaire était complexe tant par la difficulté d'établir les faits que par le nombre d'accusés, aucun délai ne semble attribuable au comportement de la requérante ou de ses avocats. La multiplicité inexpliquée des examens médicaux entraîna des retards considérables dans la procédure. Puis une période inexpliquée d'inactivité eut lieu durant quasiment cinq ans. Les délais d'attente du dossier devant la Cour de cassation durant deux fois un an sont aussi inexpliqués. Et l'accusation de séquestration et d'incitation à la prostitution furent rayées du rôle pour prescription pénale. Ainsi le comportement des autorités

judiciaires ne cadrerait aucunement avec l'exigence de célérité et de diligence nécessaire dans cette affaire qui méritait une attention particulière et une priorité absolue, en vue d'assurer la protection d'un enfant.

i) *Conclusion* :

L'absence d'assistance à la requérante, le manquement à sa protection face aux accusés, la reconstitution inutile des viols, les examens médicaux répétitifs, le manque de sérénité et de sécurité durant les audiences, l'évaluation du consentement de la victime, la durée excessive de la procédure, et enfin, la prescription pénale de deux chefs d'accusation ont constitué des cas graves de victimisation secondaire de la requérante.

Le comportement des autorités nationales ne fut pas conforme à l'obligation de protéger un enfant victime d'exploitation et d'abus sexuels. Il appartenait au premier chef aux juges de la cour d'assises de veiller à ce que le respect de l'intégrité personnelle de la requérante fût correctement protégée durant le procès. Compte tenu du caractère intime du sujet en cause et de l'âge de la requérante, l'affaire revêtait inexorablement une sensibilité particulière dont les autorités auraient dû tenir compte dans la conduite de la procédure pénale.

Quant aux améliorations introduites à partir de 2005 dans le système judiciaire turc, mis à part l'assistance d'une psychologue durant le recueil de la déposition de la requérante par commission rogatoire, ces amendements n'avaient pas été appliqués au cas de la requérante.

Au vu de ce qui précède, la conduite de la procédure n'a pas assuré l'application effective du droit pénal vis-à-vis de l'atteinte portée aux valeurs protégées par les articles 3 et 8 de la Convention.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 25 000 EUR pour préjudice moral ; demande rejetée pour le dommage matériel.

(*Y. c. Slovaquie*, [41107/10](#), 28 mai 2015, [Résumé juridique](#) ; *S.M. c. Croatie* [GC], [60561/14](#), 25 juin 2020, [Résumé juridique](#))

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-13121>

**Résumés juridiques**  
**Violence**  
**domestique**

# **Résumé juridique de l'arrêt Kontrová c. Slovaquie - 7510/04**

**Arrêt 31.5.2007 [Section IV]**

## Article 2

### Obligations positives

#### Article 2-1

##### Vie

Défaut de protection par la police de la vie des enfants de la requérante, qui ont été tués par leur père : *violation*

*En fait* : En novembre 2002, la requérante porta plainte contre son mari pour coups et blessures. Elle fit également un long récit des violences physiques et psychologiques que son mari lui faisait subir. Accompagnée de son mari, elle tenta ensuite de retirer sa plainte. Sur le conseil d'un policier, elle la modifia et les actes allégués de son mari furent alors qualifiés d'infraction mineure n'appelant pas d'autre action. Dans la nuit du 26 au 27 décembre 2002, la requérante et un parent appelèrent la police locale pour signaler que le mari de l'intéressée détenait une arme à feu et menaçait de se donner la mort et de tuer ses enfants. L'époux de la requérante ayant quitté les lieux avant l'arrivée de la patrouille de police, les policiers emmenèrent la requérante chez ses parents et lui demandèrent de passer au poste de police en vue de la rédaction d'un procès-verbal officiel sur l'incident. Les 27 et 31 décembre 2002, la requérante se rendit au poste de police pour demander où en était sa plainte. Plus tard, le 31 décembre 2002, le mari de la requérante tua leurs deux enfants avant de se donner la mort. Les juridictions nationales jugèrent que cette tuerie était la conséquence directe de l'inaction des policiers. En 2006, les policiers impliqués dans l'affaire furent condamnés pour faute professionnelle. La Cour constitutionnelle rejeta pour incompétence les demandes de réparation pour dommage moral formées par la requérante.

*En droit* : Article 2 – La police locale était au courant de la situation au sein de la famille de la requérante depuis le dépôt de plainte de novembre 2002 et l'appel d'urgence de décembre 2002. En réaction, la police était tenue, de par les dispositions du droit en vigueur, d'enregistrer la plainte de la requérante, d'ouvrir sur le champ une enquête et une procédure pénales contre le mari de la requérante, de noter scrupuleusement les appels d'urgence et d'informer la prochaine équipe de service de la situation et enfin de prendre les mesures nécessaires s'agissant de l'allégation selon laquelle le mari de la requérante avait une arme à feu et menaçait de s'en servir. Toutefois, l'un des policiers concernés avait même aidé la requérante et son mari à modifier la plainte déposée en novembre 2002 de sorte que les faits reprochés puissent être traités comme une infraction mineure n'appelant pas d'autre action. Comme les juridictions internes l'ont constaté et le Gouvernement l'a reconnu, les policiers avaient manqué à

leurs obligations et la mort des enfants de la requérante avait été la conséquence directe de ces manquements.

*Conclusion* : violation (à l'unanimité).

Article 13 – La requérante aurait dû pouvoir demander réparation du dommage moral subi mais elle n'a bénéficié d'aucun recours à cette fin.

*Conclusion* : violation (à l'unanimité).

Article 41 – 25 000 EUR en réparation du dommage moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-2694>

**Résumé juridique  
de l'arrêt Branko  
Tomašić et autres  
c. Croatie - 46598/06**

**Arrêt 15.1.2009 [Section I]**

## Article 2

### Obligations positives

Absence de toute mesure raisonnable visant la protection de la vie des proches des requérants, tués par une personne qui avait été précédemment condamnée pour menaces de mort à leur rencontre : *violation*

*En fait* : Les requérants sont les proches parents de M.T. et de sa fille de dix-huit mois, V.T., qui furent toutes deux tuées en août 2006 par M.M., le père de l'enfant. M.T. et M.M. ont vécu ensemble au domicile des parents de M.T. jusqu'en juillet 2005, date à laquelle M.M. déménagea après s'être disputé avec les membres de la maisonnée. En janvier 2006, M.T. déposa une plainte pénale contre M.M. pour menaces de mort. Lors de la procédure, les autorités firent procéder à une expertise psychiatrique dont il ressortait que M.M. était susceptible de récidiver et qu'il devait suivre un traitement psychiatrique. Le 15 mars 2006, le tribunal municipal jugea M.M. coupable d'avoir, à plusieurs reprises, menacé de tuer M.T., lui-même et leur enfant avec une bombe. Il fut condamné à une peine de cinq ans d'emprisonnement et, par mesure de sûreté, à se soumettre à un traitement psychiatrique obligatoire durant sa détention ainsi que par la suite si nécessaire. Le 28 avril 2006, le tribunal de deuxième instance réduisit la période de traitement à la durée de l'incarcération. M.M. purgea sa peine et fut libéré le 3 juillet 2006. Le 15 août 2006, il tira sur M.T. et V.T., les tuant sur le coup, avant de retourner l'arme contre lui.

*Endroit* : Les conclusions des juridictions internes et celles de l'examen psychiatrique montrent sans équivoque que les autorités savaient que les menaces de mort proférées à l'encontre de M.T. et V.T. étaient sérieuses et qu'il aurait fallu prendre toutes les mesures utiles pour protéger ces personnes. La Cour relève plusieurs carences dans le comportement des autorités. Premièrement, le domicile et la voiture de M.M. n'ont pas été fouillés au cours de la procédure pénale initialement dirigée contre celui-ci, alors qu'il avait à plusieurs reprises menacé d'utiliser une bombe. En outre, alors que le rapport psychiatrique rédigé dans le cadre de cette procédure pénale avait souligné la nécessité de soumettre M.M. à un traitement psychiatrique continu, le Gouvernement n'a pas prouvé qu'un tel traitement avait réellement été administré. Les documents fournis montrent que M.M. n'a eu en prison que quelques entretiens avec des membres du personnel, dont aucun n'était psychiatre. Par ailleurs, ni la réglementation pertinente ni le jugement du tribunal ordonnant un traitement psychiatrique obligatoire n'indiquaient suffisamment dans le détail les modalités selon lesquelles ce traitement devait être appliqué. De fait, les règles générales énoncées dans la loi sur l'exécution des peines de prison n'abordaient pas correctement la question de l'exécution d'un traitement psychiatrique obligatoire en tant que mesure de sûreté, ce qui laissait les autorités carcérales entièrement libres de leur choix quant à la manière de



procéder. La Cour estime qu'il aurait fallu que la réglementation soit plus complète pour que les sanctions pénales puissent remplir correctement leur objectif. Enfin, M.M n'a pas été examiné avant sa libération afin d'évaluer s'il constituait toujours un danger pour M.T. et V.T. Dès lors, la Cour conclut que les autorités internes compétentes n'ont pas pris de mesure adéquate pour protéger la vie de M.T. et V.T.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 – La Cour alloue 40 000 EUR au titre du dommage moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-1696>

# **Résumé juridique de l'arrêt Opuz c. Turquie - 33401/02**

**Arrêt 9.6.2009 [Section III]**

## **Article 2**

### **Obligations positives**

#### **Article 2-1**

##### **Vie**

Blessures mortelles infligées à la mère de la requérante, dans un cas de violence domestique, par un individu dont les autorités connaissaient les antécédents de violence : *violation*

#### **Article 3**

##### **Traitement dégradant**

##### **Traitement inhumain**

##### **Obligations positives**

Manquement des autorités à prendre des mesures adéquates pour protéger la requérante et sa famille de violences domestiques : *violation*

#### **Article 14**

##### **Discrimination**

Manquement du système judiciaire à fournir une solution adéquate face à des violences domestiques graves : *violation*

*En fait* : En 2002, alors qu'elle tentait d'aider la requérante à s'enfuir du domicile familial, la mère de celle-ci fut mortellement atteinte par des coups de feu tirés par l'époux de l'intéressée. Au cours des années précédentes, ce dernier avait commis des agressions sur la personne de la requérante et de la mère de celle-ci, leur infligeant à plusieurs reprises des blessures qualifiées de potentiellement mortelles par des médecins. Les violences en question se sont notamment traduites par des coups, une tentative de percuter les deux femmes avec un véhicule ayant causé de graves blessures à la mère de l'intéressée, et une agression au cours de laquelle celle-ci fut poignardée à sept reprises. Les victimes signalèrent ces violences aux autorités et leur indiquèrent qu'elles craignaient pour leur vie. Les poursuites pénales ouvertes contre le mari de l'intéressée pour une série de délits – notamment des menaces de mort, des violences aggravées et une tentative d'homicide – furent abandonnées à deux reprises au moins, après que les victimes eurent retiré leur plainte en raison des menaces que leur agresseur aurait proférées contre elles. Toutefois, compte tenu de la gravité des blessures infligées, les enquêtes ouvertes sur l'agression commise avec le véhicule et sur

les coups de couteau portés à l'intéressée donnèrent lieu à un procès. Reconnu coupable de ces deux agressions, l'époux de la requérante fut condamné à trois mois d'emprisonnement pour la première – peine ultérieurement commuée en une peine amende – et à une peine d'amende payable en mensualités pour la seconde. Il finit par tuer la mère de la requérante à coups de feu, geste qu'il justifia par la nécessité de défendre son honneur. Reconnu coupable de meurtre en 2008 et condamné à la réclusion à perpétuité, il fut cependant remis en liberté dans l'attente de l'issue de la procédure d'appel et recommença à menacer sa femme, qui sollicita la protection des autorités. Celles-ci ne prirent des mesures à cet effet que sept mois plus tard, après que la Cour eut invité le Gouvernement à lui fournir des informations à ce sujet.

La Recommandation du Comité des Ministres sur la protection des femmes contre la violence (Rec (2002)5 du 30 avril 2002) invite les Etats membres à introduire, développer et/ou améliorer, le cas échéant, des politiques nationales de lutte contre la violence. Elle leur recommande notamment d'incriminer les actes de violence graves commis contre les femmes, de prévoir des mesures destinées à assurer aux victimes de violences la possibilité d'ester en justice et de bénéficier d'une protection efficace, ainsi que d'encourager le ministère public à considérer la violence à l'égard des femmes comme un facteur aggravant ou décisif lorsqu'il est appelé à se prononcer sur l'opportunité des poursuites.

*En droit* : Article 2 – La Cour rappelle que, lorsqu'il est allégué que les autorités ont failli à leur obligation positive de protéger le droit à la vie dans le cadre de leur devoir de prévenir et réprimer les atteintes contre les personnes, il y a lieu d'établir que lesdites autorités savaient ou auraient dû savoir à l'époque pertinente qu'un ou plusieurs individus étaient menacés de manière réelle et immédiate dans leur vie du fait des actes criminels d'un tiers, et qu'elles n'ont pas pris, dans le cadre de leurs pouvoirs, les mesures qui, d'un point de vue raisonnable, auraient sans doute pallié ce risque.

a) *Sur la prévisibilité du risque* : Les circonstances de la cause témoignent des violences systématiques et de plus en plus intenses infligées à la requérante et à la mère de celle-ci – faits dont la gravité était suffisante pour justifier l'adoption de mesures préventives – ainsi que des menaces constantes qui pesaient sur leur vie et la sécurité de ces deux femmes. Les antécédents de violence domestique de l'époux de l'intéressée étant établis, le risque de récidive était important. Les autorités étaient au fait de cette situation et, deux semaines avant sa mort, la mère de la requérante avait signalé au parquet qu'un danger immédiat menaçait sa vie et sollicité l'intervention de la police. Il s'ensuit que le risque d'une agression mortelle était prévisible.

b) *Sur le caractère approprié des mesures prises par les autorités* : La première question qui se pose à cet égard est celle de la justification de l'abandon, par

les autorités, des poursuites pénales dirigées contre l'époux de la requérante consécutivement au retrait des plaintes déposées par celle-ci et sa mère. La Cour a tout d'abord examiné la pratique suivie par les Etats membres. Ayant conclu à l'absence de consensus général sur cette question, elle a cependant relevé que ceux-ci sont d'autant plus enclins à maintenir les poursuites dans l'intérêt général que l'infraction est grave et que le risque de récidive est élevé, même lorsque les victimes retirent leurs plaintes. Pour se prononcer sur l'opportunité du maintien des poursuites, les autorités compétentes tiennent compte de plusieurs éléments ayant trait aux caractéristiques de l'infraction (la gravité de celle-ci, la nature des blessures infligées à la victime, l'usage d'une arme, la préméditation), à celles de l'auteur du délit (son casier judiciaire, le risque de récidive qu'il présente, ses éventuels antécédents de violence), à celles de la victime et des victimes potentielles (les risques pouvant peser sur leur santé et leur sécurité, les conséquences éventuelles sur leurs enfants et, le cas échéant, les menaces postérieures à l'agression) et aux relations entre l'auteur du délit et la victime (leurs relations passées et présentes, et les effets potentiels du maintien des poursuites contre la volonté de la victime). En l'espèce, les autorités ont à plusieurs reprises décidé de classer les poursuites dirigées contre l'époux de la requérante, malgré le contexte de violence et l'usage d'armes létales, pour éviter de s'immiscer dans ce qui était à leurs yeux un « problème domestique ». Elles semblent ne pas avoir tenu compte des raisons pour lesquelles les plaintes avaient été retirées, alors pourtant qu'elles avaient été informées des menaces de mort proférées par le prévenu. En ce qui concerne la thèse selon laquelle les autorités ne pouvaient continuer à instruire en raison d'une disposition légale interdisant le maintien des poursuites en cas de retrait de la plainte à moins que les faits poursuivis n'aient provoqué une indisposition ou une incapacité de travail d'une durée minimale de 10 jours, force est de constater que le cadre législatif invoqué ne satisfait pas aux exigences inhérentes aux obligations positives de l'Etat en matière de protection contre les violences domestiques. Le gouvernement défendeur ne saurait prétendre que le maintien des poursuites aurait emporté violation des droits des victimes au titre de l'article 8 de la Convention car la gravité de la menace pesant sur la mère de l'intéressée rendait cette mesure nécessaire.

En ce qui concerne la thèse du Gouvernement selon laquelle il n'existait pas de preuve concrète de l'existence d'un danger imminent pesant sur la mère de la requérante, la Cour relève que les autorités n'ont pas évalué la menace que représentait l'époux de l'intéressée et n'ont pas conclu que la détention de celui-ci aurait été disproportionnée. Elles ne se sont pas prononcées sur ces questions. En tout état de cause, en matière de violences domestiques, les droits des agresseurs ne peuvent prendre le pas sur le droit des victimes à la vie et à l'intégrité morale.

Enfin, la Cour observe que les autorités auraient pu prendre des mesures de protection sur le fondement de la loi sur la protection de la famille (n°4320) ou

interdire à l'époux de la requérante d'entrer en contact avec la mère de celle-ci, de communiquer avec elle, de s'en approcher ou de se rendre dans des lieux déterminés. En conclusion, faute d'avoir fait preuve de la diligence requise, elles ont manqué à leur obligation positive de protéger le droit à la vie de la mère de l'intéressée.

*c) Sur le caractère effectif de l'enquête* : Pendante depuis plus de six ans, la procédure pénale ouverte à l'occasion du meurtre de la mère de l'intéressée fait actuellement l'objet d'un recours. Dans ces conditions, on ne saurait dire que les autorités ont réagi promptement à un homicide volontaire reconnu par son auteur.

En conclusion, la justice pénale n'a pas eu l'effet dissuasif voulu dans la présente affaire. Dès lors que les autorités avaient été informées de la situation, elles ne pouvaient tirer argument du comportement de la victime pour tenter de justifier le fait qu'elles n'ont pas pris les mesures nécessaires pour empêcher la réalisation de menaces contre l'intégrité physique.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 3 – La réaction des autorités au comportement du mari de la requérante a été manifestement inadaptée au regard de la gravité des infractions perpétrées par lui. Les décisions judiciaires dont il a fait l'objet n'ont visiblement eu sur lui aucun effet préventif ou dissuasif et reflètent même une certaine tolérance envers ses actes puisqu'il ne s'est vu infliger qu'une courte peine d'emprisonnement – commuée en amende – pour avoir percuté la mère de l'intéressée avec sa voiture et – ce qui est encore plus frappant – une amende légère payable en plusieurs fois pour avoir poignardé la requérante à sept reprises. Par ailleurs, ce n'est qu'en janvier 1998, avec l'entrée en vigueur de la loi n° 4320, que des mesures administratives et répressives visant à protéger les personnes vulnérables contre la violence domestique ont été introduites dans l'ordre juridique turc. En outre, dans la présente affaire, les autorités n'ont pas fait un usage efficace des mesures et sanctions à leur disposition depuis lors. Enfin, la Cour observe avec beaucoup de préoccupation que l'intéressée continue à subir des actes de violence et que les autorités font toujours preuve de passivité. Bien que la requérante ait sollicité l'aide des autorités, celles-ci n'ont rien entrepris avant que la Cour n'invite le Gouvernement à lui fournir des informations sur les mesures de protection mises en œuvre. En bref, les autorités ont manqué à leur obligation de prendre des mesures de protection assurant à la requérante une prévention efficace la mettant à l'abri des graves atteintes portées à son intégrité physique par son ex-mari.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 14 combiné avec les articles 2 et 3 – La Cour relève qu'il ressort des normes et des principes pertinents du droit international reconnus par une large majorité de pays que le manquement – même involontaire – des Etats à leur obligation de

protéger les femmes contre la violence domestique s'analyse en une violation du droit de celles-ci à une égale protection de la loi. Des rapports émanant du barreau de Diyarbakir et d'Amnesty International, non contestés par le Gouvernement, établissent que Diyarbakir – où la requérante avait son domicile à l'époque pertinente – compte le plus grand nombre de victimes recensées de violence domestique. Celles-ci sont toutes des femmes, dans la plupart des cas d'origine kurde et le plus souvent illettrées ou faiblement éduquées et ne disposant généralement pas de revenus propres. Les rapports en question donnent à penser que la violence domestique est tolérée par les autorités et que les remèdes disponibles ne sont pas effectifs. Au lieu d'instruire les plaintes des victimes, les officiers de police se posent en médiateurs en tentant de les convaincre de regagner leur foyer et de retirer leur plainte. La délivrance et la notification des injonctions connaissent fréquemment des retards et les tribunaux ont tendance à considérer ces procédures comme une forme d'action en divorce. Les sanctions prises contre les auteurs de violences domestiques ne sont pas dissuasives car la rigueur en est atténuée au nom de la coutume, de la tradition ou de l'honneur.

La Cour en conclut que la violence domestique affecte principalement les femmes et que la passivité généralisée et discriminatoire dont les autorités turques font preuve à cet égard crée un climat propice à cette violence. Les violences infligées à l'intéressée et à sa mère doivent être considérées comme fondées sur le sexe et constituent donc une forme de discrimination à l'égard des femmes. Malgré les réformes entreprises par le Gouvernement ces dernières années, l'indifférence dont la justice fait généralement preuve en la matière et l'impunité dont jouissent les agresseurs – illustrées par la présente affaire – reflètent un manque de détermination des autorités à prendre des mesures appropriées pour remédier à la violence domestique.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 – 30 000 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-1450>

# **Résumé juridique de l'arrêt E.S. et autres c. Slovaquie - 8227/04**

**Arrêt 15.9.2009 [Section IV]**



## Article 3

### Obligations positives

Absence de protection adéquate pour des victimes de violence domestique : *violation*

*En fait* – En mars 2001, la première requérante quitta son mari et demanda le divorce. Le mois suivant, elle déposa plainte contre son mari, alléguant que celui-ci les maltraitait, elle-même et leurs enfants (les deuxième, troisième et quatrième requérants), et qu'il avait abusé sexuellement d'une de leurs filles. En mai 2001, elle sollicita une mesure provisoire par laquelle il serait enjoint à son mari de quitter le logement social dont ils étaient colocataires. Cependant, le tribunal de district rejeta sa demande, au motif qu'il n'avait pas le pouvoir de limiter le droit de jouissance du mari sur le logement. En conséquence, les requérants furent contraints de quitter leur domicile, leur famille et leurs amis, et deux des enfants durent changer d'école. La décision du tribunal de district fut confirmée en appel par le tribunal régional, qui observa que la première requérante serait en droit de mettre fin au bail commun dès lors qu'elle aurait obtenu une décision définitive clôturant la procédure de divorce, et qu'elle pouvait dans l'intervalle demander à ce qu'il soit enjoint à son mari « de s'abstenir de tout comportement déplacé ». La première requérante obtint le divorce en mai 2002 et se vit octroyer par la suite la garde des trois enfants. En juin 2003, son ex-mari fut condamné à quatre ans d'emprisonnement pour mauvais traitements, violences et abus sexuels. A la suite d'un recours constitutionnel présenté par les requérants, dans lesquels ils alléguaient ne pas avoir bénéficié d'une protection adéquate, la Cour constitutionnelle estima que les droits constitutionnels de la première requérante n'avaient pas été violés, étant donné que celle-ci n'avait pas sollicité une injonction ordonnant à son mari de s'abstenir de tout comportement déplacé. Toutefois, elle conclut que les juridictions inférieures n'avaient pas pris de mesures adéquates pour protéger les enfants. Considérant que le constat de violation constituait une satisfaction équitable suffisante, elle n'octroya aucune réparation. En juillet 2003, à la suite de l'adoption d'une nouvelle législation en janvier 2003, la première requérante obtint une injonction interdisant à son ex-mari de pénétrer dans l'appartement.

*En droit* – Articles 3 et 8 : a) *Recevabilité* – Le Gouvernement soutient qu'en omettant de demander à ce qu'il soit enjoint à son ex-mari de s'abstenir de tout comportement déplacé la première requérante n'a pas épuisé les voies de recours internes. La Cour considère cependant qu'une telle injonction n'aurait pas constitué un recours effectif. L'ex-mari de la requérante était accusé de violences physiques et d'abus sexuels. Or une injonction lui ordonnant de s'abstenir de tout comportement déplacé lui aurait seulement interdit de se livrer à des actes déjà sanctionnés par le droit pénal, ce qui ne s'est pas avéré dans le

passé avoir un effet dissuasif suffisant. Pareille injonction aurait en outre offert une protection beaucoup moins importante qu'une injonction lui interdisant de pénétrer dans l'appartement.

Contrairement à ce que soutient le Gouvernement, la Cour estime que la Cour constitutionnelle n'a pas accordé aux enfants une réparation suffisante. Ceux-ci n'ont pas été indemnisés de leur préjudice. La Cour juge en outre spécieux l'argument du Gouvernement selon lequel la première requérante, en ne sollicitant pas l'injonction adéquate, peut être tenue pour partiellement responsable de la situation, considérant que la Cour constitutionnelle elle-même a estimé que les juridictions inférieures auraient dû de leur propre chef accueillir la demande d'injonction interdisant à l'ex-mari de pénétrer dans l'appartement, en vue de protéger les enfants. Ni la condamnation de l'ex-mari plus de deux ans après ni la modification ultérieure apportée au code de procédure pénale n'ont permis d'offrir une réparation adéquate aux trois enfants mineurs, qui ont été contraints de quitter le domicile familial en raison du fait que l'Etat a pendant une longue période failli à les protéger d'un parent abusif.

*Conclusion* : recevable (unanimité).

b) *Fond* – Compte tenu de la nature et de la gravité des allégations, la première requérante et ses enfants avaient besoin d'une protection immédiate, et non un an ou deux après. La première requérante n'a pas eu la possibilité de demander qu'il soit mis fin au bail avant que le divorce ne soit prononcé en mai 2002, ni de solliciter une injonction interdisant à son ex-mari de pénétrer dans le domicile familial avant la modification législative intervenue en janvier 2003. Entre-temps, elle n'a bénéficié d'aucune protection effective pour elle-même et ses enfants. Dès lors, l'Etat défendeur n'a pas satisfait à ses obligations positives envers les requérants.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 8 000 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-1325>

**Résumé juridique  
de l'arrêt A.  
c. Croatie - 55164/08**

**Arrêt 14.10.2010 [Section I]**

## **Article 8**

### **Obligations positives**

#### **Article 8-1**

##### **Respect de la vie privée**

Manquement des autorités à faire exécuter des décisions de justice visant à protéger la requérante contre un mari violent : *violation*

*En fait* – De novembre 2003 à juin 2006, le mari de la requérante, chez qui furent diagnostiqués de graves troubles mentaux ainsi qu'une tendance à la violence et à l'impulsivité, fit subir à celle-ci des violences répétées. Il s'agissait de violences psychologiques, avec des menaces de mort, et physiques, avec des coups à la tête, au visage et au corps. Souvent, son mari violentait la requérante devant leur fille ; il s'en prit aussi à cette dernière à plusieurs reprises. Le mariage fut dissous par divorce en 2006. De 2004 à 2009, diverses procédures en matière pénale ou de police furent engagées contre le mari de la requérante, dans le cadre desquelles furent ordonnées plusieurs mesures de protection. Seules certaines de ces mesures furent mises en œuvre. Par exemple, le mari de la requérante n'a pas purgé une peine d'emprisonnement de huit mois à laquelle il avait été condamné en octobre 2006 pour avoir proféré des menaces de mort ; il n'a pas non plus suivi le traitement psycho-social ordonné. Il purge actuellement une peine d'emprisonnement de trois ans pour avoir proféré des menaces de mort contre une juge.

*En droit* – Article 8 : eu égard aux allégations crédibles de la requérante selon lesquelles son mari avait représenté pour elle pendant une longue période une menace pour son intégrité physique et l'avait agressée à maintes reprises, les autorités de l'Etat avaient l'obligation positive de la protéger des violences de celui-ci. Or elles ne se sont pas correctement acquittées de cette obligation. Premièrement, dans une affaire comme celle-là, où la même personne inflige une série de violences à la même victime, la requérante aurait été mieux protégée si les autorités avaient eu une vue d'ensemble de la situation au lieu d'engager de nombreuses procédures distinctes. Deuxièmement, même si diverses mesures de protection ont été ordonnées, nombre d'entre elles – périodes de détention, amendes, traitement psycho-social et même une peine d'emprisonnement – n'ont pas été exécutées, ce qui a sapé leur effet dissuasif. Les recommandations visant à poursuivre le traitement psychiatrique n'ont été suivies d'effet que tardivement et encore seulement dans le cadre d'une procédure pénale sans lien avec les violences dirigées contre la requérante. D'ailleurs, on ne sait toujours pas avec certitude si le mari de la requérante a ou non suivi un tel traitement. En bref, le fait que les autorités n'aient pas mis en œuvre les mesures visant, d'une part, à soigner les troubles

psychiatriques qui étaient apparemment à l'origine du comportement violent du mari de la requérante et, d'autre part, à protéger celle-ci d'autres violences, a conduit à faire courir à l'intéressée des risques pendant une longue période.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 14 : la requérante n'a pas fourni un commencement de preuve suffisant du caractère discriminatoire des mesures ou pratiques adoptées en Croatie pour lutter contre les violences conjugales ou des effets de ces mesures ou pratiques.

*Conclusion* : irrecevabilité (défaut manifeste de fondement).

Article 41 : 9 000 EUR pour préjudice moral.

(Voir aussi *Opuz c. Turquie*, no [33401/02](#), 9 juin 2009, Note d'information no 120)

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-779>

# **Résumé juridique de l'arrêt Hajduová c. Slovaquie - 2660/03**

**Arrêt 30.11.2010 [Section IV]**

## Article 8

### Obligations positives

Manquement à protéger suffisamment une femme contre un mari violent :  
*violation*

*En fait* – En août 2001, A., qui était alors le mari de la requérante, l'agressa verbalement et physiquement en public. Elle ne fut alors que légèrement blessée mais, craignant pour sa vie et sa sécurité, elle partit avec ses enfants et trouva refuge auprès d'une organisation non gouvernementale. Une semaine plus tard, A. proféra à plusieurs reprises des menaces de mort à son encontre. Il fit l'objet d'une procédure pénale et fut placé en détention provisoire. Au cours de la procédure, des experts établirent qu'il souffrait de graves troubles de la personnalité. Le 7 janvier 2002, le tribunal de district le déclara coupable des faits qui lui étaient reprochés et lui ordonna de se faire hospitaliser pour suivre un traitement psychiatrique. A. fut transféré à l'hôpital, mais n'y reçut aucun traitement et put sortir au bout d'une semaine. Il menaça alors à plusieurs reprises la requérante et son avocate. Il fut à nouveau arrêté, et le tribunal de district veilla à ce qu'il reçût le traitement psychiatrique précédemment ordonné.

*En droit* – Article 8 : même si les menaces répétées d'A. ne se sont pas traduites par des actes de violence concrets, elles étaient suffisantes pour porter atteinte à l'intégrité et au bien-être psychiques de la requérante et, dès lors, pour faire entrer en jeu les obligations positives de l'Etat au regard de l'article 8. A. a fait l'objet d'une condamnation pour s'être comporté de manière violente à l'égard de la requérante, mais après son transfert à l'hôpital, le tribunal de district ne s'est pas acquitté de son obligation légale d'ordonner à l'hôpital de le détenir et de lui administrer le traitement psychiatrique nécessaire. C'est donc l'inertie des autorités internes qui lui a permis de continuer à menacer la requérante et son avocate. La police n'est intervenue qu'après que Mme Hajduová eut à nouveau déposé une plainte pénale. En conséquence, l'absence de mesures suffisantes en réponse au comportement d'A., notamment le manquement du tribunal de district à ordonner l'internement psychiatrique à la suite de sa condamnation, a emporté violation des obligations positives incombant à l'Etat au titre de l'article 8.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 4 000 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-731>

# **Résumé juridique de l'arrêt E.M. c. Roumanie - 43994/05**

**Arrêt 30.10.2012 [Section III]**



## Article 3

### Enquête efficace

Absence de mesures nécessaires pour apprécier la crédibilité de l'existence alléguée d'un acte de violence domestique étayé par une preuve scientifique dans le cadre d'une procédure pénale : *violation*

*En fait* – Le 4 mars 2004, vers 17 heures, la requérante se trouvait dans l'appartement familial avec sa fille. Son mari lui aurait alors demandé par téléphone de quitter le domicile conjugal et l'aurait menacée de mort. Puis, de retour dans l'appartement, il aurait menacé de la frapper jusqu'à ce qu'elle nécessitât une hospitalisation et de la tuer si elle ne déménageait pas. Sous le regard de sa fille, il aurait jeté à terre plusieurs objets puis il aurait frappé sa femme. Le 5 mars 2004, la requérante présente sa fille à un examen médical qui conclut que l'enfant était psychologiquement traumatisée. Le 6 mars 2004, la requérante se présente à l'hôpital ; le certificat médicolégal conclut qu'elle présentait des lésions traumatiques qui pouvaient dater du 4 mars 2004 et être le résultat de coups répétés avec un objet dur, et qui nécessitaient de huit à neuf jours de soins médicaux. Depuis octobre 2004 les époux sont divorcés.

Le 6 mars 2004, la requérante déposa une plainte pénale auprès de la police contre son mari. Le 3 mai 2004, la requérante saisit le tribunal de première instance d'une plainte pénale contre son époux qu'elle accusait de menaces, d'insultes et de coups et d'autres violences. Par un jugement du 14 mars 2005, le tribunal accueillit partiellement la plainte de la requérante et condamna son agresseur au paiement d'une amende pénale. Ce dernier forma un recours contre ce jugement. Par un arrêt du 9 juin 2005, le tribunal départemental fit droit au recours, cassa le jugement rendu en première instance et ordonna la relaxe de l'inculpé du chef de coups et autres violences.

*En droit* – Article 3 (*volet procédural*) : La requérante a dénoncé devant les juridictions internes un acte de violence domestique perpétré par son époux qui serait survenu le 4 mars 2004. Elle a joint à sa plainte deux copies des certificats médicolégaux attestant qu'elle avait été victime d'agressions. Elle avait à sa disposition un cadre légal lui permettant de dénoncer l'agression et de demander la protection des autorités internes. Alors même qu'elle n'a saisi les autorités internes que d'un seul incident de coups et blessures, ces dernières avaient cependant le devoir d'agir avec diligence et sérieux dès lors que l'existence alléguée d'un acte de violence domestique étayé par une preuve scientifique avait été portée à leur connaissance. Par un jugement du 14 mars 2005, le tribunal de première instance, qui avait effectué l'instruction judiciaire de l'affaire et qui avait examiné directement les preuves, a condamné l'inculpé au versement d'une amende pénale du chef de coups et autres violences. Sur recours de ce dernier, le

tribunal départemental a ensuite cassé le jugement rendu en première instance et, en réinterprétant les preuves, a prononcé la relaxe de l'intéressé. La tâche des autorités roumaines quant à l'administration des preuves n'était pas aisée puisque celles-ci se trouvaient en présence de deux versions contradictoires des faits et qu'il n'existait pas de preuves « directes ». Néanmoins, il revenait aux autorités d'enquête de prendre les mesures nécessaires pour apprécier la crédibilité des versions et éclaircir les circonstances de la cause. En outre, le tribunal départemental a justifié sa décision au motif que rien ne prouvait que l'inculpé eût été l'auteur des faits. Pour statuer ainsi, la juridiction a écarté du dossier la déclaration d'un témoin comme n'étant pas crédible. Il a également jugé que la déclaration de la requérante n'était pas assez détaillée quant aux faits reprochés à l'inculpé. Sans remettre en cause l'issue de l'enquête, le tribunal départemental a rendu sa décision sur la base des mêmes preuves que celles qui avaient été jugées suffisantes par le tribunal de première instance pour condamner pénalement l'intéressé. Le tribunal départemental disposait donc d'informations plausibles suffisantes pour le rendre attentif à la nécessité de procéder à une vérification approfondie de l'ensemble de l'affaire. Or, tout en constatant les carences de l'instruction qui auraient pu être considérées comme des défaillances du jugement en première instance, le tribunal départemental a clôturé la procédure sans les remédier. Mais en vertu de son rôle actif et de l'étendue de ses pouvoirs au vu du droit interne, surtout dans une affaire où la thèse de la violence domestique était évoquée, le tribunal aurait pu ordonner l'instruction de nouvelles preuves pour éclaircir la situation de fait. Ainsi le tribunal, bien qu'ayant à sa disposition des éléments suffisants pour lui permettre d'ordonner la poursuite de l'enquête, a clôturé l'affaire en faisant porter à la requérante la responsabilité d'un manque de preuves. Dès lors, le système pénal, tel qu'il a été appliqué en l'espèce, s'est révélé inapte à conduire à l'identification et à la punition du responsable de l'agression dénoncée, alors même que des pistes possibles d'enquête n'avaient pas été explorées. Enfin, lors de la première de ses plaintes pour les mêmes faits, adressée à la police, la requérante avait demandé l'aide et la protection des autorités pour elle-même et sa fille, contre le comportement agressif de son mari. Or, malgré les dispositions légales de la loi, qui prévoyait la coopération des différentes autorités et des mesures autres que judiciaires pour identifier et assurer le suivi des actes de violence familiale, et bien que les allégations de l'intéressée aient été prouvées *prima facie* par un certificat médical, il ne ressort pas du dossier qu'une quelconque démarche ait été faite en ce sens. Cela révèle un manque de coopération entre les autorités chargées d'intervenir dans un domaine sensible d'intérêt social, ce qui a fait obstacle à la clarification des faits. Une initiative dans ce sens paraissait en l'espèce d'autant plus souhaitable que l'agression alléguée a eu lieu en présence d'une enfant mineure. Ainsi la manière dont l'enquête a été menée en l'espèce n'a pas assuré à la requérante une protection effective satisfaisant aux garanties imposées par l'article 3.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 7 500 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-7229>

# **Résumé juridique de l'arrêt Valiulienė c. Lituanie - 33234/07**

**Arrêt 26.3.2013 [Section II]**

## **Article 3**

### **Traitement dégradant**

### **Traitement inhumain**

### **Enquête efficace**

Vices de procédure et lacunes dans l'enquête ayant abouti à la prescription de poursuites pour violences domestiques : *violation*

*En fait* – En février 2001, la requérante saisit un tribunal municipal d'une demande d'engagement de poursuites privées, déclarant qu'elle avait été frappée par son compagnon en cinq occasions en janvier et février 2001. En janvier 2002, le tribunal transmet la plainte au procureur et ordonna à celui-ci d'ouvrir sa propre enquête préliminaire. Le compagnon de la requérante fut inculpé d'atteintes mineures et systématiques à l'intégrité physique de l'intéressée. L'enquête fut par la suite suspendue à deux reprises pour insuffisance de preuves, mais fut rouverte à chaque fois en appel au motif que les investigations n'avaient pas été suffisamment approfondies. Le procureur clôtura l'enquête en juin 2005 au motif qu'une réforme législative en mai 2003 avait pour conséquence que des atteintes mineures à l'intégrité physique devaient désormais faire l'objet de poursuites privées engagées par la victime elle-même, sauf si l'affaire présentait un intérêt général ou que la victime ne pouvait pas préserver ses droits par l'engagement de poursuites privées. Le tribunal municipal confirma cette décision. Lorsque la requérante présenta une autre demande d'engagement de poursuites privées, celle-ci fut finalement rejetée sans examen en raison de la prescription des poursuites.

*En droit* – Article 3 : La requérante a subi des mauvais traitements suffisamment graves pour atteindre le degré minimum requis pour entraîner une obligation positive sous l'angle de l'article 3. Pour parvenir à cette conclusion, la Cour prend en compte les blessures physiques subies par la requérante (des ecchymoses et des égratignures sur le visage et sur le corps), la circonstance aggravante que les violences se sont étendues sur une certaine période, avec cinq épisodes en un mois, et les sentiments de peur et d'impuissance que la requérante a éprouvés. Sur ce dernier point, la Cour relève que l'impact psychologique représente un aspect important de la violence domestique.

La Cour examine ensuite si le système juridique interne, et en particulier le droit pénal applicable, a failli à fournir une protection pratique et effective des droits garantis par l'article 3. La Cour estime qu'au moment des faits le droit lituanien fournissait un cadre réglementaire suffisant en ce qu'il érigeait en infraction le fait de causer des atteintes mineures à l'intégrité physique. Bien qu'après le 1<sup>er</sup> mai 2003 pareilles infractions pouvaient seulement faire l'objet de poursuites engagées sur la plainte de la victime, le procureur n'en a pas moins retenu le droit

d'ouvrir une enquête pénale si l'infraction présentait un intérêt général ou si la victime n'était pas en mesure de préserver ses intérêts.

Quant à la façon dont le droit a été appliqué dans l'affaire de la requérante, celle-ci a pris contact avec le tribunal municipal presque immédiatement en vue d'engager des poursuites privées, et a donné des descriptions précises de tous les incidents ainsi que les noms de témoins. Si les autorités ont tout d'abord agi sans retard indu, l'affaire a été transférée à un procureur après que le compagnon de la requérante eut failli à plusieurs reprises à comparaître devant le tribunal. Par la suite, l'enquête a été abandonnée par deux fois pour insuffisance de preuves, et n'a été rouverte qu'après que des procureurs de rang supérieur eurent estimé qu'elle n'était pas assez approfondie. Cela dénote une déficience sérieuse de la part de l'Etat.

De plus, même si la législation a été modifiée en mai 2003, le procureur a décidé de renvoyer l'affaire à la requérante pour qu'elle engage des poursuites privées seulement en juin 2005, soit deux ans après la réforme législative. La décision a été confirmée, malgré le risque de prescription des poursuites et malgré le fait que, même après la réforme législative, un procureur avait toujours la possibilité d'enquêter sur des actes constitutifs d'atteintes mineures à l'intégrité physique, sous réserve que l'enquête présente un intérêt général. En conséquence de cette décision, et même si la requérante a agi sans délai, sa demande de poursuites privées a été rejetée en raison de la prescription.

Les pratiques en cause en l'espèce et la manière dont les mécanismes de droit pénal ont été mis en œuvre n'ont en conséquence pas fourni à la requérante une protection adéquate.

*Conclusion* : violation (six voix contre une).

Article 41 : 5 000 EUR pour préjudice moral.

(Voir également : *Opuz c. Turquie* no [33401/02](#), 9 juin 2009, Note d'information no 120 ; *Sandra Janković c. Croatie*, no [38478/05](#), 5 mars 2009, Note d'information no 117 ; *Hajduová c. Slovaquie*, no [2660/03](#), 30 novembre 2010, Note d'information no 135 ; *Kaluczka c. Hongrie*, no [57693/10](#), 24 avril 2012 ; et *Đorđević c. Croatie*, no [41526/10](#), 24 juillet 2012, Note d'information no 154)

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-7493>

# **Résumé juridique de l'arrêt Eremia c. République de Moldova - 3564/11**

**Arrêt 28.5.2013 [Section III]**

## **Article 3**

### **Traitement inhumain**

#### **Obligations positives**

Manquement des autorités à prendre des mesures adéquates pour protéger la requérante et ses filles de violences domestiques : *violation*

## **Article 8**

### **Obligations positives**

#### **Article 8-1**

#### **Respect de la vie privée**

Manquement des autorités à prendre des mesures adéquates pour protéger des enfants traumatisés après avoir vu leur père agresser violemment leur mère : *violation*

## **Article 14**

### **Discrimination**

Manquement du système judiciaire à réagir de manière adéquate aux violences domestiques graves contre les femmes : *violation*

*En fait* – La première requérante était mariée à un policier qui rentrait régulièrement à son domicile en état d'ébriété et la battait en présence de leurs deux filles adolescentes, les deuxième et troisième requérantes. Les autorités moldaves infligèrent au mari de la première requérante une amende et un avertissement formel, à la suite de quoi il devint encore plus violent et aurait tenté d'étouffer sa femme en novembre 2010. Le 9 décembre 2010, un tribunal de district rendit une ordonnance de protection enjoignant à l'intéressé de quitter le domicile familial et de ne contacter aucune des requérantes. Le 13 décembre, la première requérante demanda l'ouverture d'une enquête pénale. D'autres incidents survenus les 16 et 19 décembre furent signalés à la police. Le 13 janvier 2011, le mari de la première requérante pénétra dans le domicile familial, au mépris de l'ordonnance de protection, et menaça de tuer son épouse si elle ne retirait pas sa plainte. Cet incident fut également signalé à la police. Toutefois, l'enquête pénale fut suspendue pendant un an, sous réserve que le mari de la première requérante ne récidive pas, le procureur ayant estimé, malgré l'existence d'importants éléments établissant la culpabilité de l'intéressé, que celui-ci avait commis une « infraction de moindre gravité », n'avait pas d'antécédents d'usage de stupéfiants



ou d'alcoolisme et « ne représentait pas un danger pour la société ». Cette décision fut confirmée par un procureur de rang supérieur en appel.

*En droit* – Article 3 : La Cour relève que, le 9 décembre 2010, le tribunal de district a estimé que la situation était suffisamment grave pour justifier le prononcé d'une ordonnance de protection à l'égard de la première requérante, laquelle a obtenu par la suite des certificats médicaux prouvant les mauvais traitements dont elle avait fait l'objet. Elle estime en outre que la crainte d'agressions ultérieures avait dû être suffisamment forte pour faire souffrir l'intéressée et faire naître en elle un sentiment d'anxiété assimilable à un traitement inhumain au sens de l'article 3, lequel trouve donc à s'appliquer.

Le 13 janvier 2011, date à laquelle la première requérante rencontra le procureur pour se plaindre du non-respect allégué de l'ordonnance de protection par son mari, les autorités disposaient d'éléments suffisants prouvant le comportement violent du mari de l'intéressée et le risque de nouvelles violences. La première requérante était particulièrement vulnérable, dans la sphère privée du domicile familial, aux violences de son mari qui, en tant que policier, était formé pour venir à bout de toute résistance. Le danger pour le bien-être physique et psychologique de la première requérante était donc suffisamment imminent et grave pour exiger la mise en œuvre rapide de mesures. Certes, les autorités ne sont pas demeurées totalement passives étant donné qu'une amende et un avertissement ont été infligés au mari, mais aucune de ces mesures ne se s'est révélée efficace.

Toutefois, au lieu de prendre des mesures déterminantes, les autorités ont suspendu l'enquête sur le comportement violent du mari de la première requérante et lui ont offert la possibilité d'être exonéré de toute responsabilité pénale s'il ne récidivait pas. Eu égard aux violences répétées de l'intéressé sur la première requérante et son mépris flagrant pour l'ordonnance de protection, la Cour perçoit mal les fondements sur lesquels le procureur a pu conclure qu'il « ne représentait pas un danger pour la société » et décider de suspendre l'enquête dirigée contre lui. Pourtant un procureur de rang supérieur est par la suite parvenu à la même conclusion alors même qu'un tribunal avait élargi la portée de l'ordonnance de protection quatre jours auparavant au motif que le mari représentait toujours un danger important. Pour la Cour, la suspension de l'enquête pénale en pareille circonstance a eu pour effet d'exonérer l'intéressé de toute responsabilité pénale au lieu de le dissuader de commettre de nouvelles violences, et a eu pour résultat de lui accorder une quasi-impunité. La Cour conclut donc que l'Etat n'a pas respecté son obligation positive découlant de l'article 3.

*Conclusion* : violation à l'égard de la première requérante (unanimité).

Article 8 : Le 9 décembre 2010, estimant que les deuxième et troisième requérantes avaient été psychologiquement affectées par la vision des violences commises par leur père contre leur mère, le tribunal de district rendit une ordonnance

étendant également la protection aux deux filles. Vers la fin du mois de décembre 2010, les autorités étaient manifestement au courant du non-respect par le mari de la première requérante de l'ordonnance de protection ainsi que de son comportement menaçant et insultant à l'encontre de la première requérante et des conséquences de celui-ci sur ses filles. Pourtant, ainsi que la Cour l'a déjà constaté en ce qui concerne la première requérante, rien ou quasiment rien n'a été fait pour empêcher la répétition de ce comportement. Au contraire, malgré une autre agression grave le 13 janvier 2011, le mari a finalement été exonéré de toute responsabilité pénale. La Cour en conclut que les autorités n'ont pas dûment respecté leurs obligations positives découlant de l'article 8 à l'égard des deuxième et troisième requérantes.

*Conclusion* : violation à l'égard des deuxième et troisième requérantes (unanimité).

Article 14 combiné avec l'article 3 : La Cour rappelle qu'un Etat qui ne protège pas les femmes contre les violences domestiques viole leur droit à une protection égale devant la loi. En l'espèce, la première requérante a été plusieurs fois victime de violences commises par son époux alors que les autorités étaient au courant de la situation. Les autorités ont toutefois refusé de traiter son divorce en urgence. La police aurait même poussé l'intéressée à retirer sa plainte au pénal contre son époux. De plus, les services sociaux n'ont pas exécuté l'ordonnance de protection jusqu'au 15 mars 2011 et ont même suggéré une réconciliation en disant à la première requérante qu'elle « n'était pas la première ni la dernière femme à être battue par son mari ». Enfin, bien qu'il ait avoué avoir battu sa femme, le mari de la première requérante a été concrètement exonéré de toute responsabilité à la suite de la décision du procureur de suspendre sous conditions la procédure dirigée contre lui.

La combinaison de ces facteurs démontre clairement que les actions des autorités ne s'analysent pas simplement en un manquement ou un retard à traiter les actes de violence dirigés contre la première requérante, mais qu'elles ont eu pour effet de les cautionner à plusieurs reprises, ce qui traduit une attitude discriminatoire à l'égard de la première requérante en tant que femme. Les constats du Rapporteur spécial des Nations unies sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences ne font que confirmer l'impression que les autorités n'ont pas pleinement mesuré la gravité et l'étendue du problème des violences domestiques en République de Moldova et ses effets discriminatoires sur les femmes.

*Conclusion* : violation à l'égard de la première requérante (unanimité).

Article 41 : 15 000 EUR conjointement pour préjudice moral.

(Voir également : *E.S. et autres c. Slovaquie*, no [8227/04](#), 15 septembre 2009, [Note d'information no 122](#) ; *Opuz c. Turquie*, no [33401/02](#), 9 juin 2009, [Note d'information no 120](#) ; *A. c. Croatie*, no [55164/08](#), 14 octobre 2010, [Note d'information no 134](#) ;

*Hajduová c. Slovaquie*, no [2660/03](#), 30 novembre 2010, [Note d'information no 135](#) ; *Kalucza c. Hongrie*, no [57693/10](#), 24 avril 2012 ; et *Valiulienė c. Lituanie*, no [33234/07](#), 26 mars 2013, [Note d'information no 161](#))

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-7616>

# **Résumé juridique de l'arrêt Civek c. Turquie - 55354/11**

**Arrêt 23.2.2016 [Section II]**

## Article 2

### Obligations positives

Manquement des autorités à protéger la vie d'une victime de violence domestique : *violation*

*En fait* – La mère des requérants fut victime de violences conjugales. En 2009, elle résida avec ses trois enfants dans un centre d'accueil pour femmes battues. Le 15 octobre 2010, à la suite de sa plainte, le père des requérants fut placé en détention provisoire et inculpé de coups et blessures sur la personne de son épouse. Le 12 novembre 2010, cette dernière retira sa plainte et il fut remis en liberté. Cette remise en liberté fut accompagnée d'une mesure de contrôle judiciaire, à savoir une obligation de se rendre au commissariat de police ou à une brigade de gendarmerie tous les mardis et vendredis à 17 heures. En outre, une injonction de s'abstenir de tout comportement violent ou menaçant envers sa conjointe et une injonction de quitter le domicile conjugal immédiatement et de s'en tenir éloigné pour une durée de trois mois lui furent notifiées. Ces mesures étaient assorties d'un avertissement qu'il s'exposait à une arrestation et à une peine d'emprisonnement en cas de manquement aux obligations imposées par le tribunal. Les 23 novembre et 17 décembre 2010, la mère des requérants porta de nouvelles plaintes pour harcèlement et menaces de mort contre son époux. Celui-ci fut inculpé pour injures, menaces et non-respect des mesures de protection. Le 26 décembre 2010, les requérants furent entendus comme témoins et confirmèrent les dires de leur mère. Le 14 janvier 2011, la mère des requérants fut assassinée par son mari en pleine rue, de 22 coups de couteau. Ce dernier fut reconnu coupable d'assassinat et condamné à la réclusion à perpétuité.

*En droit* – Article 2 : La violence domestique est un phénomène qui peut prendre diverses formes – agressions physiques, violences psychologiques, insultes – et qui n'est pas circonscrit à la présente espèce. Il s'agit là d'un problème général commun à tous les États membres et particulièrement préoccupant dans les sociétés européennes d'aujourd'hui. Elle n'apparaît pas toujours au grand jour car elle s'inscrit fréquemment dans le cadre de rapports personnels ou de cercles restreints. Par ailleurs, elle ne concerne pas exclusivement les femmes : les hommes peuvent eux aussi faire l'objet de violences domestiques, ainsi que les enfants, qui en sont souvent directement ou indirectement victimes. La Cour a tenu compte de la gravité de ce problème en examinant les faits de la cause.

Les violences exercées par le père des requérants sur son épouse étaient connues des forces de l'ordre. En outre, la police avait été informée de la probabilité de l'assassinat par les nombreuses plaintes de la mère des requérants et par les témoignages des requérants. Dès lors, les autorités savaient ou auraient dû savoir qu'elle était susceptible de faire l'objet d'une agression fatale. De plus, eu égard aux circonstances, ce risque pouvait être considéré comme réel et imminent. Or,

même si les autorités ont pris un certain nombre de mesures, elles n'ont pas réagi de manière suffisamment concrète pour empêcher l'assassinat de la mère des requérants à partir du 12 novembre 2010, date à laquelle son mari a été libéré. Les forces de l'ordre se sont contentées d'enregistrer une nouvelle plainte de la victime sans penser à prendre la moindre mesure supplémentaire contre son mari, et ce alors que ce dernier était déjà connu des services de police. Le parquet n'avait pris aucune mesure pratique et utile pour protéger concrètement la mère des requérants, alors que la loi permettait de procéder à l'arrestation de son époux, qui ne respectait pas les injonctions adressées par le tribunal. Partant, les autorités n'ont pas pris les mesures auxquelles elles pouvaient raisonnablement avoir recours pour prévenir la matérialisation d'un risque certain et imminent pour la vie de la mère des requérants.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 50 000 EUR conjointement pour préjudice moral ; demande pour dommage matériel rejetée.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-10878>

# **Résumé juridique de l'arrêt M.G. c. Turquie - 646/10**

**Arrêt 22.3.2016 [Section II]**

## Article 3

### Obligations positives

Inaccessibilité des mesures de protection contre la violence domestique aux femmes non mariées ou divorcées : *violation*

## Article 14

### Discrimination

Inaccessibilité des mesures de protection contre la violence domestique aux femmes non mariées ou divorcées : *violation*

*En fait* – Victime de violences conjugales chroniques lui ayant causé des blessures multiples, la requérante déposa en 2006 une plainte pénale contre son mari, après avoir quitté le domicile conjugal pour un refuge associatif. Elle engagea une action en divorce. Son état physique et psychique ayant été rapidement constaté, elle demanda et obtint le bénéfice des mesures de protection offertes aux victimes de violence domestique par la loi, qui lui fut renouvelé à plusieurs reprises tant que le mariage ne fut pas dissous. Les injonctions adressées au mari comprenaient, par exemple, son éloignement du domicile commun, avec interdiction de s'en approcher ou de déranger la requérante ou ses enfants par le biais de communications, sous peine de sanctions privatives de liberté. En 2007, le divorce fut prononcé. Après l'entrée en vigueur, en 2012, d'une nouvelle loi mettant fin à toute distinction entre personnes mariées et non mariées à cet égard, des mesures de protection lui furent de nouveau accordées à sa demande. En 2012, le procureur ouvrit contre l'ex-mari de la requérante des poursuites pénales, qui demeurent pendantes.

*En droit* – Article 3 : Les allégations de la requérante étant crédibles et d'une gravité certaine, l'article 3 de la Convention est applicable. L'État se devait donc d'avoir mis en place un cadre législatif adéquat et de réagir promptement.

a) *Défaut de prompt réaction pénale* – Dans le traitement judiciaire du contentieux des violences contre les femmes, il incombe aux instances nationales de tenir compte de la situation de précarité et de vulnérabilité particulière, morale, physique et/ou matérielle de la victime, et d'apprécier la situation dans les plus brefs délais – exigences d'attention et de célérité expressément énoncées par ailleurs par la [Convention d'Istanbul](#)\*.

Si le code pénal ne contenait pas de dispositions spécifiques aux violences domestiques, une incrimination générale existait pour les atteintes à l'intégrité physique. Dès le lendemain du dépôt de sa plainte, des rapports médicaux avaient permis d'établir que la requérante présentait des blessures physiques ainsi qu'un trouble dépressif majeur et un stress post-traumatique chronique,



liés aux violences subies. Malgré cela, le procureur de la République attendit cinq mois avant de délivrer un mandat d'amener aux fins d'auditionner l'ex-mari de la requérante. De même, dès 2007, lors du prononcé du divorce, au vu des preuves rassemblées, le tribunal de la famille avait estimé établies les violences dénoncées. Rien ne peut donc expliquer la passivité du procureur de la République pendant une période aussi longue – plus de cinq ans et six mois après la plainte – avant le déclenchement des poursuites pénales, lesquelles restent par ailleurs toujours pendantes.

Pour la Cour, la manière dont les autorités internes ont mené les poursuites pénales participe également de cette passivité judiciaire généralisée et discriminatoire déjà constatée dans les affaires contre la Turquie en matière de violence domestique et qui engendre un climat propice à ladite violence.

b) *Inaccessibilité des mesures de protection contre la violence domestique après le divorce* – En l'espèce, il existait bien un dispositif civil prévoyant la possibilité de saisir le juge aux affaires familiales pour demander à bénéficier de mesures de protection, dont la requérante avait d'ailleurs bénéficié lorsqu'elle était mariée. Toutefois, entre la date de prononcé de son divorce et la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi, le cadre législatif en place ne garantissait pas à la requérante, divorcée, le bénéfice des mesures de protection en cause, dont l'application était laissée à l'interprétation et à la discrétion du juge aux affaires familiales saisi.

Certes, durant la période en cause, la requérante ne fut pas victime de nouvelles violences physiques de la part de son ex-mari. Cela étant, l'impact psychologique, aspect important de la violence domestique, doit être pris en compte. On ne saurait ignorer le sentiment de peur dans lequel la requérante a vécu – cachée dans un foyer pendant deux ans et demi – ni le retentissement sur sa vie personnelle, sociale et familiale des violences qu'elle a subies, qui perdure encore aujourd'hui. La circonstance que, depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, la requérante a bénéficié de mesures de protection contre son ex-mari, accrédite encore que son intégrité physique restait menacée, situation propre à lui inspirer des sentiments de peur, de vulnérabilité et d'insécurité.

c) *Conclusion* – Il convient d'avoir à l'esprit que la violence à l'égard des femmes est, comme l'énonce le Préambule de la Convention d'Istanbul, un des mécanismes sociaux cruciaux par lesquels celles-ci sont maintenues dans une position de subordination par rapport aux hommes. Il est inacceptable que la requérante ait dû, de nombreuses années après avoir saisi les instances nationales des violences dont elle fut victime, vivre dans la crainte des agissements de son ex-mari.

Au vu de tout ce qui précède, l'État défendeur a failli à ses obligations positives au regard de l'article 3.

*Conclusion* : violation (unanimité).

La Cour conclut également, à l'unanimité, à la violation de l'article 14 combiné avec l'article 3 de la Convention.

Article 41 : 19 500 EUR pour préjudice moral ; demande pour dommage matériel rejetée.

(Voir aussi *Opuz c. Turquie*, [33401/02](#), 9 juin 2009, [Note d'information 120](#), et *Durmaz c. Turquie*, [3621/07](#), 13 novembre 2014, ainsi que la fiche thématique [Violence domestique](#))

\* Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, ratifiée par la Turquie en 2012 et entrée en vigueur en 2014.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-10902>

# **Résumé juridique de l'arrêt Halime Kılıç c. Turquie - 63034/11**

**Arrêt 28.6.2016 [Section II]**

## **Article 2**

### **Obligations positives**

#### **Article 2-1**

##### **Vie**

Insuffisante prise en compte du risque de létalité dans une situation de violences conjugales : *violation*

#### **Article 14**

##### **Discrimination**

Climat persistant d'impunité en matière de violence domestique, affectant principalement les femmes : *violation*

*En fait* –Fatma Babatlı (la fille de la requérante) déposa une plainte pénale pour violences conjugales en demandant le bénéfice des mesures de protection. Elle dut renouveler ses démarches plusieurs fois, car les ordonnances de protection et d'injonction obtenues furent mal respectées par le mari. Trouvé en possession de couteaux, celui-ci fut brièvement placé en garde à vue, avant d'être remis en liberté. Quelques mois plus tard, la fille de la requérante fut tuée par son mari, qui lui-même se suicida.

*En droit*

Article 2: Les ordonnances de protection et d'injonctions se sont révélées totalement inefficaces, premièrement, à cause des retards excessifs dans leur notification (19 jours pour la première ordonnance et 8 semaines pour la deuxième), et deuxièmement, du fait que le mari ne fut jamais sanctionné pour le non-respect de ces mesures.

En outre, alors même que la dangerosité du mari était clairement établie, le tribunal correctionnel a refusé de faire droit à la demande de placement en détention provisoire présentée par le procureur de la République ; et cela, sans procéder à aucune appréciation des risques encourus par son épouse, y compris du risque de létalité ou de nouvelles agressions. Le climat d'impunité ainsi créé a permis au mari de réitérer ses violences à l'encontre de sa femme sans être inquiété.

Quant à la possibilité qu'aurait eue la victime de se réfugier dans un foyer avec ses sept enfants, ni le procureur ni les policiers ne cherchèrent à l'orienter vers une structure adaptée à ses besoins. Or, il incombait aux instances nationales de tenir compte de la situation de précarité et de vulnérabilité particulière, à la fois morale, physique et matérielle, dans laquelle se trouvait l'intéressée et d'apprécier la situation en conséquence, en lui offrant un accompagnement approprié.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 14 combiné avec l'article 2 : À la suite de l'arrêt *Opuz c. Turquie* – où la Cour avait constaté que la violence domestique touchait principalement les femmes et que la passivité généralisée et discriminatoire de la justice turque créait un climat propice à cette violence –, de nombreuses initiatives ont été prises en Turquie ; notamment l'adoption d'une nouvelle loi plus protectrice (loi n° 6284) et la ratification de la Convention d'Istanbul\*. Cependant, les faits de la présente affaire sont antérieurs à ces réformes.

En se référant aux rapports de l'ONG [Human Rights Watch](#) et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW\*\*), et en avançant des chiffres quant au nombre de femmes ayant perdu la vie par suite de violences, la requérante a fourni un commencement de preuve quant au fait qu'à l'époque litigieuse les femmes ne bénéficiaient pas d'une protection effective contre les violences. La Cour a elle-même pu constater, au vu de ces rapports et des données statistiques, l'étendue et la persistance de la violence à l'égard des femmes, notamment de la violence domestique, dans la société turque ; et le fait que le nombre de refuges pour femmes, à l'époque litigieuse, était considéré comme insuffisant.

L'impunité constatée plus haut reflète un déni certain de la part des instances nationales, à la fois quant à la gravité des faits de violences domestiques et quant à la vulnérabilité particulière des victimes de ces violences. En fermant régulièrement les yeux sur la réitération des actes de violences et des menaces de mort dont la fille de la requérante était l'objet, les autorités internes ont créé un climat propice à cette violence. Il est inacceptable que la victime ait ainsi été laissée démunie et sans protection face à la violence de son mari.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 65 000 EUR pour préjudice moral.

(Voir aussi *Opuz c. Turquie*, [33401/02](#), 9 juin 2009, [Note d'information 120](#) ; *M.G. c. Turquie*, [646/10](#), 22 mars 2016, [Note d'information 194](#) ; ainsi que la fiche thématique [Violence domestique](#))

\* [Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique](#), ratifiée par la Turquie en 2012 et entrée en vigueur en 2014.

\*\* Comité mis en place par la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes \(CEDAW\)](#), ratifiée par la Turquie en 1985.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=002-11149>

# **Résumé juridique de l'arrêt Bălșan c. Roumanie - 49645/09**

**Arrêt 23.5.2017 [Section IV]**

## Article 14

### Discrimination

Manquement des autorités à prendre des mesures appropriées pour lutter contre la violence domestique à l'égard des femmes : *violation*

## Article 3

### Obligations positives

Manquement des autorités à prendre des mesures adéquates pour protéger la requérante contre la violence domestique : *violation*

*En fait* – La requérante alléguait que son mari s'était comporté de façon violente envers elle tout au long de leur mariage. Au cours de leur procédure de divorce, les agressions qu'il commettait contre elle s'intensifièrent et elle déposa plusieurs plaintes auprès de la police. Devant la Cour, la requérante se plaignait des violences que son mari lui avait infligées et soutenait que les autorités nationales n'avaient quasiment rien fait pour y mettre fin ou pour les prévenir.

*En droit* – Article 3 : Les violences physiques subies par la requérante ont été établies par des rapports médico-légaux et policiers. Il est préoccupant de constater qu'au cours de l'enquête et devant les tribunaux les autorités nationales ont considéré que ces actes de violence domestique avaient été provoqués et qu'ils n'étaient donc pas suffisamment graves pour relever du droit pénal. La question de l'impunité des auteurs de violence domestique est au cœur de l'affaire. La requérante a fait pleinement usage de la voie pénale qui s'offrait à elle. Cependant, alors qu'elles avaient connaissance de la situation, les autorités nationales n'ont pas pris de mesures appropriées pour sanctionner l'auteur des faits et prévenir les agressions futures.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 14 combiné avec Article 3 : Lorsqu'un État ne protège pas les femmes contre la violence domestique, il viole leur droit à une égale protection de la loi. Des statistiques officielles montrent que la violence domestique est tolérée voire perçue comme normale par la majorité des citoyens en Roumanie. Elles indiquent aussi que relativement peu d'actes de violence signalés sont suivis d'enquêtes pénales. Le nombre de victimes de violence domestique augmente chaque année, la grande majorité d'entre elles étant des femmes. Ces éléments concordent avec les observations antérieures du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes\*.

Les autorités nationales savaient parfaitement que le mari de la requérante avait été violent à plusieurs reprises à son égard. Elles ont privé d'effet le dispositif légal

national en considérant que la requérante avait provoqué les actes de violence domestique en cause, que ceux-ci ne présentaient aucun danger pour la société et qu'ils n'étaient donc pas suffisamment graves pour justifier des sanctions pénales. Les autorités nationales se sont ainsi comportées de manière clairement contraire aux normes internationales en matière de lutte contre la violence envers les femmes, notamment la violence domestique\*\*. En l'espèce, elles ont aussi montré leur passivité en n'envisageant aucune mesure de protection de la requérante, malgré les demandes répétées de celle-ci auprès de la police, du parquet et des tribunaux. Compte tenu de la vulnérabilité particulière des victimes de violence domestique, elles auraient dû examiner la situation de la requérante de façon plus approfondie.

La violence subie par la requérante peut être considérée comme de la violence fondée sur le sexe, à savoir comme une forme de discrimination à l'égard des femmes. En l'espèce, malgré l'adoption par l'État d'une loi et d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la violence domestique, l'absence globale de réaction de la part du système judiciaire et l'impunité dont bénéficient les agresseurs, comme le montre l'espèce, révèlent un manque d'engagement en faveur de l'adoption de mesures appropriées de lutte contre la violence domestique. Le système de justice pénale, tel qu'il a fonctionné en l'espèce, n'a pas eu l'effet dissuasif requis, susceptible de prévenir efficacement les actes illicites commis par le mari de la requérante au mépris de l'intégrité personnelle de cette dernière.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 9 800 EUR pour préjudice moral.

(Voir aussi *Opuz c. Turquie*, [33401/02](#), 9 juin 2009, [Note d'information 120](#) ; *T.M. et C.M. c. République de Moldova*, [26608/11](#), 28 janvier 2014 ; *Talpis c. Italie*, [41237/14](#), 2 mars 2017 ; et, plus généralement, la fiche thématique sur la [violence à l'égard des femmes](#))

\* Trente-cinquième session du Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, observations finales concernant la Roumanie, [CEDAW/C/ROM/CO/6](#), 15 mai au 2 juin 2006.

\*\* [Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique](#) (« la Convention d'Istanbul »).

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-11645>



# **Résumé juridique de l'arrêt Talpis c. Italie - 41237/14**

**Arrêt 2.3.2017 [Section I]**

## **Article 2**

### **Obligations positives**

#### **Article 2-1**

##### **Vie**

Manquement à évaluer en temps utile le risque pour la vie créé par une situation de violence domestique : *violation*

#### **Article 3**

##### **Enquête effective**

##### **Obligations positives**

Tardiveté à donner une réponse adéquate à des actes de violence domestique : *violation*

#### **Article 14**

##### **Discrimination**

Défaillances dans la protection d'une femme contre la violence domestique : *violation*

*En fait* – Au cours des mois de juin et août 2012, les gendarmes furent appelés à deux reprises au domicile familial de la requérante pour des violences conjugales ; son mari fut verbalisé pour port d'arme prohibé, un couteau ayant été saisi. La requérante quitta le domicile familial pour être hébergée par une association. Le 5 septembre 2012, elle déposa une plainte pénale pour lésions corporelles, maltraitance et menaces, et demanda des mesures de protection d'urgence.

Entendue pour la première fois par la police en avril 2013, la requérante modifia ses déclarations : elle indiqua avoir été frappée mais pas menacée, et être revenue depuis lors vivre au domicile conjugal. Sur le vu de ces changements – que la requérante explique par des pressions de son mari – la plainte fut partiellement classée (pour la maltraitance et les menaces) et maintenue à l'instruction pour les lésions corporelles (le mari sera condamné de ce chef à une amende en octobre 2015).

Le 25 novembre 2013, les gendarmes furent appelés une troisième fois. Une porte était cassée et le sol jonché de bouteilles d'alcool, mais ni la requérante ni le fils du couple ne présentaient de signes de violences : elle déclara seulement que son mari avait bu et avait besoin d'un médecin, en précisant qu'elle avait déposé

une plainte contre lui par le passé mais modifié ses accusations depuis. Le mari fut transporté à l'hôpital. Dans la même nuit, il fut verbalisé après avoir été trouvé dans la rue en état d'ivresse. Il revint ensuite au domicile familial armé d'un couteau de cuisine, dont il porta plusieurs coups à la requérante. Leur fils fut tué en tentant de l'arrêter.

En janvier 2015, le mari de la requérante fut condamné à la réclusion à perpétuité : outre le meurtre et la tentative de meurtre, il fut reconnu coupable de maltraitance – les témoignages ayant confirmé les violences antérieures.

### *En droit*

Article 2 : L'État a l'obligation positive de mettre en œuvre préventivement des mesures d'ordre pratique pour protéger l'individu dont la vie est menacée. L'existence d'un risque réel et immédiat pour la vie doit être évaluée en prenant dûment en compte le contexte particulier des violences domestiques : il ne s'agit pas seulement d'assurer une protection générale de la société mais aussi et surtout de tenir compte du fait que des épisodes successifs de violence se réitèrent dans le temps au sein de la cellule familiale. Il incombait aux instances nationales de tenir compte de la situation de précarité et de vulnérabilité particulière – morale, physique et matérielle – de la requérante et d'apprécier la situation en conséquence, en lui offrant un accompagnement approprié. Dans ce contexte, les droits de l'agresseur ne peuvent l'emporter sur les droits des victimes à la vie et à l'intégrité physique et mentale.

En l'espèce, une information judiciaire a certes été ouverte à l'encontre du mari de la requérante pour délits de maltraitance familiale, lésions corporelles et menaces. Mais, d'une part, aucune ordonnance de protection n'a été émise ; d'autre part, il aura fallu attendre sept mois après le dépôt de sa plainte en septembre 2012 avant que la requérante soit entendue.

Un tel délai ne pouvait que priver la requérante du bénéfice de la protection immédiate que la situation exigeait. Certes, il n'y a pas eu de nouvelles violences physiques durant cette période. On ne saurait toutefois ignorer le sentiment de peur dans lequel la requérante, harcelée par téléphone, a vécu lors de son hébergement dans le centre d'accueil.

Il est vrai que, lors de cette audition, la requérante a en partie modifié ses déclarations, ce qui a amené les autorités à classer partiellement la plainte. Ce faisant, toutefois, les autorités n'ont procédé à aucune appréciation des risques – y compris celui de nouvelles agressions – alors même qu'une procédure pour lésions corporelles aggravées demeurait ouverte. La Cour écarte donc l'argument du Gouvernement selon lequel il n'existait aucune preuve tangible d'un danger imminent pour la vie de la requérante.

En tardant à agir, les autorités ont privé la plainte de toute efficacité, créant un contexte d'impunité favorable à la répétition par l'auteur de ses actes de violence. Le point culminant fut atteint dans la nuit tragique du 25 novembre 2013.

Au cours de celle-ci, les forces de l'ordre avaient pourtant eu l'occasion d'intervenir à deux reprises : une première fois lorsqu'elles virent l'appartement ravagé ; une seconde fois lorsqu'elles interpellèrent et verbalisèrent le mari de la requérante pour ivresse publique. Or à aucun de ces deux moments les autorités n'ont pris de dispositions particulières en vue de fournir à la requérante une protection adéquate en rapport avec la gravité de la situation, alors que les violences exercées sur elle par son mari leur étaient connues.

La Cour ne saurait spéculer sur la tournure des événements si les autorités avaient adopté un comportement différent. Toutefois, l'absence de mise en œuvre de mesures raisonnables qui auraient eu une chance réelle de changer le cours des choses ou d'atténuer le préjudice causé suffit à engager la responsabilité de l'État.

Ayant la possibilité de vérifier en temps réel les antécédents du mari de la requérante, les forces de l'ordre auraient dû savoir que celui-ci représentait pour elle une menace réelle, dont on ne pouvait pas exclure la réalisation imminente. Ainsi, les autorités n'ont pas pris, dans le cadre de leurs pouvoirs, les mesures qui, d'un point de vue raisonnable, auraient sans doute pallié, voire empêché, la matérialisation d'un risque réel pour la vie de la requérante et de son fils. N'ayant pas fait preuve de la diligence requise, les autorités ont manqué à leurs obligations positives.

*Conclusion* : violation (six voix contre une).

Article 3 : La requérante peut être considérée comme relevant de la catégorie des « personnes vulnérables » qui ont droit à la protection de l'État, compte tenu notamment des violences qu'elle a subies par le passé. Ces violences, qui se sont traduites par des blessures corporelles et des pressions psychologiques, sont suffisamment graves pour être qualifiées de mauvais traitements au sens de l'article 3 de la Convention.

Aux termes de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ([Convention d'Istanbul](#), ratifiée par l'Italie et entrée en vigueur en 2014), une diligence particulière est requise dans le traitement des plaintes en la matière. Dans ce domaine, il incombe aux instances nationales de tenir compte de la situation de précarité et de vulnérabilité particulière – morale, physique ou matérielle – de la victime, et d'apprécier la situation en conséquence, dans les plus brefs délais.

Or, la Cour vient de constater sous l'angle de l'article 2 que le manque de réaction rapide des autorités a privé de toute efficacité la plainte de la requérante, créant un contexte d'impunité favorable à la répétition par son mari de ses actes de violence. En l'espèce, rien ne saurait expliquer : ni les sept mois de passivité des

autorités avant le déclenchement des poursuites pénales ; ni les trois années de durée de la procédure pénale pour lésions corporelles aggravées engagée après la plainte déposée par la requérante. Cette passivité judiciaire ne saurait se concilier avec les exigences de l'article 3 de la Convention.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 14 combiné avec les articles 2 et 3 : La Cour rappelle sa jurisprudence sur l'aspect discriminatoire envers les femmes des défaillances des autorités dans la protection contre les violences domestiques.

Or, l'ampleur du problème en Italie ressort des conclusions : du [rapporteur spécial des Nations unies](#) chargé de la question des violences contre les femmes, de leurs causes et conséquences, à la suite de sa mission en Italie en 2012 ; du Comité institué par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ([CEDAW](#) ; 49e session, 2010) ; et de l'Institut national de statistique ([ISTAT](#), 2014).

La requérante a ainsi apporté un commencement de preuve, les données statistiques fournies démontrant : d'une part, que les violences domestiques touchent principalement les femmes et que, nonobstant les réformes entreprises, un nombre important de femmes meurent assassinées par leur compagnon ou par leur ancien compagnon (féminicides) ; d'autre part, que les attitudes socioculturelles de tolérance à l'égard des violences domestiques persistent. Ce commencement de preuve distingue le présent cas de l'affaire *Rumor c. Italie* ([72964/10](#), 27 mai 2014), dont les circonstances de fait étaient d'ailleurs nettement différentes.

La Cour a constaté sur le terrain des articles 2 et 3 le manquement des autorités internes à assurer à la requérante une protection effective et le contexte d'impunité dans lequel se trouvait l'auteur des violences. En sous-estimant, par leur inertie, la gravité de ces violences, les autorités italiennes les ont en substance cautionnées. La requérante a ainsi été victime, en tant que femme, d'une discrimination.

*Conclusion* : violation (cinq voix contre deux).

Article 41 : 30 000 EUR pour préjudice moral ; demande pour dommage matériel rejetée.

(Voir aussi *Opuz c. Turquie*, [33401/02](#), 9 juin 2009, [Note d'information 120](#) ; *M.G. c. Turquie*, [646/10](#), 22 mars 2016, [Note d'information 194](#) ; *Halime Kılıç c. Turquie*, [63034/11](#), 28 juin 2016, [Note d'information 198](#) ; ainsi que la fiche thématique [Violence domestique](#))

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-11433>

**Résumé juridique  
de l'arrêt D.M.D.  
c. Roumanie -  
23022/13**

**Arrêt 3.10.2017 [Section IV]**

## Article 3

### Enquête effective

Durée excessive d'une procédure et autres défaillances dans le cadre de poursuites pour violences domestiques contre un enfant mineur : *violation*

## Article 6

### Procédure civile

## Article 6-1

### Accès à un tribunal

### Procès équitable

*En fait* – Le requérant est né en 2001. En février 2004, sa mère contacta une autorité de protection de l'enfance pour signaler que son fils était victime d'abus de la part de son mari, le père du requérant. Entre mars et juillet 2004, elle porta aussi plainte à cinq reprises auprès de la police. Les autorités ouvrirent une enquête pénale après la cinquième plainte. Le parquet entendit six témoins et étudia des expertises psychologiques, ce qui l'amena à inculper le père du requérant en décembre 2007.

L'affaire fut ensuite examinée à trois degrés de juridiction. Dans un premier temps, les tribunaux internes acquittèrent le père du requérant, considérant que son « comportement occasionnellement inapproprié » à l'égard de son fils n'était pas constitutif d'une infraction. Cependant, en avril 2012, à la suite de plusieurs renvois de l'affaire motivés par des erreurs entachant les décisions des juridictions inférieures, le tribunal départemental reconnut finalement le père coupable d'avoir physiquement maltraité son fils et de l'avoir insulté. Il parvint à cette conclusion après avoir constaté que le comportement du père était plus grave que le type d'actes de violence « isolés et aléatoires » pouvant être commis par des parents qui ne faisaient que punir leurs enfants.

La procédure s'acheva finalement en novembre 2012 à la suite d'un pourvoi formé par les deux parties. La cour d'appel confirma que le père était coupable d'avoir maltraité son enfant et elle le condamna à une peine d'emprisonnement avec sursis qu'elle réduisit pour tenir compte de la durée excessive de la procédure. Le requérant et le parquet se plaignirent du fait que la décision n'accordait aucune réparation. La cour d'appel estima toutefois qu'elle n'avait pas l'obligation d'examiner la question des dommages et intérêts, au motif que ni le requérant ni le parquet n'avaient demandé l'octroi d'une indemnité devant les juridictions inférieures.

*En droit – Article 3 (volet procédural) :* La Cour rappelle que les États membres doivent s'efforcer de protéger la dignité des enfants de manière explicite et complète. En pratique, cela requiert un cadre juridique adapté offrant à ces derniers une protection contre les actes de violence domestique, notamment par : a) une prévention efficace mettant les enfants à l'abri de formes aussi graves d'atteinte à l'intégrité de la personne, b) des mesures raisonnables pour empêcher des mauvais traitements dont les autorités ont ou auraient dû avoir connaissance, et c) des investigations officielles effectives dès lors qu'un individu affirme de manière défendable avoir subi des mauvais traitements.

Le but essentiel de l'enquête sur les allégations de mauvais traitements formulées dans l'affaire du requérant peut passer pour avoir été atteint, la personne responsable des abus (le père) ayant finalement été reconnue coupable et condamnée à une peine d'emprisonnement. Malgré cela, il y a lieu de considérer que l'enquête n'a pas été effective, en raison de sa durée excessive et des graves défaillances l'ayant entachée.

a) *Durée de l'enquête* – C'est en février 2004, lorsque la mère du requérant a contacté l'autorité de protection de l'enfance pour signaler les mauvais traitements, que les autorités ont eu pour la première fois connaissance de la situation de l'intéressé. Rien n'indique toutefois que des mesures concrètes aient été prises pour vérifier les faits dénoncés, les communiquer à la police ou protéger les victimes. Les autorités n'ont pas réagi aux quatre premières plaintes pénales déposées par la mère contre le père entre mars et juin 2004. Une fois l'enquête enfin ouverte en juillet 2004, elle a duré près de trois ans et six mois. En totalité, la procédure a duré huit ans et quatre mois pour trois degrés de juridiction, en raison d'importantes périodes d'inactivité de la part des enquêteurs et de l'institut médicolégal et d'une série de décisions qui ont été annulées du fait d'omissions commises par les juridictions inférieures. Cette durée était excessive.

b) *Défaillances* – La procédure était apparemment entachée des défaillances suivantes : i) contrairement à son père, qui a bénéficié d'une réduction de peine, le requérant n'a obtenu aucune forme de réparation pour la durée de la procédure ; ii) le requérant n'a pas été indemnisé pour le préjudice subi du fait des mauvais traitements qui lui avaient été infligés ; iii) la façon dont les tribunaux internes ont envisagé la question des violences domestiques, indiquant apparemment que des actes de violence « isolés et aléatoires » pouvaient être tolérés au sein de la famille, n'est conforme ni au droit interne ni à la Convention, qui, tous deux, interdisent les mauvais traitements, y compris les châtiments corporels. En effet, toute forme de justification de mauvais traitements, y compris de châtiments corporels, infligés à des enfants porte atteinte au respect de la dignité de ces derniers.

Pour ces motifs, eu égard à l'enjeu de la procédure pour le requérant, à sa durée et à son déroulement, à la différence de traitement entre le requérant et l'auteur des



faits en ce qui concerne cette durée, ainsi qu'à la manière dont les tribunaux ont traité la question des violences domestiques, la Cour conclut que l'enquête sur les allégations de mauvais traitements n'était pas effective.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 6 § 1 (*procès équitable*) : La Cour constate que le droit applicable (l'article 17 du code de procédure pénale) imposait aux tribunaux internes de statuer sur la question de la réparation dans les affaires où la victime était un mineur et n'avait donc pas de capacité juridique, même si celle-ci n'en avait pas fait la demande formelle. Tant les tribunaux que le parquet devaient activement rechercher auprès de la victime des informations sur l'étendue du dommage subi. Le droit applicable accordait donc une protection renforcée aux personnes vulnérables, comme le requérant, en faisant peser sur les autorités une responsabilité plus étendue, contraignant celles-ci à un rôle plus actif à cet égard. Pour ce motif, et eu égard à l'objet de l'enquête, la procédure ne consistait pas simplement en un litige entre des personnes privées, mais elle engageait également la responsabilité de l'État sous l'angle de l'article 6 § 1 de la Convention.

À la lumière du libellé non équivoque du droit interne, la cour d'appel aurait dû examiner le fond du grief soulevé par le requérant au sujet de l'absence de réparation. Au lieu de se prononcer, elle a simplement relevé que ni le requérant ni le parquet n'avaient demandé l'octroi d'une indemnité devant les juridictions inférieures. Elle ne s'est donc pas penchée sur le rôle des tribunaux internes ou du parquet dans la défense de l'intérêt supérieur du requérant. Cela constitue un déni de justice emportant violation de l'article 6 § 1.

*Conclusion* : violation (quatre voix contre trois).

Ayant constaté une violation de l'article 3 sous son volet procédural, la Cour considère en outre à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu de statuer séparément sur le grief tiré de l'article 6 § 1 en ce qui concerne la durée de la procédure.

Article 41 : 10 000 EUR pour préjudice moral.

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-11875>

**Résumé juridique  
de l'arrêt Y.C.  
c. Royaume-Uni -  
4547/10**

**Arrêt 13.3.2012 [Section IV]**

## Article 8

### Article 8-1

#### Respect de la vie familiale

Placement d'un enfant auprès d'un parent adoptif potentiel afin de l'extraire d'un contexte violent : *non-violation*

*En fait* – En 2001, la requérante eut un fils d'un homme avec lequel elle entretint une relation pendant quelques années. En 2003, l'attention des services sociaux se porta sur la famille à la suite d'un incident « dû à l'alcool » entre les parents. Cet incident fut suivi d'autres faits de violence familiale et d'abus d'alcool, qui s'aggravèrent à partir de la fin de l'année 2007, la police étant appelée au domicile familial à plusieurs reprises. En juin 2008, les autorités locales obtinrent une ordonnance de placement d'urgence de l'enfant après que celui-ci eut été blessé au cours d'une violente altercation entre ses parents. Cette ordonnance fut suivie d'une ordonnance de placement provisoire et l'enfant fut placé en foyer d'accueil. Un tuteur fut nommé pour protéger ses intérêts. L'ordre de placement provisoire fut prorogé à plusieurs reprises dans l'attente de rapports détaillés des services sociaux, du tuteur de l'enfant et d'un psychologue. En avril 2009, le tribunal de la famille décida de ne pas prononcer d'ordonnance de déchéance des parents et de placement définitif, estimant que la requérante, qui disait s'être séparée du père, devait bénéficier d'une dernière chance de prouver son aptitude à s'occuper de l'enfant à la lumière de cette séparation. Il prononça donc une nouvelle ordonnance de placement provisoire. Cette ordonnance fut annulée par la *County Court* sur appel des autorités locales et du tuteur de l'enfant, le juge estimant que « la seule conséquence d'un report de la décision de déchéance [aurait été] de retarder, et donc de mettre en péril, la recherche d'une solution de placement à long terme ». La requérante se vit refuser l'autorisation de contester cette décision devant la *Court of Appeal* et, en janvier 2010, son fils fut placé en famille d'accueil dans la perspective d'une adoption.

*En droit* – Article 8 : Il ne fait pas de doute que le refus de réévaluer la situation et d'ordonner la déchéance des parents et le placement de l'enfant a constitué une atteinte importante au droit de la requérante au respect de sa vie familiale. Cette ingérence était « prévue par la loi » et visait le but légitime de protéger les droits de l'enfant.

Sur le point de savoir si l'ingérence litigieuse était nécessaire dans une société démocratique, la Cour observe que le juge de la *County Court* a noté, lorsqu'il a recherché quel était l'intérêt supérieur de l'enfant, qu'une réévaluation de la situation constituerait une rupture dans le placement de celui-ci et risquerait de lui faire subir un préjudice émotionnel si l'on finissait par conclure qu'il ne pouvait

pas rester avec sa mère. Il a considéré que, étant donné le comportement de la mère et le risque réel qu'elle reprenne sa relation avec le père, une réévaluation ne permettrait pas de toute façon de réunir suffisamment d'éléments permettant de conclure qu'elle pouvait conserver la garde de son fils et aurait seulement pour effet de retarder et de mettre en péril la recherche d'une solution de placement à long terme. A la lumière des éléments du dossier et des rapports dont il disposait, il a estimé que la reprise d'une relation entre la requérante et le père de l'enfant était probable et suscitait des craintes raisonnables pour le bien-être du mineur. En conséquence, selon lui, même s'il était généralement dans l'intérêt supérieur de l'enfant que ses liens familiaux soient maintenus dans la mesure du possible, il était clair qu'en l'espèce la nécessité de garantir le développement du mineur dans un environnement sain et sûr l'emportait sur cette considération : des tentatives avaient été faites pour reconstruire la famille par l'apport d'un soutien parental et d'une assistance en matière de problèmes d'alcool ; il ne semblait pas que la requérante ait reçu d'assistance en matière de violence familiale bien qu'elle eût reçu les informations nécessaires à cette fin ; enfin, les rapports établis par les services sociaux, le tuteur et le psychologue soulignaient les difficultés rencontrées du fait du refus des parents d'établir une relation avec les autorités.

Lorsqu'il a pris sa décision, le juge de la *County Court* a recherché l'intérêt supérieur de l'enfant, comme le commande l'article 8, il a tenu compte des différents facteurs pertinents et il s'est largement appuyé sur les rapports et les dépositions orales des travailleurs sociaux, du tuteur et du psychologue, qui avaient tous décelé des problèmes. La requérante a eu la possibilité d'obtenir toutes les précisions nécessaires quant aux raisons de la décision du juge et de demander un réexamen de l'affaire par la *Court of Appeal*. En conclusion, la décision de prononcer le placement de l'enfant n'a pas dépassé la marge d'appréciation de l'Etat, et les motifs avancés pour la justifier étaient pertinents et suffisants. La requérante a eu amplement la possibilité d'exposer ses arguments et elle a été pleinement associée au processus décisionnel.

*Conclusion* : non-violation (six voix contre une).

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-88>

# **Résumé juridique de l'arrêt Buturugă c. Roumanie - 56867/15**

**Arrêt 11.2.2020 [Section IV]**

## **Article 3**

### **Enquête effective**

#### **Obligations positives**

Manquement des autorités à aborder l'enquête pénale sous l'angle de la violence conjugale : *violation*

## **Article 8**

### **Obligations positives**

## **Article 8-1**

### **Respect de la correspondance**

Absence d'examen sur le fond de la plainte pour cyberviolence étroitement liée à la plainte pour violences conjugales : *violation*

*En fait* – En s'appuyant sur un certificat médico-légal, la requérante saisit les autorités pour dénoncer le comportement violent de son ex-époux. Elle demanda, comme élément de preuve dans le cadre de la procédure pénale, une perquisition électronique de l'ordinateur de la famille, alléguant que son ex-mari avait abusivement consulté ses comptes électroniques, dont son compte Facebook, et qu'il avait fait des copies de ses conversations privées, de ses documents et de ses photos. Cette demande fut rejetée au motif que les éléments susceptibles d'être ainsi recueillis étaient sans rapport avec les infractions de menaces et de violences reprochées à son ex-mari. Par la suite, la requérante déposa une nouvelle plainte contre son ex-époux pour violation du secret de sa correspondance, qui fut rejetée pour tardiveté. Le parquet infligea une amende administrative à son ex-époux et classa l'affaire en se fondant sur les dispositions du code pénal qui répriment les violences entre particuliers et non pas sur celles qui répriment la violence conjugale. Le tribunal confirma les conclusions du parquet, selon lesquelles les menaces subies par la requérante ne présentaient pas le degré de péril social nécessaire pour être qualifiées d'infractions et qu'il n'y avait pas de preuve directe que les lésions que l'intéressée avait subies avaient été causées par son ex-époux. S'agissant de la violation alléguée du secret de la correspondance, le tribunal jugea qu'elle était sans rapport avec l'objet de l'affaire et que les données publiées sur les réseaux sociaux étaient publiques.

*En droit* – Articles 3 et 8

a) *Sur l'enquête relative aux mauvais traitements* – Les autorités n'ont pas abordé les faits litigieux du point de vue de la violence conjugale. En effet, l'enquête n'a pas pris en compte les spécificités des faits de violences domestiques telles

que reconnues dans la [Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique](#) (« la Convention d'Istanbul »). La Cour n'est pas convaincue que les conclusions du tribunal en l'espèce aient l'effet dissuasif apte à enrayer un phénomène aussi grave que la violence conjugale. De plus, si aucune autorité interne n'a contesté la réalité et la gravité des lésions subies par la requérante, aucun élément d'enquête n'a permis d'identifier la personne responsable. Ainsi, les autorités de l'enquête se sont limitées à entendre comme témoins les proches de la requérante, mais aucun autre élément de preuve n'a été recueilli afin d'identifier l'origine des lésions subies par l'intéressée et, le cas échéant, les personnes responsables. Dans une affaire qui concerne des actes allégués de violence familiale, il revenait aux autorités d'enquête de prendre les mesures nécessaires pour éclaircir les circonstances de la cause. Dès lors, même si le cadre juridique mis en place par l'État défendeur a offert une forme de protection à la requérante, celle-ci est intervenue après les faits violents dénoncés et n'a pas pu remédier aux carences de l'enquête.

b) *Sur l'enquête relative à la violation du secret de la correspondance* – Tant en droit interne qu'en droit international, le phénomène de la violence domestique n'est pas perçu comme étant limité aux seuls faits de violence physique mais il inclut, entre autres, la violence psychologique ou le harcèlement. De plus, la cyberviolence est actuellement reconnue comme un aspect de la violence à l'encontre des femmes et des filles et peut se présenter sous diverses formes, dont les violations informatiques de la vie privée, l'intrusion dans l'ordinateur de la victime et la prise, le partage et la manipulation des données et des images, y compris des données intimes. Dans le contexte de la violence domestique, la cybersurveillance est souvent le fait des partenaires intimes. La Cour accepte donc que des actes tels que surveiller, accéder à ou sauvegarder sans droit la correspondance du conjoint peuvent être pris en compte lorsque les autorités nationales enquêtent sur des faits de violence domestique. De telles allégations de violation de la correspondance appellent de la part des autorités un examen sur le fond afin de pouvoir appréhender de manière globale le phénomène de violence conjugale dans toutes ses formes.

Or l'examen sur le fond n'a pas eu lieu en l'espèce. Les autorités nationales n'ont pas procédé à des actes de procédure afin de recueillir des preuves permettant d'établir la réalité des faits ou leur qualification juridique. Elles ont fait preuve d'un formalisme excessif en écartant tout rapport avec les faits de violence conjugale que la requérante avait déjà portés à leur attention, et elles ont ainsi failli à prendre en considération les diverses formes que peut prendre la violence conjugale.

Il y a dès lors eu manquement aux obligations positives découlant des articles 3 et 8 de la Convention.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 10 000 EUR pour préjudice moral ; demande pour dommage matériel rejetée.

(Voir les fiches thématiques [Violence domestique](#) et [Violence à l'égard des femmes](#). Voir aussi *Opuz c. Turquie*, [33401/02](#), 9 juin 2009, [Note d'information 120](#) ; *E.S. et autres c. Slovaquie*, [8227/04](#), 15 septembre 2009, [Note d'information 122](#) ; *E.M. c. Roumanie*, [43994/05](#), 30 octobre 2012, [Note d'information 156](#) ; *Valiulienė c. Lituanie*, [33234/07](#), 26 mars 2013, [Note d'information 161](#) ; *T.M. et C.M. c. République de Moldova*, [26608/11](#), 28 janvier 2014 ; et *Bălșan c. Roumanie*, [49645/09](#), 23 mai 2017, [Note d'information 207](#))

Lien vers le résumé juridique : <http://hudoc.echr.coe.int/fre?i=002-12716>



# **Résumé juridique de l'arrêt Volodina c. Russie - 41261/17**

**Arrêt 9.7.2019 [Section III]**

## **Article 3**

### **Traitement dégradant**

### **Traitement inhumain**

Manquement des autorités à leur obligation de prendre des mesures adéquates pour protéger une victime de violences domestiques : *violation*

## **Article 14**

### **Discrimination**

Absence de législation définissant les violences domestiques et les réprimant de manière systémique : *violation*

*En fait* – La requérante se plaignait que les autorités russes aient manqué à leur obligation de la protéger d'actes de violence conjugale commis par son ancien compagnon, d'enquêter sur ces actes et d'en poursuivre l'auteur et, plus largement, qu'elles n'aient pas mis en place un cadre juridique visant à lutter contre la discrimination sexiste envers les femmes.

*En droit*

Article 3 – L'ancien compagnon de la requérante a infligé à celle-ci des violences qui ont atteint le seuil de gravité requis pour faire entrer en jeu l'article 3. Par son comportement assujettissant et coercitif, il a sans nul doute fait naître chez elle des sentiments de peur, d'angoisse et d'impuissance qui sont suffisamment graves pour conduire à la conclusion qu'elle a été victime de traitements inhumains au sens de cette disposition. La Cour doit donc déterminer si les autorités nationales se sont acquittées de l'obligation positive qui leur incombe de protéger les individus relevant de leur juridiction contre toutes les formes de mauvais traitements, y compris ceux infligés par des particuliers.

a) *Obligation de mettre en place et d'appliquer un cadre juridique adéquat* – La Russie n'a pas adopté de loi visant spécifiquement à traiter le problème de la violence familiale. Aucune loi sur la violence domestique ni aucune autre loi de ce type n'a jamais été adoptée. Ni la notion de « violence domestique » ni aucune notion équivalente n'a jamais été définie ni mentionnée dans aucun texte de loi russe, sous quelque forme que ce soit. La violence domestique ne constitue une infraction distincte ni en vertu du code pénal ni en vertu du code des infractions administratives. Elle ne constitue pas non plus une circonstance aggravante d'autres infractions. Le code pénal russe ne distingue pas la violence domestique des autres formes de violence contre les personnes, il l'englobe dans les dispositions relatives à l'infliction d'un préjudice corporel et d'autres dispositions connexes, telles que celles relatives au meurtre, aux menaces de mort ou au viol.

Les dispositions existantes du droit pénal sont insuffisantes pour recouvrir les nombreuses formes de violence domestique. Depuis une série de modifications législatives, l'agression perpétrée par un individu contre des membres de sa famille est constitutive d'une infraction pénale, mais seulement à partir de la deuxième occurrence dans un délai de douze mois ou si elle a donné lieu à un préjudice corporel constitutif au moins de « coups et blessures légers ». La Cour a déjà dit que le fait de soumettre à la présence d'un préjudice d'une certaine gravité l'ouverture d'une enquête pénale porte atteinte à l'efficacité des mesures de protection correspondantes, car la violence domestique peut prendre de nombreuses formes, qui ne causent pas toutes un préjudice corporel – elle peut par exemple être psychologique ou économique, ou encore consister en un comportement assujettissant ou coercitif. De plus, les dispositions relatives aux « coups et blessures répétés » n'auraient apporté à la requérante aucune protection, dès lors que plus de douze mois s'étaient écoulés entre les agressions dont elle avait fait l'objet en 2016 et la nouvelle vague de menaces et d'insultes qu'elle dut affronter en 2018. La Cour rappelle à cet égard que même un événement unique peut être constitutif de violence domestique.

De plus, en droit russe, ce sont les victimes qui doivent engager des poursuites privées en cas de « préjudice corporel léger » ou de « coups et blessures répétés ». Certes, la protection effective du droit à l'intégrité physique garanti par la Convention n'impose pas que tous les cas d'agression perpétrée par un particulier fassent l'objet de poursuites publiques ; mais, dans le contexte de la violence domestique, la possibilité d'engager des poursuites privées n'est pas suffisante. D'abord, de telles poursuites prennent naturellement du temps et ne permettent pas d'empêcher la répétition de faits du même type. Ensuite, l'obligation de passer par des poursuites privées fait peser une charge excessive sur les victimes de violence domestique, en transférant sur elles la responsabilité de réunir des preuves propres à établir la culpabilité de l'auteur des violences à un niveau requis dans un cadre pénal. Cette tâche est intrinsèquement difficile lorsque les violences se déroulent dans un cadre privé, en l'absence de témoins et parfois sans laisser de traces visibles. Elle n'est pas aisée même pour des professionnels de l'application des lois ; elle devient insurmontable pour une victime qui doit réunir des preuves seule tout en continuant de vivre avec l'auteur des violences, en restant financièrement dépendante de celui-ci, et en craignant des représailles de sa part. De plus, même si un procès aboutit à un verdict de culpabilité, la victime ne peut pas bénéficier de la protection nécessaire, par exemple sous la forme d'une ordonnance de protection ou d'éloignement, ces mesures n'existant pas en droit russe.

Le droit russe ne prévoit aucune exception à la règle selon laquelle l'ouverture et la poursuite des procédures concernant ce type d'infractions dépendent entièrement de l'initiative et de la détermination de la victime. Or les autorités de poursuite

devraient pouvoir continuer la procédure au nom de l'intérêt public même si la victime retire sa plainte. Les autorités russes n'ont pas suivi la [Recommandation Rec\(2002\)5 du Conseil de l'Europe](#), en vertu de laquelle les États membres doivent prévoir qu'une action pénale puisse être engagée sur requête du ministère public et adopter des mesures pour assurer la protection efficace des victimes contre les menaces et les risques de vengeance. Le manquement des autorités à prévoir la poursuite publique des actes de violence domestique a été dénoncé à maintes reprises par le [Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes](#).

Le cadre juridique russe – qui ne définit pas la violence domestique, que ce soit en tant qu'infraction distincte ou en tant que circonstance aggravante d'autres infractions, et qui subordonne à la présence d'un préjudice atteignant un certain seuil de gravité l'ouverture de poursuites publiques – ne répond pas aux exigences découlant de l'obligation positive pour l'État de mettre en place et d'appliquer effectivement un système réprimant toutes les formes de violence domestique et protégeant suffisamment les victimes.

b) *Obligation de parer aux risques connus de mauvais traitements* – Il faut, pour apprécier la présence d'une menace réelle et immédiate, tenir dûment compte du contexte particulier de la violence domestique. Dans ce contexte, l'obligation ne consiste pas seulement à apporter une protection générale à la société, elle consiste aussi et surtout à tenir compte de la récurrence d'épisodes successifs de violence familiale.

La requérante a informé les autorités de la violence de son ancien compagnon à maintes reprises. Elle a porté à leur connaissance les menaces et les actes de violence dont elle avait fait l'objet, et elle a produit des rapports médicaux corroborant ses allégations. Dès lors, les agents de l'État savaient, ou auraient dû savoir, qu'elle avait subi des violences et qu'il y avait un risque réel et immédiat que ces violences se reproduisent. Dans ces conditions, les autorités avaient l'obligation de faire tout ce qui était raisonnablement en leur pouvoir pour la protéger.

Dans une grande majorité des États membres du Conseil de l'Europe, les victimes de violence domestique peuvent solliciter des mesures immédiates de protection – appelées selon les lieux « ordonnance d'éloignement », « ordonnance de protection » ou encore « ordonnance de sécurité » –, et les autorités s'efforcent de prévenir la récurrence d'actes de violence domestique et d'en protéger les victimes, généralement en imposant à l'auteur des faits de quitter le domicile et de s'abstenir de s'approcher de la victime ou de la contacter. La Russie reste l'un des rares États membres dont la législation n'offre aux victimes de violence domestique aucune mesure comparable.

On ne peut pas dire que les autorités russes aient réellement tenté d'empêcher la récurrence d'actes de violence à l'égard de la requérante. Alors que celle-ci a rapporté à plusieurs reprises des agressions physiques, et même un enlèvement,

aucune mesure n'a été prise. Malgré la gravité des faits, les autorités se sont bornées à recueillir la version de son ancien compagnon, et elles ont conclu qu'il s'agissait d'un différend privé entre les deux anciens partenaires. Plus de deux années se sont écoulées entre la première agression signalée par la requérante et l'ouverture d'une procédure pénale ; et cette procédure ne portait pas sur les violences que celle-ci avait subies, mais sur une infraction bien moins grave, à savoir une atteinte à sa vie privée. Même si l'ouverture de la procédure lui permettait formellement de demander une protection de l'État, la requérante n'a obtenu aucune décision officielle sur sa demande à cet effet, alors qu'elle y avait légalement droit. La police régionale a émis un avis dans lequel elle estimait la demande infondée et qualifiait la série d'actes de violence domestique subis par la requérante de simple animosité entre celle-ci et son ancien compagnon, n'appelant pas une intervention de l'État.

Les autorités russes – qui avaient été informées du risque de nouveaux actes de violence de la part de l'ancien compagnon de la requérante – ont apporté à la situation une réponse manifestement inadéquate, compte tenu de la gravité des infractions en cause. Elles n'ont pris aucune mesure pour protéger la requérante ou pour condamner le comportement de son ancien compagnon. Elles sont demeurées passives face au risque sérieux de mauvais traitement auquel était exposée la requérante et ont permis à son ancien compagnon, par leur inaction et leur manquement à prendre des mesures dissuasives, de continuer à la menacer, à la harceler et à l'agresser sans entraves et en toute impunité.

c) *Obligation de mener une enquête effective sur les allégations de mauvais traitements* – Une diligence particulière est requise face aux cas de violence domestique, et la spécificité de ce type de violence doit être prise en compte dans le cadre de la procédure interne. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la requérante a signalé à la police au moins sept épisodes de violence grave ou de menaces de violence de caractère récurrent de la part de son ancien compagnon. Elle a produit des preuves – y compris des rapports médicaux et des témoignages – corroborant ses allégations. Dès lors que la requérante avait ainsi porté à leur connaissance des allégations crédibles de mauvais traitements, l'obligation naissait, pour les autorités, de mener une enquête répondant aux exigences de l'article 3.

La police a répondu aux allégations de la requérante par plusieurs brèves « enquêtes préliminaires » (*доследственная проверка*), qui se sont toutes soldées par un refus d'ouvrir une procédure pénale, au motif qu'aucune infraction passible de poursuites n'avait été commise. Les procureurs supérieurs ont écarté certaines des décisions par lesquelles il avait été mis fin aux enquêtes préliminaires, jugeant apparemment les allégations de la requérante suffisamment graves pour appeler un examen complémentaire. Pourtant, les policiers n'ont pris aucune mesure d'enquête supplémentaire, et ils ont à nouveau décidé de ne pas demander l'ouverture d'une procédure pénale. Pendant la période de plus de deux ans

durant laquelle la requérante a été harcelée de manière répétée, les autorités n'ont pas une seule fois ouvert une enquête pénale sur les violences et les menaces de violence dont l'intéressée faisait l'objet. La seule procédure pénale qui a été ouverte ne concernait pas les violences, mais l'infraction moins grave constituée par la publication de photographies de la requérante.

Saisies d'allégations crédibles de mauvais traitements, les autorités avaient l'obligation d'ouvrir une enquête pénale ; une « enquête préliminaire » seule ne répond pas à l'exigence d'enquête effective découlant de l'article 3. Cette étape préliminaire est de portée trop restreinte ; elle ne peut en elle-même aboutir au procès et à la sanction de l'auteur, étant donné que l'ouverture d'une procédure pénale et d'une enquête pénale est une condition préalable nécessaire à la mise en accusation qui aboutira à un procès. Un refus d'ouvrir une enquête pénale sur des allégations crédibles de maltraitements graves révèle un manquement de l'État à l'obligation procédurale qui lui incombe en vertu de l'article 3.

La réticence des policiers à ouvrir et à mener une enquête pénale avec promptitude et diligence a engendré une perte de temps et réduit leur aptitude à réunir des preuves de la violence domestique qui leur avait été signalée. Même lorsque la requérante présentait des lésions visibles, on n'a pas procédé à un examen médical sur-le-champ. Les policiers ont eu recours à diverses tactiques pour classer chaque enquête le plus rapidement possible : ils ont commencé par tenter de convaincre l'auteur des faits de se reprendre et de réparer le préjudice causé ; par ailleurs, ils ont tenté de minimiser les faits que la requérante leur avait signalés. Alors qu'étaient portés à leur connaissance des signes de commission d'infractions passibles de poursuites, tels que des lésions constatées ou des SMS menaçant la requérante de mort, ils ont relevé le niveau de preuve exigé pour l'ouverture d'une procédure pénale. Ainsi, ils ont affirmé que la preuve de plus d'un coup était nécessaire pour établir la commission de l'infraction de coups et blessures, et que les menaces de mort devaient être « concrètes et précises » pour être passibles de poursuites. Ils n'ont cependant cité aucun texte ni aucune pratique judiciaire internes corroborant cette interprétation des dispositions du droit pénal.

Eu égard à la manière dont les autorités ont traité l'affaire – et notamment à leur réticence à ouvrir une enquête pénale sur les allégations crédibles de mauvais traitement portées par la requérante et à leur manquement à prendre des mesures effectives contre l'ancien compagnon de l'intéressée, afin qu'il soit sanctionné en vertu des dispositions légales applicables –, la Cour conclut que l'État a manqué à son obligation d'enquêter sur les mauvais traitements allégués.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 14 combiné avec l'article 3 : Lorsque la présence d'un déséquilibre structurel massif a été établie, il n'est pas nécessaire que le requérant prouve qu'il a aussi été lésé à titre individuel. Les éléments de preuve produits par la requérante et les

informations provenant de sources internes et internationales permettent de dire que les violences domestiques touchent les femmes de manière disproportionnée en Russie.

Malgré la nature généralisée du problème, les autorités russes n'ont pas adopté de texte de loi propre à y répondre et à en protéger les femmes, qui sont touchées de manière disproportionnée. Plus de quarante projets de loi ont été élaborés ces vingt dernières années, mais aucun n'a été adopté. Les dispositions existantes du droit pénal ne sont pas suffisantes pour apporter une protection contre les nombreuses formes de violence et de discrimination que subissent les femmes, telles que le harcèlement, la traque, le comportement coercitif, la violence psychologique ou économique, ou la récurrence d'éléments analogues sur une longue période. L'absence de toute forme de législation définissant le phénomène de la violence domestique et y apportant une réponse systémique distingue la présente affaire de celles dont la Cour avait eu à connaître concernant d'autres États membres où pareille législation avait déjà été adoptée, mais n'avait pas fonctionné pour différentes raisons.

Le fait que la Russie n'ait toujours pas adopté de législation visant à lutter contre la violence domestique et l'absence de toute forme d'ordonnance d'éloignement ou de protection démontrent clairement que la manière dont les autorités ont traité le cas de la requérante n'était pas un simple dysfonctionnement ou retard dans la réponse apportée à la violence dont l'intéressée faisait l'objet, mais découlait de leur réticence à reconnaître la gravité et l'ampleur du problème de la violence domestique en Russie et son effet discriminatoire sur les femmes. En tolérant pendant des années un climat propice à la violence domestique, les autorités russes ont manqué à mettre en place les conditions d'une véritable égalité des sexes, qui permettrait aux femmes de ne pas avoir à craindre de mauvais traitements ou des atteintes à leur intégrité physique, et de bénéficier de la même protection de la loi que les hommes.

*Conclusion* : violation (unanimité).

Article 41 : 20 000 EUR pour préjudice moral.

(Voir aussi *Valiulienė c. Lituanie*, [33234/07](#), 26 mars 2013, Note d'information 161 ; *Eremia c. République de Moldova*, [3564/11](#), 28 mars 2013, Note d'information 163 ; *T.M. et C.M. c. République de Moldova*, [26608/11](#), 28 janvier 2014 ; *Talpis c. Italie*, [41237/14](#), 2 mars 2017, Note d'information 205 ; *Bălșan c. Roumanie*, [49645/09](#), 23 mai 2017, Note d'information 207 ; *D.H. et autres c. République tchèque* [GC], [57325/00](#), 13 novembre 2007, Note d'information 102 ; *Opuz c. Turquie*, [33401/02](#), 9 juin 2009, Note d'information 120 ; et *A c. Croatie*, [55164/08](#), 14 octobre 2010, Note d'information 134. Voir également la fiche thématique [Violence domestique](#) et la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes](#))







مكافحة العنف ضد  
النساء والعنف المنزلي:  
مجموعة ملخصات  
قانونية لأحكام  
وقرارات صادرة عن  
المحكمة الأوروبية  
لحقوق الإنسان

فرنسية - عربية

Financé  
par l'Union européenne  
et le Conseil de l'Europe



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre  
par le Conseil de l'Europe

قررت الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي تقاسم معرفتها ومواردها ومصيرها. لقد أنشؤوا معاً منطقة استقرار وديمقراطية وتنمية مستدامة مع الحفاظ على التنوع الثقافي والتسامح والحريات الفردية. يلتزم الاتحاد الأوروبي بمشاركة إنجازاته وقيمه مع الدول والشعوب خارج حدوده.

<http://europa.eu>

مجلس أوروبا هو المنظمة الرئيسية للدفاع عن حقوق الإنسان في القارة الأوروبية. ويضم 47 دولة عضواً. بما في ذلك جميع أعضاء الاتحاد الأوروبي. وقد وقعت جميع الدول الأعضاء في مجلس أوروبا على الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان، وهي معاهدة تهدف إلى حماية حقوق الإنسان والديمقراطية وسيادة القانون. تراقب المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان تنفيذ الاتفاقية في الدول الأعضاء.

[www.coe.int](http://www.coe.int)

Financé  
par l'Union européenne  
et le Conseil de l'Europe



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre  
par le Conseil de l'Europe

مكافحة العنف ضد النساء  
والعنف المنزلي:  
مجموعة ملخصات قانونية لأحكام  
وقرارات صادرة عن المحكمة الأوروبية  
لحقوق الإنسان

طبعة فرنسية

Lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique :  
recueil des résumés juridiques des arrêts et décisions  
de la Cour européenne des droits de l'homme

يُسمح باستنساخ المقتطفات ( في حدود 500 كلمة) . باستثناء الأغراض التجارية، طالما تم الحفاظ على سلامة النص، أو عدم استخدام المقتطف خارج السياق، أو عدم تقديم معلومات ناقصة أو مضللة للقارئ فيما يتعلق بطبيعة ونطاق ومحتوى هذا النص. يجب دائما الإشارة إلى النص المصدر على النحو التالي: © مجلس أوروبا، سنة النشر".

و بالنسبة لأي طلب يتعلق بإعادة الإنتاج و ترجمة كل أو جزء من هذه الوثيقة، يرجى الاتصال بمديرية الاتصالات، مجلس أوروبا  
publishing@coe.int، أو إلى F-67075 Strasbourg Cedex –

يجب توجيه جميع المراسلات الأخرى المتعلقة بهذه الوثيقة إلى إدارة الكرامة الإنسانية والمساواة بين الجنسين، المديرية العامة للديمقراطية – مجلس أوروبا  
F-67075 Strasbourg Cedex France

البريد الإلكتروني : cooperation.sud.DGII@coe.int

إعداد الغلاف و إعادة تصميم الصفحات : Jouve- فرنسا

الصور © Shutterstock

منشورات مجلس أوروبا

F-67075 Strasbourg Cedex

<http://book.coe.int/fr/>

© مجلس أوروبا، سبتمبر 2021، جميع الحقوق محفوظة. مرخص في الاتحاد الأوروبي وفق شروط معينة.

يطبع في ورش عمل مجلس أوروبا

تم إنتاج هذا الكتيب في إطار شراكة الجوار لمجلس أوروبا مع المغرب 2018-2021 وكذلك بدعم من البرامج المشتركة بين الإتحاد الأوروبي ومجلس أوروبا "تعزيز التعاون الإقليمي في مجال حقوق الإنسان وسيادة القانون والديمقراطية في جنوب البحر الأبيض المتوسط" (برنامج الجنوب الرابع) و"خو تعزيز الحكامة الديمقراطية في جنوب البحر الأبيض المتوسط" (برنامج الجنوب الثاني)، الممولين من طرف الاتحاد الأوروبي ومجلس أوروبا وتنفيذ من قبل هذا الأخير.

اختيار الملخصات القانونية للأحكام والمراجعة التحريرية من قبل مجلس أوروبا/ المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان. لا يعكس هذا الكتيب بالضرورة الخط الرسمي لمجلس أوروبا / المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان. ولا خط الاتحاد الأوروبي.

# قائمة المحتويات

5	مقدمة
7	ملخصات قانونية العنف ضد النساء
8	الملخص القانوني لحكم جوهنكي ضد تركيا (99/52515)
11	الملخص القانوني لحكم ماسلوفنا ونالباندوف ضد روسيا 02/839
15	الملخص القانوني لحكم يازغول يلماز ضد تركيا 06/36369
19	الملخص القانوني لحكم ب.س ضد إسبانيا 08/47159
22	الملخص القانوني لحكم إزي ضد تركيا 05/42606
25	الملخص القانوني لحكم ب.و. إس سي ضد بولونيا 08/57375
31	الملخص القانوني لحكم أوكيف ضد أيرلندا [ج.س] 09/35810
36	الملخص القانوني لحكم س.ز ضد بلغاريا 12/29263
40	الملخص القانوني لحكم إي (Y) ضد سلوفينيا - 10/41107
44	الملخص القانوني لقرار إي (E) كولين و أ (A) أكازيبى ضد السويد 05/23944
47	الملخص القانوني لقرار أوميريدو ضد النمسا - 10/8969
50	الملخص القانوني لحكم ن (N) في مواجهة السويد 09/23505
53	الملخص القانوني لحكم ر.ه (R.H) في مواجهة السويد 14/4601
56	الملخص القانوني لحكم ساندرا جانكوفيك ضد كرواتيا 05/38478
59	الملخص القانوني لحكم إيرينا سميرنوفنا في مواجهة أوكرانيا 05/1870
63	الملخص القانوني لحكم تورشاننا ضد. ألبانيا - 14/48756
66	الملخص القانوني لحكم ن.سي (N.C) ضد. تركيا - 11/40591

ملخصات قانونية العنف المنزلي

- 71  
72 الملخص القانوني لحكم كونتروفا ضد سلوفاكيا 04/7510  
75 الملخص القانوني لحكم برانكو توماسيك ضد كرواتيا 06/46598  
78 الملخص القانوني لحكم أوبوز ضد تركيا - 02/33401  
84 الملخص القانوني لحكم اي.س وآخرون ضد سلوفاكيا 04/8227  
87 الملخص القانوني لحكم أ ضد كرواتيا - 08/55164  
90 الملخص القانوني لحكم هاجديوفا ضد سلوفاكيا - 03/2660  
92 الملخص القانوني لحكم إي إم ضد رومانيا - 05/43994  
95 الملخص القانوني لحكم فالولييان ضد ليتوانيا - 07/33234  
98 الملخص القانوني لحكم إيريميا ضد جمهورية مولدوفا - 11/3564  
102 الملخص القانوني لحكم سيفيك ضد تركيا - 11/55354  
105 الملخص القانوني لحكم م ج ضد تركيا - 10/646  
109 الملخص القانوني لحكم هاليم كيليس ضد تركيا 11/63034  
112 الملخص القانوني لحكم بالسان (Bălșan) ضد رومانيا - 09/49645  
115 الملخص القانوني لحكم تالبيس ضد إيطاليا - 14/41237  
120 الملخص القانوني لحكم دم.د ضد رومانيا 13/23022  
124 الملخص القانوني لحكم أي.س ضد المملكة المتحدة 10/4547  
127 الملخص القانوني لحكم بيتيريكأ ضد رومانيا 15/56867  
131 الملخص القانوني لحكم فولودينا ضد روسيا - 17/41261

# مقدمة

يقدم هذا الكتيب مجموعة من الملخصات القانونية، باللغتين الفرنسية والعربية، لقرارات وأحكام صادرة عن المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان في مجال مكافحة العنف ضد المرأة والعنف المنزلي.

تستند هذه الأحكام بشكل خاص إلى الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان لاسيما المادة 2 (الحق في الحياة)، المادة 3 (حظر التعذيب والمعاملة اللاإنسانية أو المهينة)، والمادة 8 (الحق في احترام الحياة الخاصة والعائلية) و المادة 14 (حظر التمييز)، وكذا لاتفاقية مجلس أوروبا بشأن منع ومكافحة العنف ضد المرأة والعنف المنزلي (المعروفة باسم اتفاقية إسطنبول).

وتشير ديباجة اتفاقية إسطنبول إلى أن النساء والفتيات كثيرا ما يتعرضن لأشكال خطيرة من العنف مثل العنف المنزلي والتحرش الجنسي والاعتصاب والزواج القسري والجرائم التي تُرتكب باسم ما يسمى "الشرف"، وتشويه الأعضاء التناسلية، والتي تشكل انتهاكا خطيرا لحقوق الإنسان للنساء والفتيات وعائقا رئيسيا أمام تحقيق المساواة بين النساء والرجال.

هذه المجموعة من الاجتهادات القضائية موجهة للمهنيين القانونيين - وكلاء النيابة العامة، القضاة والمحامون - المكلفون بقضايا متعلقة بالعنف ضد النساء والعنف المنزلي. كما ستشكل قاعدة عمل لفاعلين آخرين يعملون في هذا المجال لاسيما الأكاديميين والمنظمات غير الحكومية على وجه الخصوص.

\*\*\*\*\*

أنشئت المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان<sup>(1)</sup> سنة 1959 و هي محكمة دولية تختص بالبت في الطلبات الفردية أو طلبات الدول التي تزعم بمقتضاها وقوع انتهاكات للحقوق المدنية والسياسية المنصوص عليها في الاتفاقية الأوروبية لحقوق الإنسان. وتراقب المحكمة تنفيذ الاتفاقية في 47 بلدا عضوا في مجلس أوروبا. ويمكن للأفراد تقديم شكاية تتعلق بانتهاك حقوق الإنسان أمام محكمة ستراسبورغ ما دامت طرق الطعن قد استنفدت في الدولة العضو المعنية .

ومنذ سنة 1998، تعقد المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان جلساتها بصفة دائمة في مقرها بستراسبورغ ويمكن للأفراد اللجوء إليها مباشرة . وقد نظرت المحكمة في مئات الآلاف من الطلبات منذ إنشائها، وقادت قراراتها، الملزمة للدول المعنية، الحكومات إلى تعديل تشريعاتها وممارساتها الإدارية في العديد من المجالات.





# ملخصات قانونية العنف ضد النساء

الملخص القانوني لحكم  
جوهنكي ضد تركيا  
(99/52515)

قرار 2008.5.13 [القسم الرابع]

## الفصل 8

### الفصل 1-8 احترام الحياة الخاصة

خضوع سجينه قسرا لفحص نسائي دون موافقتها الحرة المستنيرة : انتهاك

#### الوقائع

في سنة 1997 ألقى جنود أترك القبض على الطالبة وهي مواطنة ألمانية، وذلك للاشتباه في انتماءها إلى منظمة مسلحة غير شرعية ح.ع. ك (حزب العمال الكردستاني)، ليتم تسليمها بعد ذلك لرجال الدرك، وتمت إدانتها بالتهم الموجهة إليها في سنة 1998، وحكم عليها بعقوبة حبسية. و خلال هذه الفترة تقدمت المعنية بالأمر بشكاية إلى النيابة العامة على أساس أنها أجبرت على إجراء فحص نسائي، كما ادعت أنها أجبرت على خلع جميع ملابسها وأنها تعرضت للتحرش الجنسي من قبل عدة دركيين كانوا حاضرين أثناء الفحص. هذا وقد التمسست الطالبة تحريك المتابعات في حق كل من رجال الدرك والطبيب. و في سنة 2002 أصدرت المحكمة الإدارية العليا قرارا يقضي بالتخلي عن المتابعات ضد رجال الدرك، وفي سنة 2004 أطلق سراح المعنية بالأمر، ليتم ترحيلها بعد ذلك إلى ألمانيا.

#### في القانون

### الفصل 8

حيث إنه وبعد رفض الطالبة في البداية الخضوع للفحص النسائي، انتهى الأمر بإقناعها بالموافقة. إذ بالنظر لوضعية الهشاشة التي يوجد فيها كل معتقل في ظروف ماثلة يفهم أن المعنية بالأمر لم تستطع مقاومة الضغوط الممارسة عليها إلى النهاية، فقد تم احتجازها بشكل سري عند إجراء الفحص و ذلك لمدة لا تقل عن تسعة أيام عند إجراء هذا العمل الطبي. ويظهر أن المعنية بالأمر كانت أثناء الفحص في وضعية هشاشة خاصة و ذلك من وجهة نظر نفسية. ولا شيء يدفع للاعتقاد بأن هذا الفحص مبرر بدواعي طبية أو تم القيام به تبعا لشكاية تقدمت بها الطالبة جراء تعرضها لاعتداء جنسي. وعلاوة على ذلك، لا نعرف بالضبط ما إذا كانت المعنية بالأمر قد أبلغت على النحو الواجب بطبيعة هذا الإجراء والأسباب الكامنة وراءه.

وبناءً على ما قاله الطبيب فمن الممكن أن يكون قادهما إلى الاعتقاد بأن الفحص إلزامي. لذا لا يمكن للمحكمة أن تخلص على وجه اليقين بأن الطالبة كانت موافقة على الفحص بطريقة حرة و مستنيرة، ويُعد إجراء الفحص في ظروف ماثلة تدخل في حق المعنية بالأمر في احترام حياتها الخاصة، و مساسا بسلامتها الجسدية على وجه الخصوص. إن الحكومة الطرف المدعي عليه لم تقدم ما يثبت أن الانتهاك المذكور كان "منصوص عليه قانوناً"، كونها لم تدل بأية حجج من شأنها أن تبرر أن التدخل جاء بناء على مقتضى قانوني أو مقتضى آخر.

وأنها امتثلت له. علاوة على أن الفحص المتنازع حوله لا يدخل في قائمة الفحوصات الطبية الموحدة التي تجرى عادة على المعتقلين أو المحتجزين. بل على العكس من ذلك، يبدو أنه تم أخذه على أساس تقديري نتيجة لإجراء - لم يكن خاضعا لأي شرط مسطري - اتخذته السلطات للحماية من الاتهامات الكاذبة بالاعتداء الجنسي الموجهة إلى أفراد قوات الأمن الذين ألقوا القبض على الطالبة وقاموا بوضعها رهن الاعتقال. وحتى على فرض أن هذا الفحص. تم مبدئيا لتحقيق هدف مشروع فإنه لم يكن متناسبا مع هذا الهدف. كما أن الطالبة لم تشتك من اعتداء جنسي، وليس هنالك أي عنصر يدفع للتفكير أنها كانت ستقوم بذلك. وبالتالي فإن الهدف المتوخى منه لا يبرر تجاوز رفض السجينة الموافقة على مثل هذا المساس المتطفل و الخطير بسلامتها الجسدية أو محاولة إقناعها بالتخلي عن الاعتراض الذي أبدته صراحة. كما أنه ليس هناك ما يثبت أن الفحص النسائي الذي أكرهت عليه الطالبة بدون موافقتها الحرة والمستنيرة "منصوص عليه قانونا"، وأنه ضروري "في مجتمع ديمقراطي".

استنتاج: انتهاك (خمسة أصوات مقابل اثنين)

خلصت المحكمة لعدم انتهاك الفصل 3 و وجود انتهاك للفصل 6.

الفصل 41: أربعة آلاف أورو عن الضرر المعنوي.

(أنظر أيضا ي.ف. ضد تركيا، رقم 94/24209، ورقة معلومات رقم 55).

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182612>

الملخص القانوني لحكم  
ماسلوفنا ونالباندوف ضد  
روسيا 02/839

قرار 2008.1.24 [القسم الأول]

### الفصل 3 معاملة مهينة معاملة لا إنسانية

سوء معاملة الأشخاص المعتقلين بغرض استجوابهم وعدم احترام الإجراءات المناسبة فيما يخص المتابعات ضد المسؤولين: انتهاكات.

### الفصل 38 ضرورة توفير جميع التسهيلات اللازمة

رفض الحكومة الكشف عن الوثائق الموجودة في ملف البحث المتعلق بادعاءات سوء المعاملة من طرف موظفي الدولة : عدم الامتثال لمقتضيات الفصل 38.

#### الوقائع

اشتكى الطالب الأولى من تعرضها لاعتداء جسيم - بما في ذلك الضرب والاعتصاب ومحاولة الخنق و الصدمات الكهربائية - من قبل الشرطة والضباط المكلفين بالتحقيق وذلك عند استدعائها في نونبر 1999 لاستجوابها في أحد أقسام الشرطة كشاهدة في قضية قتل. فتم الإفراج عنها بعد حوالي 24 ساعة قضتها رهن الحراسة النظرية. كما تم وضع والدة الطالبة الأولى والطالب الثاني رهن الحراسة النظرية لاستجوابهما. وقد ادعى الطالب الثاني أن الضباط المكلفين بالتحقيق قاموا بلكمه وركله، كما حاولوا خنقه قبل طرده من مركز الشرطة. وفي اليوم الموالي، تقدمت الطالبة الأولى بشكاية من أجل الاعتصاب والتعذيب إلى النيابة العامة، التي فتحت على الفور بحثا في القضية. وقد جرى استجواب الشهود وتم تقديم الأدلة التي تم جمعها أثناء تفتيش مركز الشرطة لخبرة الطب الشرعي. وفي أبريل من سنة 2000 تم توجيه اتهام رسمي لأربعة من أعوان الشرطة أو المحققين. غير أن المحكمة قضت بعدم مقبولية جميع الأدلة التي تم جمعها، وذلك بسبب عدم اتباع المسطرة الخاصة المطبقة على المتابعات الموجهة ضد الضباط المحققين. وأحيلت القضية على التحقيق الذي قرر عدم المتابعة لعدم وجود أدلة على ارتكاب جريمة.

وخلال عرض القضية أمام المحكمة، طالبت هذه الأخيرة الحكومة مدها بنسخة من ملف التحقيق المتعلق بالأحداث التي وقعت في مركز الشرطة لكن، وبدون أي تفسير، رفضت الحكومة تزويدها بأي وثيقة أخرى باستثناء نسخ الوثائق ذات الطابع المسطري.

#### في القانون

#### الفصل 3 - أ) الشق المادي:

1- الطالبة الأولى: تدعم مجموعة من الأدلة الممنعة التي لا لبس فيها صيغة الوقائع التي قدمتها الطالبة الأولى بل إن توجيه الاتهام للمسؤولين المتورطين وإحالتهم على المحاكمة،

وإصدار الأمر عدة مرات بتعليق المتابعات وفتحها من جديد. يعتبر في حد ذاته إقراراً من السلطات بصدق ادعاءات المعنية بالأمر. ولم يتم رفض الأدلة التي تم جمعها إلا بسبب عيوب مسطرية. و لم تقدم الحكومة تفسيرات كافية أو مقنعة لدحض ادعاءات الطالبة الأولى.

وحيث إنه في ظل هذه الشروط افتنعت المحكمة بصدق ادعاءات المعنية بالأمر فيما يتعلق بما حدث، وينبغي اعتبار اغتصاب معتقل على يد أحد موظفي الدولة من أشكال سوء المعاملة الخطيرة والشنيعة، بالنظر إلى سهولة استغلال المعتدي لهشاشة ضحيته و ضعفها . ونتيجة لذلك، فإن العنف الجسدي الذي تعرضت له الطالبة، لا سيما عمليات الاغتصاب المتكررة - وهي أعمال وحشية - التي كانت ضحية لها، تشكل أفعال تعذيب.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

## 2- الطالبة الثانية:

حيث إنه خلال المسطرة المتبعة أمام المحاكم الداخلية، قام المعني بالأمر بتقديم عرض متناسق ومقنع للوقائع. هذه الرواية أكدت الأدلة الموجودة في ملف التحقيق. كما أن بعض الخلاصات يمكن استنباطها من واقعة عدم تقيد الحكومة بطلب المحكمة الرامي إلى تمكينها من وثائق ملف البحث كاملة وهي وثائق تعتبر حاسمة في إثبات وقائع القضية. إذ اقتصرت الحكومة على تقديم نسخ من القرارات ذات الطابع المسطري إلى المحكمة في حين رفضت تزويدها بأية وثائق إضافية، وبالتالي فإن المحكمة تؤيد مصداقية الوقائع التي تقدم بها المعني بالأمر. واعتبرت أنه و بالنظر لندتها وتأثيراتها الجسدية والعقلية فإن الإساءة تشكل في مجموعها معاملة لا إنسانية ومهينة.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع)

ب) الجانب الإجرائي: يظهر أن السلطات قد استجابت بنوع من الحرص والسرعة في مسألة حديد ومعاقبة مرتكبي سوء المعاملة التي تعرض لها الطالبة الأول غير أن المتابعات رفضت بسبب عيوب إجرائية. و في غياب تفسير معقول لا يمكن النظر إلى ذلك إلا على أنه أثر لعدم الكفاءة الواضحة لسلطات التحقيق في إجراء البحث خلال الفترة ذات الصلة. وبالتالي، لم يكن هناك تحقيق فعال في مزاعم سوء المعاملة التي قدمتها الطالبة الأولى وهو ذات المنطق المتبع أيضاً في حالة الطالبة الثانية.

استنتاج: انتهاكات (بالإجماع).

المادة 38 الفقرة 1 (أ) - وإذ تشير إلى أهمية تعاون الحكومة المدعى عليها في الإجراءات المتخذة بموجب الاتفاقية، وإذ تدرك الصعوبات الكامنة في إثبات الوقائع في قضايا من هذا القبيل، ترى المحكمة أنه برفضها تزويدها بالوثائق التي طلبتها، لم تفي الحكومة بالتزاماتها بموجب الفقرة 1 (أ) من المادة 38 من الاتفاقية.

استنتاج: عدم الوفاء بالالتزام (بالإجماع).

الفصل 41: 70000 أورو لفائدة الطالبة الأولى و10000 أورو لفائدة الطالب الثاني عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182613>



الملخص القانوني لحكم  
يازغول يلماز ضد تركيا  
06/36369

قرار 2011.2.1 [القسم الثاني]

## المادة 3 المعاملة المهينة

إخضاع قاصر أثناء وضعها رهن الحراسة النظرية لفحص طبي نسائي دون موافقتها: (انتهاك)

### الوقائع

في سنة 2002 وضع الطالبة البالغة من العمر 16 سنة رهن الحراسة النظرية، من أجل تقديم المساعدة لمنظمة غير شرعية، وطلب العميد المكلف بشؤون القاصرين بمديرية الأمن إخضاع القاصر لفحص طبي ونسائي للتحقق ما إذا كانت بها آثار عنف تثبت تعرضها للاعتداء خلال وضعها رهن الحراسة النظرية، و ما إذا تم افتراض بكارتها. فرفضت الطالبة التوقيع على طلب الفحص، وفي اليوم الموالي وضعت رهن الاعتقال الاحتياطي، وتم تحريك دعوى جنائية في مواجهتها. وفي أكتوبر من سنة 2002، تمت تبرئتها وإطلاق سراحها.

وبعد ذلك بوقت قصير، خضعت الطالبة التي كانت تعاني اضطرابات نفسية، لعدة فحوص طبية، وخلص تقريران طبيان إلى أنها تعاني من اضطراب ما بعد الصدمة ومن حالة اكتئاب. وفي شهر دجنبر 2004 تقدمت الطالبة بشكاية بتهمة إساءة استغلال الوظيفة ضد الأطباء الذين قاموا بفحصها أثناء وضعها قيد الحراسة النظرية. ولم يفتح أي بحث تأديبي، وفي مارس 2005 قررت النيابة العامة حفظ القضية، فيما رفضت محكمة الجنايات التعرض الذي تقدمت به الطالبة.

### في القانون - المادة 3

أ) الشق المادي - فيما يتعلق بالفحص النسائي الذي خضعت له الطالبة، لا يوجد ما يشير إلى أن السلطات قد طلبت موافقة هذه الأخيرة أو مغلها القانوني. وعلاوة على ذلك، لا يمكن توقع رفضها لمثل هذا الفحص، بالنظر إلى ضعفها خلال تواجدها بين أيدي السلطات التي مارست سيطرتها الكاملة عليها طوال مدة وضعها رهن الحراسة النظرية.

وفي ذلك الوقت، كان هناك فراغ قانوني يميز هذا النوع من الفحص الذي يتم إجراؤه للنساء المعتقلات، والذي كان يمارس دون أي ضمان ضد التعسف. كما أن هذا الفحص يمكن أن يكون مؤلماً خصوصاً بالنسبة لشخص قاصر والذي يجب أن يستفيد من ضمانات واحتياطات إضافية، كالحصول على موافقته وموافقة مثله القانوني في جميع المراحل، ومنحه خيار أن يكون مرفوقاً خلال الفحص وأن يفحصه طبيب أو طبيبة.

إن الممارسة الواسعة النطاق المتمثلة في إخضاع النساء المعتقلات تلقائياً لفحص نسائي لتجنب الاتهامات الباطلة بالعنف الجنسي ضد أفراد قوات الأمن لا تأخذ بعين الاعتبار مصالحهن ولا تشير إلى أية ضرورة طبية.

وقد لاحظت المحكمة باهتمام أن قانون المسطرة الجنائية الجديد ينظم لأول مرة الفحوصات الداخلية، بما في ذلك الفحوصات النسائية، رغم غياب تدابير خاصة بالقاصرين.

وبالإضافة إلى ذلك، فقد أشار أحد التقريرين الذي أعده فريق من هيئة الأطباء في أكتوبر 2004، إلى أن الشهادات الطبية المتعلقة بالطالبة لا تتطابق مع معايير التقييم الطبي المنصوص عليها في الدوريات المعتمدة من قبل وزارة الصحة وبروتوكول إسطنبول. بحيث أنها لم تتمكن من تحديد ما إذا كانت هذه الأخيرة قد تعرضت لأي عنف جسدي أو نفسي.

وخلص ذات التقرير أيضاً إلى أن إجراء فحص نسائي دون موافقة المعنية بالأمر يمكن اعتباره صدمة جنسية، وأن ادعاءات العنف الذي تعرضت له الطالبة أثناء وضعها رهن الحراسة النظرية تؤيدها إلى حد كبير الفحوص الطبية التي أجريت لها في وقت لاحق.

إن العناصر المذكورة أعلاه مجتمعة تؤكد افتراضاً قوياً حول سطحية الفحص الطبي والنسائي المذكور وبالتالي، فالسلطات التي حرمت الطالبة من حريتها، لم تتخذ أي تدابير لحمايتها أثناء وجودها قيد الحراسة النظرية، مما تسبب لها في حالة من الفرع الشديد و لا يمكن للسلطات التي قررت إخضاع القاصر لفحص نسائي أن تتجاهل العواقب النفسية لذلك، وبالنظر إلى أن هذا الفحص تسبب لها في الشعور بقلق شديد، نظراً لسنها ووضعها كقاصر غير مصحوب بمرافق، فقد وصل إلى الحد المطلوب لتكيفه على أنه معاملة مهينة.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع)

ب) الشق المسطري - فيما يتعلق بفعالية التحقيق، لاحظت المحكمة أنه بعد الشكاية التي تقدمت بها الطالبة، تم تعيين نائب مدير الصحة كمسؤول عن القضية باعتباره مفتشاً في حين أنه ينتمي لنفس التسلسل الهرمي للأطباء الذين كان يبحث معهم، ووفقاً لاستنتاجه فإنه بعد مرور سنتين على الوقائع تقادمت المخالفة التأديبية، لذا قررت المحافظة الفرعية عدم الترخيص بفتح بحث جنائي ضد الأطباء المتهمين. وتم تأكيد هذا القرار من قبل المحكمة الإدارية الإقليمية، ثم اضطر وكيل الجمهورية بعد ذلك إلى حفظ القضية، ولم يتم إجراء أي بحث جنائي.

و من جهة أخرى، فإن تقرير شهر يوليو لسنة 2005 الذي أعده المفتش، والذي أثبت مسؤولية الأطباء، لم يبلغ للطالبة، وهكذا استفاد الأطباء من التقادم لعدم العثور على ما يثبت مسؤوليتهم المحتملة عن الأفعال الموضوع الادعاء.

وتذكر المحكمة بأنها قد أعربت بالفعل عن شكوك جدية فيما يتعلق بقدرة الهيئات الإدارية المعنية على إجراء بحث مستقل. ففي هذه القضية، أدت أوجه القصور في البحث، التي أدت إلى منح شبهة إفلات من العقاب لمرتكبي الأفعال المنسوبة إليهم، إلى جعل الإجراءات الجنائية غير فعالة، وكذلك عدم فعالية سبل الانتصاف المدنية التي تتيح للطالبة الحصول على تعويض عن الانتهاكات التي تدعيها.

استنتاج: انتهاك (ستة أصوات لواحد).

المادة 41: 500 23 أورو عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182614>

الملخص القانوني لحكم ب.س  
ضد إسبانيا 08/47159

قرار 2012.7.24 [القسم الثالث]

## المادة 14 التمييز

عدم كفاية البحث بشأن الأسباب العنصرية المحتملة لإساءة معاملة عاهرة من أصل نيجيري: انتهاك.

### الوقائع

الطالبة هي امرأة من أصل نيجيري كانت تمارس الدعارة بتاريخ الوقائع؛ وفي شهر يوليو من سنة 2005، اعتقلت ثلاث مرات، تعرضت فيها للضرب وشتائم عنصرية. وبعد الاعتقال الثالث، تقدمت بشكاية وذهبت إلى المركز الاستشفائي. وبعد الاعتقال الرابع، تقدمت بشكاية جديدة أشارت فيها على وجه الخصوص أن النساء ذوات "المظهر الأوروبي" لا تتم مضايقتهن من قبل الشرطة. وقد خضعت من جديد للفحص في المستشفى.

### في القانون - المادة 3

أ) الشق المسطري - لقد شابته التحقيقات أوجه قصور. لاسيما الدارسة لمرة واحدة للتقرير الذي قدمه الرئيس التسلسلي لعناصر الشرطة المتورطين، ورفض إجراء تحديد الهوية وراء مرآة أحادية الاتجاه، وعدم أخذ التقارير الطبية بعين الاعتبار. لذا، لم تكن هذه التحقيقات معمقة وفعالة للوفاء بمتطلبات المادة 3.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

ب) الشق المادي - التقارير الطبية ليست حاسمة فيما يتعلق بالأصل المحتمل لإصابات الطالبة، كما أن عناصر الملف لا تسمح بقيام اليقين. بما لا يدع مجالاً للشك المعقول، فيما يتعلق بسبب الإصابات.

استنتاج: ليس هناك انتهاك (بالإجماع).

اقتران المادة 14 بالمادة 3 (الشق المسطري): تذكر المحكمة بأن واجب السلطات في البحث فيما إذا كانت هناك صلة بين المواقف العنصرية وأعمال العنف يشكل جانباً من الالتزامات الإجرائية الناشئة بالنسبة لها من المادة 3، ولكن هذا الواجب قد ينتقل أيضاً كجزء ضمني من المسؤولية التي تقع على عاتق السلطات بموجب المادة 14. لضمان احترام القيمة الأساسية المنصوص عليها في المادة 3 دون تمييز.

وبالنظر إلى التداخل الحاصل بين المادتين، يمكن اعتبار أن هذه المسائل تستدعي دراستها في إطار إحدى المادتين فقط وأنه لا يطرح إشكال منفصل من منظور المادة الأخرى أو بتعيين دراستها من منظور المادتين معاً.

في هذه الشكايات، ذكرت الطالبة أسباباً عنصرية محتملة، ولم تنظر المحاكم في هذه الادعاءات. كما أن المحاكم الداخلية لم تأخذ بعين الاعتبار حالة الهشاشة الخاصة بالطالبة، الرتيطة

بكونها امرأة إفريقية تمارس الدعارة. وبالتالي فقد فشلت المحاكم في الوفاء بالتزامها باخذ جميع التدابير الممكنة لمعرفة ما إذا كان الموقف التمييزي قد لعب دوراً في الأحداث من عدمه.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: 30 ألف أورو عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182615>

الملخص القانوني لحكم إزي  
ضد تركيا 05/42606

قرار 2013.7.23 [القسم الثاني]



## المادة 46

### المادة 46-2

#### تنفيذ القرار

#### تدابير عامة

يتعين على الدولة المدعى عليها اتخاذ تدابير لضمان احترام قوات حفظ النظام للحق في التجمع السلمي.

#### الوقائع

في 6 مارس من سنة 2006، شاركت الطالبة في مظاهرة نُظمت في إسطنبول للاحتفال بيوم المرأة. وانتهت المظاهرة باشتباكات بين الشرطة والمتظاهرات. ويظهر تسجيل فيديو للأحداث أفراداً من الشرطة يضربون العديد من المتظاهرات بالهراوات ورشهن بالغاز المسيل للدموع. ويسحبون النساء من المتاجر التي لجأن إليها للاختباء ويقومون بضربهن. وحسب تقرير خبير عينته السلطات التركية لفحص التسجيل، لم تصدر الشرطة تحذيرات لتفريق المتظاهرات قبل مهاجمتهن ولم تحاول المتظاهرات الرد على الهجوم ولكن اكتفين بالهرب.

في أعقاب هذه الأحداث، تقدمت الطالبة، التي أصيبت بكدمات في جميع أنحاء جسدها، بشكاية رسمية ضد أفراد الشرطة الذين، وفقاً لما تدعيه، أساءوا معاملتها. ومن بين 54 ضابطاً للشرطة اتهموا بالاعتداء باستعمال القوة المفرطة خلال المظاهرة، تمت تبرئة 48 عنصراً لعدم وجود أدلة. وحُكم على الستة الآخرين بالسجن من خمسة إلى واحد وعشرين شهراً، لكن تم إنهاء المسطرة الجنائية الموجهة ضدهم بما أن أجل التقادم قد انقضى.

#### في القانون

خلصت المحكمة بالإجماع بانتهاك للجوانب الموضوعية والإجرائية للمادة 3 من الاتفاقية بسبب العنف غير المتناسب ضد الطالبة وغياب بحث فعال، وخرق مقتضيات المادة 11 بسبب انتهاك حقها في حرية التجمع.

المادة 46 - لاحظت المحكمة بأنه سبق لها أن خلصت في أكثر من 40 من قراراتها المتعلقة بتركيا إلى أن التدخل العنيف لعناصر لقوات حفظ النظام في المظاهرات أدى إلى انتهاك المادة 3 و / أو المادة 11 من الاتفاقية.

إن القاسم المشترك بين هذه القضايا يتمثل في إخفاق الشرطة في التعامل بنوع من التسامح مع التظاهرات السلمية، وفي بعض الحالات، الاستخدام المتسرع للقوة بما في ذلك استعمال الغاز المسيل للدموع.

ففي أكثر من 20 قراراً، أشارت المحكمة سلفاً لفشل سلطات البحث التركية في إجراء تحقيقات فعالة في ادعاءات سوء المعاملة على أيدي أفراد قوات حفظ النظام أثناء المظاهرات.

وتشير المحكمة أيضاً أن هناك 130 طلباً عالقاً حالياً ضد تركيا يتعلق بالحقوق في حرية التجمع و / أو استخدام القوة من قبل أفراد قوات حفظ النظام أثناء المظاهرات.

وعليه، صرحت المحكمة التي وصفت هذه المشاكل "بالممنهجة"، بأنه يجب على السلطات التركية اتخاذ تدابير عامة لمنع تكرار مثل هذه الانتهاكات. وعلى وجه الخصوص، يجب أن تتخذ خطوات لضمان امتثال الشرطة للمادتين 3 و 11 من الاتفاقية، وأن تجري السلطات القضائية أبحاث فعالة في ادعاءات سوء المعاملة بموجب الالتزام المقرر بمقتضى المادة 3 من الاتفاقية بطريقة تسعف في مساءلة كبار ضباط الشرطة عن أفعالهم.

وأخيراً، تؤكد المحكمة على ضرورة اعتماد قواعد أوضح بشأن استخدام القوة والأسلحة مثل الغاز المسيل للدموع أثناء المظاهرات، لاسيما في مواجهة المتظاهرين الذين لا يبدو أنهم مقاومة عنيفة.

المادة 41: 20 ألف أورو عن الضرر المعنوي.

(انظر أيضاً في هذا السياق القرار الصادر في قضية عبد الله ياسا و آخرون ضد تركيا، 16.08/44827، 16 يوليو 2013، ورقة معلومات 165).

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182616>

الملخص القانوني لحكم ب.و.  
إس سي ضد بولونيا  
08/57375

قرار 2012.10.30 [القسم الرابع]

## المادة 8

### المادة 1-8

#### احترام الحياة الخاصة

كشفت معلومات من طرف مستشفى عمومي حول قاصر حامل ترغب في إجراء عملية إجهاض عقب تعرضها للاغتصاب (انتهاك)

### المادة 3 :

#### معاملة مهينة

#### معاملة لاإنسانية

سلوك السلطات تجاه قاصر، حامل نتيجة اغتصاب، تسبب في تعرضها لمضايقات من قبل نشطاء مناهضين للإجهاض -انتهاك

## المادة 5

### المادة 1-5

#### التوقيف أو الاعتقال القانوني

وضع قاصر حامل نتيجة اغتصاب في ملجأ للمراهقين بهدف منعها من الإجهاض: انتهاك

## المادة 8

#### الالتزامات الإيجابية

### المادة 1-8

#### احترام الحياة الخاصة

رفض السلطات الطبية تمكين قاصر حامل نتيجة للاغتصاب من الإجهاض القانوني في الوقت المناسب وبدون عوائق: انتهاك

#### الوقائع

الطالبتان هما فتاة مراهقة ووالدتها. وفي سنة 2008، أصبحت الطالبة الأولى ب (P) حاملاً بعد تعرضها للاغتصاب وهي بعمر 14 سنة. و من أجل إجراء عملية الإجهاض وفقاً لقانون

سنة 1993 المتعلق بتنظيم الأسرة. حصلت على شهادة من وكيل الجمهورية تثبت أن حملها نتج عن علاقة جنسية غير شرعية غير أنه بعد اتصال الطالبتين بالمستشفيات العمومية في لوبلان، تلقيتا معلومات متناقضة حول الإجراءات الواجب اتباعها. وقد قام أحد الأطباء بأخذ ب (P) للرؤية كاهن كاثوليكي دون أن يستشيرها، حيث قام القس بمحاولة إقناع الفتاة الشابة بإبقاء الحمل، وحثها على تزويده برقم هاتفها المحمول. وطلب من الطالبة الثانية التوقيع على استمارة الموافقة على إجراء عملية الإجهاض و التي وجاء فيها أن الإجهاض يمكن أن يؤدي لوفاة ابنتها. وفي النهاية و بعد مشادة كلامية مع الطالبة الثانية، رفضت رئيسة قسم أمراض النساء في مستشفى لوبلان السماح بالإجهاض. استناداً لأرائها الشخصية، وأصدر المستشفى بياناً صحفياً يؤكد فيه الرفض. وقد تم نشر عدة مقالات في صحف محلية ووطنية، وكانت القضية موضوع نقاش على الإنترنت.

وقد تم قبول ب (P) لاحقاً بمستشفى في وارسو، حيث بلغ إلى علمها بأن مجموعة من الأشخاص مارسوا ضغوطات على المستشفى لمنع إجراء الإجهاض، وأنه تلقى العديد من رسائل البريد الإلكتروني التي تنتقد الطالبتين على اختيارهما و قد توصلت الطالبة الأولى أيضاً برسائل نصية غير مرغوب فيها من طرف الكاهن و مجموعة من الأشخاص الذين كانوا يحاولون إقناعها بتغيير رأيها. وبعد يومين غادرت الطالبتان المستشفى وهما تشعران بالعجز وبأنه تم التلاعب بهما، وإثر خروجهما من المستشفى تعرضتا لمضايقات من قبل النشطاء المناهضين للإجهاض، وتم نقلهما إلى مركز الشرطة حيث تم استجوابهما لعدة ساعات. وفي اليوم نفسه، تم إبلاغ الشرطة بأن محكمة الأسرة في لوبلان أمرت بوضع الطالبة الأولى في ملجأ مخصص للمراهقين كتنديبر مؤقت في إطار إجراء يرمي إلى تجريد الطالبة الثانية من سلطة الأمومة وذلك بدعوى أنها كانت تضغط على ابنتها للقيام بالإجهاض. وإصدار هذا الأمر، استندت المحكمة إلى الرسائل النصية التي أرسلتها الفتاة إلى صديقتها قائلةً فيها بأنها لا تعرف ماذا عليها أن تفعل. وفي نفس اليوم، قامت الشرطة باقتياد ب (P) إلى لوبلان، حيث وضعت في ملجأ للمراهقين، وتم نقلها إلى المستشفى في اليوم الموالي. بعد أن اشتكت من الآم فمكنت هناك لمدة أسبوع. وقد جاء عدد من الصحفيين لرؤيتها وحاولوا التحدث إليها. وبعد تقديم شكاية إلى وزارة الصحة، تم في نهاية الأمر نقل الطالبتين سراً إلى غدانسك، على بعد حوالي 500 كيلومتر من منزلهم، حيث تم إجراء عملية الإجهاض.

وقد تم إيقاف الإجراءات أمام محكمة الأسرة بعدما شهدت ب (P) بأن والدتها لم تجبرها بأي شكل على إجراء عملية الإجهاض.

وقد تم إيقاف الإجراءات الجنائية التي رفعت ضد ب (P) بسبب العلاقة الجنسية غير الشرعية مع قاصر، بالإضافة إلى إيقاف البحث الجنائي ضد المعتصب المزعم.

#### المادة 8- في القانون

(أ) الولوح إلى الإجهاض القانوني: فيما يتعلق بحق الأطباء في رفض تقديم خدمات معينة لأسباب يملها عليهم الضمير، يقر القانون البولندي بضرورة ضمان ألا يكون الأطباء مجبرين على تقديم الخدمات التي لا يوافقون عليها، وأن تتوفر آلية يمكن من خلالها الإعراب عن هذا الرفض. هذه الآلية يجب أن تتضمن العناصر التي تسمح بالتوفيق بين حق الطبيب في الرفض

لأسباب يملئها عليه الضمير وبين مصلحة المريض. وهذا الرِّفْض يجب أن يكون كتابياً ومدرجاً بالملف الطبي وعلى الطبيب أن يجيل المريض على طبيب آخر مختص في إجراء نفس الخدمة، في حين لم يظهر أن المتطلبات الإجرائية والقوانين المطبقة قد احترمت في القضية الحالية.

إن السياق التي تم فيه فحص مدى شرعية قيام ب (P) بالإجهاض طبعته المماثلة والارتباك، كما أن الطالبتين توصلتا بمعلومات مضللة ومتناقضة ولم تلقيا استشارة طبية موضوعية تأخذ بعين الاعتبار آرائهم ورغبتهم. و لم تكن لديهم إجراءات محددة من شأنها أن تمكنهم من إسماع مبرراتهما وأخذها في الاعتبار على النحو الواجب مع الحد الأدنى من الإنصاف الإجرائي. و لا يقلل الاختلاف بين حالة القاصر ووضع والديها من الحاجة إلى تهدف تهدف إلى تقييم الولوج إلى الإجهاض القانوني الذي يمكن من خلاله الاستماع إلى كلا الطرفين و أخذ وجهات نظرهما بشكل كامل وموضوعي و كذا إلى آلية لتقديم المشورة للطرفين والتوفيق بين الآراء المتعارضة لصالح القاصر.

ولم يُنَبِّت أن الإطار التشريعي في بولندا يسمح بمراعاة انشغالات الطالبة الثانية على النحو الواجب، بطريقة تؤخذ بعين الاعتبار وجهة نظرها وموقفها وتوازنها بطريقة منصفة ومحترمة بما يتوافق مع مصالح ابنتها الحامل، في مسطرة من هذا القبيل.

وفي هذا الصدد، لا تشكل المسطرة المدنية إجراءً فعالاً ومتاحاً لأن سلوك هذه المسطرة ذو طابع رجعي وتعويضي. ولم يتم تقديم أي أمثلة على حالة لاجتهاد القضائي في قضية اعترفت فيها المحاكم المدنية بالأضرار التي لحقت بامرأة حامل ومنحتها تعويضات عن الكرب والقلق والمعاناة الذي تنطوي عليه جهودها للولوج إلى الإجهاض.

إن الوصول الفعّال لمعلومات موثوقة فيما يتعلق بالشروط المطلوبة للحصول على إجهاض قانوني له تأثير مباشر على الاستقلال الشخصي. وينطبق مفهوم الحياة الخاصة بالمعنى المقصود في المادة 8 على القرارات المتخذة بأن تصبح أما من عدمه. إن طبيعة المسائل التي يثيرها قرار المرأة بشأن إنهاء الحمل من عدمه يجعل عامل الوقت ذا أهمية حاسمة، وعليه، فإن الإجراءات يجب أن تضمن اتخاذ هذه القرارات في الوقت المناسب، وقد نشأت حالة من عدم اليقين في هذه القضية برز معها تباين كبير بين القانون من الناحية النظرية والتنفيذ العملي في الواقع، وعليه، تكون السلطات قد فشلت في الامتثال لالتزاماتها الإيجابية المتمثلة في ضمان احترام الحياة الخاصة للطالبتين.

استنتاج: انتهاك (سته أصوات مقابل صوت واحد)

(ب) الكشف عن البيانات الشخصية والطبية: إن المعلومات التي تم نشرها للعموم كانت دقيقة جداً بشكل مكن الأغيار من تحديد مكان تواجد الطالبتين والاتصال بهن. إما عن طريق الهاتف المحمول أو شخصياً. ويمكن اعتبار رسائل الفتاة النصبية إلى صديقتها على نحو معقول بمثابة طلب للمساعدة، موجهة إلى تلك الصديقة أو أيضاً لأحد من جيلها وبيئتها. وهو تصرف متوقع من مراهقة ضعيفة ومذعورة في وضعية صعبة. ولا يمكن بأي حال من الأحوال اعتبار هذا الأمر معادلاً للنبة في الكشف عن معلومات حول أنها حامل، وعن وجهات نظرها وأسرتها ومشاعرها للعموم والصحافة. إن حقيقة أن الإجهاض القانوني في بولندا كان موضوع نقاش ساخن، لا يمنح الدولة هامش تقدير واسع يفضي لإعفاء

الطاقم الطبي من التزاماتهم المهنية التي لا نزاع فيها بشأن السرية الطبية. ولم تكن هناك ظروف استثنائية تبرر اهتمام العموم بالحالة الصحية للفتاة. وبناء على ذلك، فإن الكشف عن المعلومات المتعلقة بجملة غير المرغوب فيه ورفض المستشفى إجراء الإجهاض لا يسعيان إلى تحقيق هدف مشروع. وعلاوة على ذلك، لم يتم ذكر أي مقتضى من مقتضيات القانون المحلي يمكن على أساسه الإفصاح للجمهور عبر بيان صحفي عن معلومات، حتى ولو لم تكن إسمية، تتعلق بالمسائل الصحية الفردية للمرضى. لقد كان من حق ب (P) أن يتم احترام خصوصيتها فيما يتعلق بحياتها الجنسية، أيًا كانت المخاوف أو الاهتمامات التي تولدت بسبب محنتها داخل المجتمع المحلي.

يعترف القانون الوطني صراحةً بحقوق المرضى في حماية بياناتهم الطبية، وفرض على المهنيين الصحيين التزامًا بالامتناع عن الكشف عن معلومات حول أوضاع مرضاهم. وبالمثل، يحق للطالبة الثانية الاستفادة من حماية المعلومات المتعلقة بحياتها الأسرية. ومع ذلك، ورغم هذا الالتزام، قدم مستشفى لوبلان معلومات حول القضية للصحافة. وبالتالي فإن الإفصاح عن المعلومات المتعلقة بقضية الطالبتين لم ينص عليه القانون ولم يخدم هدفًا مشروعًا.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 5 § 1: كان الهدف الرئيسي من قرار وضع الفتاة في مأوى للأحداث هو فصلها عن والدتها، ولا سيما والدتها، ومنع الإجهاض. ولا يمكن بأي حال من الأحوال اعتبار وضع الفتاة في المأوى المخصص للمراهقين احتجازًا للقاصر بهدف الإشراف التربوي بالمعنى المقصود في المادة 5 § 1 (d). كما دافعت عنه الحكومة. وكان من المشروع أن يتم التأكد مما إذا كان الفتاة قد أتحت لها الفرصة للتوصل إلى قرار حر ومستنير بشأن اللجوء إلى الإجهاض. ومع ذلك، إذا كانت السلطات قلقة من إجراء الإجهاض ضد إرادتها، فيجب النظر على الأقل في اتخاذ تدابير أقل قسوة من حبس فتاة تبلغ من العمر أربعة عشر عاماً وفي وضعية هشاشة. وبالتالي، لم يكن احتجاز الطالبة الثانية في الفترة ما بين 4 و14 يونيو 2008 متوافقاً مع المادة 5 (1).

استنتاج: انتهاك بالإجماع

المادة 3: إن مسألة كون ب (P) لم يكن سنها حين حدوث الواقعة سوى 14 سنة له أهمية بالغة. لكن، وبالرغم من هشاشتها الكبيرة وشهادة مدع عام بأن الحمل كان نتيجة لعلاقة جنسية غير شرعية والأدلة الطبية التي تثبت تعرضها لعنف جسدي، فإنها تعرضت هي وأمها لضغط كبير عند دخولهما المستشفى في لوبلان. لاسيما أن أحد الأطباء دعا الطالبة الثانية إلى توقيع استمارة موافقة خذرها من أن الإجهاض يمكن أن يؤدي لوفاة ابنتها، بالرغم من غياب أسباب طبية قاهرة تبرر استخدام هذه المصطلحات القوية.

ولقد كانت الفتاة شاهدة على الشجار الذي دار بين الطبيب والطالبة الثانية والذي اتهمها بأنها أم سيئة. وقد تم نشر معلومات عن القضية من طرف الصحافة، ويرجع ذلك جزئيًا إلى البيان الصحفي الصادر عن المستشفى. بالإضافة إلى ذلك، تلقت ب (P) العديد من الرسائل النصية غير المرغوب فيها والمتطفلة من أشخاص لا تعرفهم. وقد فشلت السلطات في مستشفى وارسو في حمايتها من التواصل مع أناس يحاولون الضغط عليها. وعندما طلبت حماية الشرطة بعد تعرضها لمضايقات نشطاء مناهضين للإجهاض، تم القبض

عليها و وضعت في ملجأ للمراهقين عوض حمايتها، وقد اندهشت المحكمة بقيام السلطات بمتابعة الفتاة جنائياً من أجل إقامة علاقة جنسية غير شرعية، في حين كان ينبغي اعتبارها ضحية اعتداء جنسي. إن هذه المقاربة تتعارض مع التزامات الدولة بإنشاء وتنفيذ نظام قانون جنائي فعال يعاقب على جميع أشكال الاعتداء الجنسي. وعلى الرغم من إيقاف المتابعات، إلا أن تحريك المتابعات في حق الفتاة من الأصل يبرز غياباً كاملاً لتفهم الوضع الصعب الذي مرت به الضحية، إذ لم يكن هناك أي اعتبار لوضعها الهش أو صغر سنها أو مشاعرها أو وجهة نظرها. وكان رد فعل السلطات يتسم بالمماطلة والتردد بالإضافة إلى غياب المشورة والمعلومات اللازمة في هذه القضية. كما أن إبعاد الفتاة عن أمها وحرمانها من حريتها بما فيه من انتهاك للمادة 5 § 1 يجب أن يؤخذ بعين الاعتبار وباختصار، فإن ب (P) تلقت معاملة يرثى لها من طرف السلطات ومعاناتها بلغت الحد الأدنى من الخطورة وفق للمعنى المقصود في المادة 3.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع)

المادة 41: 30.000 يورو للطالبة الأولى، 15.000 يورو للطالبة الثانية عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182617>



المخلص القانوني لحكم  
أوكيف ضد أيرلندا [ج. س.]  
09/35810

قرار 2014.1.28 [ج. س.]

### المادة 3 التزامات إيجابية

فشل الدولة في وضع الآليات المناسبة لحماية تلميذة بمدرسة وطنية من الاعتداء الجنسي المرتكب في حقها من قبل معلم؛ انتهاك

تعرضت الطالبة لاعتداء جنسي من طرف المعلم (ل. ه.) سنة 1973. عندما كانت تلميذة في مدرسة وطنية ممولة من صندوق الدولة. والتي تملكها الكنيسة الكاثوليكية وتديرها. إن المدارس الوطنية المشيدة في إيرلندا في بداية القرن التاسع عشر هي مؤسسات للتعليم الأولي ممولة مباشرة من قبل الدولة. لكنها تسير بتشارك بين هذه الأخيرة وقديس ومثلين محليين. وفي ظل هذا النظام، توفر الدولة معظم التمويل وتحدد اللوائح بشأن البرامج وتدريب المعلمين؛ غير أن معظم هذه المدارس يملكها رجال الدين الذين يعينون مديرين (هم أيضا رجال دين). وفي كل مدرسة وطنية، يقوم القديس والمدير بانتقاء المعلمين وتوظيفهم وفصلهم.

استقال (ل. ه.) من منصبه في شتنبر 1973 بعد تقديم تلاميذ آخرين لشكاوى من أجل الاعتداء. غير أنه خلال هذه الفترة لم تكن وزارة التربية والعلوم على علم بالشكاوى كما أنه لم تتم إحالة القضية على الشرطة. وتم توظيف (ل. ه.) من قبل مدرسة وطنية أخرى. حيث اشتغل حتى تقاعده سنة 1995. وقد قامت الطالبة بتجاهل وكبح الاعتداء الجنسي الذي كانت ضحيته. وفي أواخر التسعينات، وعلى إثر استفادتها من الدعم النفسي خلال بحث الشرطة في شكاية تقدمت بها تلميذة سابقة أخرى، اكتشفت العلاقة بين مشاكلها النفسية والاعتداء الذي تعرضت له. وأدلت بشهادتها أمام الشرطة سنة 1997. وقد وُجهت ل(ل. ه.) 386 تهمة تتعلق بالاعتداء الجنسي من المفترض أنها ارتكبت في حق 21 تلميذا سابقا في المدرسة الوطنية التي كانت ترتادها الطالبة. وفي سنة 1998 اعترف أنه مذنب ب 21 تهمة شاملة لكل ضحية وحكم عليه بالسجن.

وحصلت الطالبة بعد ذلك على تعويض من اللجنة المكلفة بتعويض ضحايا الأضرار الناجمة عن جرائم جنائية بالإضافة إلى تعويض عن الأضرار في إطار دعوى في مواجهة (ل. ه.). كما رفعت دعوى مدنية للحصول على تعويض بسبب الإهمال والمسؤولية عن فعل الغير والمسؤولية الدستورية ضد مختلف سلطات الدولة (الأسباب تقنية لم تقاضي الكنيسة). غير أن المحكمة العليا رفضت مطالبها في القرار الذي أيدته المحكمة العليا في 19 دجنبر 2008. أساسا بعلّة أن الدستور الأيرلندي ينص على وجه التحديد على التخلي عن الإدارة اليومية للمدارس الوطنية إلى المصالح التي يمثلها القديس والمدير، وبأن المدير هو المدعى عليه المناسب الذي يجب أن تقام في مواجهته دعوى الإهمال، وبأنه -أي المدير- كان يعمل كوكيل للكنيسة وليس للدولة.

وفي طلبها للمحكمة، تؤكد الطالبة على وجه الخصوص، أن الدولة الأيرلندية فشلت في إنشاء نظام تعليم ابتدائي قادر على حمايتها من الاعتداءات (المادة 3 من الاتفاقية) وتشنكي كذلك من أنها لم تكن قادرة على الحصول على اعتراف لفائدتها بشأن إخلال الدولة بواجبها في الحماية والحصول على تعويض في هذا السياق (مادة 13).

الجانب الموضوعي: يقع على السلطات العمومية واجب - ملازم للمهام المنوطة بها - بحماية الأطفال من سوء المعاملة خاصة في سياق التعليم الابتدائي وعند الاقتضاء من خلال اعتماد تدابير وضمانات خاصة.

وفي هذا الصدد، فإن طبيعة الاعتداء الجنسي على القاصرين، وخاصة عندما يكون مرتكب الجريمة في موقع سلطة على الطفل، تجعل وجود آليات مناسبة للكشف والإبلاغ شرطاً أساسياً من أجل التطبيق الفعال للقوانين الجنائية التي تهدف إلى منع مثل هذه الاعتداءات.

ولا يمكن للدولة أن تتخلى عن التزاماتها تجاه القاصرين في المدارس الابتدائية عن طريق تفويض هذه الالتزامات إلى المنظمات الخاصة أو الأفراد. كما لا يمكن إعفاء الدولة من التزامها الإيجابي بحماية الطفل لمجرد اختيار هذا الأخير لأحدى الخيارات التعليمية التي تسمح بها الدولة (المدرسة الوطنية أو المدرسة المدفوعة الرسوم أو التعليم المنزلي).

ويجب أن تقرر المحكمة فيما إذا كان الإطار التشريعي الذي وضعته الدولة ولاسيما آليات هذا الأخير في الإبلاغ والكشف يوفر للأطفال المتدرسين في المدارس الوطنية حماية فعالة من خطر الاعتداء الجنسي الذي يمكن أن نقول بأن السلطات كانت على علم به أو كان يتوجب عليها ذلك بتاريخ الوقائع. وبما أن الوقائع ذات الصلة يرجع تاريخها لسنة 1973، فإن المسؤولية المحتملة للدولة في هذه القضية يجب تقييمها في ضوء الظروف والمعايير القائمة في هذه الفترة، بصرف النظر عن الوعي المجتمعي بشأن خطر الاعتداء الجنسي الذي يتعرض له القاصرون في السياق التعليمي على وجه الخصوص .

ولاحلاف في أن الطالبة قد تعرضت للاعتداء الجنسي من طرف (ل.ه) وأن هذا النوع من سوء المعاملة يقع في نطاق المادة 3 من الاتفاقية، كما أنه ليس هناك جدل كبير بين الأطراف بشأن بنية نظام التعليم الابتدائي الأيرلندي، الذي يعتبر ثمرة تجربة أيرلندا التاريخية التي لم يكن لها مثيل في أوروبا، حيث يتم توفير التعليم الابتدائي من قبل الدولة (وضع البرامج - تسليم رخص التدريس للمعلمين - وتمويل المؤسسات المدرسية) في حين تضمن المدارس الوطنية التدبير اليومي. ومن ناحية أخرى، اختلف الطرفان بشأن المسؤولية التي تقع على عاتق الدولة بموجب القانون الداخلي والاتفاقية في هذا الصدد.

ولتحديد مسؤولية الدولة؛ على المحكمة أن تنظر فيما إذا كانت الدولة المدعى عليها واعية بخطور الاعتداء الجنسي على القاصرين كما حصل للطالبة التي كانت ضحية لاعتداء جنسي في المدرسة الوطنية وفيما إذا وفرت، من خلال نظامها القانوني، حماية كافية للقاصرين من معاملة من هذا القبيل.

وترى المحكمة بأن الدولة يجب أن تكون على دراية بمستوى الاخراف الجنسي الذي يس القاصرين، إذ أنه قبل سنة 1970 كانت المتابعات القضائية في مثل هذه الجرائم مستقرة عند مستوى ثابت. و قد قدمت عدة تقارير بين سنوات 1930 و 1970 سنوات بيانات إحصائية مفصلة عن المتابعات القضائية في أيرلندا بخصوص الجرائم الجنسية المرتكبة في حق الأطفال. كما عرض تقرير ريان الصادر في ماي 2009 الشكايات المقدمة إلى السلطات قبل وأثناء سنة 1970

فيما يتعلق بالاعتداءات الجنسية المرتكبة من طرف راشدين على قاصرين و بينما يركز هذا التقرير على المدارس الإصلاحية والمدارس الصناعية، فإنه يشير أيضاً إلى الشكايات المتعلقة بالاعتداءات المرتكبة في المدارس الوطنية.

ونتيجة لذلك، فإنه عند تخلي الدولة عن مراقبة تعليم الأغلبية الساحقة من الشباب إلى هيئات غير عمومية، فمن المفترض أن تتبنى تدابير و ضمانات ملائمة لحماية الأطفال من الخطر المحتمل على أمنهم و كان يتعين عليها على الأقل وضع آليات فعالة للكشف عن أي اعتداءات محتملة والإبلاغ عنها من خلال هيئة تراقبها الدولة.

ومع ذلك، فإن الآليات القائمة، التي تدرعت بها الحكومة، لم تكن فعالة على الإطلاق. و لا يشير قانون المدارس الوطنية لسنة 1965 ولا المذكرة التوجيهية لسنة 1970 التي تحدد المسطرة التي ينبغي سلوكها للتشكي ضد المعلمين إلى أن هناك التزاماً على أي سلطة حكومية لمراقبة الطريقة التي يعامل بها المعلمون تلامذتهم أو أن يكون هناك إجراء مصمم خصيصاً لتشجيع الطفل أو أحد الوالدين على التقدم مباشرة إلى أحد سلطات الدولة للإبلاغ عن سوء المعاملة بل على العكس من ذلك، فإن نص المذكرة التوجيهية نفسه وجه صراحة الأشخاص الذين يرغبون في تقديم شكاية ضد المعلمين إلى المدير، وهو عموماً كاهن محلي كما هو الآن في نازلة الحال، وبعبارة أخرى إلى سلطة غير عامة. وهكذا، تم توجيه الشكاوى المتعلقة بالطالبة في سنوات 1971 و 1973 إلى مدير مدرسة الطالبة، إلا أن الأخير لم يبلغها إلى أي سلطة حكومية.

وبالمثل، فإن نظام المفتشين المدرسيين، الذي تدرعت به الحكومة أيضاً، لا يلزم المفتشين بإبلاغ عناية خاصة لطريقة معاملة المعلمين للتلاميذ و إجراء تحقيقات في هذا السياق، ومهمتهم تتمثل أساساً في الإشراف على الخدمات التعليمية و إعداد تقرير للوزير بهذا الشأن. فعلى الرغم من أن المفتش المنتدب لهذه المدرسة بست زيارات في الفترة بين سنتي 1969 و 1973، إلا أنه لم يُنظر قط في أي شكاية تتعلق ب(ل.ه) "LH"، و في الواقع، لم يتم إبلاغ أية سلطة حكومية بأي شكاية حول تصرفات (ل.ه) حتى تقاعده سنة 1995. و بالنسبة للمحكمة، فإن آلية الكشف والإبلاغ التي تسمح بارتكاب أكثر من 400 حادث اعتداء من طرف معلم خلال هذه الفترة الطويلة يمكن اعتبارها غير فعالة.

و من المنطقي الافتراض أنه لو تم اتخاذ التدابير المناسبة بعد الشكاية المقدمة سنة 1971، لم تكن الطالبة في هذه القضية لتتعرض بعد ذلك بسنتين وفي نفس المدرسة، للاعتداء من قبل نفس المدرس بل على العكس من ذلك، فإن عدم وجود آلية فعالة للمراقبة من طرف الدولة لمنع المخاطر المعروفة التي تترتب عن الاعتداء الجنسي، قد أدى إلى عدم اتخاذ المدير، الذي يعتبر سلطة غير عمومية، لأي إجراء بشأن الشكايات الأولى ضد (ل.ه) المتعلقة بالاعتداءات الجنسية، كما أفضت إلى اعتداء هذا الأخير فيما بعد على الطالبة، وأدت كذلك على نطاق أوسع، إلى تورطه في اعتداءات جنسية جسيمة على العديد من التلاميذ الآخرين لفترة طويلة في نفس المدرسة الوطنية. ونتيجة لذلك، فقد فشلت الدولة في التزامها الإيجابي بحماية الطالبة في هذه القضية من الاعتداء الجنسي.

استنتاج: انتهاك (أحد عشر صوتاً مقابل ستة).

ب- الجانب الإجرائي -أدى تقديم شكاية ضد (ل. ه) سنة 1995 أمام مصالح الشرطة من أجل الاعتداء الجنسي على تلميذة تتراد المدرسة الوطنية إلى فتح بحث. قامت خلاله الطالبة بالإدلاء بشهادتها. و عقب هذا البحث، وجهت للمدرس العديد من تهمة الاعتداء الجنسي، و تمت إدانته ثم سجنه. ولم تطعن الطالبة في الإذن الممنوح ل(ل. ه) للاعتراف بالذنب في التهمة الموجهة إليه أو في الإدانة التي صدرت في حقه.

استنتاج: لا يوجد انتهاك (بالإجماع).

اقتران المادة 13 مع المادة 3: كان ينبغي أن تتاح للطالبة سبل انتصاف تمكنها من إثبات المسؤولية المحتملة للدولة. وبالتالي، فإن المساطر المدنية المشار إليها من قبل الحكومة ضد الأفراد الآخرين والهيئات غير العمومية، يجب اعتبارها غير فعالة في هذه القضية، بغض النظر عن أفاق نجاحها. وإذا كانت إدانة (ل. ه) محورية في الجانب الإجرائي للمادة 3، فلا يمكن اعتبارها بمثابة انتصاف فعال للطالبة بالمعنى المقصود في المادة 13.

وفيما يتعلق بسبل الانتصاف الموجهة ضد الدولة، لم يثبت أن أي من سبل الانتصاف الداخلية (مسؤولية الدولة عن فعل الغير أو دعوى الإهمال المباشر ضد الدولة أو دعوى المسؤولية الدستورية) قد مكنت الطالبة من إبراز تظلمها بشكل فعال والمتمثل في فشل الدولة في حمايتها من الاعتداء.

استنتاج: انتهاك (أحد عشر صوتاً مقابل ستة).

المادة 41: منح مبلغ إجمالي قدره 30.000 يورو عن الأضرار المادية والأضرار المعنوية، أخذاً بعين الاعتبار التعويض الذي حصلت عليه الطالبة والشك الذي يلف المبالغ المستقبلية من طرف (ل. ه).

ملخص الرابط القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182618>

الملخص القانوني لحكم س.ز.  
ضد بلغاريا 12/29263

قرار 2015.3.3 [القسم الرابع]

## مادة 3 بحث فعال

التأخير المفرط في الإجراءات الجنائية وعدم التحقيق في جوانب معينة من الوقائع المتعلقة بالاغتصاب وغيره من أشكال العنف : انتهاك

## مادة 46

### مادة: 2-46 تنفيذ القرار تدابير عامة

يتعين على الحكومة المدعى عليها أن تحدد وتتخذ تدابير عامة لتعزيز فعالية التحقيقات الجنائية في قضايا الاغتصاب وغيره من أشكال العنف.

#### الوقائع:

في سبتمبر سنة 1999 تم اقتياد الطالبة واحتجازها في شقة، وتم ضربها واغتصابها عدة مرات من طرف مجموعة من الرجال قبل أن تتمكن من الفرار.

تم فتح تحقيق جنائي من قبل النيابة العامة، تعرفت الطالبة على بعض الأشخاص الذين عرضوها للاعتداء بالإضافة إلى اثنين من عناصر الشرطة الذين صادفتهم قبل احتجازها.

أغلق التحقيق أربع مرات وأرسل ملف القضية مرة أخرى لبحث تكميلي. بسبب أن بعض أعمال التحقيق الضرورية لم يتم إجراؤها أو بسبب ارتكاب مخالفات إجرائية.

وفي سنة 2007 أحيل سبعة متهمين على المحاكمة في محكمة المقاطعة بتهم الاحتجاز والاغتصاب والتحرير على الدعارة أو الاختطاف لهذا الغرض. و قد عقدت اثنتان وعشرون جلسة، تم تأجيل اثنتي عشرة منها في أغلب الأحيان على أساس الاستدعاء غير القانوني للمتهم أو الشهود.

وفي حكم صدر في مارس 2012 قضى بإدانة خمسة متهمين و حكم عليهم بعقوبات حبسية و أداء غرامات. و تم التصريح ببراءة آخر و انتهت المتابعات التي تم تحريكها في حق هذا الأخير للتقدم. واستأنف المدانون الخمسة و الطالبة هذا الحكم أمام المحكمة الإقليمية، تم تأجيل سبع جلسات بسبب غياب أحد المتهمين أو محاميهم. و بمقتضى حكم نهائي صدر في فبراير 2014 قررت المحكمة إلغاء أحد أحكام الإدانة وأوقفت المتابعات للتقدم و تم تخفيض العقوبات الحبسية لمتهمين آخرين.

المادة 3 (الجانب الإجرائي) الاغتصاب و العنف الذي تعرضت له الطالبة يدخل ضمن نطاق تطبيق المادة 3 من الاتفاقية.

بلغت المدة الإجمالية للإجراءات الجنائية المتخذة إثر شكاية الطالبة أكثر من أربعة عشر سنة في التحقيق التمهيدي و محاكمتين.

و لا يمكن اعتبار هذه الفترة الطويلة جدا مبررة على أساس تعقيد النازلة. فالتأخيرات التي حصلت كانت بسبب عدم بذل العناية الواجبة من جانب السلطات ومن أسباب التأخيرات أيضا فشل السلطات المكلفة بالبحث في التحقيق في جوانب معينة من القضية خاصة فيما يتعلق بتورط أشخاص آخرين حددتهم الطالبة كمتورطين في الاعتداء.

إن طول الإجراءات كان له تداعيات سلبية على الطالبة التي كان في حالة نفسية هشّة للغاية نتيجة الاعتداء عليها. وقد ظلت في حالة من الشك بشأن إمكانية ضمان محاكمة المعتدين ومعاقبتهم. وكان عليها أن تذهب إلى المحكمة مرارا وتضطّر إلى استرجاع الأحداث أثناء الاستجوابات العديدة.

وبالنسبة، لا يمكن اعتبار الإجراءات المتنازع عليها قد استوفت متطلبات المادة 3 من الاتفاقية. وبناء على ذلك، ترفض المحكمة الدفع الأولي للحكومة فيما يتعلق بالطبيعة السابقة لأوانها للدعوى.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع)

المادة 46: في أكثر من 45 قرارا لاحظت المحكمة انتهاكات للالتزام بإجراء بحث فعال في دعاوى تتعلق بلغاريا. و من جهة أخرى تم التشطّيب على العديد الدعاوى المتعلقة بجالات اغتصاب في الآونة الأخيرة من القائمة بعد التسوية الودية التي تمت بين الأطراف أو إعلان الحكومة من جانب واحد الذي تقر بمقتضاه بانتهاك المادة 3.

وقد لوحظ في أغلب هذه القضايا وجود تأخير مهم في مرحلة البحث التمهيدي وغياب بحث معمق وموضوعي. وفي حالات معينة، أدت التأخيرات التي وقعت إلى انقضاء المتابعات نتيجة التقادم إثر عدم توجيه اتهام رسمي للمشتبه فيهم. على الرغم من تحديد هويتهم. أو أنه على الرغم من إحالة المسؤولين المفترضين و إجراء المحاكمة فإن أجل التقادم انقضى بشكل كامل.

و علاوة على ذلك فإنه في بعض القضايا. لم تأخذ السلطات المختصة بعين الاعتبار أدلة معينة. ولم تسع لتوضيح بعض الظروف الواقعية أو تورط أشخاص معينين في الجريمة الجنائية أو رفض المدعي العام به بصفة مستمرة الامتثال لأوامر المحكمة المتعلقة بالبحث التمهيدي.

لذا، فقد كانت عدم فعالية البحث مشكلا منهجيا في بلغاريا. غير أن الطبيعة المعقدة للمشكلة الهيكلية الملاحظ جعلت من الصعب تحديد الأسباب الدقيقة للاختلالات التي تم



رصدها أو الإشارة إلى حلول محددة يجب تنفيذها لتحسين جودة الأبحاث. و في ظل هذه الظروف، لا تعتبر المحكمة أنها في وضع يمكنها من الإشارة إلى التدابير الفردية والعامّة التي يجب اتخاذها في سياق تنفيذ هذا القرار.

إن السلطات الوطنية، بالتعاون مع لجنة الوزراء، هي الأقدر على تحديد الأسباب المختلفة للمشاكل واتخاذ قرار بشأن التدابير العامّة اللازمة بشكل ملموس لمنع حدوث انتهاكات ماثلة في المستقبل و ذلك من أجل مكافحة الإفلات من العقاب ودعم سيادة القانون وثقة الجمهور والضحايا في النظام القضائي.

المادة 41 : 15.000 يورو عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182619>

الملخص القانوني لحكم  
إي (Y) ضد سلوفينيا  
10/41107-

قرار 2015.5.28 [القسم الخامس]

## مادة 8 التزامات إيجابية

### مادة 8-1 احترام الحياة الخاصة

عدم حماية السلامة الشخصية للمدعية في إطار مسطرة جنائية متعلقة باعتداءات جنسية : انتهاك.

الوقائع:

في سنة 2001، تعرضت الطالبة، حسب ادعائها، وهي في سن الرابعة عشرة لاعتداءات جنسية متكررة من طرف صديق للعائلة يدعى X. و عقب تقديم شكاية جنائية من طرف أم الطالبة، تم فتح بحث سنة 2003 وتم خريك الإجراءات الجنائية في مواجهة X سنة 2007. و في سنة 2009، وبعد مرور ما مجموعه 12 جلسة، حكمت المحاكم الداخلية ببراءة X من جميع التهم على أساس أن خبيرا خالف بعض ادعاءات الطالبة المتعلقة بالحالة الجسدية للمعتدي عليها المفترض. حيث كان من المستحيل إثبات إدانته بما يقطع الشك باليقين حسب القضاة الداخليين. وقد تم رفض استئناف النيابة العامة لهذا الحكم سنة 2010. وبعد ذلك ببضعة أشهر، رفض أيضا طعن الطالبة لفائدة القانون و الذي جرى تقديمه أمام المدعي العام بالمحكمة العليا.

المادة 8 : في القانون

يجب على المحكمة أن تدرس ما إذا كانت الدولة المدعى عليها قد اتخذت تدابير كافية لحماية حق الطالبة في احترام حياتها الخاصة، ولا سيما سلامتها الشخصية، فيما يخص الطريقة التي استجوبت بها في إطار الإجراءات الجنائية ضد المعتدي الجنسي المزعوم. ولهذه الغاية، يجب أن تحقق توازنا عادلا بين الحقوق التي تضمنتها المادة 8 للطالبة باعتبارها ضحية استدعت للإدلاء بشهادتها في الإجراءات الجنائية. وبين حقوق الدفاع، ولاسيما حق المتهم في استدعاء الشهود وإخضاعهم لاستجواب مضاد وفق لأحكام المادة 6 (3) (د) من الاتفاقية. و إذا كان الطلب، في جميع القضايا المماثلة التي نظرت فيها المحكمة، مقدما من قبل المتهمين، فإنه في نازلة الحال، ينبغي دراسة المسألة المثارة من وجهة نظر الضحية المزعومة.

و في هذه القضية، لضمان محاكمة عادلة يلزم تمكين X من فرصة استجواب الطالبة استجابا مضادا، خاصة وأن شهادتها في المحاكمة تعتبر الدليل الوحيد المباشر في القضية والدلائل الأخرى المقدمة كانت متناقضة.

بيد أنه، وبالنظر إلى أن الإجراءات الجنائية المتعلقة بالجرائم الجنسية غالبا ما تعتبر غير مرحة على الإطلاق وطويلة للغاية بالنسبة للضحية، وأن المواجهة المباشرة بين الجاني المفترض وضحيته المزعومة من المرجح أن تؤدي إلى المزيد من الصدمة لدى الضحية، كان يجب أن يخضع الاستجواب المضاد الذي أجراه الطالب لتقييم صارم من قبل المحاكم الداخلية.

و الواقع أن العديد من النصوص الدولية، والتي اعتمد بعضها من طرف الاتحاد الأوروبي، تنص على وجوب ضمان حقوق معينة لضحايا أفعال معينة، من قبيل الاعتداء الجنسي، و تفرض على الدولة، بصفة خاصة، الالتزام بحماية هؤلاء الضحايا من خطر التهيب والإيذاء المتكرر عند الإدلاء بشهادتهم بشأن الاعتداء الجنسي الذي تعرضوا له.

وفي هذا الصدد، تلاحظ المحكمة أن الاستماع للطالبة امتد لأربع جلسات انعقدت خلال سبعة أشهر، وبالتالي، كانت الإجراءات طويلة الأمد، وهو ما كان في حد ذاته إشكالية، خاصة في غياب سبب يبرر الفترات الطويلة التي فصلت ما بين الجلسات، و بالإضافة إلى ذلك، فإنه خلال جلسيتين منها، أجرى X الإستجواب المضاد شخصيا، و نازع بشكل منهج في صحة أجوبة الطالبة وطرح عليها أسئلة ذات طابع شخصي. و ترى المحكمة أن الغرض من هذه الأسئلة هو التشكيك في مصداقية الطالبة و تحقير شخصيتها. ومع ذلك، فإن رئيس المحكمة لم يتدخل بشكل كاف لتخفيف ما كان جليا بمثابة محنة للطالبة، و الحال أن السلطات القضائية ملزمة بمراقبة شكل و مضمون أسئلة و تعليقات X و التدخل عند الاقتضاء.

و فيما يتعلق بتأكيد الضحية أنه كان ينبغي تنحي محامي X لأنها استشارته بشأن اعتداءها الجنسي بعد وقت قصير من الأحداث المزعومة، ترى المحكمة أن القانون الداخلي الواجب التطبيق أو الطريقة التي تم تطبيقه بها في هذه القضية لم يأخذ بعين الاعتبار مصالح الطالبة.

و عليه، فإن واقعة استجوابها المضاد من قبل محامي X كان له تأثير نفسي سلبي كبير جدا على الطالبة يفوق كثيرا التخوف الذي كانت ستشعر به إذا ما تم استجوابها من قبل محام آخر. و كان ينبغي التعامل مع جميع المعلومات التي تمكن المحامي من الحصول عليها بهذه الصفة من الضحية، على أنها سرية و لا ينبغي استخدامها لصالح شخص له مصالح معارضة في نفس القضية.

كما لاحظت المحكمة الطبيعة غير اللائقة للأسئلة الموجهة للطالبة من طرف طبيب أمراض النساء الذي عينته المحكمة الابتدائية لتحديد ما إذا كانت الطالبة قد مارست علاقة جنسية في التاريخ المعني. و في هذا الصدد، كان على السلطات التأكد من أن جميع المشاركين في الإجراءات المدعون للمساعدة في البحث أو القرار يحترمون كرامة الضحايا وغيرهم من الشهود المحتملين و لا يتسببون لهم في أي إخراج لاجدوى منه.

لكن، علاوة على عدم سببية الاستفادة الطبيب النسائي المعين من قبل المحكمة من التكوين الضروري لمباشرة مقابلات مع ضحايا الإعتداء الجنسي، فإنه طرح أسئلة اتهامية على الطالبة، و أبدى تعليقات تتجاوز مهمته و خبرته الطبية. ما وضع الطالبة في وضعية دفاع عن نفسها، ما زاد دون داع من التوتر بسبب الإجراءات الجنائية.

إن السلطات الداخلية اتخذت عدة تدابير لتفادي تعرض الطالبة لصدمة إضافية، إلا أن هذه التدابير تبين فيما بعد أنها لم تكن كافية لمنح الحماية الكفيلة بتحقيق التوازن بين الحقوق و المصالح الممنوحة لها بمقتضى الفصل 8 و حقوق الدفاع المخولة ل X بموجب الفصل 6.

استنتاج: انتهاك (سته أصوات مقابل صوت واحد).

خلصت المحكمة أيضا وبالإجماع، لوجود انتهاك للفصل 3 في جانبه المسطري، على اعتبار أن سلطات الدولة المدعى عليها لم تسارع إلى البحث في مزاعم الطالبة بالاعتداء الجنسي وتحريك المتابعات.

الفصل 41: 9500 أورو عن الضرر المعنوي.

أنظر أيضا س. ن ضد السويد، 96/34209، 2 يوليو 2002، ورقة معلومات 44 و إيني ضد النمسا، 03،10/28328، ماي 2012، وكذا الورقة الموضوعاتية حول العنف ضد النساء.

رابط الملخص القانوني :

[https://hudoc.echr.coe.int/eng#\(/{22itemid/22:\[/22001-182620/22\]\)](https://hudoc.echr.coe.int/eng#(/{22itemid/22:[/22001-182620/22]))

الملخص القانوني لقرار  
إي (E) كولين و أ (A)  
أكازيبي ضد السويد  
05/23944

قرار 2007.3.8 [القسم الثالث]

## المادة 3 الترحيل

الادعاء بخطر التعرض لختان الإناث في حالة التسليم إلى نيجيريا : عدم القبول

إن الطالبتين مواطنتين نيجيريتين. وصلت طالبة الأولى إلى السويد سنة 2002، وطلبت اللجوء أو تصريح إقامة، مفيدة أنه وفقا للتقاليد النيجيرية، تُجبر النساء على الختان حين ولادتهن، وأنها كانت خائفة من هذه الممارسة اللإنسانية عندما كانت حاملا. وحسب أقوالها، فلا يمكن لوالديها ولا زوجها، الذين كانوا يدعمونها، منع ذلك لأنه كان تقليدا متجذرا. مصرحة بأنها لو سافرت إلى منطقة أخرى من نيجيريا لتلد ابنتها لكانت هي وطفلتها قد قتلتا في احتفال ديني. وبعد أن قررت طالبة الأولى الفرار من البلاد، دفعت المال لمهرب أخذها إلى السويد، وبعد بضعة أشهر، أُجبت ابنتها، وهي طالبة الثانية. وقد رفض مكتب الهجرة طلبات اللجوء أو وضع اللاجئ أو رخص الإقامة على أساس أن الختان محظور بموجب القانون النيجيري وأن ست ولايات على الأقل في نيجيريا تمثل لهذا الخطر. وعليه فإنه في حالة عودة الطالبتين إلى إحدى هذه الولايات، فمن غير المرجح أن يتعرضن للختان قسرا. واستأنفت الطالبتان دون جدوى، بحجة أن ختان الإناث لا زال ممارسة قائمة على الرغم من وجود قانون يحظرها، وأنه لم يتم قط تحريك متابعات أو فرض عقوبات في مواجهة هذه الممارسات.

عدم القبول:

لا جدال في أن ختان الإناث يعتبر معاملة تتعارض مع مقتضيات المادة 3. كما أنه لا خلاف في أنه في نيجيريا كان - ولا يزال إلى حد ما - إخضاع النساء لتشويه الأعضاء التناسلية تقليدا قائما بهذا البلد. ومع ذلك، فقد حظرت عدة ولايات في نيجيريا الختان من خلال التشريع، بما في ذلك الولاية التي تنحدر منها الطالبتان. وعلى الرغم من عدم وجود قانون فيدرالي ضد هذه الممارسة حتى الآن، فقد عارضتها الحكومة الفيدرالية علنا وتم القيام بحملات على مستوى الولايات والمجتمع وذلك عبر وزارة الصحة والمنظمات غير الحكومية ومن خلال الرسائل التي تنشر في وسائل الإعلام. وبينما تشير بعض المعطيات إلى أن معدل الختان مرتفع بنسبة أكبر في الجنوب، لا سيما في الولاية التي تنتمي إليها الطالبتان، فإن مصادر رسمية تشير إلى ارتفاع المعدل الوطني سنة 2005 إلى ما يناهز 19 ٪، وأن معدل التفشي في انخفاض مستمر منذ خمس عشرة سنة. زد على ذلك، لم تختر طالبة الأولى خلال فترة حملها الذهاب إلى ولاية أخرى في نيجيريا أو إلى دولة مجاورة، حيث كان لا يزال بإمكانها الاستفادة من مساعدة ودعم أسرته. بل على العكس من ذلك، فقد تمكنت من تأمين الوسائل العملية والمالية للسفر إلى السويد، مما ينم عن قوة واستقلال كبيرين. وفي ضوء هذه العناصر، يصعب فهم سبب عدم قدرتها على حماية ابنتها من الختان، فإن لم يكن في ولايتها الأصلية فعلى الأقل في إحدى ولايات نيجيريا الأخرى حيث يمنع القانون هذه الممارسة أو تكون أقل انتشارا بها.

و عليه، لا يمكن اعتبار واقعة أن وضع الطالبتين في نيجيريا والذي قد يكون أقل إيجابية منه في السويد، عاملا حاسما من وجهة نظر المادة 3. وعلاوة على ذلك، لم تستجب طالبة الأولى

للطلب الذي وجهته إليها المحكمة لإثبات بعض ادعاءاتها وتقديم تفسير مقنع للتناقضات في أقوالها. وفي نهاية المطاف، لم تبين الطالبتان أنهما إذا عادتتا إلى نيجيريا سيواجهن خطراً حقيقياً وملموساً بالتعرض لختان النساء : عيب واضح في الأساس.

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182621>



الملخص القانوني لقرار  
أوميريدو ضد النمسا -  
10/8969

قرار عدد 2011.9.20 [القسم الأول]

### المادة 3

## معاملة المهينة

## معاملة للإنسانية

## الترحيل

الادعاء بالتعرض لخطر ختان الإناث في حالة ترحيل الطالبة إلى نيجيريا: عدم القبول

الوقائع: غادرت الطالبة نيجيريا في ماي 2003 وطلبت اللجوء في النمسا. مدعية أنها عرضة لخطر الختان الإناث في بلدها. وقد رفض مكتب اللجوء الفيدرالي طلبها وأعرب عن تقديره بأن ادعاءاتها موثوقة ولكنه اعتبر أنه بإمكانها الاستقرار في منطقة أخرى من نيجيريا غير المنطقة التي تنحدر منها. بما أن الختان محظور بموجب القانون في بعض أنحاء البلد. وقد طعننت الطالبة في هذا القرار أمام محكمة اللجوء لكن تم رفض استئنافها. ثم أحالت قضيتها على المحكمة الدستورية التي رفضت النظر في تظلماتها معتبرة أنها لا تثير مسألة تتعلق بالقانون دستوري. و أمام المحكمة احتجت الطالبة بالمادة 3 من الاتفاقية، وادعت من جهة أنها ستكون عرضة لخطر ختان الإناث في حالة ترحيلها إلى نيجيريا.

ومن جهة أخرى احتجت بأن إجبارها على الفرار داخل بلدها واستقرارها خارج منطقتها الأصلية بـمكان لا يوجد فيه زوج أو عائلة يعيّلانها يشكل أيضا انتهاكا لحقوقها التي تضمنها مقتضيات هذه المادة.

في القانون - المادة 3:

لا جدال في أن ختان الإناث، سواء في حق الأطفال أو الراشدين، يعتبر معاملة تتعارض مع مقتضيات المادة 3) انظرا أيضا إيزفبخاي Izevbekhai وآخرون ضد إيرلاندا ( دجنبر ) رقم 08/43408، 17 ماي 2011). غير أن المحكمة تلاحظ بأنه إذا اعتبرت السلطات الداخلية بأن خوف الطالبة من تعرضها للختان قسرا بنيجيريا مرتبط على أساس، فإنها اعتبرت كذلك أنه بإمكان المعنية بالأمر تجنب هذه المعاملة بالبقاء داخل بلدها، وعليه فمن الضروري أن يتم تدارس الوضع الشخصي للطالبة في نيجيريا. إنها تبلغ من العمر سبعة وثلاثين سنة، وقد تلقت تعليما مدرسيا لمدة ثلاث عشرة سنة على الأقل واشتغلت خياطة لمدة ثماني سنوات. وربما قد يكون من الصعب عليها العيش في نيجيريا دون زوج أو عائلة تساندها. لكن لا يمكن اعتبار أن آفاق حياتها في هذا البلد التي قد تكون أصعب من الحياة في النمسا عنصرا حاسما. و علاوة على ذلك فإنها متعلمة وتتوفر على خبرة مهنية (كونها خياطة)، وبالتالي فليس هناك ما يدعو إلى الاعتقاد بأنها لن تتمكن من كسب رزقها في نيجيريا دون الحصول على دعم أسرتها.

استنتاج: عدم القبول (عيب واضح في الأساس).

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182622>

الملخص القانوني لحكم ن  
(N) في مواجهة السويد  
09/23505

حكم 2010.7.20 [القسم الثالث]

## المادة 3 الترحيل

خطر التعرض لسوء المعاملة في حالة ترحيل امرأة منفصلة عن زوجها إلى أفغانستان:  
الترحيل يشكل انتهاكا

الوقائع:

إن الطالبة وزوجها مواطنان أفغانيان وصلوا إلى السويد سنة 2004. ورفضت طلبات لجوءهما مرات عدة. وفي سنة 2005 انفصلت عن زوجها. وفي سنة 2008، رفضت المحاكم السويدية طلب طلاقها لأنها لا تملك سلطة حل الزواج ما دامت الطالبة لا تقيم بصورة قانونية في البلد. وقد أشعرهم زوجها بأنه يعارض الطلاق. وفي الوقت ذاته التمسّت الطالبة دون جدوى من لجنة الهجرة إعادة النظر في قضيتها و إيقاف عملية ترحيلها. بدعوى أنها تواجه خطر عقوبة الإعدام في أفغانستان لأنها ارتكبت خيانة زوجية بإقامتها علاقة مع سويدي وأن أسرتهما رفضتها.

في القانون - المادة 3:

يتعين على المحكمة أن تحدد ما إذا كانت الحالة الشخصية للطالبة ستفضي في حال عودتها إلى أفغانستان لانتهاك المادة 3. إذ في هذا البلد النساء اللاتي يعتبر سلوكهن غير متسق مع الأدوار الجنسانية المسندة إليهن من قبل المجتمع والتقاليد وحتى النظام القانوني، يتعرضن بشكل خاص لخطر سوء المعاملة. وقد لاحظت مفوضية الأمم المتحدة السامية لشؤون اللاجئين أن النساء الأفغانيات، اللواتي اعتمدن نمط حياة أقل محافظة، مثل العائدات من المهجر في إيران أو أوروبا، ما زال ينظر إليهن على أنهن يخالفن المعايير الاجتماعية والدينية الراسخة وأنهن يتعرضن للعنف المنزلي وغيره من أشكال العقوبة التي تتراوح بين العزلة أو الوصم بالعار إلى القتل بدافع الشرف في حق المتهمات بتشويه سمعة أسرهن أو مجتمعاتهن أو قبائلهن. وبما أن الطالبة كانت تقيم في السويد منذ سنة 2004، فقد ينظر إليها على أنها غير ممثلة لأدوار الجنسين هذه. وعلاوة على ذلك، فقد حاولت الطالبة من زوجها وأظهرت نية حقيقية وصادقة بعدم الرغبة في العيش معه بصفة نهائية. وإذا تم ترحيل الزوجين إلى أفغانستان، بشكل منفصل أو معا، يجوز لزوج الطالبة أن يقرر استئناف حياتهما الزوجية ضدا على إرادة زوجته. وبوجب قانون الأحوال الشخصية الشيعي الجديد، على وجه الخصوص، على المرأة الامتثال للطلبات الجنسية لأزواجهن والحصول على إذن لمغادرة المنزل، إلا في حالات الطوارئ؛ ووفقاً لتقارير مختلفة حول حقوق الإنسان في أفغانستان، تتعرض نسبة تصل إلى 80 في المائة من النساء الأفغانيات للعنف المنزلي، في حين لم تباشر السلطات أية متابعات في مثل هذه الحالات، حتى أن الأغلبية الساحقة من النساء لم يلتمسن أصلا المساعدة. ومن أجل الذهاب للشرطة أو المحكمة، يتعين على المرأة أن تتغلب على العار اللصيق بالنساء اللواتي يغادرن منازلهن دون رجل يرافقها. ولا يمكن للمحكمة أن تتجاهل المخاطر العامة التي تشير إليها الإحصاءات والتقارير الدولية، وفيما يتعلق بعلاقة الطالبة خارج إطار الزواج، فإنها لم تقدم للسلطات السويدية المعلومات ذات الصلة و بشكل مفصل. وإذا كان زوج

الطالبة ينظر إلى طلب الطلاق أو أي فعل آخر من هذا القبيل على أنه مؤشر على وجود علاقة خارج إطار الزواج. فإن الخيانة الزوجية تعتبر جريمة بموجب قانون العقوبات الأفغاني. وإذا نُجحت الطالبة في العيش بشكل منفصل عن زوجها في أفغانستان. فإن النساء اللواتي لا يحصلن على دعم وحماية رجل يواجهن صعوبات في عيش حياة اجتماعية طبيعية، فمثلا تفرض عليهن قيود فيما يتعلق بحريتهن في التنقل ويفتقرن إلى وسائل كسب الرزق. مما يدفع العديد منهن إلى العودة إلى بيت الزوجية الذي يتعرضن فيه لسوء المعاملة. وعموما لا تتم مراقبة نتائج هذه "المصالحات"، وكثيرا ما ترتكب جرائم شرف أو سوء المعاملة عند عودة النساء. مع إفلات مرتكبي هذه الجرائم من العقاب. و لا توجد أية مبررات قوية تدعو إلى التشكيك في صحة أقوال الطالبة بأنه لم يبق لها أي اتصال بأسرتها لمدة خمس سنوات تقريبا. و لم يعد لديها شبكة اجتماعية أو حماية كافية في أفغانستان.

و في الظروف الخاصة لهذه القضية، توجد أسباب جدية تدعو إلى الاعتقاد بأنه في حالة ترحيلها إلى أفغانستان. ستواجه الطالبة مخاطر تراكمية متمثلة في الانتقام من قبل زوجها وأسرته وأسرته ومن المجتمع الأفغاني. الأمر الذي يدخل في نطاق المادة 3.

استنتاج: الترحيل يشكل انتهاكا (بالإجماع).

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182427>

الملخص القانوني لحكم ر.  
هـ (R.H) في مواجهة  
السويد 14/4601

حكم 2015.9.10 [القسم الخامس]

## المادة 3 ترحيل

الترحيل المقرر لفتاة صومالية إلى مقديشو(الصومال)

الترحيل لن يشكل انتهاكا.

### الوقائع

في سنة 2011، تقدمت الطالبة، وهي شابة صومالية من مقديشو، بطلب الحصول على اللجوء في السويد حيث كانت تقيم بشكل غير قانوني لمدة أربعة سنوات، بعد وصولها من إيطاليا عبر هولندا، وخلال مقابلة معها في يناير 2013، صرحت الطالبة ولأول مرة بأنها فرت من الصومال مع صديقها بعد أن تزوجت قسراً من رجل يكبرها سناً، ثم تعرضت للضرب وألقي بها من شاحنة على يد أعمامها عندما اكتشفوا علاقتها بصديقها.

توفي والداها وصديقها منذ ذلك الحين وادعت أنه في حالة إعادتها إلى الصومال سوف تجبر على العودة إلى الرجل الذي تزوجت منه قسراً وستتعرض لخطر القتل على يد أعمامها، وبالنظر لافتقارها لشبكة دعم ذكوري هناك فإنها ستكون أيضاً عرضة لخطر الاعتداء الجنسي والاستبعاد الاجتماعي. وفي يونيو 2013، رفض مكتب الهجرة طلب اللجوء الذي تقدمت به الطالبة وأمر بترحيلها إلى الصومال بعد أن تبين أن مزاعمها تفتقر إلى المصادقية. ولاحظ المكتب أن الطالبة أقامت بشكل غير قانوني في السويد لمدة أربع سنوات قبل الاتصال بسلطات الهجرة المختصة. وأنها سبق أن قدمت طلبات لجوء في إيطاليا وهولندا، و علاوة على ذلك، زعمت في البداية أنها غادرت الصومال بسبب الحرب، ثم غيرت روايتها لتزعم أنها اضطرت للفرار هرباً من الزواج القسري وسوء المعاملة الذي يمكن أن يتعرض له من قبل أفراد عائلتها في حالة العودة.

و بعد ذلك قدمت الطالبة لملتصا ترمي من خلاله لوقف تنفيذ قرار الطرد، وادعت أن أعمامها قد انضموا إلى مجموعة من الإرهابيين الشباب و قد أجبروا أخاها على الالتحاق بنفس المجموعة وقتل أخته، لكن مكتب الهجرة رفض طلبها في سبتمبر 2013.

### في القانون

المادة 3: ترى المحكمة أنه ليس هناك شك في أنه إذا تم ترحيل الطالبة من السويد، فإنها ستعود إلى مقديشو دون خطر الانتقال إلى مناطق أخرى من الصومال أو البقاء فيها.

في قضية ك. أ.ب (K.A.B) ضد السويد، خلصت المحكمة إلى أنه في ذلك الوقت (سبتمبر 2013)، لم يكن الوضع العام في مقديشو من شأنه أن يفرض على استنتاج مفاده أن العودة إلى تلك المدينة تشكل انتهاكاً للمادة 3. حتى وإن كان الوضع العام من الناحية الأمنية لا يزال مقلقاً و غير مستقر، والمصادر المتاحة للمحكمة لا تشير إلى تدهور الوضع منذ سبتمبر 2013.



بيد أنه على عكس الطالب في قضية ك. أ.ب. (K.A.B) ضد السويد (رجل من مواليد 1960)، فالطالبة في نازلة الحال هي شابة عاشت في الخارج منذ ما يقرب من عشر سنوات وكانت في السابعة عشرة من عمرها عندما غادرت الصومال. و تسلط تقارير مختلفة الضوء على وضعية النساء الصعبة في الصومال، بما في ذلك مقديشو.

و تشكل النساء والفتيات مجموعة مهددة بشكل خاص. وهناك العديد من التقارير المتسقة التي تشير إلى الانتشار الواسع النطاق و الخطير للعنف الجنسي و القائم على نوع الجنس. و هذه العناصر مجتمعة تثبت أن كل امرأة عازبة تعود إلى مقديشو دون حماية ذكورية ستكون عرضة لخطر حقيقي للعيش في ظروف من شأنها أن تشكل معاملة لإنسانية أو مهينة بالمعنى المنصوص عليه في المادة 3.

ومع ذلك، ودون جَاهل للوضعية الصعبة للمرأة في الصومال، بما في ذلك مقديشو، ترى المحكمة أنه في الظروف الخاصة لهذه القضية، لن تكون الطالبة عرضة لخطر حقيقي للمعاملة المنافية للمادة 3 في حالة العودة لهذه المدينة، إذ تكنف تصريحاتها وشكايتها حول جاريها الشخصية تناقضات كبيرة، ولم تجعل المخاطر في حالة العودة معقولة. ولا يوجد سبب لاستنتاج أنها ستعود إلى مقديشو كامرأة وحيدة مع ما ينطوي عليه ذلك من مخاطر.

و علي العكس من ذلك، يجب اعتبار الطالبة متوفرة على دعم أسري وشبكة حماية ذكورية. كما أنه لم يتم التأكد من أنها ستضطر إلى العيش في مخيم للاجئين و الأشخاص النازحين. وعليه، فإن ترحيلها إلى مقديشو لا يشكل انتهاكا للمادة 3.

استنتاج: ترحيلها لا يشكل انتهاكا (خمسة أصوات مقابل صوتين).

(انظر قضية ك. أ.ب. K.A.B ضد السويد، رقم 11/886، بتاريخ 5 شتنبر 2013 ورقة معلومات (166).

ملخص الرابط القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182623>

الملخص القانوني لحكم  
ساندرا جانكوفيك ضد كرواتيا  
05/38478

حكم 2009.3.5 [القسم الأول]

## المادة 8 التزامات إيجابية

تنفيذ معيب لآليات القانون الجنائي الداخلي فيما يتعلق بادعاءات الطالبة المتعلقة بتعرضها للعنف الجسدي من قبل بعض الأفراد (انتهاك).

### الوقائع

استأجرت الطالبة غرفة في شقة تتقاسمها مع مستأجرين آخرين، وفي غشت 1999 اكتشفت أن قفل الباب قد تغير وأن أغراضها قد أزيلت.

وقد لجأت الطالبة إلى المحكمة المدنية التي حكمت لصالحها في ماي 2002. وأمرت بالسماح لها بالعودة إلى غرفتها. تم تنفيذ هذا القرار بعد مرور حوالي عشرة أشهر. و في اليوم الموالي للتنفيذ، عندما وصلت إلى الشقة، تعرضت الطالبة لاعتداء من قبل امرأتين ورجل حيث قاموا بركلها وشدها من شعرها ودفعتها على الدرج وتلفظوا في حقها بكلمات بذيئة.

و أبلغت الطالبة الشرطة على الفور التي حضرت إلى عين المكان وقامت باستجوابها. تقدمت الشرطة بشكاية إلى محكمة الجرائم البسيطة التي أدانت مبدئياً المعتدين بإهانة الطالبة وحكمت عليهم بأداء غرامة. ومع ذلك، أغلقت القضية بسبب التقادم.

و في أكتوبر 2003، تقدمت الطالبة بشكاية جنائية ضد سبعة أفراد، زاعمة أنهم اعتدوا عليها جسدياً وأهانوها وهددوها بالقتل. وقررت السلطات عدم فتح بحث رسمي معتبرة أن الأفعال المضمنة بالشكاية تشكل جريمة لا يمكن أن تكون موضوع متابعات إلا بمبادرة من الضحية.

باشرت الطالبة الإجراءات التي لم تؤخذها بعين الاعتبار في البداية، و تم التصريح في نهاية المطاف أن دعواها غير مقبولة على أساس أنها غير مكتملة، ورفضت طعونها ضد هذا القرار و الإجراءات أمام المحكمة الدستورية لا تزال معلقة بتاريخ إصدار المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان حكمها في القضية.

اشتكت الطالبة أمام المحكمة الدستورية في سنة 2002 وأمام محكمة عادية سنة 2007 بسبب طول الإجراءات المدنية وإجراءات التنفيذ الخاصة باسترداد غرفتها. رفضت المحكمة الدستورية طلبها، لكن المحكمة العادية حكمت لصالحها في مارس 2008 بمنحها تعويضاً عن الضرر المعنوي. و في غضون ذلك، طلبت الطالبة من المحكمة المدنية استئناف إجراءات التنفيذ بهدف استعادة غرفتها، وتم التصريح بعدم قبول طلبها في يناير 2008.

### في القانون

وإذ تشير إلى الالتزامات الإيجابية التي تقع على عاتق الدول بموجب المادة 8، ترى المحكمة أن أعمال العنف، من قبيل التي تدعيها الطالبة، تتطلب اعتماد الدول لتدابير إيجابية كافية في

مجال حماية القانون الجنائي. بموجب القانون الكرواتي، تقع مسؤولية المتابعة بالنسبة لبعض الجرائم الجنائية، على عاتق النيابة العامة، إما بمبادرة منها أو بمبادرة من الضحية (المتابعة الخاصة): بالنسبة للجرائم البسيطة تكون المتابعات بمبادرة من الضحية.

وبالإضافة إلى ذلك، فإن تقديم شكاية جنائية في الوقت المناسب بشأن فعل إجرامي يخضع للمتابعات القضائية الخاصة سيُعتبر بمثابة تحريك للمتابعة القضائية الخاصة.

لقد تقدمت الطالبة بشكاية جنائية ضمنيتها وصفاً دقيقاً للأحداث موضوع النزاع، وادعت أنها تشكل جريمة جنائية تتمثل في السلوك العنيف والتهديدات الخطيرة، وترى المحكمة أن قرار المعنية بالأمر طلب فتح تحقيق في هذه التهم بدلاً من الشروع في متابعات قضائية خاصة على جرائم بسيطة يتطابق مع قواعد الإجراءات الجنائية ذات الصلة وكان من الممكن أن لا يتم اعتباره غير قائم على أساس غير سليم، وعلاوة على ذلك، حتى إذا كان طلب المعنية بالأمر المتعلق بفتح بحث لم يحترم الشكليات المرعية، فإن المحكمة أولت عناية خاصة لكون الطالبة لم تكن تتوفر على محامي، ولا يحق لها الحصول على المساعدة القضائية بموجب القانون الداخلي.

ومع ذلك، أوضحت الطالبة أنها تطالب بفتح بحث جنائي في أعمال العنف التي تعرضت لها، والتي وصفتها وصفاً دقيقاً والتي أسفرت عن تقرير للشرطة. لذلك فإن المعلومات المقدمة كانت كافية لتمكين السلطات المختصة من الاستجابة لطليها.

علاوة على ذلك، وبما أن السلطات المختصة قررت عدم فتح بحث رسمي لأن الفعل المرتكب، في رأيها، ينبغي أن يكون موضوع متابعات خاصة، كان يتعين اعتبار الشكاية الجنائية مفضي لتحريك المتابعات القضائية وفقاً للقانون الداخلي.

أخيراً، لا يمكن استنتاج أن الطالبة قد استفادت من الحماية في إطار الإجراءات الخاصة بالجرائم البسيطة، حيث تم إغلاق هذه الإجراءات أخيراً للتقدم، وبالتالي انتهت دون قرار نهائي بشأن إدانة المعتدين، وعليه، خلصت المحكمة إلى أن الطريقة التي نفذت بها السلطات الداخلية آليات القانون الجنائي المطبقة في قضية الطالبة كانت غير سليمة، في انتهاك للالتزامات الإيجابية التي تقع على عاتق الدولة بموجب المادة 8.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: مبلغ 3000 أورو عن الضرر المعنوي

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182624>

الملخص القانوني لحكم إيرينا  
سميرنوفا في مواجهة أوكرانيا  
05/1870

حكم 2016.10.13 [القسم الخامس]

## المادة 8

### مادة 8-1 احترام المنزل

عدم وجود إطار قانوني مناسب لحماية فاطنة شقة من التعرض للمضايقة من قبل المالكين على الشياخ: انتهاك.

#### الوقائع

كانت الطالبة، وهي امرأة مسنة، تعيش في شقة من غرفة واحدة لسنوات عديدة والتي أصبحت شريكاً في ملكيتها مع ابنها البالغ كجزء من برنامج الخوصصة. أعطى ابنها حصته من الشقة لطرف ثالث VS، الذي بدأ مع رجل آخر AN. في إهانة الطالبة و مضايقتها والاعتداء عليها جسدياً، وإلحاق الضرر بممتلكاتها، لإكراهها على بيع حصتها من الشقة.

و خوفاً على سلامتها، انتقلت الطالبة من المنزل. و لم تنجح محاولاتها أمام المحاكم المدنية في استعادة الملكية الكاملة للشقة، حيث إنه وفقاً للقانون الأوكراني، فإن ابنها لم يكن ملزماً بالحصول على موافقتها قبل التوقيع على عقد الهبة لصالح VS ولا يمكن نزع ملكية الشريك لأحد الأسباب التي تذرعت بها الطالبة (سلوك غير قانوني، وعدم ملائمة الشقة للاستخدام المشترك، ورفض دفع تكاليف الصيانة).

كما تقدمت الطالبة بعدة شكايات إلى الشرطة، وبعد حوالي عشر سنوات من تقديم الشكاية الأولى، أدين V.S. و A.N. بالابتزاز وحُكم عليهما بالسجن.

#### في القانون المادة 3:

تعرضت الطالبة، وهي امرأة مسنة ووحيدة، لهجمات لفظية متكررة متعمدة ومقرونة بالعنف الجسدي من قبل مجموعة من الرجال، وصلت إلى حد الخطورة لتندرج في نطاق المادة 3، وبالتالي، يقع على عاتق الدولة التزام إيجابي بتوفير الحماية التي ينص عليها نظامها التشريعي والإداري.

ورغم أن الجناة الرئيسيين قد تمت متابعتهم و حكم عليهم بعقوبات حبسية، إلا أن سلطات الدولة استغرقت أكثر من اثني عشرة سنة لتسوية القضية، و عليه فإنه بالنظر للوقت الطويل جداً الذي استغرقه الشروع في المتابعات الجنائية و إجراءاتها، فقد فشلت الدولة في الوفاء بالتزامها الإيجابي المنصوص عليه في المادة 3.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 8: بموجب هذه المادة، اشكتك الطالبة من إجبارها على حمل وجود أشخاص غرباء في منزلها و الذين كان سلوكهم و إن لم يتخذ، في معظم الأحيان طابعا إجراميا إلا أنه بغيض. إذ أن عمد الأشخاص المعنيون إلى استخدام الشقة وأغراضها الشخصية بطريقة فظة، بعد أن سلبوها معدات كانت موجودة بها كما تسببوا في إثارة الضوضاء إضافة إلى مضايقات أخرى.

ترى المحكمة أن الإجراءات الجنائية التي أدت، من ناحية، إلى الحكم على VS و AN بأداء تعويض، ومن ناحية أخرى، إلى التنازل عن حصتهما في الشقة، قد صححت جوانب من تظلم الطالبة. ومع ذلك، نظراً لطول مدة الإجراءات، تم تعطيل حقوق الطالبة المنصوص عليها في المادة 8 لفترة طويلة جداً.

وفيما يتعلق بما إذا كانت الدولة المدعى عليها تتوفر على إطار قانوني غير جنائي قادر على توفير مستوى مقبول من الحماية للطالبة ضد الاعتداءات على حياتها الخاصة واستمتاعها بمنزلها، أشارت المحكمة إلى أن تقاسم منزلها مع غرباء يعتبر حضورهم غير مرغوب، بغض النظر عما إذا كانوا يتصرفون بشكل معقول أم لا. له آثار مهمة على الحياة الخاصة للشخص وكذلك على مصالحه الأخرى التي تخميها المادة 8.

وبالتالي، عندما تتبنى دولة عضو إطاراً قانونياً يلزم الأفراد بتقاسم محل إقامتهم مع أشخاص آخرين، يتعين عليها أن تضع القواعد التنظيمية المفصلة والضمانات الإجرائية اللازمة حتى تتمكن جميع الأطراف المعنية من حماية مصالحها وفق ما تنص عليه الاتفاقية.

غير أنه في هذه الحالة، لم يوفر القانون الأوكراني للطالبة هيئة حقيقية والتي يمكن أمامها أولاً الاعتراض على التعايش مع AN و VS ومعارفهم من خلال الدفع بأن هذا التعايش يؤثر سلباً على حقوقها المنصوص عليها في المادة 8 من الاتفاقية، وثانياً الحصول على الحماية المناسبة والفورية، إذا لزم الأمر، عن طريق إصدار أمر قضائي ضد التدخلات غير المرغوب فيها في مساحتها الشخصية ومنزلها.

تُقر المحكمة بأن سبل التقاضي المدنية مثل دعوى التعويض أو طلب إصدار أمر قضائي لوضع حد وعدم تكرار الاعتداءات على ممتلكات الغير، أو اتخاذ إجراء لوضع قواعد لاستخدام الملكية المشتركة، يمكن أن تكون مفيدة عندما يتعين على الأشخاص الذين يتشاركون الإقامة قانوناً حل الخلافات حول مسائل محددة تتعلق بالاستخدام المشترك للسكن؛ غير أن الوضع كان أكثر جدية في هذه القضية، فقد تمسكت الطالبة بأن شقتها لم تكن صالحة للاستخدام من قبل أكثر من عائلة واحدة وأن V.S و A.N.. اقتحماها و استوليا عليها رغمًا عنها، ولم تثبت الحكومة أن سبل الانتصاف القانونية المذكورة أعلاه يمتثل أن تعالج الجانب الرئيسي من التظلم المذكور أعلاه وتسويته.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: مبلغ 4000 أورو عن الضرر المعنوي و رفض التعويض عن الضرر المادي.

(أنظر أيضا ميتاتيس ميتانديس *mutatis mutandis*. مكان McCann ضد المملكة المتحدة، 04/19009، 13 ماي 2008، ورقة معلومات 108. كوزيك *Ćosić* ضد كرواتيا، 06/28261، 15 يناير 2009، ورقة المعلومات 115. و ب B ضد جمهورية مولدوفا، 09/61382، 16 يوليو 2013).

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182625>



الملخص القانوني لحكم  
تورشانا ضد. ألبانيا -  
14/48756

حكم 2020.8.4 [القسم الثاني]

## المادة 2 المادة 1-2 بحث فعال

فشل السلطات في الاستجابة مع توخي العناية الواجبة بإجراء بحث معمق بشأن اعتداء بالحمض على امرأة: انتهاك

### الوقائع

تعرضت الطالبة لتشوهات عقب اعتداء خطير بالحمض من قبل معتد مجهول الهوية في أحد شوارع تيرانا. وقد اشتبهت في أن زوجها السابق هو مرتكب هذا الفعل. لكن البحث الجنائي لم يسفر عن أية إدانة جنائية.

### في القانون

المادة 2 (الجانب الإجرائي): تدرس المحكمة ما إذا كان البحث الذي أجرته السلطات الداخلية يفي بمتطلبات الجانب الإجرائي للمادة 2، مع مراعاة الوضع العام للمرأة في ألبانيا والذي يندرج في سياقه الاعتداء بالحمض الذي كانت الطالبة ضحية له، وكذا رد السلطات بخصوص هذه القضية في إطار البحث.

لقد نددت عدة تقارير دولية عن ألبانيا مرارًا بانتشار العنف ضد المرأة على نطاق واسع، و علاوة على ذلك، تؤكد تقارير أعدت على المستوى الوطني أن العنف ضد المرأة كان مشكلة واسعة الانتشار وقت الوقائع. كما أشارت التقارير الدولية إلى أن مثل هذا العنف قلما يتم الإبلاغ عنه ولم يسفر عن أبحاث ومتابعات وإدانات في كثير من الأحيان. وأشارت إلى أن المقاربة المعتمدة من طرف الشرطة وسلطات المتابعة في التعامل مع العنف ضد المرأة كانت غير فعالة بسبب "السلوك المجتمعي والقيم الثقافية" كما ساد مناخ من التساهل بل من الإفلات من العقاب إزاء مرتكبي العنف ضد المرأة. وفي وقت الوقائع، كانت هناك بداية دليل على وجود مناخ عام في ألبانيا يفضي إلى العنف ضد المرأة.

وعند ارتكاب اعتداء في سياق عام من هذا القبيل يكتسي البحث أهمية كبيرة، إذ يجب على السلطات المكلفة بالبحث إجراء تحريات معمقة مع إيلاء العناية اللازمة لضمان التطبيق السليم للتشريع الساري المفعول الذي يحمي الحق في الحياة.

إن ضرورة الاستجابة مع توخي العناية اللازمة بإجراء بحث، لاسيما بشأن اعتداء بالحمض - وهو اعتداء يمكن، وفقا للجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة المحدثه بمقتضى اتفاقية الأمم المتحدة للقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة وتقرير أخرى، أن يندرج في إطار "العنف القائم على النوع الاجتماعي" الموجه ضد المرأة - وقد تمت الإشارة إليه في التوصية العامة رقم 18 والتي من خلالها تكون الدول مسؤولة أيضا عن الأفعال الخاصة، إذا لم تتصرف بالعناية الواجبة لمنع انتهاك الحقوق أو البحث في أعمال العنف ومعاقبتها وجبرها"، وأعيد تأكيده بقوة في التوصية العامة رقم 35.

و قد فتحت النيابة العامة جثا بشأن الاعتداء بالحمض واتخذت عدة تدابير لفائدة البحث ضد الزوج السابق للطالبة . الذي تم استدعاؤه بأمر قضائي. و اتخذت السلطات الداخلية تدابير أخرى في إطار البحث . إذ قاموا على وجه الخصوص بفحص صور الفيديو التي سجلتها كاميرات مؤسساتين بنكيتين متواجدين بالقرب من مكان الاعتداء . و على الرغم من هذه التدابير . لم تنجح السلطات أبدا في تحديد طبيعة المادة الموجودة في الزجاجة وعلى ملابس الطالبة . إما لعدم توفرهم على المعدات اللازمة أو لعدم تمكنهم للكفاءة المطلوبة للأمر بإجرائها و لم تقوم السلطات الداخلية بإعداد أي تقرير خبرة كيميائية أو سمية.

و في هذا الصدد . ترى المحكمة أنه من الصعب قبول أن إجراء من إجراءات البحث و يتعلق الأمر بتقرير خبرة الذي من شأنه تحديد المادة المستعملة ضد الطالبة والذي له أهمية حاسمة في القضية . لم يتم تنفيذه بالسرعة والحزم اللازمين . و ترجع للسلطات الداخلية مهمة حل أي إشكالات محتملة تتعلق بالكفاءة أو إنشاء مؤسسات متخصصة قادرة على تنفيذ تدابير إجرائية من هذا القبيل . والتي تعتبر حاسمة لتقدم البحث . والوفاء بالالتزامات الإجرائية المنصوص عليها في المادة 2.

إن ظروف الاعتداء على الطالبة- والتي كانت تتسم بجميع سمات حالة العنف القائم على النوع الاجتماعي - كان يتعين أن تفضي لبذل السلطات لعناية خاصة في تنفيذ تدابير البحث. فعندما يشتبه في أن الاعتداء قد يكون على أساس الجنس . من الضروري تحري الحزم في إجراء البحث.

وقد لاحظت المحكمة أن القرار النهائي الصادر في هذه القضية - قرار . غير قابل للطعن . بإيقاف البحث - لم يقدم إجابة واضحة بشأن طبيعة المادة الموجودة في الزجاجة وعلى ملابس الطالبة. وتشير كذلك إلى أن الطالبة لم تتلق أية معلومات أو وثائق جوابا على طلباتها المتكررة المتعلقة بتقدم البحث. لذا . لم تكن المعنية بالأمر في وضع يسمح لها بالنازعة في تدابير البحث (أو عدم وجودها) أو مطالبة السلطات باخذ إجراءات أخرى . وكان يستحيل عليها أيضا تقديم طلب للحصول على تعويض . حيث لم يتم التعرف على هوية مرتكب الاعتداء . و عليه . لم يشكل البحث الجنائي استجابة فعالة من قبل السلطات على الاعتداء بالحمض الذي تعرضت له الطالبة.

استنتاج : انتهاك (بالإجماع).

كما خلصت المحكمة بالإجماع إلى أنه لم يكن هناك انتهاك للجانب الموضوعي للمادة 2. وفي الواقع . كان لدى ألبانيا في ذلك الوقت إطار تشريعي فعال. علاوة على ذلك . لم تبلغ الطالبة السلطات قبل الاعتداء بأن زوجها السابق كان يشكل تهديد معين لها. لذا . لم يكن على عائق السلطات أي التزام إيجابي باخذ تدابير وقائية أو أي إجراء معقول آخر لحماية حياتها.

المادة 41: 12000 يورو عن الضرر المعنوي : رفض الطلب المتعلق بالتعويض عن الضرر المادي.

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-210479>

الملخص القانوني لحكم  
ن.سي (N.C) ضد. تركيا -  
11/40591

حكم 2021.2.9 [القسم الثاني]

## المادة 3 بحث فعال

عدم حماية السلامة الشخصية لطفلة مستضعفة في إجراءات جنائية متعلقة باعتداء جنسي طال أمدها لفترة زمنية غير معقولة : انتهاك

## المادة 8 التزامات إيجابية

### المادة 8-1 احترام الحياة الخاصة

عدم حماية السلامة الشخصية لطفلة مستضعفة في إجراءات جنائية متعلقة باعتداء جنسي طال أمدها لفترة زمنية غير معقولة : انتهاك

#### الوقائع

أكرهت الطالبة على ممارسة الدعارة من قبل امرأتين عندما كانت في الثانية عشرة من عمرها. و في السنة الموالية . قدمت شكاية ضد هاتين الأخيرتين . وكذا ضد الرجال الذين مارست معهم الجنس.

تشتكي الطالبة من عدم حماية سلامتها الشخصية في الإجراءات الجنائية المتعلقة بالاعتداء الجنسي الذي تعرضت له . ومن ناحية أخرى من فعالية البحث.

#### في القانون - المادتان 3 و 8:

لقد تم بلوغ عتبة الخطورة اللازمة لتطبيق المادة 3 من الاتفاقية على الطالبة . إذ بالنظر لصغر سنها وقت الوقائع فقد كانت المعنية بالأمر في وضعية هشاشة . وفي هذا السياق ، فإن الاعتداءات الجنسية التي تعرضت لها ، وكذا ادعاءات الإيذاء الثانوي ، أي التجاوزات التي طالت الإجراءات الجنائية الهادفة لضمان حماية الطالبة تعتبر على درجة كبيرة من الأهمية لإدراجها في نطاق تطبيق المادة 3. زد على ذلك ، فإنه نظرا لتأثير جانبي تظلمات الطالبة على سلامتها الجسدية والمعنوية . فإن الوقائع المبلغ عنها من طرفها تقع أيضا في نطاق أحكام المادة 8 من الاتفاقية.

#### أ) حماية الطالبة أثناء سير الإجراءات :

فتح بحث بسرعة عقب شكاية الطالبة ووقب غالبية المتهمين بالسجن الجنائي. ومع ذلك ، في مثل هذه القضية الخطيرة المتعلقة بالاستغلال الجنسي لقاصرون سن الخامسة عشرة ، لا يمكن للمحكمة أن تكتفي بهذه النتيجة العامة من أجل تحديد ما إذا كانت الدولة المدعى عليها قد أوفت بالتزاماتها بموجب المادتين 3 و 8 من عدمه.

ب) عدم تقديم المساعدة للطالبة أثناء سير الإجراءات :

تنظم عدة صكوك دولية مرتبطة بمجال حماية ضحايا الاعتداءات على السلامة الجسدية أو العقلية والحماية من الإيذاء الثانوي. مسألة مساعدة الأطفال ضحايا الاعتداء والاستغلال الجنسيين. و في هذه القضية ، ولدة ثمانية عشر شهرا من تاريخ تقديم شكايتها ، لم تكن الطالبة ، في أي وقت ، مرفوقة بمساعد اجتماعي أو طبيب نفساني أو أي خبير ، سواء أمام الشرطة أو أمام وكيل النيابة العامة أو أثناء الجلسات أمام محكمة الجنائيات. وهذه الملاحظة كافية لاستخلاص أن الطالبة لم يتم التكفل بها بطريقة مناسبة أثناء سير الإجراءات المعنية.

ج) الإخفاق في حماية الطالبة من المتهمين :

ازداد وضع الطالبة خطورة خلال جلسات محكمة الجنائيات حيث لم يتم اتخاذ أي تدابير لفصل الطالبة عن المتهمين . و خلال جلسات عدة ، وجدت نفسها وجها لوجه مع المتهمين ، وأكرهت على أن تشرح بتفصيل الاعتداء والتهديد والاعتصاب الذي تعرضت له ، و هو ما شكل دون أدنى شك بيئة مرعبة للغاية بالنسبة لها. بيد أن ملف النازلة لا يحتوي على أي عنصر يشير إلى أن الضحية كانت ترغب في هذه المواجهة أو أنها كانت ضرورية لممارسة ملائمة وفعالة لحقوق الدفاع . ما تعذر معه على المحكمة استنتاج ما إذا كان التوازن المناسب قد تم تحقيقه في هذا المجال . و عليه ، كان هناك فشل في حماية الطالبة من المتهمين في هذه القضية الخطيرة المتعلقة بالبغيء والاعتداء الجنسي على قاصر دون سن الخامسة عشرة.

د) إعادة تمثيل غير الضرورية لأفعال الاعتصاب:

لقد كان يتعين على الطالبة أن تذكر أمام جميع المتهمين ومثليهم الأوضاع التي وقعت فيها الأفعال الجنسية. ولم تتخذ محكمة الجنائيات أي إجراء للتصدي للإدلال الذي اعتبرت الطالبة عن حق أنها تعرض له نتيجة لذلك.

هـ) الفحوصات الطبية المتكررة:

فحصت الطالبة عشر مرات بناء على طلب السلطات القضائية ، إما لتحديد عمرها بدقة أو لتحديد آثار الاعتصاب الذي تعرضت له ، إذ يتعلق الأمر بعدد مبالغ فيه وغير مبرر من الفحوصات الطبية ، والتي غالبا ما تكون شديدة التطفل ، ما يشكل بالتالي مساسا غير مقبول بالسلامة الجسدية والنفسية للطالبة.

و) انعدام الأمن:

كان يتعين على الطالبة أيضا ، في نهاية الجلسات ، مواجهة عدوانية أقارب المتهمين ، لدرجة أنه في يوم من الأيام كان من الضروري مرافقة الشرطة لها حتى يتسنى لها مغادرة المدينة. و لا يبدو أن السلطات قد اتخذت أي تدبير وقائي في هذا الشأن. و لا يوجد مبرر لرفض محكمة الجنائيات نقل المحاكمة لمكان آخر ، فهي ممارسة شائعة في القضايا الجنائية الحساسة والتي كان من الممكن أن تساهم في هدوء الجلسات وسلامة الطالبة .

ز) تقييم رضی الضحية:

ما دامت الطالبة تنازع في صحة رضاها من خلال طرح الجانب المتعلق بسنها الصغير جدا وقت الوقائع ، يجب على المحكمة البحث فيما إذا كان التشريع وتطبيقه في القضية الحالية

. المرتبط بأوجه القصور المزعومة في البحث . قد فشل إلى حد يشكل انتهاكا للالتزامات الإيجابية التي تقع على عاتق الدولة المدعى عليها بموجب المادتين 3 و 8 . إن الكرامة الإنسانية والسلامة النفسية تتطلب اهتماما خاصا عند التعامل مع طفل ضحية اعتداء جنسي . وتفترض التزامات الدولة التنفيذ الفعال لحقوق الطفل . وبالتالي يجب ترجيح المصلحة الفضلى للطفل ويجب أن تستجيب السلطات الوطنية على النحو المناسب للاحتياجات الناشئة عن الهشاشة الخاصة للطفل . إن عدم بذل السلطات الوطنية لجهد كبير في تحديد جميع الظروف المحيطة بالوقائع وعدم إجراء تقييم سياقي لرضى الضحية يمكن أن يؤدي إلى مشاكل إزاء المقتضيات ذات الصلة .

إن منح رضى قاصر دون سن الخامسة عشرة وزنا يعادل رضى الشخص البالغ لا يمكن قبوله بأي حال من الأحوال في إطار قضية تتعلق بالاستغلال والاعتداء الجنسيين . و بالفعل . يجب أن يركز البحث واستنتاجاته قبل أي شيء على مسألة انعدام الرضى . وفي الواقع . تلاحظ المحكمة باهتمام عدم تضمين نص المادة 414 من القانون الجنائي التي تشير إلى فعل "الاغتصاب" لمصطلح "الرضى" أو "الإرادة" أو أي مرادف . وكذا نص المادة 416 من القانون الجنائي . المعاقبة على ممارسة الجنس بالتراضي حتى مع قاصر يزيد عمره عن 15 سنة . وهو ما يدعم ضرورة تجاهل عنصر الرضى عندما يتعلق الأمر بقاصر يقل عمره عن 15 سنة .

ومع ذلك . أعطت المحاكم الوطنية وزنا حاسما لرضى الطالبة لتخلص أن المادة 414 الفقرة 1 قد تم تطبيقها . وفسرتها السلطات القضائية على أنها تعاقب على أي علاقة جنسية . ولو كانت رضائية . مع قاصر دون سن الخامسة عشرة . دون الإشارة إلى سبب عدم اعتبار التهديدات والضرب المزعوم والمبالغ المدفوعة في هذه الحالة متوافقة مع المعايير المحددة في الفقرة الثانية من المادة 414 التي فسرتها السلطات الوطنية على أنها حالات " لانعدام رضى " الضحية . وتنص هذه المقتضيات في الواقع على عقوبة سجنية جنائية أكبر . إذ تشير إلى "الإكراه أو العنف أو التهديد" أو "وسيلة احتيالية تضع الضحية في حالة لا تسمح لها بمقاومة الفعل" . و المعيار الأخير لا يصف حدا للطبيعة الجسدية أو النفسية أو المادية للوسيلة الاحتياطية .

إن التفسير المثير للجدل للسلطات القضائية بلغ حدوده القصوى في حالة أحد المتهمين الذي هدد الطالبة بإخبار أسرتها بأنشطتها بغية الحصول منها على علاقات جنسية . في مناسبات عدة . إذ استند إلى اجتهاد قضائي لمحكمة النقض لا تكون بمقتضاه العناصر التكوينية للتهديد قائمة إذا كان التهديد ناشئا عن أنشطة الشخص المعني . ورأت المحكمة الجنائية تأسيسا على ذلك أنه لا يمكن تكيف سلوك المتهم كتهديد . الأمر الذي حال دون تطبيق الفقرة الثانية من المادة 414 . و ترى المحكمة . أن هذا التفسير قد يكون منطوقا في سياق مناسب . على سبيل المثال . عندما يتعلق الأمر بتهديد مجرم بالإبلاغ عن نشاطه من أجل منفعة معينة . غير أنه . من غير المقبول إطلاقا إجراء قياس من هذا القبيل عندما يتعلق الأمر بتهديد موجه ضد الضحية في سياق استغلال جنسي واغتصاب طفل .

لقد بذلت السلطات القضائية قصارى جهدها لتفادي تطبيق المادة 414 الفقرة 2 التي تنص على عقوبة سجنية جنائية أشد ولم تكن أبدا قلقه إزاء هشاشة الطالبة . التي كان عمرها أقل من خمسة عشر سنة وقت الوقائع . إن هذا التفسير التقييدي . الذي لم يأخذ بعين الاعتبار سن الضحية . لم يتوافق بأي حال من الأحوال مع التقييم الموضوعي للسياق الحساس لهذه القضية . ولا مع حماية طفل ضحية استغلال واعتداء جنسيين .

## ح) فعالية البحث:

استمرت الإجراءات الجنائية قرابة أحد عشر سنة ، حيث تمت إحالة القضية على مرحلتين من مراحل التقاضي في أربع مناسبات. وعلى الرغم من أن القضية كانت معقدة من حيث صعوبة إثبات الوقائع وعدد المتهمين ، فإنه لا يظهر أن أي تأخير يعزى إلى سلوك الطالبة أو محاميها. لقد تسبب كثرة الفحوصات الطبية غير المبررة في تأخيرات كبيرة في الإجراءات . ثم حدثت فترة غير مبررة من التوقف لمدة تصل لخمس سنوات تقريبا . كما أن فترات انتظار القضية أمام محكمة النقض مرتين لمدة سنة تبقى غير معقولة . كما تم التشطيب على تهمتي الاحتجاز والتحرير على الدعارة من الدور للتقادم الجنائي. وبالتالي ، فإن سلوك السلطات القضائية لا يتوافق بأي حال من الأحوال مع متطلبات السرعة والعناية اللازمين في هذه القضية ، التي تستحق اهتماما خاصا وأولوية مطلقة ، من أجل ضمان حماية الطفل.

## ط) استنتاج :

إن عدم تقديم المساعدة للطالبة ، وعدم حمايتها من المتهمين ، وإعادة التمثيل غير الضرورية لعمليات الاغتصاب ، والفحوصات الطبية المتكررة ، وانعدام الهدوء والأمن أثناء الجلسات ، وتقبيح رضى الضحية ، والطول المفرط للإجراءات ، وأخيرا ، التقادم الجنائي لتهمتين شكلت حالات خطيرة للإيذاء الثانوي للطالبة .

ولم يتوافق سلوك السلطات الوطنية مع الالتزام القاضي بحماية الأطفال ضحايا الاستغلال والاعتداء الجنسيين. وكان ينبغي على قضاة محكمة الجنايات التأكد ، في المقام الأول ، من أن احترام السلامة الشخصية قد تمت حمايته على النحو المناسب أثناء المحاكمة. ثم إنه بالنظر إلى الطبيعة الحميمة للموضوع المعني و سن الطالبة ، فقد اتسمت القضية بحساسية خاصة كان ينبغي على السلطات أخذها بعين الاعتبار في تسيير الإجراءات الجنائية.

و فيما يتعلق بالتحسينات التي أدخلت منذ سنة 2005 على النظام القضائي التركي ، فإنه باستثناء مساعدة طبيب نفساني أثناء أخذ إفادة الطالبة عن طريق إنابة القضائية ، لم يتم تطبيق هذه التعديلات على قضية الطالبة .

و في ضوء ما سبق ، فإن سير الإجراءات لم يضمن التطبيق الفعال للقانون الجنائي فيما يتعلق بانتهاك القيم التي حميها المادتان 3 و 8 من الاتفاقية.

## استنتاج : انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: 25000 يورو عن الضرر المعنوي : رفض الطلب المتعلق بالضرر المادي.

(ي. ضد سلوفينيا ، 10/41107 ، 28 ماي 2015 ، ملخص قانوني : س.م. ضد كرواتيا [GC] 14/60561 ، 25 يونيو 2020 ، ملخص قانوني).

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=001-210480>



# ملخصات قانونية العنف المنزلي

الملخص القانوني لحكم  
كونتروفا ضد سلوفاكيا  
04/7510

حكم 2007.5.31 [القسم الرابع]

## المادة 2 التزامات إيجابية

### المادة 2-1 الحياة

فشل الشرطة في حماية حياة أبناء الطالبة الذين تم قتلهم من طرف والدهم: انتهاك.

الوقائع:

في نونبر 2002، قدمت الطالبة شكاية ضد زوجها من أجل الضرب والجرح. و قدمت سرداً مطولاً للعنف الجسدي والنفسي الذي عرضها له زوجها. ثم حاولت برفقة زوجها سحب شكايتها. لينصحهما شرطي بتعديلها. ليصبح تكيف الأفعال المنسوبة لزوجها على أساس جرائم بسيطة. لا تتطلب أي إجراء آخر. وخلال ليلة 26-27 دجنبر 2002، أخطرت الطالبة وأحد أقاربها الشرطة المحلية بكون زوجها يحوز سلاحاً نارياً ويهدد بقتل نفسه وأطفاله. وقد غادر زوج الطالبة المكان قبل وصول دورية الشرطة، التي نقلت الطالبة إلى والديها و طلبوا منها الحضور إلى مقر الشرطة قصد تحرير محضر رسمي حول الحادثة.

بتاريخ 27 و31 دجنبر 2002 توجهت الطالبة إلى مقر الشرطة من أجل الاستفسار عن شكايتها. لاحقاً و بتاريخ 31 دجنبر 2002، قام زوج الطالبة بقتل طفليهما قبل أن يقدم على الانتحار. واعتبرت المحاكم الوطنية أن هذا القتل هو نتيجة مباشرة لتقاعس الشرطة. وفي سنة 2006، أدين عناصر الشرطة المتورطين في القضية بسبب الخطأ المهني. ورفضت المحكمة الدستورية ملتزمات الطالبة بالتعويض عن الضرر المعنوي بعلّة عدم الاختصاص.

في القانون

المادة 2: كانت الشرطة المحلية على علم بالوضعية داخل أسرة الطالبة منذ إيداع الشكاية في نونبر 2002 وكذا الاتصال المستعجل في دجنبر 2002. وكرد فعل، كان يجب على الشرطة، تأسيساً على المقترضات القانونية السارية المفعول، تسجيل شكاية الطالبة، ثم فتح بحث فوري ومسطرة جنائية ضد زوج الطالبة. وتسجيل اتصالات الطوارئ بدقة وإعلام فريق الخدمة الموالي بالوضعية و أخيراً اتخاذ الإجراءات الضرورية بشأن الادعاءات المتعلقة بكون زوج الطالبة كان يتوفر على سلاح ناري وهدد باستخدامه. غير أن أحد عناصر الشرطة المعنية ساعد الطالبة وزوجها على تعديل فحوى الشكاية المقدمة في نونبر 2002 حتى يتم التعامل مع التهم على أنها جرائم بسيطة لا تتطلب أي إجراء. وعلى غرار ما لاحظته المحاكم الداخلية وأقرت به الحكومة فإن الشرطة أخلت بالتزاماتها وكانت وفاة أبناء الطالبة نتيجة مباشرة لهذا الإخلال.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع)

المادة 13: كان ينبغي أن تكون الطالبة قادرة على طلب التعويض عن الضرر المعنوي الذي لحقها، لكنها لم تستفد من أي سبل انتصاف لبلوغ لهذه الغاية.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع)

المادة 41: 25000 أورو تعويضا عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182141>

الملخص القانوني لحكم  
برانكو توماسيك ضد كرواتيا  
06/46598

حكم 2009.1.15 [القسم الأول]

## المادة 2 التزامات إيجابية

عدم اتخاذ تدابير معقولة لحماية حياة أقارب الطالبين الذين قتلوا من طرف من شخص سبق إدانته بتهمة تهديدهم بالقتل: انتهاك

الوقائع:

الطالبون هم أقارب م.ت و طفلة ذات الثمانية عشر شهرا، ف.ت كلاهما قتل على يد م.م والطفلة وذلك في غشت 2006. م.ت وم.م عاشوا معا في منزل والدي م.ت إلى غاية يوليوز 2005 عندما غادر م.م بعد شجار مع أفراد المنزل. و في يناير 2006 قامت م.ت بتقديم شكاية ضد م.م من أجل التهديد بالقتل. و أثناء سريان المسطرة، قامت السلطات بإجراء خبرة نفسية التي خلصت من خلالها أنه من المرجح أن يقع السيد م.م في حالة عود و على ضرورة تتبعه لعلاج نفسي. وفي 15 مارس 2006، اعتبرت محكمة البلدية أن م.م متورط، في ارتكاب التهديد بالقتل، عدة مرات، ضد (م.ت) و نفسه و أطفاله بواسطة قبيلة. فعوقب بالسجن لمدة خمس سنوات وكتدبير وقائي بإخضاعه لعلاج نفسي إلزامي خلال مدة اعتقاله وحتى بعده عند الاقتضاء. وفي 28 أبريل 2006، قضت محكمة الدرجة الثانية بتقليص مدة الخضوع للعلاج النفسي وتحديدها في مدة سجنه. وبذلك قضى م.م مدة عقوبته ليتم إطلاق سراحه في 3 يوليوز 2006. وفي 15 غشت 2006 أطلق النار على م.ت و ف.ت فقتلهما على الفور قبل أن يعمل على توجيه السلاح نحو نفسه.

في القانون:

لا شك في أن خلاصات المحاكم الداخلية وكذا الفحص النفسي تبرز بشكل لا لبس فيه أن السلطات كانت مدركة أن التهديدات بالقتل الموجهة ضد م.ت و ف.ت كانت جادة وأنه كان ينبغي اتخاذ جميع التدابير اللازمة لحماية هؤلاء الأشخاص. ولأحظت المحكمة عدة أوجه للتقصير في سلوك السلطات. أولا، لم يجرى أي تفتيش لسكن أو سيارة م.م خلال المسطرة الجنائية الموجهة أصلا في حق م.ت مع أنه هدد مرارا باستخدام قبيلة. و علاوة على ذلك فإن تقرير الطب النفسي الذي أعد في إطار الإجراءات الجنائية أشار إلى ضرورة خضوع م.م. لعلاج نفسي مستمر ولم تثبت الحكومة أن هذا العلاج قد أجري بالفعل. وأظهرت الوثائق المقدمة أن م.م لم يجرى مقابلات في السجن سوى مع موظفي السجن، الذين لم يكن منهم طبيب نفسي. وعلاوة على ذلك لم توفر القواعد التنظيمية ذات الصلة ولا حكم المحكمة الذي أمر بالخضوع لعلاج نفسي إلزامي تفاصيل حول طريقة تطبيق هذا العلاج، و في الواقع، لم تعالج القواعد العامة المنصوص عليها في القانون المتعلق بتنفيذ عقوبات السجن، مسألة تنفيذ العلاج النفسي الإلزامي كتدبير احترازي، مما يترك للسلطات السجنية الحرية الكاملة لاختيار طريقة إجرائه، وترى المحكمة أن مثل هذه القواعد التنظيمية يجب أن تكون شاملة لكي تحقق العقوبات الجنائية الغرض المتوخى منها، وأخيرا، لم يتم فحص م.م. قبل الإفراج عنه من السجن لتقييم إذا كان لا يزال يشكل خطرا على م.ت و ف.ت ولذلك خلصت المحكمة إلى أن السلطات الداخلية المختصة لم تتخذ التدابير الملائمة لحماية حياة م.ت و ف.ت.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41 - حددت المحكمة 40 000 يورو عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182424>

**الملخص القانوني لحكم أويوز  
ضد تركيا - 02/33401**

**الحكم 2009.6.9 [القسم الثالث]**



## المادة 2 التزامات إيجابية

### المادة 2-1 حياة

الإصابات القاتلة التي تعرضت لها أم الطالبة، في حالة عنف منزلي، من طرف شخص، كانت السلطات على دراية بسوابق العنف: انتهاك

### المادة 3 المعاملة المهينة المعاملة اللاإنسانية التزامات إيجابية

فشل السلطات في اتخاذ التدابير المناسبة لحماية الطالبة وأسررتها من العنف المنزلي: انتهاك

### المادة 14 تمييز

فشل النظام القضائي في توفير الحل المناسب لعنف منزلي خطير: انتهاك

#### الوقائع :

في سنة 2002، تعرضت والدة الطالبة لإطلاق نار مبيت من قبل زوج الطالبة عندما حاولت مساعدة الطالبة على الفرار من بيت الزوجية. و خلال السنوات السابقة، أقدم الزوج على ارتكاب أعمال عنف على شخص الطالبة و والدتها، و تسبب لهما عدة مرات في إصابات خطيرة وصفها بعض الأطباء أنها من المحتمل أن تكون ميمته. وشملت أعمال العنف المذكورة الضرب، ومحاولة صدم المرأتين بمركبة تسببت في إصابة أم المعنية بالأمر بجروح خطيرة واعتداء تعرضت خلاله للطعن سبع مرات. هذا وقد أبلغت الضحيتان السلطات و أخبروهم بأنهم يخشون على حياتهم.

وعلى الرغم من المتابعات الجنائية التي تم تحريكها ضد الزوج بسبب سلسلة من الأفعال الجرمية خصوصا التهديد بالقتل والعنف المشدد ومحاولة القتل، فقد توقفت مرتين على الأقل بعد أن سحبت الضحيتان شكواهما، بسبب التهديدات الموجهة لهما من طرف الزوج. ومع ذلك، فإنه ونظرا لخطورة الإصابات، فإن الأبحاث المفتوحة بشأن الاعتداء المرتكب بواسطة مركبة والطعنات التي تعرضت لها المعنية بالأمر أفضت لإجراء محاكمة للفاعل .

وقد أدين الزوج بسبب الاعتداءين بالحبس لمدة ثلاثة أشهر فيما يخص الفعل الجرمي الأول. ثم تخفيفه فيما بعد إلى غرامة، فيما أدين بأداء غرامات على شكل أقساط شهرية عن الفعل الجرمي الثاني. وقد انتهى به الأمر في نهاية المطاف إلى قتل أم الطالبة ربما بالرصاصة تحت ذريعة الدفاع عن الشرف. وعليه، أدين بارتكاب جريمة القتل سنة 2008 وحكم عليه بالسجن المؤبد. غير أنه تم الإفراج عنه ريثما تنتهي إجراءات الاستئناف وشرع من جديد في تهديد زوجته التي طلبت حماية السلطات. هذه الأخيرة لم تتخذ أي إجراء إلا بعد مرور سبعة أشهر وذلك بعد أن طلبت المحكمة من الحكومة معلومات حول الموضوع.

و تدعو توصية لجنة الوزراء بشأن حماية النساء من العنف (التوصية (2002) 5 الصادرة في 30 أبريل 2002) الدول الأعضاء إلى إدخال وتطوير و/أو تحسين، عند الاقتضاء، السياسات الوطنية لمكافحة العنف، وتوصي، على وجه الخصوص، بتجريم أعمال العنف الجسيم المرتكب ضد المرأة، واتخاذ تدابير لضمان تمكين ضحايا العنف من إقامة الدعاوى والإستفادة من حماية فعالة، وكذلك تشجيع النيابة العامة على اعتبار العنف ضد المرأة عاملاً مشدداً أو حاسماً عند البت في ملائمة المتابعة.

#### في القانون:

المادة 2 - تذكر المحكمة أنه في الحالات التي يدعى فيها أن السلطات قد انتهكت التزامها الإيجابي بحماية الحق في الحياة في سياق واجبها في منع ومعاينة الجرائم المرتكبة ضد الأشخاص، يجب إثبات أن هذه السلطات كانت على علم أو كان ينبغي لها أن تعلم في الفترة المعنية بوجود تهديد حقيقي وفوري لحياة فرد أو عدة أفراد من أعمال إجرامية لأحد الأغيار، وأنها فشلت، في إطار سلطاتها، في اتخاذ التدابير التي من شأنها دون شك، و من وجهة نظر معقولة، تفادي هذا الخطر.

أ) حول توقع المخاطر: تشهد ظروف القضية على العنف المنهجي والشديد الذي تعرضت له الطالبة ووالدتها - وهي وقائع كانت خطورتها كافية لتبرير اتخاذ تدابير وقائية - علاوة على التهديدات المستمرة على حياة وسلامة هاتين المرأتين. ونظراً لثبوت سوابق العنف المنزلي لزوج المعنية بالأمر، فإن خطر العود كان كبيراً. كما أن السلطات كانت على علم بهذا الوضع، وقبل أسبوعين من وفاتها، أبلغت والدة الطالبة النيابة العامة أن هناك خطراً حالاً يهدد حياتها وطلبت تدخل الشرطة، ويستتبع ذلك أن خطر الاعتداء المميت كان متوقفاً.

ب) فيما يتعلق بمدى ملائمة الإجراءات التي اتخذتها السلطات: السؤال الأول الذي يطرح في هذا الصدد هو ما يبرر تخلي السلطات عن المتابعة القضائية في حق زوج الطالبة بعد سحب هذه الأخيرة وأمها للشكايات التي تقدمت بها. لقد فحصت المحكمة بداية الممارسات التي تتبعها الدول الأعضاء. وبعد أن خلصت إلى عدم وجود توافق عام في الآراء بشأن هذه المسألة، لاحظت مع ذلك أنهم يميلون أكثر إلى مواصلة المتابعة من أجل المصلحة العامة عندما تكون الجريمة خطيرة وخطر العود مرتفعاً حتى عندما يسحب الضحايا شكاياتهم.

و عند اتخاذ القرار بشأن ملائمة المتابعات، تأخذ السلطات المختصة بعين الاعتبار عدة عناصر تتعلق بخصائص الجريمة (خطورة الجرم، وطبيعة الإصابات التي لحقت بالضحية، واستخدام

سلاح مع سبق الإصرار). وأخرى تتعلق بمرتكب الفعل (سجله القضائي، وخطر العودة إلى الإجرام الذي يمثله، وسوابقه المحتملة في العنف). وتلك الخاصة بالضحية والضحايا المحتملين (المخاطر التي تهدد صحتهم وسلامتهم، والعواقب المحتملة على أطفالهم، وعند الاقتضاء، التهديدات اللاحقة للاعتداء) والعلاقات بين مرتكب الجريمة والضحية (علاقتهما السابقة والحالية، والآثار المحتملة للمتابعات ضدا على إرادة الضحية).

و في هذه القضية، قررت السلطات في عدة مناسبات حفظ المتابعات ضد زوج الطالبة، على الرغم من سياق العنف واستخدام الأسلحة الفتاكة، من أجل تجنب التدخل فيما تعتبره "مسألة أسرية". ويبدو أنهم تجاهلوا أسباب سحب الشكايات، على الرغم من إبلاغها بتهديدات القتل التي وجهها النهم، و فيما يتعلق بالأطروحة التي بموجبها لم تستطع السلطات الاستمرار في التحقيق بسبب مقتضى قانوني يمنع استمرار إجراء المتابعات في حالة سحب الشكاية ما لم تكن الوقائع موضوع المتابعة قد تسببت في وعكة صحية أو عجز عن العمل لا تقل مدته عن 10 أيام، و جدر الإشارة إلى أن الإطار التشريعي المحتج به لا يفي بالتطلبات المتأصلة في الالتزامات الإيجابية للدولة في مجال الحماية من العنف المنزلي. ولا يمكن للحكومة المدعى عليها أن تزعم أن مواصلة الإجراءات كانت سيترتب عليه انتهاك لحقوق الضحايا بموجب المادة 8 من الاتفاقية لأن خطورة التهديد الذي تعرضت له والدة المعنية بالأمر جعلت هذا التدبير ضروريا.

و في ما يخص ما ذكرته الحكومة من أنه لم يكن هناك دليل ملموس على أن حياة أم الطالبة كانت في خطر وشيك، لاحظت المحكمة أن السلطات لم تقيم التهديد الذي يمثله زوج المعنية بالأمر، و لم تخلص أن اعتقاله هذا الأخير سيكون غير متناسب، ولم يفصلوا في هذه المسائل، وعلى أي حال، و كلما تعلق الأمر بمسألة العنف المنزلي، لا يمكن أن تكون لحقوق المعتدين الأسباب على حق الضحايا في الحياة والسلامة المعنوية.

وأخيرا، لاحظت المحكمة أنه كان بإمكان السلطات أن تأمر باتخاذ تدابير حماية بموجب قانون حماية الأسرة (القانون رقم 4320) أو منع الزوج من الاتصال بأم الطالبة أو التواصل معها أو الاقتراب منها أو الذهاب إلى أماكن محددة، و خلاصة القول، وفي غياب العناية الواجبة، فإن السلطات فشلت في الوفاء بالتزاماتها الإيجابية لحماية حق أم الطالبة في الحياة.

ج) في ما يخص فعالية البحث: ظلت الإجراءات الجنائية التي تم تحريكها بشأن واقعة قتل والدة المعنية بالأمر قائمة لأكثر من ست سنوات و تشكل حاليا موضوعا للطعن، وفي ظل هذه الظروف، لا يمكن القول إن السلطات استجابت بسرعة إزاء جريمة قتل عمدي أقر بها الفاعل.

و خلاصة القول، لم يكن للعدالة الجنائية التأثير الرادع المنشود في هذه القضية، إذ بمجرد إبلاغ السلطات بالوضع، لا يمكنها استخدام سلوك الضحية كحجة لمحاولة تبرير حقيقة أنها لم تتخذ التدابير اللازمة لمنع تحقيق التهديدات ضد السلامة الجسدية.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 3 - لقد كان رد السلطات على سلوك الزوج غير متناسب بشكل واضح مع خطورة الجرائم المرتكبة من طرفه، ولم يكن للقرارات القضائية الصادرة في حقه أي أثر وقائي أو رادع

ملحوظ. بل إنها تعكس نوع من التسامح مع الأفعال كان رد المرتكبة من طرفه. حيث حكم عليه بعقوبة حبسية قصيرة (تم تخفيفها إلى غرامة) عن واقعة صدم والدته المعنية بالأمر بسيارته. بل والأكثر إثارة للدهشة، غرامة صغيرة تدفع على عدة أقساط، عن واقعة طعن الطالبة سبع مرات.

وعلاوة على ذلك، لم يتم إدخال التدابير الإدارية والزجرية التي تهدف إلى حماية الأشخاص المستضعفين ضد العنف المنزلي في النظام القانوني التركي إلا في يناير 1998. مع دخول القانون رقم 4320 حيز التنفيذ. بالإضافة إلى ذلك، ففي هذه القضية، أخفقت السلطات في الاستعمال الفعال للتدابير والعقوبات المتاحة لها منذ ذلك الحين.

و أخيراً، تلاحظ المحكمة بقلق بالغ أن المعنية بالأمر استمرت تعرضها للعنف وأن السلطات تعاملت دوماً بسلبية إزاء ذلك. وعلى الرغم من أن الطالبة التمسّت مساعدة السلطات، فإن هذه الأخيرة لم تفعل شيئاً حتى طلبت المحكمة من الحكومة تزويدها بمعلومات عن تدابير الحماية المتخذة. وباختصار، أخفقت السلطات في الوفاء بالتزامها باتخاذ تدابير وقائية من شأنها توفير وقاية فعالة للطالبة وحمايتها من الاعتداءات الخطيرة على سلامتها الجسدية التي تسبب فيها زوجها السابق.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

اقتران المادة 14 مع المادتين 2 و 3 - لاحظت المحكمة أنه بموجب قواعد ومبادئ القانون الدولي ذات الصلة التي أقرتها الغالبية العظمى من الدول. فإن الفشل - حتى وإن كان غير مقصود - من قبل الدولة في حماية النساء من العنف المنزلي قد انتهاك حقهما في الحماية المتساوية للقانون. وأشارت تقارير رابطة المحامين في ديار بكر ومنظمة العفو الدولية التي لم تعترض عليها الحكومة أن ديار بكر - حيث كانت تعيش الطالبة في تلك الفترة - كان يسجل أكبر عدد لضحايا العنف المنزلي. وجميع الضحايا من النساء، والأغلبية الساحقة من أصل كردي، وأميين. أو من مستوى تعليمي ضعيف، ولا يتوفرن عموماً على دخل خاص بهن. وأشارت التقارير أيضاً إلى أن السلطات تتسامح مع العنف المنزلي وأن سبل الانتصاف المتاحة ليست فعالة. وعض خقيق ضباط الشرطة في شكايات الضحايا يلعبون دور الوسطاء في محاولة إقناع الضحايا بالعودة إلى منازلهم وسحب شكاياتهم. ويعرف إصدار الإنذارات القضائية وتبليغها غالباً مجموعة من التأخيرات وتعتبر المحاكم هذه المساطر كشكل من أشكال دعوى الطلاق. كما أن العقوبات المقررة في حق مرتكبي العنف المنزلي تعتبر غير رادعة، بحيث تم يتم تخفيفها باسم العرف أو التقاليد أو الشرف.

وخلصت المحكمة إلى أن العنف المنزلي يمس النساء بصفة أساسية وأن السلبية الواسعة النطاق والتمييزية التي أبدتها السلطات التركية في هذا الصدد خلق مناخاً داعماً لهذا العنف. ويجب النظر إلى العنف الذي تعرضت له المعنية بالأمر وأنها على أنه قائم على نوع الجنس. وبالتالي فإنه يمثل شكلاً من أشكال التمييز ضد المرأة. وعلى الرغم من الإصلاحات التي اضطلعت بها الحكومة في السنوات الأخيرة، فإن تفاعل العدالة بوجه عام في هذه المسألة والإفلات من العقاب الذي يتمتع به مرتكبو الجرائم - كما يتضح من هذه الحالة - تعكس عدم التزام السلطات باتخاذ التدابير المناسبة للتصدي للعنف المنزلي.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41 - 30 000 يورو عن الضرر المعنوي.

ملخص الرابطة القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182425>

الملخص القانوني لحكم  
اي.س وآخرون ضد سلوفاكيا  
04/8227

حكم 2009.9.15 [القسم الرابع]

## المادة 3 التزامات إيجابية

عدم توفير توفير الحماية المناسبة لضحايا العنف العائلي: انتهاك

### الوقائع

في مارس 2001، تركت الطالبة الأولى زوجها ملتزمة بالطلاق. وفي الشهر الموالي، تقدمت بشكاية ضد زوجها، مدعية أنه كان يسيء معاملتها ومعاملة أطفالهما (الطالبون الثاني والثالث والرابع) كما اعتدى جنسياً على إحدى بناتهما. وفي ماي 2001، التمسست الطالبة الأولى اتخاذ تدبير مؤقت يلزم زوجها بمغادرة السكن الاجتماعي حيث كانا شريكين في السكن. غير أن محكمة المقاطعة رفضت طلبها بعلّة أنه ليس لديها سلطة لتقييد حق الزوج في الانتفاع من السكن. لذا اضطر الطالبون لمغادرة منزلهم عائلاتهم وأصدقائهم. كما اضطر طفلان إلى تغيير المدرسة. وقد تمّ تأييد قرار محكمة المقاطعة في مرحلة الاستئناف من طرف المحكمة الجهوية. بعد أن أشارت هذه المحكمة إلى أن الطالبة الأولى سيكون لها الحق في إنهاء الإيجار المشترك بعد صدور قرار نهائي يَنتِمْ مسطرة الطلاق. ويمكنها أن تطلب، في نفس الوقت، أمر زوجها "بالامتناع عن أي سلوك غير لائق". وقد حصلت الطالبة الأولى على الطلاق في ماي 2002 و منحت بعدها حضانة الأطفال الثلاثة. وفي يونيو 2003، أُدين طليقها بتهمة سوء المعاملة والعنف والاعتداء الجنسي و حكم عليه بالحبس لمدة أربع سنوات.

وعقب طعن دستوري قدم من طرف الطالبين، يدعون من خلاله عدم الاستفادة من الحماية المناسبة، اعتبرت المحكمة الدستورية أنه لم يتم انتهاك الحقوق الدستورية للطالبة الأولى، لكونها لم تلتزم استصدار أمر قضائي يلزم زوجها بالامتناع عن أي سلوك غير لائق. بيد أنها اعتبرت أن المحاكم الأدنى لم تتخذ الإجراءات المناسبة لحماية الأطفال. وبالنظر إلى أن الإقرار بحدوث انتهاك يشكل ترضية عادلة كافية، فإنها لم تمنح أي سبيل للانتصاف. وفي يوليوز 2003، وعقب اعتماد تشريع جديد في يناير 2003، حصلت الطالبة الأولى على أمر قضائي يمنع طليقها من دخول الشقة.

### في القانون

المادتان 3 و 8: (أ) المقبولية - أكدت الحكومة على أن عدم عدم التماس الطالبة الأولى الحصول على أمر يمنع طليقها من القيام بسلوك غير لائق تكون الطالبة الأولى لم تستنفذ سبل الانتصاف الداخلية. وفي جميع الأحوال، اعتبرت المحكمة أن هذا الأمر القضائي لا يشكل وسيلة انتصاف فعالة. وقد اتهم طليق الطالبة بالتعنيف الجسدي والاعتداء الجنسي. ومع ذلك فالأمر القضائي الذي يقضي بمنع الزوج من القيام بسلوك غير لائق لن يؤدي سوى لمنعه من القيام بأفعال يعاقب عليها القانون الجنائي سلفاً، والذي لم يظهر أنه كان لديه في الماضي القدر الكافي من الأثر الرادع. إن أمراً من هذا القبيل كان سيوفر حماية أقل بكثير من الأمر القضائي الذي يمنعه من دخول الشقة.

وخلافاً لما تؤكده الحكومة، ترى المحكمة أن المحكمة الدستورية لم تمنح الأطفال جبراً مناسباً. إذ لم يتم تعويضهم عن الأضرار اللاحقة بهم. و جُذ المحكمة كذلك أن حجة الحكومة بأن الطالبة الأولى، من خلال عدم السعي للحصول على الأمر القضائي المناسب، يمكن أن تتحمل مسؤولية جزئية عن الوضع، واهية، معتبرة أن المحكمة الدستورية نفسها اعتبرت أن المحاكم الأدنى درجة كان ينبغي عليها أن تقبل تلقائياً طلب الأمر القضائي بمنع الزوج السابق من دخول الشقة حفاظاً على الأولاد. فلا إدانة الزوج السابق بعد أكثر من سنتين أو التعديل اللاحق لقانون الإجراءات الجنائية وفرا سبيلاً لانتصاف مناسب للأطفال القاصرين الثلاثة، الذين أجبروا على مغادرة منزل الأسرة بسبب فشل الدولة لفترة طويلة في حمايتهم من الوالد المسيء.

استنتاج: مقبول (بالإجماع).

ب) في الموضوع - نظراً لطبيعة الادعاءات و خطورتها، كانت الطالبة الأولى و أطفالها في حاجة إلى حماية فورية، ليس بعد سنة أو سنتين. ولم تنح للطالبة الأولى إمكانية طلب إنهاء عقد الإيجار قبل الحكم بالطلاق في ماي 2002 أو استصدار أمر قضائي بمنع طليقها من الولوج لمنزل الأسرة إلا بعد التعديل التشريعي في يناير 2003. و في تلك الأثناء، لم تخصى هي وأطفالها بأية حماية فعالة. وعليه فإن الدولة المدعى عليها فشلت في الوفاء بالتزاماتها الإيجابية تجاه الطالبين.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: 8 000 يورو عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182426>



الملخص القانوني لحكم أ ضد  
كرواتيا - 08/55164

حكم 2010.10.14 [القسم الأول]

## المادة 8 التزامات إيجابية

### المادة 8-1 احترام الحياة الخاصة

إخفاق السلطات في تنفيذ القرارات القضائية الهادفة إلى حماية الطالبة من زوج عنيف: انتهاك

#### وقائع

في الفترة الممتدة بين نونبر 2003 ويونيو 2006، تعرضت الطالبة لعنف متكرر على يد زوجها، الذي تم تشخيصه حالته على أنه يعاني من اضطرابات نفسية حادة مع ميل نحو سلوك عنيف ومتهور و يتعلق الأمر بعنف نفسي مع تهديدات بالقتل و الضرب و الركل على الرأس، الوجه والجسم، وغالبا ما كانت تتعرض لهذا التعنيف أمام ابنتهما، التي كانت نفسها ضحية للعنف مرات عدة، وقد تم حل الزواج بالطلاق سنة 2006. وفي الفترة بين سنتي 2004 و 2009، تم حريك مجموعة من المساطر ذات الطبيعة الجنائية أو الضبطية في مواجهة زوج الطالبة والتي تم في إطارها الأمر بإخضاع مجموعة من تدابير الحماية التي لم ينفذ سوى بعضها فقط. فعلى سبيل المثال، لم يتم يقض الزوج عقوبة حبسية لمدة ثمانية أشهر صدرت في حقه في أكتوبر 2006 عقب إدانته بارتكاب تهديدات بالقتل، ولم يخضع كذلك للعلاج النفسي - الاجتماعي المأمور به. ويقضي حاليا عقوبة بالحبس لمدة ثلاث سنوات بتهمة توجيه تهديدات بالقتل لفاض.

#### في القانون

المادة 8: اعتبارا للإدعاءات الموثوقة للطالبة بأن زوجها كان لفترة طويلة يشكل تهديداً لسلامتها الجسدية واعتدى عليها مراراً وتكراراً، فإن سلطات الدولة كان عليها التزام إيجابي بحمايتها من عنفه، بيد أنها فشلت في الوفاء بهذا الالتزام، أولاً، في قضية من هذا القبيل، تنطوي على سلسلة من أعمال العنف التي يرتكبها نفس الشخص ضد نفس الضحية، كان من الممكن حماية الطالبة بشكل أفضل لو كانت للسلطات نظرة شمولية على الوضعية، بدلا من اللجوء إلى مجموعة من المساطر المنفصلة، ثانياً، فإنه على الرغم من إصدار أوامر حماية مختلفة، لم يتم تنفيذ العديد منها - فترات الاعتقال والغرامات و العلاج النفسي والاجتماعي وحتى الحبس - ما قوض تأثيرها الرادع، وحتى فيما يخص التوصيات الرامية إلى الخضوع لعلاج نفسي، تم تتبعها بشكل متأخر و فقط في إطار إجراءات جنائية لا صلة لها بالعنف الموجه ضد الطالبة، وعلى كل حال، لا يمكن إلى حد الآن أن يخزم بقين أن الزوج قد خضع فعلا لهذا العلاج من عدمه، و باختصار، فواقعة أن السلطات لم تنفذ التدابير التي تهدف، من ناحية، إلى علاج الاضطرابات النفسية التي كانت على ما يبدو سبب السلوك العنيف لزوج الطالبة، ومن ناحية أخرى، لحمايتها من أعمال عنف أخرى أدت إلى تعرضها للخطر لفترة طويلة.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 14: لم تقدم الطالبة بداية حجة كافية تبين من خلالها الطابع التمييزي للتدابير أو الممارسات المعتمدة في كرواتيا للحد من العنف الزوجي أو آثار هذه التدابير أو الممارسات.

استنتاج: عدم القبول (عيب واضح في الأساس).

المادة 41: 9 000 يورو عن الضرر معنوي.

(انظر أيضا أوبوز ضد تركيا، رقم 9، [33401/02](http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182428)، يونيو 2009، ورقة المعلومات رقم 120).

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182428>

الملخص القانوني لحكم  
هاجديوفا ضد سلوفاكيا –  
03/2660

حكم 2010.11.30 [القسم الرابع]

## المادة 8 التزامات إيجابية

الفشل في توفير حماية كافية لمرأة من زوج عنيف: انتهاك

الوقائع

في غشت 2001 قام (أ)، الذي كان آنذاك زوج الطالبة، بالاعتداء عليها لفظيا وجسديا في مكان عام. وعلى الرغم من أن الطالبة لم تعاني إلا من إصابات طفيفة، إلا أنه و خوفا على حياتها و أمنها انتقلت هي وأولادها إلى ملجأ لمنظمة غير حكومية. وبعد أسبوع، قام (أ) بتهديدها بالقتل مرات عدة. وقد كان موضوعا لإجراءات جنائية و تم وضعه رهن الاعتقال الاحتياطي. وأثناء سير الإجراءات، أكد الخبير أن (أ) يعاني من اضطرابات خطيرة في الشخصية. وفي 7 يناير 2002 أدانته محكمة المقاطعة من أجل الأفعال المنسوبة إليه وأمرت بخضوعه للاستشفاء قصد الاستفادة من علاج نفسي. و تم نقله إلى المستشفى لكنه لم يتلق أي علاج و غادره بعد أسبوع. ثم بدأ بتهديد الطالبة ومحاميتها عدة مرات. فتم إلقاء القبض عليه مرة أخرى. لتسهر المحكمة بنفسها على التأكد من خضوعه للعلاج النفسي الذي سبق أن أمرت به.

في القانون

المادة 8: على الرغم من أن تهديدات (أ) المتكررة لم تسفر عن أعمال عنف ملموسة، فإنها كانت كافية للتأثير على سلامة الطالبة النفسية ورفاهها، مما يقتضي إعمال التزامات الدولة الإيجابية بموجب المادة 8. لقد أدين (أ) نتيجة سلوكه العنيف تجاه الطالبة، غير أنه بعد نقله إلى المستشفى فشلت محكمة المقاطعة في الوفاء بالتزامها القانوني المتمثل في أمر المستشفى بالاحتفاظ به وتقديم العلاج النفسي اللازم له. لذلك فإن تقاعس السلطات الداخلية مكن (أ) من مواصلة تهديداته للطالبة ومحاميتها، ولم تتدخل الشرطة إلا بعد قيام الطالبة بتقديم شكاية جنائية جديدة، ونتيجة لذلك، فإن عدم وجود تدابير كافية ردا على سلوك (أ) لاسيما فشل محكمة المقاطعة في إصدار أمر بالاحتجاز لأسباب تتعلق بالصحة النفسية عقب إدانته، أفضى إلى انتهاك الالتزامات الإيجابية للدولة بموجب المادة 8.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: 4 000 يورو عن الضرر المعنوي.

ملخص الرابطة القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182429>

الملخص القانوني لحكم إي إم  
ضد رومانيا - 05/43994

الحكم 2012.10.30 [القسم الثالث]

## المادة 3 بحث فعال

عدم القيام بالتدابير اللازمة لتقييم مصداقية وجود أعمال عنف منزلي مزعوم. مدعوم بأدلة علمية في إطار إجراءات جنائية: انتهاك

### الوقائع

بتاريخ 4 مارس 2004، حوالي الساعة الخامسة مساءً، وبينما كانت طالبة في منزل العائلة مع ابنتها، تلقت مكالمة هاتفية من زوجها طالبا منها مغادرة بيت الزوجية وهددها بالقتل. ثم عاد إلى الشقة، وهددها بالضرب حتى تحتاج إلى دخول المستشفى وقتلها إذا لم تغادر. وعلى مرأى من ابنته، ألقى عدة أشياء على الأرض و عرض زوجته للضرب. وفي 5 مارس 2004، أجرت الطالبة فحصاً طبياً لابنتها خلص إلى أن الطفلة تعاني من صدمة نفسية. وفي 6 مارس 2004، ذهب الطالبة إلى المستشفى، حيث خلصت شهادة الطب الشرعي أنها تعاني من إصابات مؤلمة يمكن أن تعود إلى تاريخ 4 مارس 2004، كانت نتيجة للضرب المتكرر بأداة صلبة، والتي تطلبت ثمانية إلى تسعة أيام من الرعاية الطبية. و منذ أكتوبر 2004، وقع الطلاق بين الزوجين.

وفي 6 مارس 2004، قدمت الطالبة شكايه جنائية في مواجهة زوجها لدى الشرطة. وفي 3 ماي 2004، قدمت الطالبة شكايه جنائية إلى المحكمة الابتدائية ضد زوجها الذي اتهمته بالتهديد و الشتم والضرب وأنواع أخرى من العنف. وبمقتضى حكم مؤرخ في 14 مارس 2005، قبلت المحكمة الابتدائية جزئياً شكايه الطالبة و أدانت المعتدي بأداء غرامة جنائية. فتقدم هذا الأخير بطعن ضد هذا الحكم. وفي 9 يونيو 2005 صدر حكم عن محكمة المقاطعة، التي وافقت على هذا طعن. وألغت الحكم الصادر في المرحلة الابتدائية وقضت بتبرئة المتهم من تهم الضرب و غيره من أعمال العنف.

### في القانون

المادة 3 (الجنب الإجرائي): أبلغت الطالبة المحاكم الوطنية عن فعل عنف منزلي ارتكبه زوجها في 4 مارس 2004. وقد أرفقت شكايتها بنسختين من شواهد الطب الشرعي التي تؤكد أنها كانت ضحية لاعتداءات. و قد كان تحت تصرفها إطار قانوني يمكنها من التبليغ عن الاعتداء وطلب حماية السلطات الداخلية. وعلى الرغم من أنها لجأت للسلطات الداخلية بشأن حادث واحد للضرب والجرح فقط، إلا أن السلطات ملزمة ببذل العناية الواجبة بما تقتضيه من جدية. عند لفت انتباهها إلى وجود فعل عنف منزلي مدعوم بأدلة علمية. و بموجب حكم 14 مارس 2005، أدانت المحكمة الابتدائية، التي قامت بالتحقيق القضائي في القضية و فحصت الأدلة مباشرة، المتهم بدفع غرامة عن الضرب و غيره من أعمال العنف. و بمقتضى الطعن المقدم من طرف هذا الأخير ألغت محكمة المقاطعة الحكم الصادر في المرحلة الابتدائية، بعد إعادة تفسير الأدلة و حكمت ببراءة المعني بالأمر. و حيث إن مهمة السلطات الرومانية فيما يتعلق بإدارة الأدلة لم تكن سهلة لأنها واجهت نسختين متناقضتين من الوقائع ولم يكن هناك

دليل "مباشر". ومع ذلك، كان على سلطات البحث اتخاذ التدابير اللازمة لتقييم مصداقية الأقوال وتوضيح ملابسات القضية، و علاوة على ذلك، بررت محكمة المقاطعة قرارها على أساس عدم وجود دليل على أن المتهم هو الجاني. وللحكم على هذا النحو، استبعدت المحكمة من الملف أقوال الشاهد باعتبارها غير موثوقة. كما وجدت أن أقوال الطالبة لم تكن مفصلة بما فيه الكفاية فيما يتعلق بالتهمة الموجهة إلى المتهم، وبدون التشكيك في نتيجة البحث، أصدرت محكمة المقاطعة قرارها على أساس نفس الأدلة التي اعترتها المحكمة الابتدائية كافية لإدانته جنائياً. وعليه، فقد كان لدى محكمة المقاطعة ما يكفي من المعلومات الموثوقة والكافية للفت انتباهها بضرورة إجراء تحقيق معمق في القضية برمتها، غير أن محكمة المقاطعة، إذ لاحظت أوجه القصور في التحقيق التي كان يمكن اعتبارها مواطن خلل في الحكم الصادر في المرحلة الابتدائية، أغلقت الإجراءات دون تصحيحها، ولكن بحكم دورها النشط ونطاق سلطاتها بموجب القانون الداخلي، لا سيما في الحالة التي أثرت فيها مسألة العنف المنزلي، كان بإمكان المحكمة أن تأمر بالتحقيق في أدلة جديدة لتوضيح حقيقة الأمر. وهكذا، فإنه على الرغم من أن المحكمة كانت تحت تصرفها معلومات كافية للسماح لها بالأمر بمواصلة البحث، فقد أغلقت القضية جعل الطالبة مسؤولة عن نقص الأدلة، ونتيجة لذلك، ثبت أن النظام الجنائي، كما طبق في هذه القضية، غير قادر على أن يؤدي إلى تحديد ومعاينة الشخص المسؤول عن الاعتداء موضوع التبليغ، ناهيك أن مسارات مكنت للبحث لم يتم استكشافها. وأخيراً، كانت الطالبة قد التمسست، وقت تقديم أول شكاياتها بشأن الأحداث نفسها إلى الشرطة، مساعدة وحماية السلطات لنفسها و ابنتها، من السلوك العدواني لزوجها. وعلى الرغم من أن المقتضيات القانونية تنص على ضرورة التعاون بين مختلف السلطات وكذا على تدابير أخرى غير قضائية لتحديد وتتبع أعمال العنف العائلي وعلى الرغم من أن ادعاءات المعنية بالأمر قد تم إثباتها بشكل أولي بشهادة الطب الشرعي، لا يظهر من خلال ملف القضية أنه قد تم اتخاذ أي خطوات في هذا الاتجاه، وهذا يدل على وجود نقص في التعاون بين السلطات المسؤولة من أجل التدخل في مجال حساس ذي مصلحة اجتماعية، الأمر الذي عرقل توضيح الوقائع. ويظهر أن مبادرة في هذا الاتجاه كانت مرغوبة أكثر في هذه القضية، خاصة أن الاعتداء المزعوم قد وقع بحضور طفل قاصر، و عليه، فإن الطريقة التي أجري بها البحث لم تمنح الطالبة حماية فعالة كافية للضمانات التي تفرضها المادة 3.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: 7 500 يورو عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182430>



الملخص القانوني لحكم  
فاليوليان ضد ليتوانيا -  
07/33234

حكم 2013.3.26 [القسم الثاني]

### المادة 3 معاملة مهينة معاملة للإنسانية بحث فعال

عيوب مسطرية وثغرات على مستوى البحث أفضت إلى تقادم متابعات من أجل العنف المنزلي : انتهاك :

#### الوقائع

حيث إنه بتاريخ فبراير 2001، تقدمت الطالبة بلمتس رامي إلى تحريك متابعات خاصة أمام محكمة البلدية تفيد من خلاله أنها تعرضت للضرب من قبل رفيقها خمس مرات خلال شهري يناير وفبراير 2001. وفي يناير 2002، أحالت المحكمة الشكاية على المدعي العام مطالبة إياه بفتح جثه التمهيدي. وقد تم توجيه الاتهام لشريك الطالبة بارتكاب اعتداءات بسيطة ومنهجية على السلامة الجسدية للطالبة. و تم وقف البحث بعد ذلك مرتين لعدم كفاية الأدلة. ليعاد فتحه مرة أخرى خلال مرحلة الاستئناف على أساس أن التحقيقات لم تكن معمقة.

أغلق المدعي العام البحث في يونيو 2005 بعله أن الإصلاح التشريعي الصادر في ماي 2003 يفيد أن كل مساس بسيط بالسلامة الجسدية ينبغي أن يشكل موضوع متابعة خاصة من قبل الضحية نفسها. ما لم تكن القضية لها ارتباط بمصلحة عامة أو أن الضحية لم تتمكن من حماية حقوقها من خلال إقامة متابعات خاصة.

أيدت المحكمة البلدية هذا القرار. وعندما تقدمت الطالبة بطلب آخر لتحريك متابعات خاصة، تم رفضه في نهاية المطاف دون النظر فيه بسبب تقادم المتابعات.

#### في القانون

- المادة 3: تعرضت الطالبة لسوء المعاملة خطيرة بما يكفي للوصول إلى الحد الأدنى المطلوب لإحداث التزام إيجابي بموجب المادة 3.

وللوصول إلى هذا الاستنتاج، أخذت المحكمة بعين الاعتبار كل من : الإصابات الجسدية التي لحقت بالطالبة (كدمات وخدوش على الوجه والجسم)، والظرف المشدد المتمثل في ارتكاب العنف على مدى فترة من الزمن، خمس مرات في شهر واحد، إضافة إلى مشاعر الخوف والعجز التي انتابت الطالبة، وبخصوص هذه النقطة الأخيرة، تلاحظ المحكمة أن الأثر النفسي يمثل جانباً هاماً في العنف المنزلي. ثم تنظر المحكمة في ما إذا كان النظام القانوني الداخلي، ولا سيما القانون الجنائي الواجب التطبيق، قد فشل في توفير حماية عملية وفعالة للحقوق المكفولة بموجب المادة 3. فحسب المحكمة، فإن القانون اللبثواني قدم خلال الفترة التي جرت فيها الوقائع إطاراً تنظيمياً كافياً، حيث جرم كل اعتداء من

شأنه أن يتسبب في ضرر بدني بسيط. وعلى الرغم من أنه بعد 1ماي 2003، أصبح فتح متابعة ضد هذه الجرائم مشروط بشكاية تتقدم بها الضحية، إلا أن المدعي العام احتفظ مع ذلك بالحق في فتح بحث جنائي إذا كانت الجريمة لها ارتباط بمصلحة عامة أو إذا كانت الضحية غير قادرة على حماية مصالحها.

و فيما يتعلق بالطريقة التي طبق بها القانون في قضية الطالبة، فقد اتصلت هذه الأخيرة بصفة فورية تقريبا بالمحكمة البلدية بهدف الشروع في متابعات قضائية خاصة، وقدمت وصفا دقيقا لجميع الوقائع وأيضا أسماء الشهود.

وفي الوقت الذي تصرفت فيه السلطات دون تأخير، أُحيلت القضية على المدعي العام بعد أن خُلف شريك الطالبة مرارا عن المثول أمام هيئة المحكمة. بعد ذلك، أُغلق البحث مرتين لعدم كفاية الأدلة ليتم إعادة فتحه من جديد بعد أن رأى كبار المدعين العامين أنه لم يكن معمقا بما فيه الكفاية، وهذا يدل على ثغرة هامة من جانب الدولة.

و علاوة على ذلك، وعلى الرغم من تعديل التشريع في ماي 2003، فلم يقرر المدعي العام إحالة القضية إلى الطالبة لتقديم متابعات خاصة إلا في يونيو 2005، أي بعد عامين من الإصلاح التشريعي. وقد تم تأييد هذا القرار على الرغم من خطر تقادم المتابعة، ورغم أنه بعد الإصلاح التشريعي، يمكن للمدعي العام إجراء بحث في الأفعال المكونة لاعتداءات بسيطة على السلامة الجسدية بشرط أن يكون هذا البحث لمصلحة عامة. ونتيجة لهذا القرار، وبالرغم من أن الطالبة تصرفت دون تأخير، فقد رفض طلبها التعلق بإقامة متابعات خاصة بسبب التقادم.

وبالتالي، فإن الممارسات قيد النظر في هذه القضية والطريقة التي تم بها تنفيذ آليات القانون الجنائي لم توفر الحماية الكافية للطالبة.

استنتاج: انتهاك (ستة أصوات مقابل صوت واحد).

المادة 41: 5 000 أورو عن الضرر المعنوي.

(انظر أيضا: أوبوز ضد تركيا، رقم 9، [33401/02](#) يونيو 2009، ورقة المعلومات رقم 120: سانديرا يانكوفيتش ضد كرواتيا، رقم 5، [38478/05](#) مارس 2009، ورقة المعلومات رقم 117: هاديوفا ضد سلوفاكيا، العدد 30، [2660/03](#) نونبر 2010، ورقة المعلومات رقم 135: كالوكازا ضد هنغاريا، رقم 24، [57693/10](#) أبريل 2012؛ ودورفيتش ضد كرواتيا، رقم 24، [41526/10](#) يوليو 2012، ورقة المعلومات رقم 154).

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182431>

الملخص القانوني لحكم  
إيريميا ضد جمهورية مولدوفا  
- 11/3564

حكم 2013.5.28 [القسم الثالث]

### المادة 3 معاملة لإنسانية التزامات إيجابية

إخفاق السلطات في اتخاذ التدابير المناسبة لحماية الطالبة وبناتها من العنف المنزلي: انتهاك

### المادة 8 التزامات الإيجابية

### المادة 8-1 احترام الحياة الخاصة

فشل السلطات في اتخاذ التدابير المناسبة لحماية الأطفال الذين تعرضوا لصدمة نفسية نتيجة رؤيتهم اعتداء والدهم العنيف على أمهم: انتهاك

### المادة 14 تمييز

فشل النظام القضائي في الاستجابة المناسبة إزاء عنف منزلي خطير ضد النساء: انتهاك

#### الوقائع

كانت الطالبة الأولى متزوجة من شرطي كان غالبا يعود إلى المنزل في حالة سكر ويضربها في حضور بنتيها المراهقتين، الطالبتين الثانية والثالثة. وبعد أن تم تعزيمه وتحذيره رسميا من طرف السلطات المولدوفية، أصبح أكثر عنفا إلى حد أنه قام بخنق زوجته في نونبر 2010. وفي 9 دجنبر 2010، أصدرت محكمة المقاطعة أمرا بالحماية يقضي بمغادرته منزل الأسرة وعدم الاتصال بأي من الطالبات. وفي 13 دجنبر، التمست الطالبة الأولى فتح بحث جنائي، ووقعت حوادث أخرى في 16 و19 دجنبر تم إبلاغها للشرطة. وفي 13 يناير 2011 دخل الزوج منزل الأسرة في خرق لأمر الحماية وهدد بقتل الطالبة الأولى إذا لم تسحب شكايتها. وقد تم أيضا إبلاغ الشرطة عن هذا الحادث. غير أن البحث الجنائي أوقف لمدة سنة. شريطة ألا يقع زوج الطالبة الأولى في حالة عود غير أن المدعى العام رأى. وعلى الرغم من وجود عناصر مهمة تثبت إدانة المعني بالأمر، أن الزوج ارتكب "جريمة أقل خطورة". لم يكن له سوابق في التعاطي للمخدرات والكحول، كما أنه "لا يشكل خطرا على المجتمع". وتم تأييد هذا القرار من طرف أحد كبار المدعين العامين في الاستئناف.

#### في القانون

المادة 3: في 9 دجنبر 2010، قررت محكمة المقاطعة أن الحالة خطيرة بما فيه الكفاية لإصدار أمر بالحماية لفائدة الطالبة الأولى، التي حصلت فيما بعد على شواهد طبية تثبت تعرضها

لسوء المعاملة. كما اعتبرت أن الخوف من وقوع المزيد من الاعتداءات في المستقبل كان قويا بما فيه الكفاية ليتسبب في معاناتها. وزرع القلق في نفسيتها الذي يعادل المعاملة اللاإنسانية بالمعنى الوارد في المادة 3، وهو ما يقتضي تطبيقها.

وفي 13 يناير 2011، عندما التقت الطالبة الأولى بالمدعي العام لتشتكي انتهاكات زوجها المزعومة لأمر الحماية، كانت لدى السلطات أدلة كافية على سلوكه العنيف وخطر حدوث عنف جديد. لقد كانت الطالبة الأولى في وضعية هشاشة خاصة جدا أمام العنف داخل الفضاء الخاص للمحيط الأسري من طرف زوجها الذي تدرب، كشرطي، على التغلب على أي مقاومة. لذا فقد كان الخطر على السلامة البدنية والنفسية للطالبة الأولى وشيكا وخطيرا بما يكفي لاخاذ تدابير سريعة، و الأكد أن السلطات لم تكن سلبية بشكل كلي، فقد عملت على فرض غرامة على زوجها و تم تخذيته بشكل رسمي، ولكن لم يثبت فعالية أي من هذه التدابير.

غير أنه، بدلا من اتخاذ إجراء حاسم، علقت السلطات البحث في السلوك العنيف لزوج الطالبة الأولى. ثم عرضت عليه إمكانية إعفائه من أية مسؤولية جنائية إذا لم يقع في حالة عود. ونظرا لوقوع اعتداءات متكررة على الطالبة الأولى وجأهله الصارخ للأمر القاضي بالحماية، لم تستسغ المحكمة الأسس المعتمدة من طرف المدعي العام لاستنتاج أنه "لا يشكل خطرا على المجتمع" و اتخاذ قرار بإيقاف البحث الموجه ضده. و مع ذلك، توصل أحد كبار المدعين العامين في وقت لاحق إلى نفس الاستنتاج على الرغم من أن المحكمة قد وسعت نطاق أمر الحماية قبل أربعة أيام على أساس أن الزوج لا زال يشكل خطرا كبيرا. و بالنسبة للمحكمة فإن إيقاف البحث الجنائي في مثل هذه الظروف، أدى إلى إعفاء المعني بالأمر من كل مسؤولية جنائية بدلا من رده عن ارتكاب المزيد من العنف، وهو ما أفضى إلى شبه إفلات من العقاب. و قد خلصت المحكمة، تأسيسا عليه، أن الدولة لم تحترم التزامها الإيجابي الناشئ عن المادة 3.

استنتاج: انتهاك بالنسبة للطالبة الأولى (بالإجماع).

المادة 8: في 9 دجنبر 2010، و اعتبارا لكون كل من الطالبتين الثانية والثالثة قد تضررتا نفسانيا جراء مشاهدة أعمال العنف المرتكبة من طرف أبيهما جأه أمهما، أصدرت محكمة المقاطعة أمرا بتمديد قرار الحماية لهما أيضا. و بحلول نهاية دجنبر 2010، كانت السلطات على علم تام بانتهاكات الزوج للأمر بالحماية، فضلا عن سلوكه التهديدي والمهين جأه الطالبة الأولى وأثر هذه الأفعال على ابنتيهما. ومع ذلك، وكما سبق للمحكمة أن لاحظت فيما يتعلق بالطالبة الأولى، فإنه لم يتخذ أي إجراء أو أي شيء تقريبا لمنع تكرار هذا السلوك. وعلى العكس من ذلك، فرغم قيام الجاني باعتداء خطير آخر في 13 يناير 2011، تم إعفاء الزوج من أية مسؤولية جنائية. خلصت المحكمة إلى أن السلطات لم تف بالتزاماتها الإيجابية الناشئة بموجب المادة 8 فيما يتعلق بالطالبتين الثانية والثالثة.

استنتاج: انتهاك في حق الطالبات الثانية والثالثة (بالإجماع).

اقتران المادة 14 مع 3: تذكر المحكمة أن الدولة التي لا تعمل على حماية النساء من العنف العائلي، تخرق حقهن في التمتع بحماية متساوية أمام القانون. وفي هذه القضية، تعرضت الطالبة الأولى عدة مرات للعنف من طرف زوجها مع أن السلطات كانت على علم بالوضعية.

و على الرغم من ذلك، رفضت المحاكم البت في طلاقها بشكل عاجل . و الأكثر من ذلك، أن الشرطة دفعت المعنية بالأمر لسحب شكايتها الجنائية ضد زوجها. إضافة إلى ذلك، لم تعمل المصالح الاجتماعية على تنفيذ الأمر بالحماية إلى غاية 15 مارس 2011، بل إنها اقترحت عليها المصالحة محاولة إقناعها أنها "ليست الأولى أو الأخيرة من النساء اللاتي يتعرضن للضرب من طرف أزواجهن". وأخيرا، فعلى الرغم من اعتراف الزوج بضرب زوجته، فقد تم إعفائه من جميع المسؤوليات، عقب قرار المدعي العام بالإيقاف المشروط للإجراءات الموجهة ضده.

وقد بينت هذه العوامل مجتمعة بوضوح، أن إجراءات السلطات لم تكن مجرد تقاعس بسيط أو تأخير في معالجة أعمال العنف ضد الطالبة الأولى. بل ترقى إلى النفاضي عن هذا العنف مرارا. وهو ما يعكس موقفا تمييزيا تجاه الطالبة الأولى كامرأة. كما أن النتائج التي توصل إليها المقرر الخاص للأمم المتحدة المعني بالعنف ضد المرأة وأسبابه ونتائجه، تعطي انطبعا بأن السلطات لم تفهم تماما خطورة ونطاق مشكلة العنف المنزلي في جمهورية مولدوفا وأثارها التمييزية على المرأة.

استنتاج: انتهاك في حق الطالبة الأولى (بالإجماع).

المادة 41: 15 000 يورو بشكل مشترك عن الضرر المعنوي.

(أنظر أيضاً إي و سي وآخرون ضد سلوفاكيا، رقم 04/8227، 15 سبتمبر 2009، ورقة معلومات رقم 122 : أوبوز ضد تركيا، رقم 02/33401، 9 يونيو 2009، ورقة معلومات رقم 120 : أ. ضد كرواتيا، رقم 08/55164، 14 أكتوبر 2010، ورقة معلومات رقم 134 : هاجدوفا ضد سلوفاكيا، رقم 03/2660، 30 نونبر 2010، ورقة معلومات رقم 135 : كالتوشا ضد هنغاريا، رقم 10/57693، 24 أبريل 2012 : وفاليلينييه ضد ليتوانيا، رقم 07/33234، 26 مارس 2013، ورقة معلومات رقم 161).

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182432>

الملخص القانوني لحكم  
سيفيك ضد تركيا -  
11/55354

حكم 2016.2.23 [القسم الثاني]



## المادة 2 التزامات إيجابية

فشل السلطات في حماية حياة ضحية عنف منزلي: انتهاك

الوقائع

كانت والدة الطالبون ضحية للعنف العائلي. وفي سنة 2009 كانت تقيم رفقة أطفالها الثلاثة في مركز لاستقبال النساء المعنفات. وفي 15 أكتوبر 2010، وبعد تقديمها لشكاية، تم وضع والد الطالبين رهن الاعتقال الاحتياطي، ثم وجهت إليه تهمة الضرب والجرح في شخص زوجته. وفي 12 نونبر 2010 سحبت هذه الأخيرة شكايتها فتم الإفراج عنه. وقد رافق هذا الإفراج تدبير للمراقبة القضائية، حيث فرض عليه التوجه إلى مركز الشرطة أو الدرك على الساعة 5 مساءً من كل ثلاثاء وجمعة. وعلاوة على ذلك، تم إخطاره بأمر قضائي بالامتناع عن أي سلوك عنيف أو تهديد تجاه زوجته وأمر بمغادرة منزل الزوجية على الفور والابتعاد عنه لمدة ثلاثة أشهر. وقد كانت هذه التدابير مصحوبة بتحذير بأنه قد يتعرض للاعتقال و عقوبة الحبس إذا لم يمتثل للالتزامات التي فرضتها عليه المحكمة. وفي 23 نونبر و 17 دجنبر 2010، قدمت والدة الطالبين شكايات جديدة ضد زوجها من أجل المضايقة والتهديد بالقتل. فاتهم هذا الأخير بالسب والتهديد وعدم الامتثال لتدابير الحماية. وفي 26 دجنبر 2010، استمع إلى الطالبين كشهود فأكدوا أفعالهم. وفي 14 يناير 2011، قتلت والدة الطالبين في الشارع على يد زوجها الذي طعنها 22 مرة. وتمت إدانة هذا الأخير بارتكاب جريمة القتل وحكم عليه بالسجن مدى الحياة.

في القانون

المادة 2: العنف المنزلي ظاهرة قد تتخذ أشكالاً متنوعة - بما في ذلك الاعتداءات الجسدية والعنف النفسي والشتائم - ولا يقتصر على الحالة الراهنة. إذ يتعلق الأمر هنا بمشكل عام مشترك بين جميع الدول الأعضاء، وبشر اليوم قلما بالغا في المجتمعات الأوروبية. وهو لا يخرج دائما إلى العلن لأنه غالبا ما يحدث في إطار العلاقات الشخصية أو الدوائر المقيدة. علاوة على ذلك، فإنه لا يهتم المرأة فقط إذ يمكن للرجال أيضا أن يكونوا ضحايا للعنف المنزلي. بالإضافة إلى الأطفال الذين كثيرا ما يعانون من هذا العنف بصورة مباشرة أو غير مباشرة. وقد أخذت المحكمة بعين الاعتبار خطورة هذه المشكلة عند النظر في وقائع القضية.

لقد كانت قوات حفظ النظام على معرفة بأعمال العنف التي يمارسها والد الطالبين على زوجته. زد على ذلك، فقد كانت الشرطة على بينة من احتمال وقوع جريمة قتل من خلال العديد من الشكايات التي قدمتها أم الطالبين وكذا من خلال شهادات الطالبين أنفسهم. و تأسيسا عليه، كانت السلطات تعلم، أو كان ينبغي أن تعلم، أنها معرضة لخطر الاعتداء المميت. وفي ضوء هذه الظروف، يمكن اعتبار أن هذا الخطر كان حقيقيا ووشيكاً. ومع ذلك، وعلى الرغم من كون السلطات اتخذت بعض التدابير، فإنها لم تتفاعل بطريقة ملموسة كافية لمنع قتل أم الطالبين ابتداء من 12 نونبر 2010، الذي هو تاريخ إطلاق سراح زوجها. لقد

اقتصرت قوادة حفظ النظام على تسجيل شكاية جديدة للضحية دون التفكير في اتخاذ أي إجراء إضافي ضد الزوج. رغم كونه كان معروفا لدى مصالح الشرطة. و لم تقيم النيابة العامة بأي إجراء عملي و مفيد لحماية أم الطالبين بشكل ملموس. على الرغم من أن القانون قد حولها اعتقال زوجها لعدم امتثاله لأوامر المحكمة. لذا، فشلت السلطات في اتخاذ التدابير التي كان عليها أن تتخذها على نحو معقول من أجل منع وقوع خطر محقق ووشيك على حياة والدة الطالبين.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: 50 000 يورو بشكل مشترك عن الضرر المعنوي: رفض الطلب المتعلق بالضرر المادي.

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182433>

الملخص القانوني لحكم م ج  
ضد تركيا - 10/646

حكم 2016.3.22 [القسم الثاني]

## المادة 3 التزامات إيجابية

عدم ولوج النساء غير المتزوجات و المطلقات إلى تدابير الحماية ضد العنف المنزلي: انتهاك

## المادة 14 تمييز

عدم ولوج النساء غير المتزوجات و المطلقات إلى تدابير الحماية ضد العنف المنزلي: انتهاك

### الوقائع

تعد الطالبة ضحية للعنف الزوجي المتكرر الذي تسبب لها في إصابات متعددة، مما حدى بها إلى تقديم شكاية جنائية ضد زوجها سنة 2006، بعد أن غادرت منزل الأسرة إلى ملجأ جمعي. ثم قدمت دعوى طلاق. وبعد التأكد بسرعة من حالتها البدنية و النفسية، سعت للحصول على تدابير الحماية التي يوفرها القانون لضحايا العنف المنزلي و استفادت منها فعلا. ووجدت هذه التدابير مرات عدة طالما أن الزواج لم يتم حله. شملت الأوامر الصادرة في مواجهة زوجها، على سبيل المثال، إبعاده عن محل الإقامة المشترك، ومنعه من الاقتراب من الطالبة أو أطفالها أو إزعاجهم عن طريق الاتصال بهم، تحت طائلة عقوبات سالبة للحرية. وفي سنة 2007، تم إعلان الطلاق. في سنة 2012، عقب دخول التشريع الجديد حيز التنفيذ، الذي أزال أي تمييز بين المتزوجين وغير المتزوجين في هذا الصدد، وقد تم منحها مرة أخرى تدابير جديدة للحماية بناء على طلبها. وفي سنة 2012 رفع المدعي العام متابعات جنائية ضد الزوج السابق للطالبة والتي لم يتم البت فيها.

### في القانون

المادة 3: طالما أن ادعاءات الطالبة ذات مصداقية وخطورة محققة، فإن المادة 3 من الاتفاقية واجبة التطبيق. لذا، كان على الدولة أن تضع إطارًا تشريعيًا مناسبًا وأن تتفاعل بسرعة.

أ) عدم الاستجابة الجنائية السريعة - في إطار المعالجة القضائية للزاعات المتعلقة بالعنف ضد النساء، يتعين على الهيئات الوطنية أن تأخذ في الاعتبار وضعية الاستضعاف والهشاشة الخاصة للضحية، على المستوى المعنوي والجسدي و / أو المادي، و من جهة ثانية تقييم الوضع في أقرب وقت ممكن - متطلبات العناية والسرعة المنصوص عليها صراحة في اتفاقية اسطنبول\*.

و إذا كان القانون الجنائي لا يتضمن مقتضيات خاصة بشأن العنف المنزلي، فإن هناك جرمًا عامًا للاعتداءات على السلامة الجسدية . و منذ اليوم الموالي لتقديم شكايته، أثبتت التقارير الطبية أن الطالبة تعرضت لإصابات جسدية، فضلا عن اضطرابات اكتئابية كبيرة و توتر مزمن بعد الصدمة، نتيجة للعنف الذي تعرضت له وعلى الرغم من ذلك، انتظر المدعي

العام خمسة أشهر قبل إصدار أمر بإحضار زوج الطالبة السابق قصد الاستجواب. هذا، ومنذ سنة 2007 و أثناء إعلان الطلاق، ثبت لمحكمة الأسرة في ضوء الأدلة التي تم جمعها وقوع العنف المزعوم. و بالتالي ليس هناك ما يفسر سلبية وكيل الجمهورية لفترة طويلة - أكثر من خمس سنوات وستة أشهر بعد تقديم الشكاية - قبل تحريك المتابعات الجنائية، التي لا تزال جارية دون أن يتم البت فيها.

و بالنسبة للمحكمة، فإن الطريقة التي أجرت بها السلطات الداخلية المتابعات الجنائية ساهم أيضًا في هذه السلبية القضائية العامة والتمييزية التي لوحظت سلفًا في القضايا المرفوعة ضد تركيا في مسائل العنف المنزلي والتي تخلق مناخًا يفضي إلى مثل هذا العنف.

(ب) عدم الولوج إلى تدابير الحماية ضد العنف المنزلي بعد الطلاق - في نازلة الحال، يوجد مقتضى قانوني مدني يعطي إمكانية لتقديم طلب لقاضي شؤون الأسرة للاستفادة من إجراءات الحماية والتي سبق للطالبة أن استفادت منها عندما كانت متزوجة. و مع ذلك، خلال الفترة الممتدة بين تاريخ طلاقها وتاريخ دخول القانون الجديد حيز التنفيذ، لم يضمن الإطار التشريعي المطبق للطالبة، المطلقة، الاستفادة من تدابير الحماية ذات الصلة، والتي تُرك تطبيقها لتفسير وتقدير قاضي شؤون الأسرة الذي أحيلت عليه القضية.

و الأكيد، أن الطالبة لم تتعرض للعنف البدني مجدداً من قبل طليقها خلال الفترة قيد النظر و مع ذلك، يجب مراعاة الأثر النفسي، وهو جانب مهم من جوانب العنف المنزلي. و حيث لا يمكن تجاهل شعور الخوف الذي عاشته الطالبة - مختبئة في مأوى لمدة سنتين ونصف - ولا أثر العنف الذي تعرضت له على حياتها الشخصية والاجتماعية والأسرية، والذي لا يزال مستمرًا حتى يومنا هذا. كما أن استفادات الطالبة و منذ دخول القانون الجديد حيز التنفيذ من تدابير الحماية ضد زوجها السابق، تثبت كذلك أن سلامتها الجسدية ظلت مهددة، وهو وضع يَتمثل أن يثير لديها مشاعر الخوف والهشاشة و انعدام الأمن.

(ج) استنتاج - يجب استحضار أن العنف ضد النساء، كما ورد في ديباجة اتفاقية اسطنبول، يعد أحد أهم الآليات الاجتماعية الرئيسية التي تجعل النساء في وضعية تبعية للرجال. ومن غير المقبول أن تعيش الطالبة في حالة خوف من تصرفات طليقها، وذلك بعد سنوات عديدة من لجوئها إلى السلطات الوطنية بشأن العنف الذي تعرضت له.

وفي ضوء ما تقدم، خلصت المحكمة إلى أن الدولة المدعى عليها لم تمثل لالتزاماتها الإيجابية بموجب المادة 3.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

كما خلصت المحكمة، بالإجماع، إلى وجود انتهاك للمادة 14 بالاقتران مع المادة 3 من الاتفاقية.

المادة 41: 19 500 يورو عن الضرر المعنوي؛ رفض الطلب المتعلق بالأضرار المادية

(أنظر أيضًا قضية أوبوز ضد تركيا، 02/33401، 9 يونيو 2009، ورقة معلومات 120، و دورماز ضد تركيا، 07/3621، 13 نوفمبر 2014، وكذلك الورقة الموضوعاتية عن العنف المنزلي).

\*اتفاقية مجلس أوروبا بشأن الوقاية من العنف ضد النساء و العنف المنزلي و مكافحتهما.  
المصادق عليها من طرف تركيا في سنة 2012 و دخلت حيز التنفيذ في سنة 2014.

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182434>

الملخص القانوني لحكم هاليم  
كيليس ضد تركيا  
11/63034

حكم 2016.6.28 [ القسم الثاني ]

## المادة 2 التزامات إيجابية

### المادة 1-2 حياة

عدم إيلاء العناية الكافية لخطر الوفاة في حالة عنف زوجي : انتهاك

### المادة 14 تمييز

استمرار مناخ الإفلات من العقاب في قضايا العنف المنزلي، الذي يمس النساء بصفة أساسية : انتهاك

#### الوقائع

تقدمت فاطمة باباتلي (ابنة الطالبة ) بشكاية جنائية من أجل العنف الزوجي طالبة الاستفادة من تدابير الحماية. وكان عليها أن تكرر هذه الإجراءات عدة مرات لأن أوامر الحماية والإنذارات القضائية التي حصلت عليها لم يتم احترامها من طرف الزوج. وبعد العثور على سكاكين جوزة الزوج تم وضعه رهن الحراسة النظرية لفترة وجيزة قبل أن يتم الإفراج عنه. وبعد بضعة أشهر قتلت ابنة الطالبة على يد زوجها الذي انتحر .

#### في القانون

المادة 2: اتضح أن أوامر الحماية والإنذارات غير فعالة تماما. أولا بسبب التأخير المفرط في تبليغها (19 يوما بالنسبة للأولى و 8 أسابيع بالنسبة للثانية). وثانيا لأن الزوج لم يعاقب أبدا لعدم احترامه لهذه التدابير.

و علاوة على ذلك، ورغم ثبوت خطورة الزوج بشكل واضح، إلا أن محكمة الجنح رفضت طلب وضع الزوج رهن الاعتقال الاحتياطي الذي تقدم به وكيل الجمهورية؛ وذلك دون إجراء أي تقييم للمخاطر التي تتعرض لها الزوجة. بما في ذلك خطر الوفاة أو اعتداءات جديدة. وقد سمح مناخ الإفلات من العقاب لهذا الزوج بتكرار تعنيفه لزوجته دون قلق.

أما فيما يتعلق بإمكانية لجوء الضحية إلى مأوى مع أطفالها السبعة، لم يسع الدعي العام ولا الشرطة إلى توجيهها إلى هيئة تتلاءم مع احتياجاتها. ومع ذلك، كان يجب على الهيئات الوطنية أن تأخذ في الاعتبار وضعية الاستضعاف و الهشاشة الخاصة التي وجدت فيها المعنية بالأمر نفسها. من الناحية المعنوية والجسدية والمادية، مع ضرورة تقييم الوضع تأسيسا على ذلك مع تقديم المواكبة المناسب لها.



استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

اقتران المادة 14 بالمادة 2: عقب الحكم الصادر في قضية "أوبوز" ضد تركيا- الذي خلصت فيه المحكمة إلى أن العنف المنزلي يمس النساء بصفة أساسية وأن السلبية المعممة والتمييزية للعدالة في تركيا قد خلقت مناخاً ملائماً لهذا العنف - أُتخذت العديد من المبادرات في تركيا. مثل سن قانون جديد يوفر حماية أكبر (القانون رقم 6284) والمصادقة على إتفاقية اسطنبول. إلا أن وقائع هذه القضية قد سبقت هذه الإصلاحات.

وبالرجوع إلى تقارير المنظمة الغير حكومية هيومان رايتس ووتش واللجنة المعنية بالقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (CEDAW\*\*). ومن خلال الإحصائيات التي تبين أعداد النساء اللواتي فقدن حياتهن نتيجة تعرضهن للعنف. فإن الطالبة قدمت بداية حجة على أن النساء في تلك الفترة لم تحصل على حماية فعالة ضد العنف. وقد خلصت المحكمة نفسها. على ضوء هذه التقارير و المعطيات الإحصائية. إلى مدى حجم العنف ضد النساء واستمراره في المجتمع التركي. لاسيما العنف المنزلي. وكذا حقيقة عدم كفاية عدد دور الإيواء المخصصة للنساء في ذلك الوقت.

ويعكس الإفلات من العقاب المشار إليه أعلاه إنكاراً يقينياً من جانب الهيئات الوطنية. سواء فيما يتعلق بخطورة أعمال العنف المنزلي أو بالهشاشة الخاصة لضحايا هذا العنف. وفي ظل التغاضي عن أعمال العنف المتكررة والتهديدات بالقتل التي كانت ابنة الطالبة موضوعاً لها. خلقت السلطات الداخلية مناخاً مواتياً لهذا العنف. فمن غير المقبول أن تترك الضحية عاجزة دون أي حماية في مواجهة عنف زوجها.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: 65 000 أورو عن الضرر المعنوي.

(أنظر أيضاً قضية أوبوز ضد تركيا. 02/33401. 9 يونيو 2009. ورقة معلومات 120 : إم جي ضد تركيا. 10/646. 22 مارس 2016. ورقة معلومات 194 : بالإضافة إلى الورقة الموضوعاتية عن العنف المنزلي).

اتفاقية مجلس أوروبا بشأن الوقاية من العنف ضد النساء والعنف المنزلي و مكافحتها. المصادق عليها من طرف تركيا سنة 2012 ودخلت حيز التنفيذ في عام 2014.

\*\* اللجنة المنشأة بموجب اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة. المصادق عليها من طرف تركيا سنة 1985.

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182435>

الملخص القانوني لحكم  
بالسان (Bălșan) ضد  
رومانيا - 09/49645

حكم 2017.5.23 [القسم الرابع]

## المادة 14

### تميز

إخفاق السلطات في اتخاذ التدابير المناسبة لمكافحة العنف المنزلي ضد النساء: انتهاك

## المادة 3

### التزامات إيجابية

إخفاق السلطات في اتخاذ التدابير المناسبة لحماية الطالبة من العنف المنزلي: انتهاك

– الوقائع –

ادعت الطالبة أن زوجها كان عنيفا تجاهها طوال فترة زواجهما. وخلال إجراءات الطلاق، زادت اعتداءاته عليها. فقدمت عدة شكايات إلى الشرطة. و أمام المحكمة، اشتكت الطالبة من تعرضها للعنف من قبل زوجها. وأن السلطات الوطنية لم تفعل تقريبا أي شيء لوقفه أو منعه.

في القانون - المادة 3: إن العنف الجسدي الذي تعرضت له الطالبة ثابت من خلال تقارير الطب الشرعي والشرطة. ومن الأمور التي تثير القلق أن السلطات الوطنية قد اعتبرت، خلال التحقيقات وأمام المحاكم، أن أعمال العنف العائلي كانت ناجمة عن استفزاز، ولم تكن خطيرة بما فيه الكفاية لتدخل في نطاق القانون الجنائي. لذا، فمسألة إفلات مرتكبي العنف المنزلي من العقاب تعد من صميم هذه القضية. وقد استفادت الطالبة بصفة كاملة من سبل الانتصاف الجنائية المتاحة لها، لكن السلطات الوطنية، رغم علمها بوضعها، لم تتخذ التدابير المناسبة لمعاقبة مرتكب الجريمة ومنع وقوع اعتداءات مستقبلية.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

اقتران المادة 14 مع المادة 3: إن عدم حماية الدولة للنساء من العنف المنزلي يعتبر انتهاكا لحقهن في الحماية المتساوية أمام القانون. وتبين الإحصائيات الرسمية أن غالبية المواطنين في رومانيا يتسامحون مع العنف المنزلي أو حتى يعتبرونه أمرا طبيعيا، كما تشير إلى أن عددا قليلا نسبيا من أعمال العنف المبلغ عنها أعقبتها أبحاث جنائية. إن عدد ضحايا العنف المنزلي يزداد كل سنة، والغالبية العظمى منهم نساء، و تتوافق هذه العناصر مع الملاحظات السابقة للجنة الأمم المتحدة للقضاء على التمييز ضد المرأة.

إن السلطات الوطنية تعلم جيدا أن زوج الطالبة عرضها للعنف مرات عدة. وقد أفرغوا الإطار القانوني من أثره من خلال اعتبارهم أن الطالبة تسببت في أعمال العنف المنزلي قيد النظر. وأن هذا العنف لا يشكل أي تهديد للمجتمع، وبالتالي لم يبلغ درجة الخطورة المبررة لاخذ عقوبات جنائية. وبذلك، تصرفت السلطات بطريقة تتنافى بشكل واضح مع المعايير الدولية المتعلقة بمكافحة العنف ضد المرأة والعنف المنزلي بصفة خاصة. و في هذه القضية، أظهروا أيضًا

سلبيتهم من خلال عدم التفكير في اتخاذ أي تدابير لحماية الطالبة، على الرغم من طلباتها المتكررة إلى الشرطة والنيابة العامة والمحاكم. و اعتبارا للهشاشة الخاصة لضحايا العنف المنزلي، كان ينبغي عليهم فحص وضع الطالبة بمزيد من العمق.

و يمكن اعتبار العنف الذي عانت منه الطالبة عنفا قائما على نوع الجنس. باعتباره شكلا من أشكال التمييز ضد النساء. ففي هذه القضية و على الرغم من اعتماد الدولة لقانون واستراتيجية وطنية للوقاية من العنف الأسري ومكافحته. فإن الغياب التام لأي استجابة من جانب النظام القضائي والإفلات من العقاب الذي يتمتع به المعتدون، كما هو مبين في القضية، يدلان على عدم وجود التزام كاف باتخاذ الإجراءات المناسبة لمكافحة العنف المنزلي. ولم يكن لنظام العدالة الجنائية، وفق ما تم العمل به في هذه القضية، الأثر الرادع المطلوب لمنع الأعمال الغير مشروعة التي يرتكبها زوج الطالبة، بشكل فعال. مسا بالسلامة الشخصية لهذه الأخيرة.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41، 800 يورو عن الضرر المعنوي.

انظر أيضا أوبوز ضد تركيا، 9. 33401/02 يونيو 2009، ورقة المعلومات 120؛ ت.م و سي.م ضد جمهورية مولدوفا، 28. 26608/11 يناير 2014؛ تالبيس ضد إيطاليا، 2. 41237/14 مارس 2017؛ وبشكل أعم، الورقة الموضوعانية حول العنف ضد المرأة.

\* الدورة الخامسة والثلاثون للجنة الأمم المتحدة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة، الملاحظات الختامية بشأن رومانيا، CEDAW / C / ROM / CO / 6 / 6، من 15 مايو إلى 2 يونيو 2006.

\*اتفاقية مجلس أوروبا بشأن الوقاية من العنف ضد النساء و العنف المنزلي و مكافحتها ("اتفاقية اسطنبول")

رابط الملخص القانوني :

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182436>

الملخص القانوني لحكم  
تالبيس ضد إيطاليا -  
14/41237

الحكم 2017.3.2 [القسم الأول]

## المادة 2 التزامات إيجابية

### المادة 2-1 حياة

تقاعس في تقييم خطر على الحياة في الوقت المناسب ناشئ عن حالة عنف منزلي: انتهاك

### المادة 3 بحث فعال التزامات إيجابية

التأخير في الإستجابة الملائمة لأفعال متعلقة بالعنف المنزلي انتهاك

### المادة 14 تمييز

تقصير في حماية امرأة من العنف المنزلي: انتهاك

#### الوقائع

خلال شهري يونيو و غشت 2012، تم استدعاء الدرك مرتين إلى منزل عائلة الطالبة بسبب العنف الزوجي : تم تغريم زوجها لحمله سلاحاً محظوراً و تم حجز سكين. غادرت الطالبة منزل الأسرة ليتم إيوائها من طرف جمعية. في 5 شتنبر 2012، تقدمت بشكاية جنائية من أجل الأذى الجسدي و سوء المعاملة والتهديدات، والتمست تدابير حمائية طارئة.

و استمعت لها الشرطة لأول مرة في أبريل 2013، وقد غيرت الطالبها تصريحاتها: أشارت أنها تعرضت للضرب ولكنها لم تتعرض للتهديد و عادت منذ ذلك الحين إلى منزل الزوجية. وفي ضوء هذه التغييرات \_ التي فسرتها الطالبة بصعق زوجها \_ تم حفظ الشكاية جزئياً (في الشق المتعلق بسوء المعاملة والتهديد) وبقيت قيد التحقيق في الجانب المتعلق بالضرر البدني (وسوف يتم تغريم الزوج بهذه التهمة و حكم عليه بغرامة في أكتوبر 2015).

و في نونبر 2013، تم استدعاء الدرك للمرة الثالثة. تم كسر الباب وتناثرت زجاجات الكحول على الأرض. لكن لم تظهر على الطالبة ولا ابن الزوجين أية علامات للعنف: فقالت إن زوجها كان يشرب الخمر فقط ويحتاج إلى طبيب، مضيفة أنها تقدمت بشكاية ضده في الماضي لكنها غيرت اتهاماتها منذ ذلك الحين. تم نقل الزوج إلى المستشفى. وفي نفس الليلة تم تغريمه بعد أن وجد في حالة سكر في الشارع. ثم عاد إلى منزل الأسرة مسلحاً بسكين مطبخ. حيث طعن الطالبة عدة مرات و قتل ابنهما أثناء محاولته إيقافه.

و في يناير 2015، حكم على زوج الطالبة بالسجن المؤبد : بالإضافة إلى القتل ومحاولة القتل. تم التصريح بإدانته من أجل سوء المعاملة\_ أكدت الشهادات أعمال عنف سابقة.

### في القانون

المادة 2: على الدولة التزام إيجابي باخذ تدابير وقائية ملموسة لحماية الشخص الذي تكون حياته معرضة للخطر. و يجب تقييم وجود خطر حقيقي وفوري على الحياة مع الأخذ بعين الاعتبار السياق الخاص للعنف المنزلي: لا يتعلق الأمر فقط بضمان الحماية العامة للمجتمع. ولكن أيضًا وقبل كل شيء مراعاة حقيقة أن نوبات العنف المتتالية تتكرر بمرور الوقت داخل الخلية الأسرية. وكان ينبغي على الهيئات الوطنية أن تراعي حالة الاستضعاف والهشاشة الخاصة للطالبة على المستوى النفسي والجسدي والمادي وتقييم الوضع وفقًا لذلك، من خلال تقديم الدعم المناسب لها. و في هذا السياق، لا يمكن لحقوق المعتدي أن تكون لها الأولوية على حقوق الضحايا في الحياة والسلامة الجسدية والعقلية.

و في القضية البراهنة، الأكد أنه فُتح تحقيق قضائي ضد زوج الطالبة فيما يتعلق بجرائم الاعتداء على الأسرة والأذى البدني والتهديدات. ولكن من ناحية، لم يصدر أي أمر بالحماية : ومن ناحية أخرى، استغرق الأمر سبعة أشهر بعد تقديم شكايتها في سبتمبر 2012 قبل الاستماع إلى الطالبة.

ولا يمكن أن يؤدي مثل هذا التأخير إلا إلى حرمان الطالبة من الحماية الفورية التي يقتضيها الوضع. والأكد أنها لم تعرض لأي عنف بدني آخر خلال تلك الفترة، غير أنه لا يمكن تجاهل حقيقة شعور الطالبة بالخوف الذي عاشته من خلال المضايقات عن طريق الهاتف أثناء إقامتها في مركز الاستقبال.

صحيح أن طالبة عدلت جزئيا تصريحاتها أثناء الاستماع إليها، مما دفع السلطات إلى حفظ الشكاية جزئياً. إلا أن السلطات، بفعلها ذلك، أخفقت في تقييم المخاطر - بما في ذلك مخاطر اعتداءات جديدة - رغم أن إجراءات الأذى الجسدي المشدد ظلت سارية. ولذلك رفضت المحكمة حجة الحكومة بعدم وجود دليل ملموس على وجود خطر وشيك على حياة الطالبة.

إن تأخر السلطات في الاستجابة أفقد الشكاية فعاليتها وخلق بيئة للإفلات من العقاب تفضي إلى تكرار الجاني لأعمال العنف التي ارتكبتها والتي بلغت ذروتها في ليلة 25 نونبر 2013 المتساوية. فخلال هذه المرحلة، أتاحت للشرطة فرصة التدخل مرتين، المرة الأولى عندما رأوا الشقة مدمرة : المرة الثانية عندما أوقفوا وغرموا زوج الطالبة بتهمة السكر العلني. ومع ذلك، لم تتخذ السلطات في أي من هاتين المراتين أي تدابير خاصة لتوفير الحماية الكافية للطالبة ارتباطاً بخطورة الوضع، على الرغم من علمها بالعنف الذي مارسه زوجها عليها. و إذا كان من غير الممكن للمحكمة التكهن بما يمكن أن يحدث إذا تبنت السلطات سلوكاً مختلفاً فإنه ومع ذلك، فإن الفشل في اتخاذ تدابير معقولة كان من شأنها أن تكون فرصة حقيقية لتغيير مسار الأشياء أو تخفيف الضرر الناجم، كافٍ لإثارة مسؤولية الدولة.

وبما أن قوات حفظ النظام تتوفر على إمكانية الاطلاع على سوابق زوج الطالبة في الوقت الحقيقي، فكان ينبغي عليها أن تفتن إلى أن الزوج يشكل خطراً فعلياً عليها، لا يمكن استبعاد تحققه الوشيك. وبالتالي، فإن السلطات لم تتخذ، في إطار سلطاتها ومن وجهة نظر معقولة، التدابير التي من شأنها بلا شك أن تخفف، أو حتى تمنع، تحقق خطر حقيقي على حياة الطالبة و ابنها. و من ثم فإن فشلها في أعمال العناية الواجبة تكون السلطات أخفقت في الوفاء بالتزاماتها الإيجابية.

استنتاج: انتهاك (سته أصوات لواحد).

المادة 3: يمكن اعتبار الطالبة ضمن فئة "الأشخاص المستضعفين" الذين لهم الحق في حماية الدولة، لا سيما في ضوء العنف الذي تعرضت له في الماضي، وهذا العنف، الذي نتج عنه إصابات جسدية وضغط نفسي، خطير بدرجة كافية لتكييفه أنه سوء معاملة بالمعنى المقصود في المادة 3 من الاتفاقية.

وبموجب اتفاقية مجلس أوروبا بشأن الوقاية من العنف ضد النساء و العنف المنزلي و مكافحتها (اتفاقية إسطنبول، التي صادقت عليها إيطاليا ودخلت حيز التنفيذ سنة 2014)، فإن الأمر يتطلب عناية خاصة في التعامل مع الشكايات في هذا المجال. ففي هذا الميدان يتعين على السلطات الوطنية أن تأخذ في الاعتبار وضعية الاستضعاف و الهشاشة الخاصة للضحية - معنويا أو جسديا أو ماديا - وأن تقيم الحالة وفقا لذلك بأقصى سرعة.

وقد لاحظت المحكمة في ضوء المادة 2 أن فشل السلطات في الاستجابة الفورية قد جرد شكاية الطالبة من أي فعالية، بما أدى إلى حالة من الإفلات من العقاب تفضي إلى تكرار أعمال العنف التي يرتكبها زوجها. ففي هذه القضية ليس هناك ما يفسر: سلبية السلطات لسبعة أشهر من أجل تحريك المتابعات الجنائية ولا استغراق الإجراءات الجنائية المتعلقة بالإصابة الجسدية المشددة لثلاث سنوات بعد أن قدمت الطالبة شكايتها. فهذه السلبية القضائية تنافي تماما مع مقتضيات المادة 3 من الاتفاقية.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

اقتران المادة 14 مع المادتين 2 و 3: أشارت المحكمة في اجتهادها القضائي حول الجانب المتعلق بالتمييز تجاه المرأة في حالات إخفاق السلطات في الحماية ضد العنف المنزلي.

بيد أن حجم المشكلة في إيطاليا يبرز من استنتاجات مقرر الأمم المتحدة الخاص المعني بمسألة العنف ضد المرأة، وأسبابه وعواقبه، في أعقاب بعثته إلى إيطاليا سنة 2012؛ واللجنة المنشأة بموجب اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة: سيداو CEDAW الدورة 49، (2010)؛ والمعهد الوطني للإحصاء ISTAT، 2014.

و هكذا قدمت الطالبة بداية حجة، والبيانات الإحصائية المقدمة تبين: من ناحية، أن العنف الأسري يؤثر بشكل رئيسي على النساء وأنه، على الرغم من الإصلاحات التي تم إجراؤها، يقتل عدد كبير من النساء على يد شريكهن أو من قبل رفيقهن السابق (قتل النساء)؛ من ناحية أخرى، فإن المواقف الاجتماعية والثقافية المتسامحة مع العنف المنزلي لا تزال قائمة. وتميز بداية



الحجة هذه بين القضية الحالية و قضية رمور ضد إيطاليا (10/72964، 27 ماي 2014)، والتي كانت ظروفها الواقعية مختلفة كثيرا.

وقد لاحظت المحكمة بموجب المادتين 2 و 3 فشل السلطات الداخلية في توفير حماية فعالة للطالبة وحالة الإفلات من العقاب التي وجدها مرتكب أعمال العنف. و بالنظر لتقليلها من شأن خطورة هذه الأفعال، من خلال تقاعسها، من فإن السلطات الإيطالية قد أيدتها في جوهرها. ولذلك كانت الطالبة ضحية للتمييز بوصفها امرأة.

استنتاج: انتهاك (خمسة أصوات مقابل اثنين)

المادة 41: 30 000 يورو عن الضرر المعنوي: ورفض الطلب المتعلق بالضرر المادي.

(انظر أيضاً قضية أوبوز ضد تركيا، 02/33401، 9 يونيو 2009، ورقة معلومات 120 : إم جي ضد تركيا، 10/646، 22 مارس 2016، ورقة معلومات 194 : حليم كيليش ضد تركيا، 28.11/63034، يونيو 2016، ورقة معلومات 198 : وكذلك الورقة الموضوعاتية عن العنف المنزلي).

رابط الملخص القانوني :

<https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22%3A%5B%22001-182437%22%5D%7D>

الملخص القانوني لحكم د.م.د.  
ضد رومانيا 13/23022

حكم 2017.10.3 [القسم الرابع]

## المادة 3 بحث فعال

طول فترة الإجراءات و غيرها من أوجه التقصير في إطار المتابعات من أجل العنف المنزلي ضد طفل قاصر: انتهاك

## المادة 6 الإجراءات المدنية

### المادة 6-1 الولوج إلى المحكمة المحاكمة العادلة

#### الوقائع

ولد الطالب سنة 2001. وفي فبراير 2004، اتصلت والدته بسلطة حماية الطفولة، للإبلاغ عن تعرض ابنها لسوء المعاملة من قبل زوجها والد الطفل. و خلال الفترة الممتدة من مارس إلى يوليوز قدمت خمس شكايات أخرى إلى الشرطة. و فتحت السلطات جنًا جنائيا بعد تقديم الشكاية الخامسة. حيث استمعت النيابة العامة إلى ستة شهود وفحصت التقارير النفسية التي أفضت إلى توجيه الاتهام إلى والد الطالب في دجنبر 2007.

وقد تم فحص القضية على مستوى ثلاث درجات من التقاضي. حيث تمت تبرئة والد الطالب في بداية الأمر بعد أن اعتبرت المحاكم الداخلية أن "سلوكه الغير المناسب أحيانا" جَاه ابنه لا يشكل جريمة. غير أنه في أبريل 2012، وبعد عدة إحالات للقضية لأسباب مرتبطة بعبوب شكلية شابت قرارات المحاكم الدنيا، قضت محكمة المقاطعة في نهاية المطاف بإدانة الأب من أجل الإساءة لطفله جسديا ولفظيا. وقد خلصت لهذه النتيجة بعد أن تبين لها أن سلوكه كان أكثر خطورة من نوع العنف "المعزول أو العشوائي" الذي يمكن أن يرتكب من طرف الوالدان اللذان يعاقبان أطفالهم.

و انتهت المسطرة أخيرا في نونبر 2012 عقب الطعن المقدم من الطرفين بتأكيد محكمة الاستئناف أن الأب متورط في إساءة معاملة طفله و حكمت عليه بعقوبة سجنية مع إيقاف التنفيذ، الذي تم تخفيض مدته أخذا بعين الاعتبار للطول المفرط للإجراءات المسطرية. و اشتكى الطالب و النيابة العامة من عدم منح أي تعويض. بيد أن محكمة الاستئناف قضت بأنها غير ملزمة بالنظر في مسألة التعويضات على اعتبار أنه لا الطالب ولا النيابة العامة طلبا الحصول على تعويض أمام المحاكم الأدنى درجة.

في القانون -المادة 3 (الجناب الإجرائي): تأكد المحكمة أنه يتعين على الدول الأعضاء السعي لحماية كرامة الأطفال بشكل صريح وكامل. وهو ما يتطلب من الناحية العملية إطار قانوني

ملائم. يوفر الحماية للأطفال من العنف المنزلي. بما في ذلك (أ) الوقاية الفعالة للأطفال من هذه الأشكال الخطيرة للاعتداء على السلامة الشخصية؛ (ب) اتخاذ تدابير معقولة لمنع إساءة المعاملة التي بلغت إلى علم السلطات أو كان ينبغي أن تكون على علم بها و (ج) فتح تحقيقات رسمية فعالة كلما ادعى الفرد بطريقة مقبولة أنه تعرض لسوء المعاملة.

إن الغرض الأساسي من البحث في مزاعم سوء المعاملة في قضية الطالب قد تحقق إذ أن الشخص المسؤول عن الاعتداء (الأب) قد أدين في نهاية المطاف وحكم عليه بعقوبة سجنية. وعلى الرغم من ذلك، يمكن اعتبار أن البحث لم يكن فعالاً، بالنظر لطول مدته و أوجه القصور الخطيرة التي شابته.

(أ) مدة البحث - لقد علمت السلطات بوضعية المعني بالأمر لأول مرة في فبراير 2004 عندما اتصلت أم الطالب بسلطات حماية الطفولة للتبليغ عن سوء المعاملة ومع ذلك، لا يوجد ما يشير إلى اتخاذ تدابير ملموسة للتحقق من الوقائع المبلغ عنها أو إبلاغها للشرطة أو حماية الضحايا. وقد تقاعست السلطات عن الاستجابة للشكايات الجنائية الأربع الأولى للأب ضد الأب بين مارس ويونيو 2004. وعند فتح البحث في نهاية المطاف استمر هذا الأخير مدة ثلاث سنوات وستة أشهر تقريبا. وفي المجموع، استغرقت الإجراءات ثمان سنوات وأربعة أشهر لثلاث مستويات من درجات التقاضي، بسبب فترات طويلة من الجمول من قبل المحققين ومعهد الطب الشرعي وسلسلة من القرارات التي ألغيت بسبب عيوب ارتكبت من قبل المحاكم الأدنى. ما تكون معه هذه المدة غير معقولة.

(ب) أوجه القصور - يظهر أن المسطرة شابتها أوجه القصور التالية : '1' خلافا لأبيه الذي حصل على تخفيض في العقوبة، لم يحصل الطالب على أي شكل من أشكال التعويض عن مدة المسطرة : '2' لم يتلق الطالب أي تعويض عن إساءة المعاملة التي تعرض لها؛ '3' الطريقة التي تعاملت بها المحاكم الداخلية في قضية العنف المنزلي والتي تشير على ما يبدو إلى أنه يمكن التسامح مع أعمال العنف "المنعزلة والعشوائية" داخل الأسرة، لا تتوافق مع القانون الداخلي أو الاتفاقية، التي تحظر كلاهما سوء المعاملة، بما في ذلك العقاب البدني. وبالفعل، فإن أي شكل من أشكال تبرير الاعتداء على الأطفال، بما في ذلك العقاب البدني، يفضي لتقويض كرامتهم.

لهذه الأسباب، فإنه بالنظر إلى رهانات المسطرة بالنسبة للطلاب ومدتها ومجرياتهما والفرق في المعاملة بين الطالب والجاني فيما يتعلق بهذا المدة، وكذلك الطريقة التي تناولت بها المحاكم مسألة العنف المنزلي خلصت المحكمة إلى أن البحث في ادعاءات سوء المعاملة لم يكن فعالاً.

استنتاج: انتهاك (الإجماع).

المادة 6 الفقرة 1 (المحاكمة العادلة): لاحظت المحكمة أنه وفقا للقانون الواجب التطبيق (المادة 17 من قانون المسطرة الجنائية)، فإن المحاكم الداخلية ملزمة بالبت في مسألة التعويض في الحالات التي يكون فيها الضحية قاصر، وبالتالي ليس له أهلية قانونية، حتى بدون طلب رسمي من الضحية. ويتعين على كل من المحاكم والنيابة العامة أن يسعيا جاهدين للحصول على معلومات من الضحية عن مدى الضرر اللاحق بها. لذلك فإن القانون

الواجب التطبيق يمنح حماية قوية للأشخاص المستضعفين. مثل الطالب. وذلك بتحميل السلطات مسؤولية أوسع. وإلزامها بالقيام بدور أكثر فعالية في هذا الصدد. ولهذا السبب. وبالنظر إلى موضوع البحث. فإن الإجراءات لم تقتصر على مجرد نزاع بين أشخاص عاديين. بل تشمل أيضا مسؤولية الدولة بموجب الفقرة 1 من المادة 6 من الاتفاقية.

و في ضوء الصياغة الواضحة للقانون الداخلي. كان ينبغي على محكمة الاستئناف أن تنظر في جوهر التظلم الذي قدمه الطالب بشأن عدم الجبر. فبدل البت اكتفت ببساطة بإثارة مسألة أنه لا الطالب ولا النيابة العامة طلبا تعويضا أمام المحاكم الدنيا ولم تركز على دور المحاكم الداخلية أو النيابة العامة في الدفاع عن المصلحة الفضلى للطالب. وهو ما يرقى إلى إنكار للعدالة أدى إلى انتهاك الفقرة 1 من المادة 6.

استنتاج: انتهاك (أربعة أصوات مقابل ثلاثة)

وبعد أن خلصت المحكمة إلى حدوث انتهاك للمادة 3 في جانبها الإجرائي. رأت بالإجماع أنه لا حاجة للبت بشكل منفصل في التظلم بموجب الفقرة 1 من المادة 6 فيما يتعلق بمدة الإجراءات.

المادة 41: 10 000 يورو عن الضرر المعنوي.

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182438>

الملخص القانوني لحكم  
أي.س ضد المملكة المتحدة  
10/4547

حكم 2012.3.13 [القسم الرابع]

## المادة 8

### المادة 8-1

### احترام الحياة الأسرية

إيداع طفل مع أحد الوالدين بالتبني المحتمل لإبعاد الطفل عن سياق العنف: عدم وجود انتهاك

#### الوقائع

في سنة 2001 أُجبت الطالبة طفل من شريكها الذي كانت تعاشره منذ عدة سنوات. وفي سنة 2003، استرعت الأسرة انتباه المصالح الاجتماعية نتيجة وقوع "حادثة تحت تأثير الكحول" بين الوالدين. ثم توالى في وقت لاحق حوادث العنف المنزلي وإساءة استعمال المشروبات الكحولية، ومنذ نهاية سنة 2007، تفاقمت هذه الأوضاع إذ تم استدعاء الشرطة لمنزل الأسرة مرات عدة. وفي يونيو 2008، حصلت السلطة المحلية على أمر طارئ بإيداع طفل بعد إصابته أثناء مشاجرة عنيفة أخرى بين والديه. ثم أعقبه أمر آخر للرعاية المؤقتة، حيث تم وضع الطفل في دار للرعاية كما تم تعيين ولي أمر لحماية مصالحه. وقد تم تمديد أمر الرعاية المؤقتة مرات عدة في انتظار تقارير مفصلة من المصالح الاجتماعية وولي الطفل والطبيب النفسي. وفي أبريل 2009، قررت محكمة الأسرة عدم إصدار أمر جرمان الوالدين والإيداع النهائي بعد أن خلصت إلى وجوب إعطاء الطالبة فرصة أخيرة لإثبات قدرتها على رعاية الطفل في ضوء هذا الانفصال وذلك بعد أن صرحت أنها انفصلت عن الأب. لذا، أصدرت أمرا جديدا بالرعاية المؤقتة. غير أنه تم إلغاء هذا الأمر من طرف محكمة المقاطعة بناء على استئناف قدمته السلطة المحلية وولي أمر الطفل. بعد أن اعتبر القاضي أن "النتيجة الوحيدة لتأجيل صدور قرار حرمان الوالدين هو المزيد من التأخير، ومن ثم تقويض عملية إيجاد حل طويل الأمد". وفي يناير 2010 رفض ملتزم الطالبة الرامي إلى الإذن بالطعن أمام محكمة الاستئناف، فتم إيداع ابنها مع عائلة مضيضة في أفق تبنيه.

في القانون - المادة 8: ما لا شك فيه أن رفض إعادة تقييم الوضعية، والأمر جرمان الوالدين وإيداع الطفل، يشكل تدخلا خطيرا في حق الطالبة في احترام حياتها الأسرية. غير أن هذا التدخل كان "وفقا للقانون" و سعى لتحقيق هدف مشروع يتمثل في حماية حقوق الطفل.

وفيما يخص النقطة المتعلقة بما إذا كان التدخل موضوع النزاع ضروريا في مجتمع ديمقراطي، فإن المحكمة رأت أن قاضي محكمة المقاطعة خلال بحثه في المصلحة الفضلى للطفل، لاحظ أن إعادة تقييم الوضع سيترتب عليه اضطراب في عملية إيداع هذا الأخير. وقد يعرض الطفل لخطر التعرض لأذى عاطفي إذا خلصنا لاستحالة عيشه مع أمه. وأخذا بعين الاعتبار سلوك الأم وإمكانية استئناف علاقتها مع الأب، فإن إعادة التقييم لا تسمح في جميع الأحوال بجمع عناصر كافية لاستنتاج أنها ستحتفظ بحضانة طفلها وسيفرض فقط إلى تأخير و تقويض عملية إيجاد حل طويل الأمد بشأن وضعه. وعلى ضوء عناصر الملف والتقارير التي كان يتوفر عليها، اعتبر أن استئناف العلاقة بين الطالبة وأب الطفل كانت محتملة وتثير

مخاوف معقولة حول سلامة القاصر. و بالنسبة له فعلى الرغم من أن مصلحة الطفل الفضلى، تقتضي عموماً، الحفاظ على علاقاته الأسرية قدر الإمكان، فمن الواضح في هذه القضية أن الحاجة إلى ضمان نمو القاصر في بيئة صحية وأمنة تفوق هذا الاعتبار، وقد بذلت محاولات لإعادة بناء الأسرة من خلال توفير الدعم الأبوي أو من خلال تقديم مساعدة مرتبطة بمشاكل الكحول؛ يبدو أن الطالبة لم تحصل على أي مساعدة فيما يخص العنف العائلي بينما تلقت المعلومات الضرورية بهذا الشأن؛ و في الأخير، فإن التقارير التي أعدتها كل من المصالح الاجتماعية والولي والأخصائي النفسي، تشير للصعوبات التي أثارها رفض الوالدين التعامل مع السلطات.

عند اتخاذ قاضي محكمة المقاطعة لقراره، أخذ بعين الاعتبار المصلحة الفضلى للطفل، وفق ما تقتضيه المادة 8، مراعيًا لمختلف العوامل ذات الصلة، كما اعتمد بشكل كبير على التقارير والشهادات الشفوية للأخصائيين الاجتماعيين وولي الأمر والأخصائي النفسي، وجميعهم اكتشفوا مشاكل عدة، كما أتاحت للطالبة إمكانية الحصول على جميع التفاصيل اللازمة فيما يتعلق بأسباب قرار القاضي و طلب إعادة النظر في القضية من طرف محكمة الاستئناف. وختاماً، فإن قرار وضع الطفل في الرعاية لم يتجاوز هامش السلطة التقديرية للدولة، والأسباب المقدمة لتبريره وجيهة وكافية. و قد أتاحت للطالبة كل الفرص لعرض حججها و تم إشراكها بقوة في عملية صنع القرار.

استنتاج: عدم وجود انتهاك (سته أصوات مقابل واحد).

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182439>



الملخص القانوني لحكم  
بيتيركا ضد رومانيا  
15/56867

حكم 2002.2.11 [القسم الرابع]

## المادة 3 بحث الفعال التزامات إيجابية

فشل السلطات في القيام ببحث جنائي من زاوية العنف الزوجي: انتهاك

## المادة 8 التزامات إيجابية

## المادة 1-8 احترام المراسلات

غياب دراسة لجوهر شكاية تتعلق بالعنف السيبراني مرتبطة بشكل وثيق بشكاية عنف زوجي: انتهاك

### الوقائع

استنادا إلى شهادة الطب الشرعي، التجأت طالبة إلى للسلطات للتبليغ عن السلوك العنيف لزوجها السابق. و قد طلبت، كعنصر إثبات في الإجراءات الجنائية، إجراء تفتيش إلكتروني لحاسوب الأسرة، مدعية أن زوجها السابق تصفح حساباتها الإلكترونية بشكل تعسفي، بما في ذلك حسابها على الفايبروك، وأنه قام بنسخ محادثاتها الخاصة ووثائقها وصورها، وتم رفض الطلب بعلّة أن العناصر التي يحتمل الحصول عليها لا علاقة لها بإجراءات التهديد والعنف الموجهة لزوجها السابق. وقدمت طالبة بعد ذلك شكاية جديدة ضد زوجها السابق لانتهاكه سرية مراسلاتها، والتي تم رفضها للتأخر في تقديمها.

و فرضت النيابة العامة غرامة إدارية على زوجها السابق و حفظت القضية استنادا على مقتضيات القانون الجنائي التي تعاقب على العنف بين الأفراد لا على المقتضيات التي تعاقب على العنف الزوجي.

وأيدت المحكمة مستنتجات النيابة العامة، والتي تفيد بأن التهديدات التي تعرضت لها طالبة لا ترقى لدرجة الاضطراب الاجتماعي اللازم لتكليفها كجريمة، وأنه لا يوجد دليل مباشر على أن الإصابات التي عانت منها المعنية بالأمر تسبب فيها زوجها السابق. وفيما يتعلق بالخرق المزعم لسرية المراسلات، ارتأت المحكمة أنه غير ذي صلة بموضوع القضية وأن البيانات المنشورة على الشبكات الاجتماعية كانت مفتوحة.

### في القانون - المادتان 3 و 8

1) فيما يتعلق بالبحث في سوء المعاملة - لم تعالج السلطات الوقائع موضوع النزاع من منظور العنف الزوجي، والواقع أن البحث لم يأخذ في الاعتبار خصوصيات وقائع العنف المنزلي

على النحو الذي تم إقراره في اتفاقية مجلس أوروبا المتعلقة بالوقاية من العنف ضد النساء والعنف المنزلي ومكافحتهما ("اتفاقية اسطنبول").

ولم تقتنع المحكمة بأن استنتاجات المحكمة في هذه القضية كان لها تأثير رادع قادر على كبح ظاهرة خطيرة مثل العنف الزوجي. بالإضافة إلى ذلك، فإن عدم تشكيك أي سلطة داخلية في حقيقة وخطورة الإصابات التي لحقت بالطالبة، يفضي إلى أن أي عنصر في البحث لن يتيح التعرف على الشخص المسؤول.

وهكذا، اقتصرت سلطات البحث على الاستماع لأقارب الطالبة كشهود، لكن لم يتم جمع أدلة أخرى لتحديد أصل الإصابات التي تعاني منها المعنية بالأمر، وعند الاقتضاء، الأشخاص المسؤولين.

ففي قضية تتعلق بأعمال عنف أسري مزعوم، كان على سلطات البحث اتخاذ التدابير اللازمة لتوضيح ملابسات القضية، وبالتالي، فعلى الرغم من أن الإطار القانوني الذي وضعته الدولة المدعى عليها يوفر نوعاً من الحماية للطالبة، فإن هذه الأخيرة تدخلت بعد الوقائع العنيفة التي جرى التبليغ عنها ولم تتمكن من معالجة أوجه القصور التي طالت البحث.

(ب) بشأن البحث في انتهاك سرية المراسلات - سواء تعلق الأمر بالقانون الداخلي أو القانون الدولي، لا ينظر إلى ظاهرة العنف المنزلي على أنها تقتصر فقط على أعمال العنف الجسدي ولكنها تشمل، من بين أمور أخرى، العنف النفسي أو التحرش.

و علاوة على ذلك، يعترف حالياً بالعنف السبيرياني باعتباره أحد جوانب العنف ضد النساء والفتيات ويمكن أن يتخذ أشكالاً عدة، بما في ذلك الانتهاكات المعلوماتية للحياة الخاصة، واختراق حاسوب الضحية وأخذ البيانات والصور ومشاركتها ومعالجتها، بما في ذلك البيانات ذات الطابع الشخصي. وفي سياق العنف المنزلي، كثيراً ما تتم مراقبة الفضاء السبيرياني من طرف الشركاء الحميمين؛

وعليه، تقبل المحكمة أن أعمالاً مثل المراقبة أو النفاذ أو حفظ مراسلات الزوج (ة) دون حق يمكن أن تؤخذ بعين الاعتبار عندما تتحرى السلطات الوطنية في وقائع العنف المنزلي. وتستدعي مزاعم انتهاك المراسلات النظر المتعمق من جانب السلطات حتى تتمكن من الفهم الشامل لظاهرة العنف الزوجي بجميع أشكالها.

غير أن النظر المتعمق انتهى في هذه القضية و لم تقم السلطات الوطنية بالإجراءات المسطرية لجمع الأدلة اللازمة لإثبات حقيقة الوقائع أو تكييفها القانوني. وقد أظهرت شكلياً مفرطة في استبعاد أي صلة بوقائع العنف الزوجي التي سبق أن لفتت الطالبة انتباههم إليها، وبالتالي فشلوا في أخذ مختلف الأشكال التي يمكن أن يتخذها العنف الزوجي بعين الاعتبار.

وعليه، وقع خرق للالتزامات الإيجابية الناشئة عن المادتين 3 و8 من الاتفاقية.

الخلاصة: وقوع انتهاك (بالإجماع)

المادة 41: 10000 يورو عن الأضرار المعنوي؛ و رفض الطلب المتعلق بالضرر المادي.

(انظر الأوراق الموضوعاتية حول العنف الأسري والعنف ضد المرأة).

انظر أيضا قضية اوبوس (Opuz) ضد تركيا 02/33401 بتاريخ 9 يونيو 2009 ورقة معلومات 120؛ وأ. س (E.S) وآخرون ضد سلوفاكيا 15. [8227/04](#) 8 سبتمبر 2009، ورقة معلومات 122 : أ. م. (E.M) ضد رومانيا. 30. [43994/05](#) أكتوبر 2012، ورقة معلومات 156 : فالولييان (Valiulienè) ضد ليتوانيا. 26. [33234/07](#) مارس 2013 ورقة معلومات 161 : ت. م و س. م (T.M et C.M) ضد جمهورية مولدوفا. 28. [26608/11](#) يناير 2014 : و بالسون Bălșan ضد رومانيا. 23. [49645/09](#) ماي 2017 ورقة معلومات (207).

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-207853>

الملخص القانوني لحكم  
فولودينا ضد روسيا -  
17/41261

حكم 2019.7.9 [القسم الثالث]

## المادة 3 معاملة مهينة معاملة للإنسانية

تقاعس السلطات عن اتخاذ التدابير المناسبة لحماية ضحية عنف منزلي: انتهاك

## المادة 14 التمييز

عدم وجود تشريع يعرف العنف المنزلي ويعاقب عليه بشكل منهجي: انتهاك

### الوقائع

اشتكى الطالب من أن السلطات الروسية قد أخفقت في التزامها بحمايتها من أعمال العنف المنزلي الذي ارتكبه رفيقها السابق. والبحث في هذه الأفعال ومتابعة الجاني. وبشكل أعم، عدم قيامها بوضع إطار قانوني يستهدف مكافحة التمييز ضد المرأة القائم على أساس نوع الجنس.

### في القانون

المادة 3 - قام الرفيق السابق للطالبة بممارسة العنف عليها و الذي بلغ حد الخطورة المطلوبة لإعمال مقتضيات المادة 3. و مما لا شك فيه أنه، من خلال سلوكه القهري والقسري، تسبب في شعورها بالخوف والقلق والعجز وهو أمر خطير بما فيه الكفاية ليفضي إلى استنتاج أنها كانت ضحية لمعاملة للإنسانية بالمعنى المقصود في هذه المقتضيات. لذا، يجب على المحكمة أن تحدد ما إذا كانت السلطات الوطنية قد أوفت بالتزامها الإيجابي بحماية الأفراد الخاضعين لولايتها القضائية ضد جميع أشكال سوء المعاملة، بما في ذلك تلك التي يمارسها الأفراد.

أ) الالتزام بوضع وتطبيق إطار قانوني ملائم - لم تعتمد روسيا قانونا يهدف تحديدا إلى معالجة مشكلة العنف العائلي، إذ لم يتم اعتماد أي قانون بشأن العنف المنزلي أو أي قانون آخر من هذا القبيل. و لم يتم التعريف أو الإشارة، بأي شكل من الأشكال، لمفهوم "العنف المنزلي" أو أي مفهوم مائل في القانون الروسي. و لا يعتبر العنف المنزلي جريمة منفصلة بموجب القانون الجنائي أو قانون الجرائم الإدارية. ثم إن القانون الجنائي الروسي لا يميز العنف المنزلي عن باقي أنواع العنف ضد الأشخاص، بل يدرجه في الأحكام المتعلقة بالحق الأذى البدني و ما يرتبط بها من مقتضيات، مثل تلك المتعلقة بالقتل أو التهديد بالقتل أو الاغتصاب.

إن مقتضيات القانون الجنائي الحالية غير كافية لتغطية العديد من أشكال العنف المنزلي. منذ سلسلة من التعديلات التشريعية، يشكل الاعتداء الذي يرتكبه فرد ضد أفراد عائلته جريمة جنائية، ولكن فقط في حالة ارتكابه للمرة الثانية خلال فترة اثني عشر شهرا أو إذا أدى إلى ضرر بدني يشكل على الأقل اعتداء بالضرب والجرح الخفيف.

لقد سبق للمحكمة أن قالت إن إخضاع فتح بحث جنائي لوجود ضرر على درجة معينة من الخطورة يقوض فعالية تدابير الحماية المقابلة. لأن العنف المنزلي يمكن أن يتخذ أشكالاً عديدة. لا تسبب جميعها ضرراً جسدياً - على سبيل المثال. قد تكون نفسية أو اقتصادية. أو تكون من سلوك قهري أو قسري. و علاوة على ذلك. فإن المقتضيات المتعلقة بـ "الضرب و الجرح المتكرر" لم تكن لتوفر للطالبة أي حماية. حيث مضى أكثر من اثني عشر شهراً بين الاعتداءات التي تعرضت لها سنة 2016 والموجة الجديدة من التهديدات و الشتائم التي واجهتها سنة 2018. وتشير المحكمة في هذا الصدد إلى أن حدث واحداً يمكن أن يشكل عنفاً منزلياً.

زد على ذلك. فإنه بموجب القانون الروسي. يجب على الضحايا رفع دعاوى خاصة في قضايا "الأذى الجسدي الخفيف" أو "الضرب و الجرح المتكرر". و الأكد. أن الحماية الفعالة للحق في السلامة الجسدية التي تضمنها الاتفاقية لا تتطلب أن تكون جميع حالات الاعتداء التي يرتكبها فرد موضوع متابعات عامة: غير أنه في سياق العنف المنزلي. فإن إمكانية تحريك متابعات خاصة ليست كافية. بداية. إن متابعات من هذا القبيل تستغرق عادة وقتاً ولا تمنع تكرار وقائع من نفس النوع. ثم إن الالتزام بمتابعات خاصة يلقي بعبء غير معقول على ضحايا العنف المنزلي. إذ تنقل إليهم مسؤولية جمع أدلة إثبات إدانة مرتكب العنف إلى المستوى المفروض في إطار جنائي. إن هذه المهمة صعبة بطبيعتها عندما يحدث العنف في إطار خاص و ذلك في غياب شهود وأحياناً دون ترك آثار مرئية. إنه ليس بالأمر الهين حتى بالنسبة للمهنيين المكلفين بإنفاذ القانون. إذ يصبح من المستحيل على الضحية التي يجب عليها جمع الأدلة بمفردها مع الاستمرار في العيش مع مرتكب العنف. والبقاء معتمدة عليه مالياً. وخائفة من انتقامه. بالإضافة إلى ذلك. حتى إذا أسفرت المحاكمة عن حكم بالإدانة. فلا يمكن للضحية الاستفادة من الحماية اللازمة في شكل أمر حماية أو إبعاد على سبيل المثال. فهذه التدابير غير موجودة أصلاً في القانون الروسي.

ولا ينص القانون الروسي على أي استثناء على القاعدة التي مفادها أن الشروع في الإجراءات المتعلقة بهذا النوع من الجرائم ومواصلتها يتوقف تماماً على مبادرة الضحية وإرادتها. بيد أنه. ينبغي أن تكون سلطات المتابعة قادرة على مواصلة الإجراءات باسم المصلحة العامة حتى لو سحبت الضحية شكايبتها. و لم تتبع السلطات الروسية التوصية 5 (2002) Rec الصادرة عن مجلس أوروبا. التي بمقتضاها يتعين على الدول الأعضاء أن تنص على إمكانية تحريك دعوى جنائية بناء على طلب من النيابة العامة وخاذ تدابير لضمان الحماية الفعالة للضحايا من التهديدات ومخاطر الانتقام. وقد شجبت اللجنة المعنية بالقضاء على التمييز ضد المرأة. في مناسبات عدة. عدم قيام السلطات بالتنصيص عن المتابعة العامة بشأن أفعال العنف المنزلي.

إن الإطار القانوني الروسي -الذي لا يعرّف العنف المنزلي. سواء كجريمة منفصلة أو كطرف متشدد في جرائم أخرى. والذي يجعل وجود ضرر يبلغ حداً معيناً من الخطورة شرطاً لتحريك المتابعات العامة -لا يفي بالمتطلبات الناشئة عن الالتزام الإيجابي للدولة بوضع وتطبيق نظام فعال لمعاقبة جميع أشكال العنف المنزلي وتوفير الحماية الكافية للضحايا.

ب) واجب التصدي لمخاطر سوء المعاملة المعروفة -يتطلب وجود تهديد حقيقي و حال إبلاء الاعتبار الواجب للسياق الخاص للعنف المنزلي. و في هذا الإطار. لا يقتصر الالتزام على توفير

الحماية العامة للمجتمع فحسب ، بل يشمل أيضا و على وجه الخصوص مراعاة تكرار حوادث العنف العائلي المتتالية.

لقد أبلغت الطالبة السلطات عن عنف رفيقها السابق في مناسبات عدة و رفعت إلى علمهم التهديدات وأعمال العنف التي كانت موضوعا لها و قدمت تقارير طبية تدعم ادعاءاتها. و منذ ذلك الحين ، علم مسؤولو الدولة ، أو كان ينبغي عليهم أن يعلموا ، أنها تعرضت للعنف وأن هناك خطرا حقيقيا و حالا من تكرار هذا العنف. و في ظل هذه الظروف ، كان على السلطات واجب القيام بكل ما في وسعها على نحو معقول لحماية.

و في الغالبية العظمى من الدول الأعضاء في مجلس أوروبا ، يمكن لضحايا العنف المنزلي التقدم بطلب للحصول على تدابير الحماية الفورية - تسمى حسب المناطق "أمر بالإبعاد" أو "أمر بالحماية" أو "الأمر الأمني" . - و تسعى السلطات جاهدة لمنع تكرار أعمال العنف المنزلي و حماية الضحايا ، في الغالب من خلال إرغام الجاني على مغادرة المنزل والامتناع عن الاقتراب من الضحية أو الاتصال بها. و لا تزال روسيا واحدة من الدول الأعضاء القلائل التي لا يتيح تشريعها أي تدبير مماثل لضحايا العنف المنزلي.

و لا يمكن قول إن السلطات الروسية حاولت بالفعل منع تكرار أعمال العنف ضد الطالبة ، إذ بينما أبلغت هذه الأخيرة مرارا عن اعتداءات جسدية و حتى اختطاف ، لم يتم الخاذ أي تدبير. وبالرغم من خطورة الوقائع، اكتفت السلطات بالحصول على رواية رفيقها السابق، وخلصت إلى أن الأمر كان نزاعا خاصا بين رفيقين سابقين. لقد انقضت أكثر من سنتين بين أول اعتداء أبلغت عنه الطالبة و بدء الإجراءات الجنائية ؛ ولم تشمل هذه الإجراءات العنف الذي تعرضت له ، و إنما جريمة أقل خطورة بكثير ، وهي المس بجياتها الخاصة . و على الرغم من أن الشروع في الإجراءات سمح لها رسميا بطلب حماية الدولة ، إلا أن الطالبة لم تحصل على أي قرار رسمي بشأن طلبها بهذا الشأن ، في حين كان يحق لها ذلك قانونا . وأصدرت الشرطة الجهوية رأيا اعتبرت فيه أن الطلب غير ذي أساس، و كيفت سلسلة أعمال العنف المنزلي التي تعرضت لها الطالبة بأنها مجرد عدا بسيط بينها وبين رفيقها السابق ، و لا يقتضي تدخلا من الدولة.

و من الواضح أن السلطات الروسية - التي أبلغت بخطر ارتكاب المزيد من أعمال العنف من جانب رفيق الطالبة السابق - قدمت استجابة غير ملائمة للوضع، بالنظر إلى خطورة الجرائم المعنية، و لم يتخذوا أي إجراء لحماية الطالبة أو إدانة سلوك رفيقها السابق. لقد ظلوا سلبين في مواجهة الخطر الجسيم لسوء المعاملة الذي كانت الطالبة معرضة له ، ومكنوا رفيقها السابق ، من خلال تقاعسهم و عدم الخاذ تدابير رادعة ، من الاستمرار في تهديدها ومضايقتها والاعتداء عليها دون عوائق أو عقاب .

ج) الالتزام بإجراء بحث فعال بشأن ادعاءات سوء المعاملة - يتعين بذل عناية خاصة عند التعامل مع حالات العنف المنزلي ، و يجب مراعاة خصوصية هذا النوع من العنف في إطار الإجراءات الداخلية. منذ 1 يناير 2016، أبلغت الطالبة الشرطة بسبع حوادث على الأقل للعنف الخطير أو بتهديدات بالعنف ذو طابع متكرر من رفيقها السابق. لقد قدمت الطالبة أدلة - بما في ذلك تقارير طبية و شهادات - لدعم ادعاءاتها. و من ثم فإنه بمجرد إبلاغ الطالبة



للسلطات بادعاءات ذات مصداقية بشأن سوء المعاملة، ينشأ على عاتق هذه الأخيرة التزام بإجراء بحث يفي بمتطلبات المادة 3.

ردت الشرطة على ادعاءات الطالبة بعدة "أبحاث تمهيدية" مقتضبة، أفضت جميعها إلى رفض فتح أي إجراءات جنائية، بعلة عدم ارتكاب أي جريمة قابلة لتحريك منابغات. وقد استبعد كبار المدعين العامين بعض قرارات إنهاء الأبحاث التمهيدية، معتبرين على ما يبدو أن ادعاءات الطالبة تفتضي إجراء بحث تكميلي بالنظر لكونها على درجة من الخطورة.

ومع ذلك، لم تتخذ الشرطة أي تدبير تكميلي للبحث، وقرروا مرة أخرى عدم فتح أي إجراءات جنائية، وخلال فترة تزيد عن سنتين تعرضت خلالها الطالبة لاعتداءات متكررة، لم تفتح السلطات ولو مرة واحدة بحثاً جنائياً في العنف والتهديد بالعنف الذي كانت موضوعاً له. ولم تكن الإجراءات الجنائية الوحيدة التي تم فتحها تتعلق بالعنف وإنما تتعلق بجريمة أقل خطورة و المتمثلة في نشر صور الطالبة.

إن السلطات التي عرضت عليها ادعاءات موثوقة بسوء المعاملة، كانت ملزمة بفتح بحث جنائي: إن "البحث التمهيدي" وحده لا يفي بمتطلبات إجراء بحث فعال الناشئ عن مقتضيات المادة 3. فهذه المرحلة التمهيدية ضيقة النطاق للغاية، ولا يمكن أن تؤدي في حد ذاتها إلى محاكمة ومعاقبة الفاعل. إذ أن افتتاح الإجراءات الجنائية والبحث الجنائي يعد شرطاً مسبقاً ضرورياً لتوجيه الاتهام المفضي لإجراء محاكمة، ويكشف رفض فتح بحث جنائي في ادعاءات ذات مصداقية بشأن سوء معاملة خطير عن فشل الدولة في الامتثال لالتزاماتها الإجرائية بموجب المادة 3.

إن تقاعس الشرطة عن فتح بحث جنائي وإجرائه على وجه السرعة وبنوع من الحرص ضيق الوقت وقلل من قدرتها على جمع الأدلة عن العنف المنزلي الذي أبلغت به، وحتى في حالة إصابة الطالبة بأضرار ظاهرة، فإنه لم يتم إجراء فحص طبي بصفة فورية. لقد استخدمت الشرطة مجموعة متنوعة من الأساليب لحفظ أي بحث في أسرع وقت ممكن: فقد شرعوا في محاولة إقناع مرتكب الوقائع بالتحكم في نفسه وإصلاح الضرر الناجم عن أفعاله؛ علاوة على ذلك، حاولوا التقليل من شأن الوقائع التي أبلغتهم بها الطالبة. وعلى الرغم من أنه بلغ إلى علمهم علامات تفيد ارتكاب جرائم قابلة للمتابعة، من قبيل الإصابات التي تمت معاينتها أو الرسائل النصية (SMS) التي تهدد الطالبة بالقتل، فقد رفعوا مستوى الإثبات اللازم لفتح إجراءات جنائية، وبالتالي، أكدوا أن إثبات أكثر من ضربة ضروري لثبوت جريمة الضرب والجرح وأن التهديدات بالقتل يجب أن تكون "ملموسة ومحددة بدقة" حتى تستوجب تحريك المتابعات من أجلها. ومع ذلك، لم يستشهدوا بأي نص أو ممارسة قضائية داخلية تدعم هذا التفسير لأحكام القانون الجنائي.

وحيث إنه بالنظر إلى الطريقة التي تعاملت بها السلطات مع القضية - ولاسيما تقاعسها عن فتح بحث جنائي في الادعاءات الموثوقة بسوء المعاملة التي قدمتها الطالبة وفشلها في اتخاذ تدابير فعالة ضد رفيق الطالبة السابق، من أجل معاقبته طبقاً للمقتضيات القانونية الواجبة التطبيق - خلصت المحكمة إلى أن الدولة أخفقت في التزامها بالبحث في أفعال سوء المعاملة المدعاة.

استنتاج: انتهاك بالإجماع. اقتران المادة 14 بالمادة 3: عندما يثبت وجود خلل هيكلية جسيم ، ليس من الضروري أن يثبت الطالب أنه تضرر أيضا بصفة فردية . وتوسع الأدلة التي قدمتها الطالبة والمعلومات الواردة من مصادر داخلية ودولية في القول أن العنف المنزلي يمس النساء أكثر من غيرهن في روسيا.

وعلى الرغم من انتشار هذه المشكلة ، فإن السلطات الروسية لم تعتمد تشريعا لمعالجتها وحماية المرأة التي تمسها أكثر من غيرها. وقد تم إعداد أكثر من أربعين مشروع قانون على مدى عشرين سنة الماضية ، لكن لم يتم اعتماد أي منها. إن مقتضيات القانون الجنائي القائمة ليست كافية لتوفير الحماية ضد الأشكال العديدة للعنف والتمييز التي تتعرض لها المرأة . مثل التحرش . والمطاردة . والسلوكيات القسرية . والعنف النفسي أو الاقتصادي . أو تكرار عناصر من هذا القبيل لفترة طويلة. إن عدم وجود أي نوع من التشريعات التي تحدد ظاهرة العنف المنزلي وتوفر استجابة منهجية لها يميز القضية الحالية عن تلك المعروضة على المحكمة فيما يتعلق بالدول الأعضاء الأخرى . حيث تم بالفعل اعتماد مثل هذا التشريع ، لكن لم يكن فعالا لاعتبارات مختلفة .

إن عدم اعتماد روسيا حتى الآن لتشريع يستهدف مكافحة العنف المنزلي وعدم وجود أي شكل من أشكال الأمر بالإبعاد أو الحماية يبرهن بوضوح أن الطريقة التي عالجتها بها السلطات حالة الطالبة لم تكن مجرد خلل وظيفي أو تأخير في الاستجابة للعنف الذي كانت موضوعا له ، ولكنه نابع من تقاعسهم عن الاعتراف بخطورة وحجم مشكلة العنف المنزلي في روسيا وتأثيرها التمييزي على المرأة.

وحيث إنه من خلال التسامح لسنوات مع مناح مفضي إلى العنف المنزلي . فشلت السلطات الروسية في نهضة الظروف لتحقيق المساواة الحقيقية بين الجنسين . والتي من شأنها أن تتيح للمرأة عدم الخوف من سوء المعاملة أو المس بسلامتها الجسدية والتمتع بنفس الحماية التي يحولها القانون للرجال.

استنتاج: انتهاك (بالإجماع).

المادة 41: 20.000 يورو عن الضرر المعنوي .

انظر أيضا فالبولينييه ضد ليتوانيا ، 07/33234 ، 26 مارس 2013 ، ورقة معلومات 161 ؛ إيرميا ضد جمهورية مولدوفا ، 11/3564 ، 28 مارس 2013 ، ورقة معلومات 163 ؛ م. و م. ضد جمهورية مولدوفا ، 11/26608 ، 28 يناير 2014 ؛ تالبيس ضد إيطاليا ، 14/41237 ، 2 مارس 2017 ، ورقة معلومات 205 ؛ باياش ضد رومانيا ، 09/49645 ، 23 ماي 2017 ، ورقة معلومات 207 ؛ دي. أش. D.H. وآخرون ضد الجمهورية التشيكية [57325] ، 00/GC ، 13 نونبر 2007 ، ورقة معلومات 102 ؛ أوبوز ضد تركيا ، 02/33401 ، 9 يونيو 2009 ، ورقة معلومات 120 ؛ أ ضد كرواتيا ، 08/55164 ، 14 أكتوبر 2010 ، ورقة معلومات 134 . انظر أيضا الورقة المواضيعية : العنف المنزلي واتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة .

رابط الملخص القانوني:

<http://hudoc.echr.coe.int/eng/?i=001-210481>